Les déclarations du chef de l'Etat à la télévision

Habiletés

The same of 美 **等** Nothers

475 Section -

سين ماوند نها 📆 🛪

BALLETT DE L'AND

Mr. I to the

Caracation and

₹ 75 · 1

والمعاجب والمتباط

A Comment

養漢(1/17

B131 2 4 5

الله المولامين في

1.5

٠. ٠ موم د ١٠٠٠ م Be 14.

Same of the

-

.

د د

-

1/4

e et antiraciste

SUR le plan diplomatique, il set indéniable que la Ser-bia manœuvra habilement. En scceptant de poursulvre las négociations de paix de La Haye, tout en rejetant le projat de règlement politique des Douzs, qui, à ses yeux, tire un trait sur la «Yougostavies en tant qu'Etat. elle a affiché sa bonoa volonté et évité le pire : que les Européene ne prennent dea sanctions unitatérales contre ella et l'isolent einsi politiquement. Les timides sanctions décidées à Les timides sanctions décidées à Rome, essentiellemant d'ordre commercial, affecteront done l'ensemble de la «fédération» et ne font aucune distinction entre l'agresseur et l'agressé. Elles ne eembiant pes impressionner outre mesure les beligérants.

La aeula sanction qui, à la limite, pourreit avoir uns esttaine efficseité serait un embargo pétroller décrété par le Conseil de sécurité des Nations unias. Mêma contourné, Il gênerait assez rapidement l'ar-més fédérale, déployée massivement à présent sur de nombreux fronts, et toucherait durement la Serbie, où il est d'ores et déjà difficile pour les particuliers de se ravitailler en carburant. Cela dit, il ne faut pas se faire d'illusions : les milices les plus extrémistes des deux bords seraient prêtes, hélas!, à continuer les combats, à l'arme blanche a'il le faut...

ONGTEMPS silencisuaes (diplomatiquement), la Ser-bie et la présidence collégiale du pays - qu'elle contrôle maintenant entièrement - viennent de faire une étonnante proposition : l'envoi de casques bleus » en Croatie. Etonnante, car depuis le debut du conflit Belgrade contrairement à Zegreb - n'a cessé de s'opposer à toute ten-tative d'Intervention militaire étrangère en Yougoslavie. Lee Serbes ont toujours clemé que ces troupes seraient considérées comme des forces d'occupation, et atraitées comme telles ».

Ce troublant revirement peut avoir des explications tactiques et militaires. Sur le terrain, il est n'est plus aujourd'hui aussi favo-rable aux Serbas et à l'armée qu'il y e quatre mois, lors du déclenchement des hostilités. Entre-tempa, la Croetis s'aat équipée, à l'étranger et en puisant dana las atocks des casemes fédérales conquises. De son côté, l'armée semble ae dés-Intégrer à la même vitesse que la Yougoslavis : Croetes, Siovènes, Macédonlens, Kosovars, otc., l'ont désertée, et les jeunes Serbes renscient à porter l'uniforme.

AVEC une reelle dose d'op-de l'inisme, on pourreit donc avancer que fédéraux et Serbes ont pris consciance qu'ils ne pourrsient paa gegnar catte guerre, un réglement durable ne pouvant être obtenu par la force. Mais un sérieux obstacle subsiste : où placer ces milliers de soldats de l'ONU? Sur les frontières qui prévalaient « avant la guarre » ou - comme le demande habilsment la Serble -sur les frontières ectuelles, qui amputent is Croatle d'un bon quart de son territoire? C'est un peu le même problème que soulève l'Idés proposéa dimenche par M. Mitterrand de créer un « couloir de sécurité et de paix » antre la Sarbia et la Croetie «pour sauver les enfants».

Le fait qu'un simple convoi humanitaire européen ait mia, récemment, plusieurs jours pour évacuer une centaine de blessés da Vukovar donne una petite idée des difficultée qu'il y aurait à délimiter un « couloir de sécurité», qui a toutes les chances embler à un dangereux labyrinthe...

> Lire page 7 le reportage d'YVES HELLER



serbes

QUARANTE-HUTTÉME ANNÉE - Nº 14553 - 6 F .--

Une réforme des institutions sera soumise aux Français M. Mitterrand, invité, dimanche soir 10 novembre, de la Cinq et d'Europe 1, a annoncé son intention da réviser la Constitution evant la fin de son mandat. Le Parlement et les Français seront consultés au cours du second semestra de 1992. La président de la République a égalamant donné son aval au projet de réforme du mode de scrutin mixte pour les législa-tives de 1993, il a souhaité le dépôt d'un projet de loi pour indamnisar les hémophiles victimes du sang contaminé.

par Jean-Marie Colombani

e Faible sur le chômage » : M. Giscard d'Estaing a raison. M. Mitterrand, comme M. Mauroy quelques heures plus tôt, a été faible sur le chômage, dont il est pourtant comptable depnis qu'il préside eux destinées du pays. Mais ce n'était pas le sujet. Il s'agissait, en effet, dimanche soir 10 novembre, de tout autre chose : de la réforme des institutions, sur laquelle le peuple ou/et le Parlement sera amené à se

ramassent PLANTA

Mitterrand malgré lui

prononcer par voie de référendum; et de la trace que M. Mit-terrand entend laisser dans l'His-

«On verra quel président il est vraiment », avait pronostiqué M. Manroy. On a vu, en effet. Non pas un homme qui, ébranlé par la mobilisation contre lui de toute une partie du pays, cherche à s'en sortir le mieux possible, comme il le fit en 1984, en retirant du même coup et M. Mauroy du gouvernement, et la loi sur le grand service public de

l'éducation: ou bien, comme il

devait le faire en 1986, en faisant adopter au vu de l'échec des cantonales de 1985 la repré-sentation proportionnelle. On a vu cette fois un président qui au-delà des vicissitudes, rudes voire déplaisantes, du temps présent, cherche à sortir le mieux possible de la vie politique, et

jalons du temps qui vient, celui de l'après-Mitterrand. Car le calendrier annoncé par le chef de l'Etat donne la mesure de l'audace de son choix.

pose lui-même les premiers

Lire la suite page 4

Réformer les textes et les comportements par THIERRY BRÉHIER

Mode de scrutin : l'opiniâtreté de M. Meuroy par PATRICK JARREAU

 Attentes sociales et nouvel élan per MICHEL NOBLECOURT Contamination, risques et

compétences par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI Peine de mort, peines de sûreté par ANNE CHEMIN

Deux voix

par Bruno Frappat

Que manque-t-il à la France pour épouser, comme aurait dit de Gaulle, la fin de ce siècle et le début du prochain i L'ardeur, sena doute, la confiance en soi, assurément, mais surtout la recherche du sens, qui est à le gestion au jour le jour ce que le génie des bateilles est à l'intendance.

La coîncidence qui a fait mourir Montend, le troubadour politisé, à quelquee heures de l'intervention où le chef da l'Etat deveit annoncer aux Français qu'il songeait à achever, avec eux, sa trajectoire politique en laisaant dans la Constitution le marque de son règne est plus qu'une ironie : l'occasion de s'interroger sur le paysage mental de ce pays.

Avec Montand s'éteint une relation fusionnelle, affective, soupe au lait, entre convic-tion et talent. Il aura montré comment, en éprouvant le politique plus qu'en le pensant, on pouveit se tromper

Lire la suite page 3

L'hommage à Yves Montand

Mort le 9 novembre, le chanteur-comédien aura marqué cinq décennies de music-hall et de cinéma

Yvas Montand est mort le York. Sa vie de cinéma, du gar-13 h 10 à l'hôpital de Senlis, dans l'Oise, d'un inferctus du myocarda. Il était âgé de soixante-dix ans. Ses obsèques auront lieu le mercredi 13 novembre à 10 h 30 au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

par Danièle Heymann

Les feuilles mortes, les souvenirs et les regrets. Yves Montand appartenait à le vic et nous appartenait aussi. Sa vie de petit garçon pauvre à l'usine à treize ans. Sa vie d'homme traversée de femmes fulgurantes. Sa vie de chansons, des treteaux belbutiants de Marseille au triomphal Metropolitan Opera de New-

samedi 9 novembre à con efflanqué des Portes de la nuit en patriarche inflexible de Dans le diptyque de Claude Jean de Fiorette. Se vic de Berti en 1986, avec une sorte de citoyen se trompant parfois de colère, mais toujours la vébémence généreuse et jusqu'eu fourvoiement sincère.

Montand avec ce sonrire dens l'espace le modelé d'un sein, Sanguine, joli fruit... Chanteur, acteur, tribun, joueur de boules à Saint-Paul-de-Vence et pourquoi pes président de la République, qu'il soit ce qu'il voulait, Montand, pourvu qu'il soit là, tutoyant tout le monde et la chance! Présent. Indissociable des bonheurs qu'il nous donna, des images qu'il nous laissera. Son visage barbelé, dans l'Aveu. ses tendresses bavardes chez Sautet, sa mort eu ralenti dans Z. et

chez Oury.

panache conjuratoire, Yves Mootand evait devancé l'appel de l'age, jouant un vieux alors qu'il ne l'était pes. Ainsi nous rassu-rait-il : le «papé» n'était qu'un d'éternel grand frère et ses mains rôle de composition. Un jour, éloquentes qui savaient dessiner beaucoup plus tard, le rejoindrait-il. Et ce serait alors le bout de sa longue route à lui, jalonnée de coups de cœur et de coups de gueule. En attendant, on avait le temps ...

On n'a jamais le temps d'aimer assez ceux qu'on eime. Montand était en train de tourner no film. il s'en trouvera peut-être pour saluer le destin comme à la fin d'une représentation réussie. C'est beau un saltimbanque qui meurt en jouant. Mais Molière n'est plus là pour

ses rires, aussi, avec de Funès le dire, et c'est tellement plus beau, un saltimbanque vivant.

> Il devait anssi revenir à la chanson au printemps prochain. A Bercy, devant la foule. Mais Montand disait qu'il ne chanterait que pour une seule personne. Une personne qui ne l'evait jamais vu en scène, son fils de trois ans. Valentin ne le verra pas dans la lumière. Rien d'improvisé, de relâché, de désinvolte; la silhouette marron, impeccable, inchangée. Les pas de danse, les claquettes, le corps au garde-à-vous dompté par le trevail pour laisser le champ libre à la voix. La voix merveilleuse, flaneuse et caressante. La voix croqueuse de mots qui a la mémoire du soleil. La voix de Prévert et de tous les poèmes, des petites guinguettes et des grandes amours. La voix de Paris et de tous les pays.

- Lire -

u Le cinéma : du prolétaire au patriarche par JACQUES SICLIER ■ Le music-hall : pour

trois minutes de bonheur par COLETTE GODARD et EMMANUEL DE ROUX ■ Du communisme à la

désillusion **PATRICK JARREAU** ■ Itinéraire d'un deuil : de

la place Dauphine Saint-Paul-de-Vence per MICHEL CASTAING pages 12, 13 et 20

 Ainsi sortent les artistes par PIERRE GEORGES page 19

■ L'adieu de l'Italie par MARIE-CLAUDE DECAMPS page 20

Le nouveau pouvoir ne contrôle pas la province orientale du Harerghe en proie aux luttes tribales et au brigandage

DIRÉ-DAWA

de notre envoyé spécial Sur la petite place de la gare,

à Diré-Dawa, on peut encore apercevoir un portrait du président Menguista, qui a pourtant abandonne le pouvoir en mai, eprès dix-sept ans de règne. L'artiste a peint le «Négus rouge» en train de fuir l'Ethiopie, marchant sur le cadavre de ses vic-En face, dens les bâtiments

aux portes closes du Chemin de fer djibouto-éthiopien, le hall des voyageurs est désert. Depuis le 'début du mois d'octobre, l'admi-

Energie nucléaire Des physiciens européens ont franchi un pas décisif en pro-duisant de l'énergie par fusion

lire page 20 l'article de J.-F. AUGEREAU

uistration du CDE a interrompu juin 1991. La conquête de la le trafic entre Addis-Abeba et le port de Djibouti. «Il n'y a pas de train parce que c'est ia guerren, lance un jeune homme désœnvré sans plus d'explica-

Si le départ du président Men-guistu e mis fin à des années de guerre civile, il a aussi entraîné une déstabilisation du Harerghe, dans l'Est éthiopien, où nombre de mouvements armés s'affrontent, se heurtant également aux combattants du Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE), au pouvoir à Addis-Abeba depuis le mois de

région par les troupes du FDRPE, face à une armée régulière en pleine débandade, s'est faite sans coup férir; mais, à partir du mois de juillet, incidents et accrochages se sont multipliés entre les milices isses et oromos de la région. A plusieurs reprises, les troupes des nouvelles eutorités ont dû intervenir pour séparer les belligérants ou pour les empêcher de s'emparer d'un quelconque endroit straté-

> JEAN HÉLÈNE Lire la suite page 9

CHAMPS ÉCONOMIQUES

années de pertes très lourdes, seules les grandes compagnies pourront investir dans l'achat d'eppareils ou da systèmes informatiques.

Le trompe-l'œil des chiffres.

La chronique de Paul Fabre :

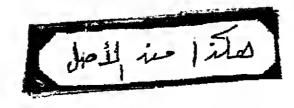
«Le 11 Novembre et l'avenir de l'Europe ». pages 17 et 18

. .

L'HERMES Editeur universitaire depuis 22 ans

DROIT PUBLIC DROIT PRIVE **ECONOMIE - GESTION**





Il est 19 heures. M. François Mitterrand fait au journaliste de la Cinq, en ce début de soirée du dimanche 10 novembre, les honneurs de l'un de ses refuges élyséens. Le chef de l'Etat, ce soir, ne veut pas se dissocier de ses livres, des œuvres d'ert qu'il affectionna, de tout ce qui nourrit, ici, comme chez lui, ses méditations quotidiennes sur

les choses de la vie et du pouvoir. Le contraste avec le remue-ménage du dehors politique n'en sera que plus fort, donc plus remarque. La conversation devient aussitôt complice sans perdre de sa

C'est magique, le télévision. L'image montre deux hommes qui beverdent trenquillement comme s'ils se trouvaient en tête-à-tête dans une cellule da bénédictin elors qu'en vérité, dans cette pièce exiguê transformée en plateau étouffant, ils travaillent au milieu des câbles, des projecteurs et des techniciens comme deux ertistes ertificiellement isolés dans un décor encombré.

lls évoquent l'ami Yves Montand, bien súr, et le dernier commet de l'OTAN à Rome, c'est obligé, tout comme les grèves à répétition, c'est le loi du genre, mais il n'y a pas cinq minutes

qu'ils parlent que M. Mitterrand le fait comprendre à son interlocuteur : ce soir, il veut surtout parler des institutions, répondre à tous ceux qui, dans l'opposition, le pressent, et parfois le somment de réviser la Constitution de la Ve République. Il e envie d'en découdre, en maniant l'ironie. A l'encontre de son prédècesseur, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, le matin même, a encore plaide pour la réduction à cinq ens du mendat présidentiel qu'il n'a pas osè engager lui-même durant son propre septennat. A l'encontre, surtout, du président du RPR, M. Jacques Chirac, dont il a lu, relu et annoté le point de vue accordé au Monde le 24 octobre dernier.

Il patientera trente minutes. Le temps de quelministre, Me Edith Cresson, dont les Français

«apprendront à connaître», il n'en doute pas, la « qualité ». Pour le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Jean-Louis Bianco, qui a été « très bien » face è la « dramatique » affaire du sang contaminé. Pour les victimes etrès dignes » de ce qu'il appelle, prudemment, « des erreurs » en renvoyant aux divergences initiales des savants pour dégager implicitement la responsabilité des gouvernants.

Le temps, aussi, de conforter la position du premier secrétaire du PS, critiqué en ce moment à l'intérieur de toue les courents du perti. M. Pierre Mauroy l'e « convaince » de la nécessité de réformer, le plus tôt possible, le mode de scrutin des élections législatives. Il a donc tranché : ques mote gentils. Pour le traveil du premier en 1993, on votera suivant un système qui tentera de concilier, comme c'est le cas aux élec-

«Je ne partirai pas sans avoir modifié les institutions,

Après avoir commenté la mort d'Ives Montand (live page 12), le président de lo République, inter-rogé dimanche soir 10 novembre sur lo Cinq par Jean-Pierre Elkab-bach sur le récent sommet de l'OTAN à Rome, déclore: « Mes relations avec George Bush sont excellentes. Nous evons même, je crois, une réelle amitié. Je le trouve sympathique, le ne partage pas toujours ses prises de position, et quand je ne les partage pas je les conteste. Où avez vous vu qu'il soit nécessaire pour des responsa-bles d'uo pays, en particulier d'un grand pays comme la France, que les éléments de sympathie ou d'accord puissent prévaloir pour empêcher toute expression de pen-sée distincte? (...) Non, il n'y a pas de froid; il y a une opinion différente sur certaines façons de penser et sur certaines approches de politique extérieure. J'en ai eu déjà avec beaucoup d'autres responsables qui sont restés mes amis et avec lesquels la France est un loyal allié. Mais il y a trop l'hommes politiques français, trop de gens, trop de commentateurs, qui donnent toujours tort à la France dès lors qu'elle se distingue. Moi, j'agis en conscience, je fais ce que je crois être bon pour la France et pour les Français et je ne suis pas de ceux qui, trop nom-breux, ont tendance, dans une discussion internationale, à vouloir tout & bazarder » dés lors qu'il s'agit des intérêts du pays.»

M. Mitterrand souligne que, dans le texte principal adopté à Rome «George Bush et les Américains ont consenti à reconnaître non seulement l'identité europécnne, meis aussi l'embryon d'identité de sécurité européenne, ce qui était vraiment un très gros progrès ». En revonche, dons le document sur l'URSS, qu'd n'o pas signé, « je retrouvais, dit-il, un ton que je n'aime pas beaucoup, dans lequel on donnait des leçons à tout le monde, en vertu d'une idéologie qui n'est pas exactement

A propos de l'URSS, le chef de l'Etot juge « extraordinaire » l'ef-fondrement de l'ampire soviétique. «Je ne pense pas, dit-il, qu'on ait vu dans les temps modernes un écroulement de cette importance. Générelement les empires met-taient du temps à se défaire. Là, est tombe dans un grand fracas. Alors, maintenant, le monde a de la peine à se reconstituer. » Il oute: «On a cru il y e quelques années - er c'éteit vrai - que l'on étair retourné à la croissance et qu'on alleit voir s'éloigner le

chômage, toutes les formes de récession, de politique de rigueur. Et puis voilà qu'en réalité on pié-tine et que l'incertitude, le doute, qui se sont emparés de beaucoup de gens, en particulier des marchés financiers et de beaucoup de chefs d'entreprise dans tout le mondo occidental, pes simplement en France, font qu'il y e une décep-tion générale (...) une crise de confiance à l'égard des chences que nous avons d'aller vers le prospérité (...) mais qui se reporte à l'encontre de ceux qui gouver-nent. (...) Cela mc donne plutôt envie de lutter davantage parce qu'il s'agit de feire gagner le

Comme on lui demande s'il n'o pas envie de partir, il répond : «La estion n'est pas d'avoir envie de nartir ou de rester. C'est un devoir. le remplis ma fonction. Elle est soumise à la critique des citoyens. C'est la République et la démocratie. Les institutions m'ont accordé un certain temps pour le faire, j'ai été élu; pendent ce temps-là j'assume mes fonctions. (...) Je n'ai aucune raison de partir tout le temps que la loi me dit de rester. (...) Je ne suis pas dans la situation de quelqu'uo qui veut devenir président de la République ou le redevenir. (...) Moi, je suis là parce que les Français m'ont désigné dans le cadre d'une Constitution que je n'ai pas approuvée, doot je critique beaucoup d'espects mais que je respecte tant qu'elle n'est pas changée.»

> «Je ne suis pas pessimiste à ce point»

Interroge sur le chiffre du chomage, M. Mitterrand rappelle qu'd a hérité de près da deux millions de chomeus il y a dix ans mais reconnait que «si le mouvement s'est ralenti, il s'est porté du meuveis sens ». Il précise : «A aucun moment la France ne s'est sentie vraiment prête à se moder-niser de telle sorte qu'elle puisse offrir à ses enfants un métier pour oftrir a ses enfants un metter pour lequel ils aureient èté préperés. Aujourd'hui, beaucoup plus de jeuncs sont formés. Dens les années 75-76 il y evait 58 % des jeunes qui n'étaient pas formés du tour à un métier moderne. Aujourd'hui il y en a encore 37 %. C'est trop. Eh bien! on travaille. Priorité est donnée à la formation

pour que les jeunes puissent être désirés par les entreprises. » Dans « l'ensemble des pays industrialisés, dont nous sommes, souligne-til on a pris du retard – cela date d'il y a très longtemps, peut-être au moins trente ans - pour s'adap-ter eux grandes tecbniques modernes. Et on en souffre encore aujourd'hui. Mais je ne suis pas pessimiste à ce point. Le gouver-nement d'Edith Cresson s'est vrai-ment ettelé à cette têche. Vous ment attelé à cette tache. Vous evez entendu parler des plans de Martine Aubry; j'en attcods beau-

> «Il y a moins de journées perdues pour cause de grève»

Evoquant les mécontentements et les movements sociaux de ces der nière semoines, M. Mitterrand

«Le gouvernement, qui est très travailleur, qui est toujours « sur le tas », règle les situations et les conflits l'un après l'autre. Il n'y a pas de mouvement généralisé. (...) Mais malgré tout, c'est un peu le sort de la France depuis 1945 (...) l'ai uoe statistique absolument compléte. Eo 1988, c'était au temps où j'étais, déjà président de la République, il y avait 91 000 journées perdues par mois. (...) En 1991, pour la même époque, e'est 26 000. En 1976, le nombre de journées perdues dans l'année était de 4 millions. En 1991, il est de 290 000: Constamment, depuis 290 000: Constamment, depuis 1989, 1990, 1991, il y e moins de journées perdues pour cause de grève, donc pour cause de conflit social qu'il y en evait il y e dix ans, il y a vingt ans, il y e trente ans. (...) Meis il feut discuter. Ceux qui revendiquent ont sou-vent des intérêts légitimes. On ne peut pas toujours y répondre favo-rablement. Au moins, il faut les entendre. C'est le devoir d'un gouvernement démocratique que d'écouter les gens qui souffrent et qui s'inquittent.

ne les connaissez pas. Le gouver-nement traite beaucoup d'affaires qui, heureusement, ne se transforment pas en conflits ouverts.» A propos de la politique de rigueur budgetaire conduite par le gouvernement. M. Misterrand observe : «Beaucoup de Français ont espéré dans la croissance. Elle

e été réelle ces dernières années.

» Mais les grèves évitées, vous

Elle est encore, en France, quoique faible, plus forte que dans la plupert des peys industricls du monde, puisque nous sommes eu troisième rang derrière l'Allemagne et le Japon mais evant tous les eutres. Mais enfin, c'est 1,5 % de croissance. Ce n'est pas suffisant. Cette perte de croissance, c'est-à-dire d'ectivité, coûte cher, c'est vrai. (...) Les difficultés, surtout aux États-Unis d'Amérique, mais aussi les difficultés connues pas l'Allemagne, ainsi qu'une certaine inquiétude du Japon, ont fait que le talentissement s'est suspetitué à la recrudescence d'activité. Beaucoup de corps de métier, de groupes socio-professionnels, coonaissent une très dure décep-tion et ont tendance è se révolter. Alors, on leur explique que l'on ne peut quand même pas transformer en impôts toutes les satisfactions que nous aimerions leur accorder. (...)

> «Le gouvernement doit négocier »

» Il faut allier une très grande fermeté contre ce qui est violence et véritable désordre - car au fond, cela veut dire destruction de la communauté nationale – et dis-tinguer cela de la revendication legitime qui fait partie de notre pain quotidien. Nous devons écou-ter les Français, mais quand il y a eu, récemment, des violences inac-ceptables, intolérables, j'ai mis le hola et les instructions restent prè sentes. Aucun désordre ne sera supporté durablement. Il ne s'agit pas de se transformer en police brutale. Lorsque des brutalités se produisent, je suis le premier à le regretter. La tâche des forces de l'ordre républicain, est lourde. Il feut beaucoup de fermeté. Pour eutant, je ne vais pas dire au gouvornement : « Ne négociez pas. » Il doit négocier. Il est en train de restaurer une grande politique contractuelle qui consiste à discu-ter avec les organisations syndicales ou les organisations représ tetives de toutes sortes. C'est l'intérêt de chacun ou de chaque groupe socio-professionnel. Il faut une infinie patience.

A propos de l'attitude de la CGT dans ces conflits sociaux, M. Mitterrand indique: «Conveincre le CGT? Je dois dire que jusqu'ici je n'y suis pas parvenu. l'ai pris l'ha-bitude de m'en passer.»

France, c'est le France, après tout! L'opposition, je dois la protéger, le cas échéant contre le sectarisme, mais personne n'e proposé d'être sectaire dans cette affaire. Je pense que cele sera fait justement,»

Commentant les déclarations de M. Michel Rocard qui, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire le Point, expliquait qu'd avait été «viré» de l'hôtel Matignon par le président de la République, en mai 1991, M. Mitterrand déclare:

«Dans la mesure où pendant environ un mois, un mois et demi, evant son départ, je lm avais dit qu'il convenait d'agir dans certains sens et que, si tel n'était pas le cas, il faudrait changer de gouvernement cer soo gouvernement commençait d'être fatigué, et après commençait d'être fatigué, et après trois ans c'est presque une constante de la Ve République, ce n'est pas lui qui m'a offert sa démission. C'est vrai que c'est moi qui lui ai dit : « Je pense que l'heure est venue de changer maintenant.» Alors, cele peut s'appeler « viré » si l'on veut, dans un langage très familier. C'est uo homme qui compte et qui comptera sur la qui compte et qui comptera sur la scène politique nationale, et si je peux contribuer à ses succes futurs, j'en serai ravi. Je n'ai pas «viré» Pierre Mauroy, je o'ai pas «viré» Laurent Fabius. Je n'ai pas evires non plus, dans le sens où l'on pourreit le penser, Michel Rocard. Je pense simplement que c'est à moi de soupeser la réalité d'un gouvernement par rapport

eux Français.» Sur le choix de Me Edith Cresson et son actuelle impopularité dans l'opinion publique, M. Mitter-rand déclare :

«Les premiers mots que je lui ai dits lorsque je l'ai pressentic, c'était : « Edith, il faut que vous acceptiez de prendre des mesures qui vous rendront impopulaire. Il n'y o pas beaucoup d'hommes politiques qui aiment ça, parce que vous devez réaliser les grands équi-libres financiers. Cela dit, quand vous aurcz occompli ce premier temps de votre tâche, il vous restera encora bian des mois pour montrer ce que vous étes capable de faira, pour construire, pour pan-ser les plaies et pour encourager les

Français et, le cas échéant, pou vous faire aimer d'eux. » Je snis convaincu que même, des aujour-d'bui, les Français commencent à se rendre compte de la qualité du premier ministre. Ils ne la connaissaleut pas beaucoup. Ils l'ont connue au trevers de mesures dures, commo l'augmentation des cotisations sociales. Il est certain que c'était difficile pour elle. Elle a eu le courage de le faire, on ne peut pas lui en vouloir. Il fallait choisir, il fallait bien que la Sécurité sociale oe sombre pas. Est-ce qu'il fallait eugmenter les cotisations, durablement, à répétition, ou est-ce qu'il fallait cesser de payer les prestations, cesser de payer ce qui était dû eux assurés sociaux? Son prédécesseur en était parfaitement capeble, mais je répète qu'il m'e semblé que son gouvernement commençait à être un peu usé. »

> «Il faut une loi d'indemnisation »

Interroge sur l'affoire de la contamination sanguine des hémo-philes et des transfusés par le virus du sida et la responsobilité des autorités politiques et médicales, M. Mitterrand répond:

«La justice est saisie. Pourquoi

44 1 May

Cross M

ent transport of the

est-ce qu'elle n'irait pas jusqu'au bout de son enquête et, le cas échéant, de son jugement? C'est une affaire grave. Est-elle scanda-leuse en soi? En tout cas, elle est de toute manière dramatique. Elle est dramatique sur le plan humain. Comment ne pes éprouver une immense compassion? J'ai rencontré les dirigeants des associations d'hémophiles; ce sont des gens qui portent dans leur chair le drame qu'ils subissent et ils représentent des milliers d'hommes et de femmes qui connaissent la même peine. Je les ai trouvés très dignes. Nous evons beaucoup discuté et j'estime qu'on leur doit, que moi personnellement je leur dois, jus-tice.

Attentes sociales et « nouvel élan »

Peu disert sur le politique de « désinflerion compétirive » de son gouvernement, en retrait sur le défense de l'économie de merché - dès lors qu'il e'agit de donner une leçon à l'Union soviétique. - ellencieux sur las privatisations partielles, M. Francole Mitrerrand e effiché une certaine sérénité à l'égard des difficultée économiquee er

M. Pierre Bérégovoy e reçu de nouveau l'onction présidentielle puisque, comme son ministre de l'économie, le chef de l'Etat voit vanir una reprise dont il ne se hasarde pas à préciser la force at, ceci expliquant cele, il e'attend eueei à une baiese du chômage en 1992. Comme la croissance de l'activité risque à alle seule d'être insuffisante pour pervenir à ce résultat, M. Mitterrend compte sene doute sur les bienfaits de la politique de M~ Martine Aubry, qui e rompu avec le simple traitement eocial du chômage pour favoriser l'eccès à l'emploi des jeunes sans qualification. Là se trouve, en effet. l'inflexion politi-

que la plue significetive qu'e donnée le gouvernement de Mr. Edith Creseon par rapport à celui de M. Michel Rocard. Mais les résultats ne se feront pas sentir repidement.

M. François Mitterrand a fait l'éloge de la politique contracruelle en y voyant un nouvel essor. Au passage, il e'est mon-tré ouvart au dialogue pour le règlement des différents confins de l'heure, même si, a-t-il axpliqué à la manière d'un professeur, on ne peut recourir à l'impôr pour finencer cheque revendication. Sa volonté de dédrematisation étalt évidenre. Mala, de même qu'une addition de conflits catégoriels na suffit pas à feire une crise sociale, une baisse des journées individuelles perdues pour fait de grève indéniable depuis 1979 et amplifiée ces demières ennéee - ne suffit pas à créer un climat de peix eociale. Ni crise ni paix, meis malaise exprimé parfois de manière confuse ou diffuse. Pour venir à bout du mal être ou de la eolf de reconneissence de nombreusee cetégories, les

bonnes paroles ne seront vraieemblablement pas suffisantes. Le renouveau de la politique

contractuelle ne peut ee résumer à la signature d'un eccord salariel dans la fonction publique. Plus généralement, on ne peut réduire sa vocation au règlement de contentieux enclens, aux plaies pansées à chaud et aux conflits évités à froid - même si ces dimensions ne sont pes négligeebles. La polirique contractuelle peut aussi être un instrument de gestion prévisionnalle des relations sociales, en ouvrant dee chentiers (formarion, qualificatione, claeeificarione, nouvellee technologies, aménegament du temps de rravail, etc.) avant que l'expression eigue d'un mslaise rende difficile la solution d'un problème. Peutêtre le «nouvel élan» ennoncé pour la politique sociale de Mª Cresson depuis son errivée, et toujours difficile à percevoir, pourreit-il trouver là l'occesion de se manifester.

MICHEL NOBLECOURT

«Je n'ai pas « viré » Michel Rocard...»

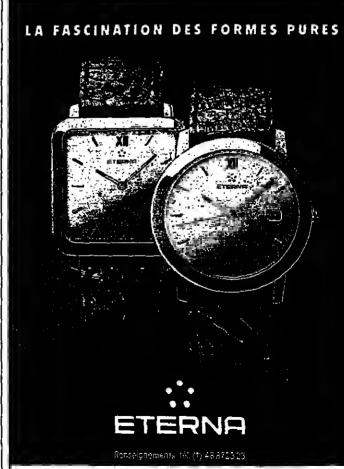
Intarrogé sur la politique de décentralisation engagée par le pre-mier ministre, M= Edith Cresson, M. Mitterrand répond :

«Jc ne pense pas que M= Cres-son aurait décide cela sans prendre mon avis. Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'air pas un champ très libre pour gouverner. J'ai toujours respecté l'action des chefs de gou-vernement, dans la mesure où elle était conforme à la loi et à la Constitution. Mais il est évident qu'Edith Cresson m'a demendé mon evis, et je l'ai encouragée. Cela dit, elle est vraiment proprié-taire de cette idée et de cette action qu'elle a menée avec beau-coup d'énergie. Il faudra qu'elle

Sur les villas retanues pour accueillir les dissèrents organismes décentralisés et les critères politiques qui auraient pu guider ce choix, M. Mitterrand indique:

continue. >

« Je crois qu'il y e plusieurs municipalités de Seine-Saint-Denis qui ne sont pns socialistes, et celles d'Angoulème, de Bourges, de Rouen, de Caen, et quelques autres qui relevent de l'autorité, de la compétence, de personnalités d'oppositioo. Il faut être très impartiel dans cc domaine. La



SORROR

66, rue Sainte-Catherine 33000 BORDEAUX Tél.: (1) 54-44-34-79

BIJOUTERIE SOUTIF LES FLORENTINES 17, rue du Commerce 02200 SOISSONS

Tél: 23-53-02-66

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

tions municipales dans les villes, les avantages respectifs du mode de scrutin majoritaire et de la proportionnelle. Sa marge de manœuvre n'en sera que plus grande quand il s'agira éventuellement de ressembler une nouvelle majorité.

Control of the second s

ATTENDED TO THE PARTY OF THE PA

Can deposite the second second

The plant of the p

The second of th

es institution

The state of the s

general in the same

the section of

Property and the second

WA ...

314 Ca....

建安化二 . . .

Store We

***** -

والمراجع والمراجع

A SECTION

رود معولي المجيد

7 . . . # 4 15 h

. .

The Board

Le voilà enfin dans le vif de son sujet. Son call pétille, sa lèvre se fait gourmande. Cela fait plusieurs semaines qu'il tâte le terrain. Il passe à l'offensive parce que l'opposition fait aujourd'hui tant de gorges chaudes de l'urgence de réviser les institutions que s'il la laisse faire, elle risque de faire croire aux Français que l'auteur du Coup d'état permanent est devenu pusillanime. Que ne hii a-t-on pas reproché naguère quand il accusait le général de Gaulle de verser dans le pouvoir personnel! Il savoure déjà sa revanche sur ses contempteurs car aujourd'hul, même e'il a bougrement profité de cette Constitution qu'il n'a pas votée, il n'a pas, sur le fond, changé d'avis et le tira du tiroir, où elles sont prêtes, ses références dit : en certaines mains, le pouvoir du président de la République pourrait donner lieu à de dangereuses dérives. Il n'est pas «sûr» de ses successeurs et prendra ses e précautions ». Il l'a confié à ses proches : pas question de laisser l'opposition apparaitre « propriétaire » d'un tel enjeu l

Et sa verve s'exerce d'abord aux dépens des héritiers du gauilleme. M. Chirac perle « d'accroître le recours à la démocratie directe », de « conclure le débat ouvert sur la modification de la durée du mandat présidentiel», de « rendre au Parlement une autonomie at une capacité d'initiative qui sont aujourd'hui trop faibles »? Le maire de Paris vaut amettre la justice à l'abri du pouvoir politique » et prémunir la France contre tout danger de « dérive monarchique du pouvoir »? Il lui dit : «Chiche la Dans quelques joura, il sor-

personnelles qui ne datent pas d'aujourd'hui.

Pour l'instant, il allume la mèche evec la satisfaction manifeste de l'artificier qui dispose du pouvoir de le faire durer très longtemps : le Parlement débattre et les Français seront consultés par référendum, au cours du deuxième semestre de l'année prochaine, sur plusieurs modifications de la Constitution de 1958 qu'il juge nécessaires. M. Mitterrand en dira un peu plus aux Français dans quelques jours. Quand? Comment? Sa décision n'est pas encore prise. L'essentiel, ce soir, est de reprendre l'initiative, et il le fait de main de maîtra, dena un risqua calculá qui l'obliga à conserver un certain flou sur ses intentions personnelles si d'aventure son Initiative d'eujourd'hui entraînait demain d'imprévisibles effets pervers.

Le reste? Un geste d'émotion très intense, à l'évocation, la tête entre les mains, de l'assassinat des deux fillettes d'Eine. Un nouveau plaidoyer, in fine, pour l'acceleration de la construction politique de l'Europe. Un parfum de mystère sur l'existence de ce « quelque chose » qui, en lui, l'empêche toujours de « s'assoupir ». Avec, pour finir, une perche qu'il prend volontiers quand on lui demande s'il préfère être considéré comme « un bricoleur », « un prophète » ou c une boussole ». Il préfère la boussole, c'est évident! Son rôla institutionnal n'ast-il pae da « garder la nord »? Il y avait même, dans ses expressions, ce dimanche soir, on en jurerait, un equelque chose» de gardien de phare.

ALAIN ROLLAT

sans avoir saisi le Parlement et les Français»

» Il y a donc, d'une part, une graode compassion, una grande solidarité, une grande amitié, mais en même temps, puisqu'ils ont à se plaiodre, queique part, d'erreurs dont ils aouffrent errellament, dont lours amis, lours proches. souffrent en même temps qu'eux, souffrent en même temps qu'eux, il faut bien que le partage des responsabilités soit fait et seule la justice est en mesure de le faire. »

A propos de l'indemnisation des victimes transfusées par du sang contamité, M. Mitterrand précise:

« Pour l'iodemnisation, il y a victimee du terrorisme étaient nombreuses en France. J'en evais discuté en particulier evec leur présidente, M. Rudetzski, et elle m'evait convaincu qu'il fallait pro-céder à des mesures très courageuses, qu'il ne fallait pas « mégo-ter ». On n'a pas le droit de faire cela. Personnellement je pense, et je le dirai à Edith Cresson, que, oui, il faut une loi. Et il faut que ce soit le Parlement tout entier qui s'associc aux mesures qui doivent être prises pour tenter de compenser un dommage qui ne peut pas

l'être entièrement, » Interrogé sur les déclarations de M. Claude Evin, ancien ministre de la santé, qui affirmait récem-ment avoir remis la légion d'hon-neur au président du Centre national de transfusion sanguine, le docteur Michel Garretta, sur ins-truction écrite de l'Elysée, M. Mitterrand repond:

«Il n'est pas très traditionnel de parler de cette manière-là mais après tout pourquoi pas, les traditions ne sont pas taujours sacro-saintes. Mais moi, je ne connais pas le docteur Gerretta, L'al-je rencontré au basard de cérémonies



publiques? C'est possible, je n'en sais ricn, je ne le connais pas du tout personnellement. (...) J'ei recu, en 1989, de la part des plus hautes personnalités médicales, et des plus respectables, une intervention extrêmement chaleureuse en faveur du docteor Garetta, me disant que le Centre de transfusion sanguine était un modèle dans le monde et qu'il s'egissait d'un homme de grand mérite. Générale-ment, les décorations de ce type fla Légion d'honneur) sont accordées sur l'intervention de gens incontestables. J'ai donc fait demander à M. Evin ce qu'il en pensait. Il a dit : non, pour l'instant il y e une discussion, presque

un conflit entre le docteur Garretta et les associations d'hémophiles sur la manière d'indemniser dommage. Ce n'était pas sur le fond. A ce moment-là, nous evons retiré la proposition. Puis quelques mois ont passé, j'ai reçu des inter-ventions des mêmes personnalités incontestables, que je respecte personacilement besucoup, me disant : « Le docteur Garretta devait avoir cette distinction. » J'ai retourné la demande au ministre de la santé qui, cette fois-ci, n'a pas fait d'objection. Voilà comment le docteur Garretta est devenn chevalier de la Légion d'honneur. Mais moi je n'ai abso-lument rien é dire à l'égard de

d'hui, il se trouve mis en cause sur le plan judiciaire, il appartient à la justice de trancher.»

A propos de l'attitude des pouvoirs publics en 1985, M. Mitter-rand a observé:

«Je crois qu'il faut distinguer deux problèmes : il y e d'abord celui du dépistage des hépatites et du sida. Sur ce terrain-là, il semble que la France, avec les Etats-Unis, soient les deux pays de pointe du monde, qui possèdent les meilleures techniques. Le problème s'est pose à partir de mars-avril 1985 de savoir s'il convenait de rendre obligatoire un dépistage systématique pour tout don de sang. Pour cela, il y evait un test américain et un test français de l'Institut Pasteur. »

Interrogé sur une éventuelle a préférence nationale» en faveur du test français, M. Mitterrand a précise :

« Non, cela, c'est tout à feit secondaire. » Puis il a poursuivi : «Le dépistage, lui, n'est pas vraiment mis en cause car le gouvernement de Laurent Febius et Laurent Fabius lui-même ont réagi rest rabius inti-meme ont reagi très vite. Il a été saisi officielle-ment par le directeur général de la santé, le 11 juin 1985, je crois, et il a décidé le dépistage systémati-que le 19 juin (...) Le systèma e commencé d'être mis en place une deuraine de jours anyès en llededouzaine de jours après en lle-de-France, à Montpellier, à Stras-bourg, à Nancy, etc. Il a été éteada à tout le pays à partir du le août (...) Mais c'est surtout l'autre élément de cette affaire qui me paraît être le plus important, parce que le moins bien résolu : celui du chauffage des produits sanguins (...) Cette thérapeutique s'est développée à partir de 1985. La France a été l'un des tout premiers pays, à partir du 1º octobre 1985, à prendre des dispositions.»

Lire la suite oage 4

Suite de la première page

Et qui se trompe une fais n'aat jameis à l'abri d'une l'émotionnal qui souvent précada le raiaon (quand alle ne l'éteint pes), une eorte de signalement dana la nuit dee sociétés at la languaur das maîtrea à penser. Ses furaurs furent leasentaa meis aaa combets, ravisités dans l'esprit dea époquee où ila aurent lieu, n'étaient pas forcément à contretempe.

Il fut la compagnon de routa de la Franca, ca fils d'immigrés. Comme Françoia Mitterrand eet la compegnon da route des Franceie dapuis das décenniaa. Le talant du chef de l'Etat, qui ne faiblit pas, e, evec le problématiqua da le conviction, la défaut invarsa da celul de Montand : rian qu'il ne contrôle, qu'il na construise avec un plaisir al visible qu'on an aat tout ébloui, einon forcément conveincu. Maie l'ennui ast qua l'on se demende si la voie qu'il indique - cetta sorte da ravancha constitutionnalle à près da trante-cinq ens de distenca - ast celle où les Français ont le plus de cœur à s'engagar.

Les Frençais ont paur de l'Europe, du chômage, de le dégradation da l'environnamant, da l'immigration (ils

rafouleralent Ivo Livi...). Ile aa farment quand il feudreit e'ouvrir. L'irruption des débata aur le bioéthique las inquiète. On nouvelle erreur. Mais le le bioéthique les inquiète. On méthoda Montand c'éteit laur propose une réforme eusai l'invarsa du calcul, conetitutionnelle dont on ne sacha pae que le néceasité las elt ampêchée jusque-là de vivre ou de dormir. On sait bien qua François Mitterrend veut mattre la demiàra touche à sa figura pour l'histoire at on ne saureit contestar que ca aoit là aouci d'homme d'Etat. Meis il y e le courent des jours at la choc du futur.

> Lee citoyane da ca peye n'éprouvant, collectivement, plua rien. La vie privéa revient an force à mesura que a'amenuise le champ du plurial. Jusqu'eux mouvamants sociaux qui sa parcellisent dans des égotsmas catégoriels que l'on ragerda s'épanouir comme des epectacles oul ea succèdent et e'ennulent. II. appartient en principa aux hommes publics de tracer das perspectivas, d'engager des mobilisations, da fixar des caps. La statue d'Eugène Sua est toujoura à le même placa et celle de Lénine n'an finit pas de choir à grand fraças. Il faut réinvantar le tempa das convictions, sans quol nul talent ne euffit.

> > **BRUNO FRAPPAT**

Réformer les textes... et les comportements

Promesse est donc faita d'une réforme des inetitutions. Et par celui-là même qui, de par la loi fondamentale, « veille au respect de la Constitution » et « assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ». A cette réforma, M. François Mittarrand fixe un objectif: assurer justement un meilleur fonctionnement des institutions; pose une limite; ne pas transférer en France le régime préeidantial américain ; prévoit une méthode : Un référandum et un vote du Parlement; détermine un terme : au mieux la fin de 1992. au pire l'achèvement de son mandat présidentiel.

Toutefois l'ambition affichée per le chef de l'État ne passe pas seu-lement par une modification des textes, que ce eoit ceux da le Constitution, des lois organiques, des règlementa da l'Assemblée nationale ou du Sénat; sa mise en œuvre, aur bian dee eepects, relève surtout d'un changement de comportement des acteurs du ieu

Le chantier ainsi ouvert par le président de la République est à hauts risques. Politique, d'ebord, car chacum se fait sa propre idée de ca qui devrait être le meilleur édifice constitutionnel possible, et canaliser les initiatives des nombreux architectes qui se présente-ront ne sera pas tâche aisée; une fois qu'il aura présenté le détail de ses propres propositions, M. Mitet de ne pas en faire assez. Juridila V. République a prévu une propropre modification. D'ailleurs, elle

seulement sur des points importants (l'élection du préaident de la République au suffrage universel en 1962; le droit pour sobrante parlementaires de selsir le Consell constitutionnell, cinq autres tentatives n'ayant pu aboutir.

> La procédure de révision

L'article 89 du texte de 1958

est on ne peut plus précis. L'initlative d'une révision constitutionnelle peut émaner soit du président de le République, sur proposition du premier ministre (dens ce cas. c'est un « projet»), soit de parlementaires (dans ce caa, c'est une «proposition»). Dans l'un et l'autre ces, elle doit cêtre votée en tarmes identiques » per les deux chambres du Parlement. Une fois cela fait, elle est soumise à référendum, sauf si, et dans le seul cee d'un projet, le président de le Récublique décide de la soumettre au vote du Congrès (réunion du Sénat et de l'Assemblée nationale), qui doit l'approuver à le majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. C'est per crainte de ne paa obtenir un tel réaultet que Georges Pompidou n'avait pas soumis au Congrès la réduction de sept à cinq ans du mandat du président de la République, pourtant approuvée par l'Assemblée nationale et le Sénat.

Pour obtenir l'élection du présiterrand a toutes chancea d'être dent de la République au suffrage tout à la fois accusé d'en faire trop universel, le général de Gaulle avait imposé une autre voie : l'article 11 que ensuite, car la Constitution de de la Constitution, qui permet au chef de l'Etat de soumettre à réfécédure fort contraignante pour se rendum, sans vote du Parlement, ctout projet de loi portant sur l'orn'e été, en trente-trois ans, modi-fiée que cinq fois, dont deux fois . Un tel procédé avait été jugé

4.1

inconstitutionnel par la plupart des juristes, par la majorité de la classe politique, et perticuliàrament par M. Mitterrand kui-même. Toutefols, dans un entretien accordé à M. Olivier Duhamel at publié dane la revue Pouvoirs d'avril 1988, le chef de l'Etat a déclaré : «L'usage établi et approuvé per la peuple peut désornais être considéré comme l'una des voles de le révision. concurremment avec l'erticle 89. Mais l'article 11 doit être utilisé avac préceution, à propos de textes peu nombreux et simples dens leur rédaction. Sinon, il serait préférable que la consultation des Français fût éclairée par un large débat parlementaire.»

Dene son intervention de dimanche soir. M. Mitterrand n'e pas précisé ses intentions sur ce point précis, mais il e indiqué que lea réformes qu'il envisageeit devraient se faire à la fois par voie référendaire et par le vole d'un vota du Perlemant. Toutee, en effat, ne relavent pea d'une réforme de la Constitution.

> Le champ du référendum

Raccourcir la mandat présidentiel impose, à l'évidence, de modifier la loi fondamentale, puisque c'est son article 6 qui le fixe à sept ans. Il e'agit là d'une réforme envisagée dès 1973 par Georges Pompidou at qui, dapuis, ast proposée à intervalles réguliers par les uns et par les autres, M. Raymond Barre étant seul constant dens son oppo-

Elargir le champ des textes pouvant êtra soumie à référandum oblige aussi à modifier la Constitution, puisque son article 11 précise

ment consulté que sur « tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics ou ccomportant approbation d'un accord de communauté [il a'agit de la commu-nauté crééa an 1958 avac les anciennes colonies] ou tendant é autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions ». Déjà en juillet 1984, pour tenter de sortir de la crise créée par la que-relle scolaire, M. Mitterrand avait proposé d'élargir le champ référendaire aux projets « concernant les garanties fondamentales des libertés publiques». La droite refusa de lui ouvrir catte porte, bien qu'elle souhaite qua l'article 11 puisse être utilisé pour les projets de société comme l'éducation, la paine da mort ou la code de le nationalité.

Permettre la saisine du Conseil constitutionnel par tout justiciable à qui serait eppliquée une loi qu'il estime contraire à la Constitution. oblige à en modifier l'article 81. M. Mitterrand, sidé per M. Rocard, a'y était easayé au printampe 1990. Mais le Sénat avait refusé de voter cette réforme dans les mêmes termea que l'Assemblée nationale. Elle avait donc été alors

enterrée. Assurer l'indépendance de la justice ne passe pas, en revanche, par la seule réforme de la Constitution. Certes, la composition du Conseil supérieur de la magistrature et ses pouvoirs («propositions pour la nomination da magistrats du siège à la Cour de cassation et cour d'appel», avis sur les nominations dee eutres magistrats du siège) sont fixés par l'article 65 de

(procureurs) ou du siège (ceux qui jugent), aussi évoquée par M. Mitterrand, ne relèvent que d'une loi organique, voire d'une loi simple.

> Les droits du Parlement

Mettre fin à l'cétouffement » du

Parlement est encore olus comoliqué. Le président de la République eat rasté fort diecrat sur las moyens qu'il propose pour aboutir à cet ambitieux objectif. Limiter l'usage de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, qui permet au gouvernement de faire adopter un texte malaré le souhait contraire de la majorité de l'Assemblée nationale, en angageent se reanggebilité. comme le souhaite aujourd'hui l'opposition, nécessite bien entendu une révision de la loi fondamentale. Allonger la durée des sessions parlamentairea, comme le demende M. Laurent Fabius, afin de donner plua de temps eux Assemblées pour travailler, oblige aussi à une réforme de la Constitution, puisque c'est son article 28 qui les limite à une fois quetre-vingt-jours et à une fois quatre-vingt-dix jours.

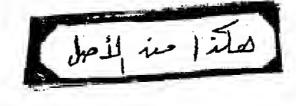
C'est aussi l'article 48 de celle-ci qui accorde la maîtrise de l'ordre du jour des travaux parlementaires au gouvernement. Il a'agit bien là d'une formideble limitation des droita du Parlament. Maia, sena modifier le texte de 1958, le gouvernement pourrait se montrer plus accueillant aux initiatives des députés et des sénateurs. Ainsi, depuis pour celle de premier président de 1974, il accepte que les séances du marcredi epràa-midi soiant consacrées, à l'Assemblée nationale, aux questions orales, alors la Constitution. Mals les rapports que constitutionnellement il pourrait que le peuple ne peut être directe- antre la gouvernament at les av opposer. De même il pourrait,

sans aucune modification juridique, laisser le Parlement discuter des propositions de loi de ses membres, ce que souhaite M. Mitterrend. Encore que ce soit là probablement un feux débat, la complexité du fonctionnement de nos sociétés modernes ne permettant guère aux élus d'avoir l'initiative de modificationa législativea, dont le plupart nécassitent un imposant travail d'analyse et d'expertise, elora qu'ils n'en ont quère les movens.

L'extension du contrôle de l'ection des ministres et de leur administretion per la Parlemant na passe pas non plus forcément par une réforme constitutionnelle. Enserrés dans le système majoritaire, qui obfiga la majorité à soutenir, quoi qu'il arrive, la gouvernement et impose à l'opposition de le critiquer, quoi qu'il fasse, députée et sénateurs sont loin d'utiliser toutes les possibilités dont ils disposent déià. Au demeurant, l'ouverture à la presse des commissiona d'enquête, proposéa par M. Fabius, a montré ou une simple loi pouvait améliorer la situation. Le même mécanisme parmettreit encore d'ailer au-delà.

De tous les objectifs que s'est fixés M. Mitterrend, la fin de l'étouffement du Parlement est certainement le plus délicat à atteindre. Car si la modification de quelques mécaniamas juridiquas permettrait da desserrer l'étreinte, l'essentiel réside dans un changement d'état d'esprit. Et cela ne relève ni de la Constitution, ni des lois, ni des règlements, mais des mœurs politiques.

THIERRY BRÉHIER



Mode de scrutin : l'opiniâtreté de M. Mauroy

après avoir renoncé à modifier la loi pour les élections régionales et cantonales de mars 1992, les socialistes evalent commencé à songer à une éventuelle réforme du mode de scrutin pour les élections législatives. Il a agissait, déjà, de chercher à fimiter l'ampleur d'une défaite jugée de plus en plus probable et de se donner les moyens de modifier le paysage politique. La représentation proportionnelle, réclamée, à la fois, par la Parti communiste, par les écologistes (Verts et Génération écologie) et par le centre gauche, pourreit permettre eux socialistes de nouer de nouvelles alliances, Cependant, M. Pierre Mauroy soulignait l'avantage d'un scrutin à deux tours, grace auquel le PS peut jouer son rôle de parti de rassemblement.

Dès la mois de juin dernier,

Devant le comité directeur du PS, le 6 juilles, le premier secrétaire réaffinnait cette position en déclarant ; « Sous la V. République, on gagne ou on perd. Ne cherchons pas à émousser, par un changement de mode de scrutin, notre seule perspective possible, qui est de vaincre, » M. Mauroy entendant ecarter ainsi l'hypothèse d'un retour à le représentation proportionnelle départementale à un tour, instauréa en 1995 pour les élections législatives de mars 1986. Toutefois, dans la résolution adoptée le même jour par le comité directeur, les socialistes se pronon-çaient pour «le meintien d'un mode de scrutin qui permette le rassemblement au second tour». La porte était entrouverte pour la recherche d'un système mixte. M. François Mitterrand ne l'a pas fermée, le 14 juillet, lors de son traditionnel entretten télévisé, en déclarant, au suiet d'une possible que c'est une bonne idée (...). Je

verrai ce que j'ai à faire. a

Curieusement, c'est sur les modes de scrutin eppliqués aux élections régionales et cantonales que l'hôtel Matignon s'est mis à réfléchir. Les conseils régionaux étant actuellement élus à la représentation proportionnelle et souffrent de l'absence de majorité claire, l'introduction, dans ce système, d'un second tour et d'une prime majoritaire, sur le modèle municipal, aurait pu préfigurer la recherche d'une formule analogue pour les élections législatives. Le

27 août, M≈ Edith Creseon mettait un terme à ces travaux discrets en déclarant que, faute de
majorité favorable à l'Assemblée
nationale, les scrutins locaux na
seraient pas modifiés, l'emploi de
l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (engagement de la responsabilité gouvernememale) sur un
tel sujet étant, à ses yeux, exclu.

Critiques des rocardiens

M. Mauroy a proposé, alors une concertation à l'ensemble des formations politiques sur l'hermonisation des modes d'élection de toutes les essembléas, locales ou parlementaires. Un mois plus tard, le 2 octobre, le premier escrétaire a soumis au bureau exécutif du PS un projet de lettre eux dirigeante des formations démocratiques, les invitant à débattre des différentes formules possibles. Le texte préparé par M. Mauroy ne rappela pas l'engagement du comité directeur en faveur d'un scrutin à deux tours, de type majoritaire. Aussi les rocardiens, dont le chef de file avait quitté le gouvernement en 1985 en raison de son hostilité au scrutin proportionnel, tive du maire de Lille, Cinq de leurs représentente au bureau exécutif ont refusé de voter son

Les amis de M. Michel Rocard étaient loin d'être les seuls e redouter que, sous prétante de scrutin mixte, la premier secré-taire ne les préparêt, en concertation avec le président de la République, au retour de la proportionnelle pure et simple, qui ôterait par alle-même, evant toute campagne, la moindre chance de réélection à une cenont exprimé la même crainte. Les jospinistes, davantage tenus de soutenir le premier secréteire, n'en ont pas moins laissé paraître leur étonnement devant sa démarche, M. Mauroy, réaffirmant qu'il n'est pas question pour lui de rétablir le système de 1986, continue à agir pour l'adoption, avant les élections régionales et cantoneles de mers prochain, d'un scrutin mixta qui - plusieurs formules ayent été évoquées, puis abandonnées - garde son mystère.

P. J.

Suite de la page 3

Sur les raisons pour lesquelles le chauffage des produits sanguins n'a été généralisé qu'à l'issue d'un délai de quelques mois, M. Mitterrand a déclaré:

"Certaines paraissent bonnes, d'autres moins certaines, mais elles sont à l'heure actuelle cxaminées par la justice, et moi je n'ai pas à interférer, surtout en raison de me l'onction (...) Le gouvernement actuel a réagi. Si l'on sait ce que l'on seit, c'est parce que Jean-Louis Bienco et Bruno Durieux sministre délégué à la santés ont demendé un rapport, le rapport Lucas, qui e établi une chronologie. Et aujourd'hui les mêmes ministres vont réorganiser de fond en comble teur système de contrôle et de surveillance, pour ne pas retomber dans la même erreur (...)

» Ces questions posent des problèmes moraux, religieux et techniques extrêmement complexes. C'est un domaine dans lequel il ne peul pas y evoir de majorité et d'opposition. C'est un domaine humain qui nous touche à la moelle, un problème fondamental des sociétés modernes. Donc, je pense que, en debors de quelquesuns qui cberchent toujours à pêcher en eau trouble, personne ne cherche à distinguer les responsabilités. Sauf, bien entendu, les juges qui ont en fin de compte le devoir de trancher pour que nous soyons désormais à l'abri de ce type de catastrophe,»

«ll valait mieux réfléchir le premier jour que le dernier...»

Interrogé sur une éventuelle réforme des institutions, souhaitée par plusieurs personnalités politiques, le président de la République répond:

«Ceux qui disent cela, de tout bord, ont raison, et je ne peux que m'en réjouir si je me souviens des combats que j'ei menés. Parce que, après tout cette Constitution, je ne l'ai pas votée, j'ai même voté contre et, à travers les années, j'ai expliqué pourquoi. J'ai fait des propositions, j'ai énôncé des critiques, souvent dures. Bref, c'est un combat qui est pour moi très important. Alors, lorsque je vois un certain nombre de ceux qui onl été les euteurs, les défenseurs, un peu systématiques même, un peu passionnés, des institutions, telles qu'elles ont été votées à l'époque (...), lorsque je les vois me demander, à moi, de changer ces institutions, j'ai envie de leur dire : mais venez, je vous en prie, venez me voir! Je leur dis : je me réjouis de voir que vous avez enfin réfléchi. Vous avez même

mis un peu trop de temps; il valait mieux réfléchir le premier jour que le dernier! Mais vous êtes les bienvenus, et avec vous, le cas échéant, ou sans vous, s'il le faut, ces institutions je les corrigerai (...) evant la fin de mes fonctions. Je ne partirai pas sans evoir modifié les institutions, ou du moins sans evoir saisi le Parlement et les Français des modifications que j'estime nécessaires.»

«Dans le deuxième semestre 1992»

Questionné sur le calendrier de cette réforme, M. Misterrand expli-

moment pour le faire serait dans le deuxième semestre 1992, c'est-à-dire après les élections régionales, pour que cela ne vienne pas interfèrer, mais evant le nouvelle légis-lature. Comme cela toutes les cartes seront sur la table, et on saura de quoi on parle, » Mais il prècise: « N'attendez pas de moi que j'expose fce soir l'ensemble des projets que j'ai pratiquement retenus. Quand je le ferai, je saisirai l'ensemble des Français naturellement. » Il ajoute, toutefois, à propos de l'éventualité d'un régime présidentiel calqué sur le système oméricain: « Je ne peuse pas que cesoit conforme à nos traditions, que cela corresponde au tempérament des Français. Donc, je suis plutôt « pas favorable », il y e des fois où je suis tenté, où je me dis « c'est plus clair ». Mais si vous me demandez oui, ou non? c'est non! ». Faut-il olors changer de République? « Le numéro m'est indifféreot », répond le chef de l'Etai.

Comme Jeon-Pierre Elkabbach évoque les prises de positions de MM. Balladur et Chirac, M. Mitterrand offirme: a J'ai d'autant plus de plaisir que ce sont les derniers arrivés. Je n'ai pas besoin, pour l'instant, de sortir mes références évangéliques pour dire la satisfaction que j'éprouve à voir, ou à enteodre, ceux dont vous venez de parler surenchérir en me disant, ou en faisant semblant de dire: après tout, én 1958-1959; vous aviez raison... Ils ne le diront jamais! Mais je prends les choses un peu comme cela! On se trouve maintenent plutôt ensemble pour modifier les institutions sur différents points Irès importants.»

Enumérant les aspects des institutions qu'il faut changer, le président de lo République évoque « le pratique du référendum » et cite : « L'exécutif, c'est-à-dire s'intéresser à la durée du mandat présidentiel. Sur le plan judiciaire (...), le Conseil constitutionnel devrait

voir sa compétence élargie à toutes les plaintes individuelles, naturelle-ment triées par la Cour de cassation et par le Conseil d'Etat. Mais cette réforme a avorté par le refus du Sénat (...) Je suis sûr que les Français consultés me donneront raison, car c'est de la démocratie (...). Le Conseil supérieur de la magistrature, pas simplement le Conseil supérieur de la magistrature, la relation entre les différents grends corps de megistrate, le siège, le parquet, et le gouverne-ment par le canal du garde des sceaux. Quant au problème législatif, je suis de ceux qui pensent que le Parlement est trop étouffé. C'est le résultat du système adopté il y e trente-trois ans (...). J'ai souvent dit que tant que je serai président de la République, je veillerai à ce que, autant que possible, les insti-tutions puissent respirer. Je m'aperçois qu'au bout du compte, malgré mes efforts, le Parlement est étouffé !! l'est exagérement, !! ne doit pas l'être. C'est lui qui fait le loi. Alors je voudreis voir, quand même, le Parlement disposer d'une plus grande initietive

pour faire des propositions de lois.

Ce que je dis la m'engage. » « Qui pouvait penser, connaissant mes positions depuis plus de trente ans, insiste M. Mitterrand, que devenu président de la République, au demeurant à denx reprises, je ne ferais pas ce que j'evais dit, ou que je ne ferais pas ce que les autres ont dit avant moi et qu'ils n'ont pas fait. On me presse par exemple eujourd'hui, du côté de l'ancien président de la République – je ne veux pas enga-ger de polémique evec lui, c'est lui qui l'engage evec moi, – on dit : «Le quinquennai, c'est inadmissible qu'il ne le fasse pas, le cas échéant il faudra qu'il s'en aille!» Mais vraiment, si cela avait été fait avant 1981, je n'eurais pas à me poser le questioo! (...). Je pense qu'on mélange un peu les problèmes de droit public, les problèmes de food, avec les problèmes de circonstances. Il y a certains membres de l'opposition (...) qui sont vraiment très presses et qui mélangent tout (...) Le prési-dent de la République est élu par ic peuple; son mandat comporte etre modifiee. En droit, cette durée ne me viserail pas, puisque j'ai été élu sous un certain statut. troactivité. Mais politiquement, moralement, je suis scul juge de ce qu'il conviendra de feire (...). Je dis, depuis longtemps, qu'il faudra bien que l'on raccourcisse le mandat présidentiel, surtout en cas de renouvellement (...) Je répète que je suis très content de voir que les beutes personnelités de l'opposisentais sûr de moi. Je n'ai jamais craint de moi qu'il put y avoir un acte nuisible à la démocratie : je serais, le cas échéant - cela dépend de qui? - moins sûr de mes successeurs. Alors, je prendrai mes précautions.»

En réponse à une question, de réuse de prendre position pour une réduction de sept à cinq ans du mandat présidentiel, précisant simplement : « l'annoncerai tout cela aux Français dans un délai qui sera relativement bref. »

«Il m'arrive de trouver que quatorze ans, c'est trop long»

Le président de la République

15 July 1982

1 7 100 mg

4.00 4.00

r 2006.

and the second

in the second

- ·

پيېلون دي

ينها زوده

1 点 公布

ell y aura des mesures qui relèveront du référendum, et d'autres mesures qui relèveront du vote parlementaire. Le tout sera soumis eu peuple, ou an Parlement, entre les élections régionales et le fin de l'année de 1992.» Interroge sur le point de savoir s'il se sentirait liè par le résultat du référendum, il répond : «Sur le plan du droit, mon mandat comporte sept ans. Je ferai ce que je considérerai bon pour mon pays, étant entendu que moi eussi il m'arrive de trouver que quatorze ans, c'est long. (...). Je me trouve parfaitement en état de poursuivre ma tâche jusqu'au terme qui m'a été fixé. » Sur le moment de son départ, il souligne : «l'en suis seul juge. Mon droit est celui que m'ont fixé les Français en m'élisant en 1981 et en me réélisant en 1988. Voilà le droit. Le reste dépend de moi».

« Pierre Mauroy m'a convaincu »

A propos du mode de scrutin qui sera applique lors des élections législatives de 1993, M. Mitterrand

«On en discute, et on dit beaucoup de bêtiscs. Je n'ai jamais pris
l'initiative de revenir à la proportionnelle intégrale. On me dit que
j'aurais imposé celà, y compris au
Parti socialiste! Jamais de la viel
Je discute de ces choses avec
Pierre Mauroy, que je rencontre
chaque semaine – c'est normal, il
est premier secrétaire du parti
majoritaire, et en plus c'est un
emi personnel (...). Il m'a
convaineu de la nécessité d'aboutir
à un scrutin mixte, majoritaire et
proportionnel, pour tenter de réunir les qualités des deux modes de
scrutin, et d'étiminer leurs défeuts
(...). Pour 1993, naturellement. »

Mitterrand malgré lui

Suite de la première page

La fin de l'année 1992, cela veut dire avant les élections législatives. 1993 pourrait donc être le terme de la présidence Mitterrand, soit que le peuple, s'il était consulté, le désavoue, en répondant, selon le vieil adage mitterrandien, non pas à la question posée, mais à celui qui la pose; soit que le peuple approuve la réduction de la durée du mandat présidentiel : on voit mal alors M. Mitterrand se soustraire à l'obligation morale de s'appliquer la réforme à lui-mène!

Eut-il voulu faire comprendre qu'il resterait coute que coûte, qu'il s'accommoderait des aléas d'une seconde cohabitation, bref, qu'il s'accrocherait jusqu'au bout, il eut renvoyé la réforme au lendemain des législatives, dans l'intervalle qui sépare celles-ci de l'élection présidentielle.

Le président a donc décidé de jouer son va-tout. Il a pris délibérément le risque d'une sortie avant la fin juridique de son mandat, en mai 1995. Pourtant, comme toujours avec lui, l'essentiel se mêle au circonstanciel, l'epparente l'impidité à la plus grande habileté.

L'essentiel, c'est de se réconcilier avec lui-même, de renouer le fil perdu de la réforme, en choisissant le terrain institutionnel où sa légitimité ne peut être contestée. Il ne cherche, certes plus, à accélérer la réforme du pays : il sait sans doute qu'en matière de transformation sociale radicale, il restera comme un grand exorciste. A l'instar des républicains de la fin du dix-neuvième, qui ont acclimaté la République au prix de sa modération — on les disait alors « opportunistes », — il est celui qui a inscrit la gauche dans la durée, en privant celle-ci non sculement de tout côté subversif, mais en réduisant sa fonction à la gestion d'une démocratie capitaliste et au matntien des droits acquis.

quis. L'heure n'est plus, où que ce soit, à la renaissance de l'utopie! Aussi, pour tout ce qui concerne la société elle-même, s'en remet-il eux spécialistes (notamment M™ Aubry! qu'il a appelés eu gouvernement. L'élan, et le réforme, retrouvent en revanche droit de cité dans deux domaines où il jette toutes ses forces: la relance de la construction européenne Iplus que jamais, tous ses choix reposent sur l'adhésion à une logique européenne) et le toilettage de la Constitution.

Dépourvu de vision claire sur une société dont le «Projet socialiste» nous dit qu'elle glisse inexonablement vers la dualité – les trop fameuses « deux viresses », – il entend marquer son temps en assignant au pays un avenir européen, et en le dotant d'institutions qui éloignent celles-ci de leurs origines consulaires, pour les rapprocher de celles d'une démocratie avancée, comme pourrait dire M. Giscard d'Esteing. Dens l'un et l'autre domaine, il feit avancer la cause du

pays.

Ce projet-là mérite d'autant plus qu'on y souscrive qu'il use d'un moyen dont M. Mitterrend est, d'ordinaire, réputé dépourvu : une relative clarté. Aucune trace apparente, dans son propos dominical, d'un quelconque coup tordu : le calendrier, l'enjeu, sont d'ares et déjà sur la table, la perspective d'un retour à la proportionnelle intégrale est explicitement écartéc.

Dans ces conditions, l'opposition aura du mal à chipoter. L'embarras de M. Giscard d'Estaing était d'aileurs patent, dimanche soir. Car la droite est Irès exactement prise au mot; elle lui a servi sur un plateau l'occasion de reprendre l'initiative. M. Mitterrand ne cachait d'ailleurs pas se jubiletion, en s'appuyant notamment sur le rallioment de la famille gaulliste à l'idée d'une refonte institutionnelle. Comment, en effet, l'opposition pourreit-elle récuser la réduction de la durée du mandant présidentiel, qu'elle mettait le président au défi d'engager? Comment pourrait-elle s'opposer au

recours du référendum, qu'elle ne cesse de désigner comme un remède au déficit démocratique? Comment récuserait-elle, sans se dédire, une modification du mode de scrutin inspirée du système proposé par M. Giscard d'Estaing lui-même? Comment, enfin, pourrait-elle objecter à la réforme de la justice, pourvu que celle-ci aille dans le sens de l'indépendance?

« Une habileté nouvelle »

L'opposition, d'ailleurs, comme les socialistes, vont devoir s'adapter à cette nouvelle donne. A droite, on sait l'ancien président pressé, tandis que M. Chirac souhaite d'abord engranger une victoire législative. La contradiction entre l'un et l'autre aura d'autant plus l'occasion de s'affirmer que ni l'un ni l'autre ne sauront, à brève échéance, s'il faut préparer une élection présidentielle ou un scrutin législatif. Car M. Mitterrand a évidemment intérêt à maintenir, sur le point précis de son possible départ, la plus grande incertitude. Quant aux socialistes qui ont été fidèles au Mitterrand de transformation, version 198t, qui ont suivi aveuelément le Muterrand de la cohabitation, version 1986, et qui doutaient - c'est le moins que l'on puisse dire - du Mitterrand de la transition, ils ont au moins obtenu que le schéma présidentiel ne soit pas : après moi, le déluge! Au contraire : M. Mitterrand pèsera de tout son poids, et du poids de la réforme institutionnelle, sur le scrutin legislatif. MM. Rocard, Fabius et Jospin savent désormais qu'ils doivent continuer de compter avec lui pour être à même de compter sur lui le moment venu. Les conditions paraissent donc réunies pour que le désordre se réinstalle à droite, et qu'un semblant d'ordre revienne an

On pourrait, naturellement, faire la fine bouche, et relever, par exemple, que dans le même temps où il réaffirme sa méfiance à l'égard des institutions, il en fait jouer le côté le plus contestable, c'est-à-dire la voie plébiscitaire. On peut aussi observer qu'il s'est montré toujours aussi peu amène à l'endroit de

M. Rocerd alors qu'il ve avoir besoin de son soutien pour une réforme à laquelle l'ancien premier ministre est hostile.

Mais là où le bât blesse davantage encore, c'est dens l'étroite imbrication de la stratégie et de la tactique.

M. Léotard n'e pas tort lorsqu'il décèle « une habileté nouvelle » : s'il affiche, pour l'opinion, l'image d'un homme qui accepte de se mettre en cause, il faut se souvenir que pour lui, rien n'est jamais joué. Or il ne s'est pas formellement prononcé en faveur du quinquennat, qui, s'il étan edopté, l'obligeran en fait à écourter son mandat. Rien ne dit qu'il ne proposera pas, par exemple, un mandat de sept ans non renouvelable, ou qu'il ne reprendra pas à son compte cette autre proposition de M. Giscard d'Estaing, le mandat de six ans, auquel cas il serait lui-

même moins exposé. Entin, si M. Mitterrand en vient la, n'est-ce pas que, comme le général de Gaulle en 1969, il tire les lecons d'un mouvement social explosif à l'époque, rampant cette fois - qu'il ne maitrise pas? S'il redevient, onze ans après sa première élection, fidèle è lui-même, n'est-ce pas parce qu'il doit faire face à une «usure» qu'il ne peut combattre autrement qu'en changeant la donne? S'il met enfin en pratique, si tard, ses propres convictions, et après avoir délibérément poussé la logique des institutions jusqu'à ul'étouffement » du Parlement, c'est moins par une volonté affimée, relayée par un patient travail pédagogique - qu'au demeurant il aurait pu entreprendre des le début de son second senteunat que par l'urgente nécessité dens laquelle il se trouve de... faire oudque chose.

C'est, en somme, Mitterrand malgré lui. Chacun, c'est-à-dire le peuple souversin, sera juge.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Peine de mort, peines de sûreté

evaluent le meurtre des deux fillettes d'Elne, M. Francoie Mitterrand, qui e ranouvelé son opposition à le peine de mort, e estimé qu'il fallain être des peines incompressibles ».

— evait été cassé un an plus tard par le Cour de cassation. Rejugé en 1981 per le cour de cassation des des l'Isère, Pascal d'essies de l'Isère, Pascal d'essies de l'Isère, Pascal cour de cassé un an plus tard par le Cour de cassé un an plus tard par le Cour de cassé un an plus tard par le Cour de cassé un an plus tard par le Cour de cassé un an plus tard par le Cour de cassé un an plus tard par le Cour de cassé un an plus tard par le Cour de cassation. Rejugé en 1981 per le cour de cassation de l'Isère, Pascal d'essies de l'essies de l'

tion se rallient. Elles se rallient sur

un ton qui pourreit apparaître

comme un ton de semonce (...)

Moi je ne me sentais pas vraiment

gêné, ces dernières années, je me

Inetaurée par une loi du 9 septembre 1986, la « période de eureté » est une mesure d'exécution des pelnes de réclusion criminelle prononcées par les cours d'assises. Pendent la période dite de « sûreté », le condamné est enfermé sans aucun espoir, ou presque, de sortir de son enceinte : cette diepoeitlon prive en effet le détenu de suspension ou fractionnement de peine, de plecement à l'exté-rieur, de permission de sortir, de libération conditionnelle et de mesuree de semi-liberté. Lorsque les deux tiers de cette période ont été effectuée. le juge d'epplicetion des peines peut toutefois saisir la chambre

d'eccusation afin de réduire la durée de le période de sûreté. En général, la durée de cette période est égala à la moltié de la peine prononcée – quinze ane pour les condemnation, à la réclusion criminelle à perpétuiré, – mais elle peut être réduite sur décision spéciale de la cour d'eseises. Cette durée peut également, en cas de condamnation à perpétuiré, être portée à trente ans, notamment en cas de meurtres scompegnés d'actes de torture ou de barbanie, de récidive, ou de détournement d'evion ayant entraîné mort d'homme.

La peine de sûreté maximale (trente ens) e été prononcée pour la première fois le 28 novembre 1989 à l'enconre de Paccel Le Gac, qui étalt accusé de deux crimes. Ce verdict – le plus lourd depuis l'abolition de la peine de mort

evant eté casse un an plus tard par le Cour de cassation. Rejügé en 1981 per le cour d'assises de l'Isère, Pascal Le Gec evelt été à nouveau condamné à la réclusion criminelle à perpétuité evec, cette fois, una période de sûreté de vingt ens (le Monde detá 14-15 evril). Plus récemment, deux des parachutistes de la base de Francazal, qui evaient violé et tué à plusieurs reprises, avaient été condamnée à perpétuité par le cour d'essiess de Haute-Garonne avec la peine de eûreré maximale : trente ens (le Monde des 18, 19, 20 et

27 evril). Le réforme du code pénel actuellement défendue eu Parle-ment par le ministre délégué à le justice, M. Michel Sapin, e felt renaître le débet eur les périodee de sûreté. Au cours code pénal, sénateurs et dépu-tés e'étaient ainsi divisés sur la durée meximele de ces périodes. Le débat eveit repris lors de le discussion sur le livre II, qui traite de le répression des crimes et délits contre les personnes : le Sénet avait alora prôné l'epplication obligatoire de la période de sûreté pour les condemnations de plus de dix ens. Les compromis réalisés au eein de la commission mixte paritaire ont fait disparattre ces dispositions, meie le nouveeu code pénal est aujourd'hui fortement critiqué par le Syndicat de le magistrature et le Syndicat des evocats de France. Ces deux syndicats de gauche, qui demandaient le 22 mai demier le retrait pur et simple de ce texte rindigne d'une démocratie moderne », s'insurgesient notamment contre « l'élargissement du champ d'application des paines de sûreté».

ANNE CHEMIN

APRES LA I

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Expliquant que le mode de scrutin ne doit pas être un dogme, le chef de l'Etat détaille : «Il faut qu'il soit démocratique. La proportionnelle intégrale, qui figurait dans le programme des socialistes, qui a généralement figuré dans les programmes de la gauche depuis le début de la République, est un mode de scrutin démocratique. On l'a appliqué d'ailleurs en 1986. Le scrutin majoritaire est aussi un mode de scrutin démocratique. Le scrutin mixte nuquel eratique. Le scrutin mixte nuquel pense Pierre Mauroy, et que j'ap-prouve, est un mode de scrutin qui doit également rester démocratique, par une juste part faite à la néces-sité, d'une part, de voir représenter tous les courants de l'opinion francaise et, d'autre part, de ne pas avoir une Assemblée ingouvernable. Je ne sais pas pourquoi certains disent que ma commodité serait de ce côté plutôt que de celui-là. Ma commodité personnelle ne compte pas dans cette affaire. C'est l'intérêt du pays qui est en cause.»

EN TÉLÉTIC

10 00 1000

.

7 h

The state of the s · 表 47 Andreas and ed a.

严 海州城

* 30 Win. 1

PETER TO THE

理論・教育ない。

\$ 1.7

A marin

300

15 4C

V 4 8

The state of

** k* ---

& Francisco Berten ann a

Grand Contract

400

🏭 Paris

\$15 mm

Walt You're

2406 24

La grace

5 h. w.

MANAGE AND

1. 57 1.5 5 And the second of the

-7

\$ 800

Large.

 $g_{N-1}(y_{m+1}) = 0$

400 de . .

April 1984 April 1984

<u> --- --</u>

 $(x_1, x_2, \dots, x_n) \in \mathbb{R}^n$

2 3 500

- 4

٠.-

April 10

Lab.

Hope land

A MARCO

«Plus tôt on connaîtra

« Pierre Mnuroy a répété qu'il espéreit que tout cela fût cleir, défini, et le cas échéant adopté an cours de cette session. Je pense qu'il n raison. Plus tôt on conneîtra les règles du jeu, mieux cela vaudra » Interrogé pour savoir s'il souhaite un accord entre les socialistes et les écologistes, il répond: «Ce n'est pas

mon rayon (...). C'est le jeu légitime des partis et je respecte leur entière compétence en ce domaine.» A propos de l'éventualité d'un groupe d'extrême droite à l'Assemblée nationale, il remarque: « Que les Français votent comme ils veulent! Je serais choqué qu'on les en empêchât | Mais bien entendu je les inviterai, et j'inviterai tous ceux qui croient dans la démocretie, à éviter l'élection en trop grand nombre de ce type de représentants du peuple, qui seraient nuisibles à le République, à ses valeurs fondamentales, à son his-

Sur son attitude après les pro-chaines législatives, le chef de l'Etat annonce: «Selon le résultat des élections législatives, je désignerai un premier ministre représentatif de la volonté populaire. » A propos de la cohabitotion qu'il n connue en 1986-1988, il raconte: «l'avais un gouvernement qui était très représentatif de la nouvelle majorité. Dans ce gnuvernement, il y avait des hommes et des femmes de valeur; ils ne l'étaient pas tous, mais, enfin, qui peut prétendre ne réunir que des gens de valeur dans un souvernetions législatives, je désignerai un gens de valeur dans un gouverne-ment? Et puis, ils nyaient leurs mieux cela vandra »

idées. Lorsqu'ils débordaient et heurtaient mes convictions profondes, en me demandant de passer par des procédures contestables, notamment par les ordonnances, je m'en tenais à la lettre des institutions. »

Quant à ce mi convictions »

Quant à ce qui pourrait se passer au lendemain des élections de 1993, il précise : «Tout président de la République doit prendre la majorité que le peuple lui envoie. Elle peut ne pas correspondre à ses souhaits, mais son devoir, c'est d'en tirer la conséquence honnète per rapport au grave jes de la démocratie.» pave jeu de la démocratie.» continueront pas [moins] d'exister.

Interrogé sur la peine de mort Ils se sivreront simplement à une

d'Elne, M. Muterrand déclare : «Ce double meurtre m'n fait mal, On n'ose pas imaginer à la fois le supplice de ces enfants, et la douleur de ceux qui les aimaient. On se sent si prnehe à ce moment-là, et si umpuissant à corriger le malheur (_). Le meurtre de ces daux enfants. eprès tant d'autres, m'n vraiment fait mal. Et le problème de la peine de mort devient, j'ai envie de dire, harcelent. Cet hnmme, l'assassin, mérite la mort. Mais il faut ensuit éloigner sa pensée de cela (...). Qu'il y ait ou non la peine de mort, il y a, grosso modo, le même nombre d'attentats. Dans tous les pays civili-sés on cherche à réflèchir et on constate que les crimes d'origine sexuelle échappent aux lois. Ces pul-sions ne sont pas arrêtées par un tente de loi. Je suis contre la peine de mort (_). Je n'entends pas chan-ger de position. » Il précise qu'il n'entend pas consulter les Français sur ce sujet. Mais il ojoute: «Je u'ai pas accepté d'exercer mon droit de grâce à l'égard, ou en faveur, de pergrace à l'égard, ou en faveur, de per-sonnes coupables de crimes contre enfants. l'ai reçu les associations de parents d'enfants assassimés; c'est un des moments les plus pénibles de ces dix dernières années, et en même temps j'ad mirais (...) la mnnière dont ces gens réagissent (...). Person-nellement (...), car il faut que j'en discute avec le garde des soeaux - ce n'est pas mni qui fais la loi (...), - je pense qu'il fandrait être plus sévère sur la durée des peines incompressibles dans ce type de crime». A pro-pos de l'Europe, le chef de l'Etat indique: «S'il n'y a pas d'organisa-

après l'assassinat des deux fillettes concurrence plus sauvage encore. Il port au traité de Rome, par rapport la guerre qui s'ensuit, est propredonc retrouver l'Europe du dix-neuvième siècle, du seizieme siècle, l'Eurape des compétitions nationales, sans rècles, sans lois, sans procrès commun. Le Marché enmmun e apporté un immense progrès partout, et notamment en France, et particulièrement dans l'agriculture française. C'est une compétition, et dans cette compétition il faut être les meilleurs; ie ne dis pas ou'on sera les meilleurs partout, mais il faut être les meilleurs assez souvent pour que au total la natinn soit en pringrès, qu'elle gagne des marchés,»

> «Notre avenir. c'est l'Europe »

M. Mitterrand explique que si la France «reste à l'intérieur de ses froutières, qu'elle tente du reudre imperméables pour échapper au risque de la concurrence», elle ny arrivers con contraire de la concurrence », elle ny arrivers con contraire de la concurrence », elle ny arrivers elle ny elle ny arrivers elle ny arrivers elle ny elle ny elle ny elle ny elle ny elle ny ell vera pas, car «il n'y a pas de fron-tières impermèables». « Notre avenir, e'est l'Europe, dit-il, il faut quand même pouvoir parler aux Américains, aux Japonais, il faut pouvoir discuter d'égal à égal, et nous pouvons le faire au travers de

Interrogé sur le prochain sommer européen de Maastricht, le président de la République roppelle qu'«il s'agit d'adopter deux nouveaux traités, un traité sur l'union politique et un autre sur l'union économique et

n'y aura pas de loi commune. On va a l'Europe du Marché commun. Ce ment insupportable.» changement considérable va donner naissance à des institutions politiques, à des décisions polinques, à une démocratisation de l'Europe.» M. Mitterrand évoque à ce propos

Bruxelles. C'est souvent un terme un

peu trop péjoratif, il y n des gens remarquables là-dedans et puis il y e Jacques Delors à la tête de tout cela, e'est un homme qui campte, un Européen dont l'influence est considérable». Il ojoute: «Lorsque l'Europe veut légiférer pour tout le monde sur la manière dont les palombes traverseront le Sud-Ouest, c'est un peu la mentalité du Nord de l'Europe qui prétend s'imposer à la mentalité du Sud, et pnurtant aussi il y a des besoins qui se comprennent, l'écolngie bien comprise doit éviter les massacres d'animaux, la Commission s'en occupe, peut-être manque-t-elle un peu de pratique des choses. Donc, la technocratie fait des progrès. Il faut donc que le Parlement puisse surveiller les faits et gestes de la Commission et que le Conseil eurnpéen snit à tnut moment mis en mesure de parler au consulté les opinions nationales (...). On ne va pas quand même pas abandonner une partie de nos règles de vie démocratiques en France en Allemagne ou ailleurs pour remettre toutes ces compétences à des gens

peuple, » A propos de la Yougoslavie, le prè-

sérieux, mais qu'on ne connaît pas

ou qui ne rendent pas compte au

Après avoir roppelé les efforts de la nmunauté européenne, il déclare : «J'ai demande et obtenu la création d'une cour arbitrale pour examiner le problème des frontières intérieures de la Yougoslavie et le problème des «ce qu'on appelle la technocratie de minorités à protéger (...) La France a proposé de multiplier le nombre des observateurs, qui rendent d'imsuis prêt à demander maintenant de créer entre la Serbie et la Croatie une sorte de couloir de sûreté, de sécurité, de paix par lequel nous pourrions faire passer et sauver des enfants (...) Il y a tant de haine et de rancune entre les ethnies, entre les tribus, comme on risque de les multiplier dans toute l'Europe, que ie trouve nécessaire de rechercher à fois les autodéterminations, e'està-dire les indépendances, et les liens qui uniront tous ces pays. Si tout éclate, commeut allons-nous gèrer

«La boussole...»

Le président de la République, lui demonde-t-on en conclusion, doit-il etre un «bricoleur», un « prophète» ou une « boussole»? «Je crois que « bnussole » est un bnu terme, répond M. Miuerrand : dire au pays, dire aux Français, dans les moments difficiles, par nu passer, vers où aller. Il faut qu'on garde quelques grands objectifs: la démocratie, la democratie sociale, c'est-à-dire plus de justice dans la prospérité revenue, sident de la République affirme: «La plus l'Europe, ma foi, il y a de quoi dislocatinn de la Yougoslavie, avec

Contamination, risques et compétences

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

ANNONCE depuis quelques jours, le fait ne pouvait manquer de surprendre. Après les déclarations télévisées sur le même thème de Me Georgina Dufok et de M. Lau-rent Fabius, et au lendemain des propos de M. Claude Evin, proche de M. Michel Rocard, - l'ancien ministre de la santé soulignant la nécessité, pour les hommes et les femmes politiques, d'assumer plei-nement jeure responsebilités -M. François Mitterrand e'est à son tour exprimé sur l'affaire du sang contaminé.

Le chef de l'Etat a parlé longue-ment, prenant le risque, non négligeeble, d'eborder un domeine technique, tout en reconnelesant qu'il n'avait pas les «compétences médicales » nécessaires pour perler d'autorité d'un tel sujet. Cette intervention aura-t-elle permis de trou-ver une issue à la situation confuse - médicale, judiciaire et politique -qui prévaut aujourd'hui? Rien n'est mains sor, M. Mitterrend e. en effet, compliqué les données d'un problème, dont la justice est en

Le point fort de son intervention e porté sur son engagement per-sonnel – e Je dirai à Edith Cresson, oui il faut une loi» - quant à la nécessité d'indemniser, au moyen d'une loi, les personnes contaminées par le virus du sida à partir d'une trenefusion senguine. MM. Jeen-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Brunn Durleux, minietre délégué à la santé semblaient pourtant, jusqu'à présent, opposés à cette solution, du moins dans la forme souhaitée par M. Mitterrand.

Postulant que l'on doit - qu'il doit - justice aux hémophiles et aux polytransfusés contaminés, sans faire de distinction dans la période qui va de 1980 à 1990, M. Mitterrand s'oppose ainsi à la formule retenue jusqu'alors par son

 Satisfacting dn l'Accociation française des hémonhiles. - L'Association française des hémophiles (AFH) s'est déclarée « satisfaite », de la déclaration du président de la Republique qui s'est dit partisan d' « une loi d'indemnisation » pour les personnes contaminées par le virus du sida lors de transfusions. « La salidarité nationale s'exprime par la loi qui reflète la tive du Parlement », a estimé M. Fraecis Graeve, président

□ Protestation de l'Association des polytransfasés. - L'Association des pnlytransfusés (hémnphiles) n estimé qu' « une indemnisation correcte pour les hémophiles contaminès ne peut être validée que par une décision de justice et par la condamnation des responsables ». «Il a fallu six ans et demi de sacrifices à l'Association des poly-tronsfusés pour que, dans un contexte difficile, M. Mitterrand parle le 10 novembre 1991 pour la première sois du drame des hemo-

gouvernement, qui souhaitait faire l'écanamie d'un débat eu Perlement. Le texte projeté devrait ainsi, estime la président de la République, e'écrire à la lumière de la loi de 1986 instituent une indemnisation des victimes du terrorisme. Pour l'Asenciation frençeise des hémophilee at l'Association de défense des transfusés, ces propo-stions du chef de l'Etat constituent une véritable « victoire » dans la mesure où elles réclemaient depuis plusieurs jours ce type de solution.

Distinction et hiérarchie

Le chef de l'Etat n'a pas précisé, en revanche, si son propos inclusit bien à la fois les hémophiles et les polytransfusés contaminés par voie post-transfusionnelle, et surtout e'il élargissait la procédure législative à post-transfusionnelles, ouvrant alors les portes à un texte de loi sur l'indemnisation du risque thérapeutique en l'absence de toute notion de faute, un texte à l'étude sur le bureau de M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice.

M. Mitterrand aurait sane doute pu en rester là sur ces questions. Ce ne fut pas le cas. Il e voulu se lancer dans une explication quelque peu confuse des raisons qui l'ont amené à demander, sur les conseils e dee plus heutes personnelités médicales», que le docteur Michel Garretta, alors directeur général du Centre national de tranfusion sanguine (CNTS), soit déenré de la

On était en 1989, c'est-à-dire à l'époque où M. Claude Evin, ministre des affaires sociales, mettait au point, en liaison avec les compagnies d'assurances et les responsables de l'Association française des hémophiles, une procédure présen-

SIDA », ajoute l'associatinn. Elle indique evoir « pourtant des le début alerté M. Mitterrand et ses ministres concernés », estimant qu'ils « n'ont pas pris en compte suffisamment à temps le pro-

 M. Bandis réclame la démission de M= Dufoix. - Evoquant, snmedi 9 novembre, devent le conseil national de l'UDF, l'affaire du sang contaminé, M. Dominique

tée comme un geste da solidarité, et en eucune feçan d'eindemnisation des dommages». C'est à cette époque aussi (le Monde du 26 avril 1989), que l'Association française des hémophiles alertait le gnuvernement eur les décisions prises durant l'été 1985 par des responsables du CNTS. Qui sont des lors les epersonnelités incomtestables » évoquées par le chef de l'Etat?"

tion commune de l'Europe, tous les pays qui composent l'Europe n'en

En distinguant les deux affaires que eont le reterd eu dépistage systématique du virus du sida dens les dons de sang et la distribution, durant le printemps et l'été 1986, de produits coagulants potentielle-ment contaminée, M. Mitterrend a-t-il cherché à établir une hiérarchie dens les responeebilités des diverses eutorités politiques de l'époque? Pour le seconde affaire, la justice aura à se prononcer et la loi d'indemnisation ne saurait tar-

Pour ce qui est du dépistage (qui est directement lié au problème de la contamination des hémophiles et des malades transfusés), M. Mitterrand reprend point par point l'argumentation développée par M. Lau-rent Feblus, einsi que las detee tentant à démontrer que le premier ministre, dès qu'il fut saisi du dossier, mit tout en œuvre pour trouver rapidement une solution. If ne retient pas dans cette chronologie la réunion interministérielle du 9 mai présidée à Matignon par le profes-seur François Gros, pas plus qu'il n'évoque les appels adressés auparavant aux ministres en charge de ce dossier.

«Je suppose qu'à l'heure actuelle la justice qui eet ealele a'en occupe. » Cette formule du chef de l'Etat ne manguera pas de surprendre dans la mesure où cette question du dépistage ne fait pas directement l'abjet de l'enquête iudiciaire en cours.

Baudis, président exécutif du CDS. n réclamé la démissinn de M= Georgian Dufoix de la présidence de la Crnix-Rouge. « M= Dufoix, a-t-il déclaré, nous a expliqué qu'elle ne se sentait pas coupable, mais responsable. Comment peut-elle une minute de plus demeurer présidente de la Croix-Rouge? Une décision conséquente de sa port auroit contribué à redorer l'image des hommes

Le Monde

Novembre 1991

L'ALLEMAGNE APRÈS LA RÉUNIFICATION

philes contaminés par le virus du CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les réactions dans l'opposition...

M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, interrogé sur Antenne 2, a estimé «impossible» de procéder à une réformn de la Constitution par un simple référendum, la réforme devant « être votée en termes identiques par les deux Assemblées», en vertu de l'article 89 de la Constitutinn. « Si ce n'est pas voté en termes identiques, on s'arrête [sinon] la réforme est soumise ou référendum», a t-il expliqué. Après s'être déclaré favorable « depuis des années » à la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, il e souligné-que, « légalement », M. Mitterrand que, «légalement», M. Mitterrand n'était pas tenu de se l'appliquer, Mais «si vous expliquez à l'opinion publique que la bonne durée, c'est cinq ans, vous posez vous-même un point d'interrogation », a-t-il dit. L'ancien président de la République a assuré qu' eil faut cesser d'appliquer l'article 49-3 (...) sur les textes législatifs » pour remédier à l'étouffement du Parlement, sans qu'il y ait « besoin de réformes constitution-nelles».

nelles».

M. Jacques Tonban (RPR). O M. Jacques l'onban (RPK), député de Paris: « Il faut surtout que le président de la République ne manipule pas les faits. Ce n'est pas M. Mitterrand qui a inventé le quinquennai : c'est Georges Pompidou, et il y o plus de quinze ans. Depuis 1981, nous le demandons. Nous pentant au couvrir cette discussion et sons qu'ouvrir cette discussion, et l'ouvrir en vue d'une réforme, c'est certainement une bonne chose, et, de ce point de vue, nous sommes satis-faits. Sur le scrutin mixte, notre position est simple : on peut tout à fait trouver un accord à l'intérieur des formations politiques pour modifier le mode de scrutin, à condition que ce soit après les élections.»

D M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, qui se déclare fevorable au quinquennat : «La cié de cette intervention, c'est que, pour éviter de voir une majorité nouvelle apparaître en 1993, plutôt que de changer la majorité, on change lo Constitution. C'est une habilete nouvelle. M. Mitterrand sait très bien que l'impatience des Fran-çais, les désordres de la rue, les insa-tisfactions diverses de la société française amèneront l'actuelle opp au pouvoir dans un an et demi. Pou éviter cela, il ressort de sa poche, au bout de onze ans, une réforme consti-

M. Gésard Longuet, président du Parti républicain: «J'ai trouvé François Mitterrand très résigné sur le quotidien des Français et, au fond, le quotidien des Français et, au fond, apportant peu d'espoir. Il o saisi le domaine où il a compétence et expérience, le domaine des institutions. Je crois qu'il o raison de le faire, et c'est une fenêtre qui s'ouvre dans une pièce qui était un peu asphyxiée, qui était la vie politique intérieure française (...), S'il préparait une sortie digne au second semestre de 1992, par un bon référendum et un bon débat parlementaire, quel beau couronnement pour un homme qui a consacré toute sa vie à la palitique!»

M. Jacques Barrot, président du graupe UDC de l'Assemblée

du graupe UDC de l'Assemblée nationale : «Enfin, le président de la République accepte de faire droit à ceux qui jugent nécessaire une réforme des institutions. Mais n'est-ce pas la demi-annonce d'une demi-mesure? Le calendrier retenu avec modification de la loi électorale immédinte et report de lo révision constitutionnelle à la veille des élec-

tions législatives, c'est pour lo France puler dans une future cohabitation. le risque d'un débat tronçonné et pas-sionné avec un réel danger de brouillage, voire de manipulation.»

☐ M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF: «Il est étonnant et presque choquant de voir le prési-dent de la République présenter ses propres erreurs comme des défauts de la Constitution. Si le Parlement est a Constitution. Si le Patiement est étaufiès, lui seul et son gouverne-ment en portent la responsabilité par l'abus de l'article 49-3. Quant aux textes de modification de la Constitution, nous sommes prêts à les soutenir s'ils sont sans ambiguîté : le rac-courcissement à cinq ans du mandat présidentiel pourrait ainsi être adopté dans les plus brefs délais,»

D M. Philippe de Villiers (UDF-PR), député de Vendée : « Le vieux politicien socialiste de la IV est appara à nouveau dans sa bibliothèque. Sous les traits du vieux tricheur, il nous a confesse son ultime projet de trucage des institutions afin de maintenir au pouvoir le parti des cor-rompus. Je réponds non par avance à sur nos institutions. »

D M. Jacques Godfrain (RPR), député de l'Aveyron : « François Mit-terrand a tenté de disculper dix ans de sociolisme, trois millions de chômeurs, des scandales en tout genre, le mauvais fonctionnement des institutions en détournant le regard des Français vers d'autres horizons : le bouleversement de l'équilibre insti-tutionnel de la V République. C'est seulement l'éradication du virus du socialisme qui redonnera à la France son rang, et non une manæuvre poli-ticienne de plus.»

d M. Yves Galland, président du Parti radical : «Le président de la République est largement responsable par son action depuis dix ans de la nécessité de réformer les institutions. Nous serons très vigilants pour que ce soit une réforme d'intérêt national et non pas socialiste.

Le président doit savoir aussi que l'opposition ne se laissera plus mani-

□ M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts: «Les annonces faites une exigence oncienne et devenue de plus en plus pressante de la réforme des institutions dans le sens d'une démocratisation (...). Tout cela peut aller dans le même sens, celui d'in-troduire un peu plus le citoyen dans le processus de décisions et dans son contrôle. Reste à savoir dans le détail

faire nos propositions.» □ M. Jean-Marie Le Pen, prési dent du Front national: a Visiblement, le président cherche à allier la carpe et le lapin et voudrait faire plaisir à tout le monde. On voit une seule chose : il est conient de bui. Les Français ne sont contents ni de lui, ni de son gouvernement, ni de la politique qui a été menée depuis dix ans et qui, à l'orée de l'entrée dans l'Europe, va nous plonger dans un marasme économique, social et politi-

jusqu'où les intentions offirmées ironi

concrètement. Nous sommes prêts à

☐ M. André Lajointe, président du groupe communiste de l'Assemblee natinnele : « Le plaidoyer du président de la République pour la défense de sa politique économique et sociale n'a pas été convaincant [...]. Concernant les réformes des institutions, il s'est déclaré d'accord en gros avec les propositions de la droite [...]. Ce n'est pas ainsi qu'on démocrati-sera nos institutions ni qu'on donnera plus de poids ou Porlement. Au contraire, cela ne fera que renforce le caractère de pouvoir personnel qui les caractérise.

M. Ernest Mantonssamy. député (app. PC) de la Guadeloupe « insiste pour que le champ des réformes (constitutionnelles) soit ètendu oux déportements d'outre-mer», et souhaite que « lo Guade-loupe soit dotée d'un statut spécifique, évolutif. avec une Assemblée élue à la proportionnelle et un exècutif gouvernemental disposont de très larges compétences ».

... et dans la majorité

M. Jenn-Jack Queyranne, conviction. François Mitterrand o porte-parole du PS: « L'onnonce de réformes constitutionnelles doit lution démocratique des institutions donner un nouvel équilibre oux institutions et rendre la démocratie plus vivante (...). Les socialistes se retrouvent pleinement dans les pro-pos du président de lo République, [qui] s'est montré très proche des problèmes que vivent les Français [et qui] o su trouver les mois justes et profondément humains sur des sujets aussi difficiles que lo contamination du sang et la peine de mort. v

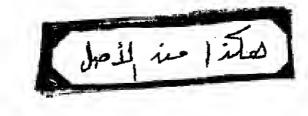
□ M. Jean Auroux, présidnat du groupe socialiste de l'Assem-blée natinnale: « Des dromes humoins aux problèmes socioux, jusqu'à la modernisotion de nos institutions vieillissantes et oux nouvelles perspectives européennes. François Mitterrond a su, avec conviction, rappeler qu'il demeurait à l'écoute du peuple et de ses représentonts pour redonner confiance aux Français.»

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement : « En une logique imparable et avec une grande force de attentes de nos concitovens.»

était l'une des ambitions de so magistrature et qu'ayant été dès le premier jour ou premiet rang de ce combot démocrotique, il étoit le mieux placé pour assurer lo réus site d'une telle évolution.»

D Le MRG: « Tous les rodicaux de la majorité et de l'oppo-sition sablent le chompagne et célè-brent la VI- République naissante. François Mitterrand sauve la Répu-blique, enterre la Constitution et ouvre la voie pour une recomposition du paysage politique. Tous les progressistes et rénovateurs de la majorité et de l'opposition doivent le soutenir.»

□ M. Emiie Zuccareiii, président du MRG: «Les radicaux se sélicitent de voir les Français et le Parlement suisis de la nécessoire modernisation de la Constitution de la France. Le MRG participera par ses propositions à l'ovenemen de la nouvelle République, seule à même de répondre aux nombreuses



Fort da plus de mille six cents membras, le nouveeu conseil national de l'UDF, réuni aamadi 9 et dimenche 10 novembre à la Défense, a réálu pour trois ans at par 86,06 % da aes suffragas M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence d'un mouvement qui entend se ranover. Dans aa motion finale, ce « parlement » de l'UDF « axclut catégoriquement tout accord politique avec l'axtrême-droite » et se prononce pour « una alternance franche » en 1993.

En concluant dimanche midi ce conseil national d'un nouveau type, M. Giscard d'Estaing evait toutes reisons d'être setisfeit. D'abord par sa réélection pour trois ans à la présidence de l'UDF. Premier président véritablement élu, son score, de plus de 86 % [1], apparaît somme toute confortable. «Celo me foit d'autont plus plaisir, e-t-il confesse, que le mot élection évoque parfois chez moi un souvenir de brûlwe...» Bien que seul candidat à sa succession, il pouvait s'altendre à pire, compte tenu de la mauvaise humeur des centristes après ses déclarations sur l'immigration et du comportement des léotardiens pas franchement décides à lui donner des gages de bonne volonté, Samedi matin, M. Pierre Méhei-gneric avait donné des consignes de vote Irès elaires à ses ouailles eentristes et, dimanche matin, M. François Leotard était au premier rang de l'assistance pour applaudir les discours. On entendil M. Giscard d'Estaing se faire un plaisir de lire pour la première fois du Raymond Barre dans le texte. L'ancien premier ministre, retenu par un colloque à Salzbourg, avait adresse un message plein d'encouragements pour l'UDF et son président, expriment sa joie de voir ee mouvement (6). Tous les oraleurs - ceux du «s'orgoniser pour devenir lo force centrale indispensoble à notre de M. Madelin, mis beaucoup sa joie de voir ee mouvement

poys. * Messege qui ne pouvait tomber mieux puisque telle était précisément l'embition de ce

Sur ce point, M. Giscard d'Es-

taing ne dissimulait pas non plus son optimisme. « Ces deux jour-nées, devait-il dire en conclusion, prouvent la nécessité de l'existence de noire mouvement. (...) Lo France a besoin d'un grand mouvement du centre et du centre-droit. L'obsence d'un tel mouvement deséquilibre sa politique, en rendant plus difficile l'alternance franche. comme dans les autres pays européens, et en ouvrant un espace oux manœuvres de division et de inanipulation dons lesquelles le pouvoir socioliste excelle. (...) Un grond mouvement ne peut pas chanter sur ane seule gamme de notes. C'est oussi lo reconnaissonce de l'enrichissement que notre diversité nous opporte les uns oux outres : lo clarié et l'efficacité du libéralisme, lo générosité du christionisme social, l'expérience et lo sagesse du rodicalisme républicoin. Notre mouvement o une identité. Lo grande richesse de lo France, sa grande sagesse, celle qui l'o fait royonner jodis pormi les autres pays, c'est d'être un poys de mesure. Je suis sur qu'il existe un espace entre l'immobilisme qui nous enfonce et l'extrémisme qui nous menace. Cet espoce est le nôtre, celui que nous devons occu-

Trois engagements fondamentanx

A l'issue de ces deux journées. M. Giscard d'Estaing pouvait également se rejouir d'avoir amené le conseil national à faire la démonssont aujourd'hui d'accord sur l'essentiel. Rarement en effet, sur le terrain des idées et des valeurs fondamentales, l'UDF avait effiché aussi clairement une telle unité. Sa nouvelle charte, réaffirmant les valeurs et les principes qui fondent son action politique, en fait

Le rêve de M. Giscard d'Estaing

par Doniel Corton

croyait à terre eprès son dérapage sur l'immigration dans le Figaro-Magazine, le revoici qui epparaît de nouveau fringent, volonteire et empressé. Il ne fait plus aucun doute à présent qu'il est lancé dans une grande entreprise de reconquête présidentielle et qu'il est moins résolu que jamais à s'inspirer de laisser le temps eu temps. Sa stratégie se révèle désormals dans toute sa cohérence.

Malgré toutes les préventions et les arrière-pensées, le réunion du conseil national de l'UDF constitue pour lui un réel succès. Ce qu'il n'avait pas été capable de mener à bien lorsqu'il était à l'Elyeée, M. Giscard d'Estaing est aujourd'hui en passe de le réaliser. Rénovée epràs plus de trois ans d'efforts bstinés, le grend eorps mou de l'UDF a désormais une colonne vertébrale. Plus de seize cents délégués élus, un bureeu politique regroupant toutes les personnalités influemes de la droite libérala et un président pour le première fois élu à bulletine secrets, l'UDF n'est pas encore tout-à-fait un parti, mais le devient. Elu avec plua de 86 % des voix, M. Giscard d'Estaing bénéficie d'une inconsessable légitimité. Il est parvenu aussi à enclencher une dynamique unitaire qui devrail éteinler voir ailleurs. La situation des centristes, qui continuent à vouloir se distinguer à l'Assemblée natiopourrait rapidement devenir incon-

M. Giscard d'Estaing occupe le centre. Ce conseil national de l'UDF lui aure permis de faire oublier en partie ses égarements sur l'immigration at les critiques qu'ils avaient entraînées. En réaffirmant avec force que le pays a basoin d'un grend parti du centre et du centre droit, qu'il existe un espace «entre l'immobiliame socieliste qui nous réalité, M. Giscard d'Estaing n'est menace et l'extrémisme qui nous pas loin aujourd'hui de croire qu'il

GISCARD D'ESTAING un recentrage spectaculaire. Se est-il insubmersible? On le dénonciation de tout eccord avec dénonciation de tout accord avec l'extrêma droite ne souffre plus de la moindre ambiguité.

> Il est prêt à jouer à présent le jeu de l'union. Outre qu'il lui serait difficile de miliner pour une union forte de l'UDF et dans le même temps de contrarier la marche de l'UPF. M. Giscard d'Estaing semble prêt à affronter, si elles doivent vraiment avoir lieu, les primaires au sein de l'opposition. Les sondages eont pour lui meilleurs, et il penae ne ferait qu'un faible score, entamant à pert égele le crédit de M. Chirae et le sien.

Ainsi disposé, il est évident que, pour M. Giscard d'estaing, plus vite viendra l'élection présidentielle. mieux ce sera. Il mise tout désormais sur les échéances de 1993. En se prononçam dimanche pour une alternance franche, il affiche pour la première fois son hostilité à toute nouvelle expérience de cohabitation. Parce que M. Mitterrand est âgé - ce qu'il n'expliquera pas bien entendu comme cele -, parce jameis été dans une situation aussi critique depuis la fin de IV- République, l'opposition, affirme-t-il, doit tout faire pour éviter ce genre de rendaz-vous. En même temps, il prévient en privé qu' « il ne fera pes du Barra », c'est-à-dira qu'il n'entreprendra rien pour forcar M. Mitterrend à quitter l'Elysée. mais qu'il s'agit de faire en sorte que le vote des électeurs aux législativea de 1993 puisse être interprété comme un vote da censure à l'edresse du chef de l'Etat. Dimenche soir, M. Giscerd d'Estaing considérait même qu'en expoaant sea intentions en matière constitutionnalls, M. Mitterrand « s'était mis dans une sale affaire. » A l'entendre, M. Mittarrand ne pourra proposer une réduction du quer à lui-mêma. De ses rêves à la enfonce», l'ancien président tenta n'y a plus qu'un petit pas...

d'eau dans le vin enivrant de leur libéralisme, comme ceux du CDS, flattés d'y retrouver les éléments dominants de leur plate-forme élaborée lors de leur congrès de Saint-Malo de 1990 - s'en sont également félicités. Cette charte réaffirme que « la propriété privée et les libertés économiques doivent s'accompagner d'une éthique de lo responsabilité », insiste sur la nécessaire conjugaison entre «lo dimension libérale» et «lo dimen-

sion sociale » sous couvert « d'un État fort » et o'oublie pas de privi-ligier toujours « l'option européenne, au nom de lo mémoire et « Notre projet, peut-on lire en conclusion, est de permettre à cha-

cun de suivre son propre chemin et d'ossurer lo coexistence de ses

choix personnels dans une societé de droit où la confionce dans la liberté est le meilleur moyen d'assurer lo dignité de lo personne et le progrès social et humain. Aux idéo-logues nous opposons cet idéal et notre réalisme. Aux outrances et oux excès, nous opposons cette pen-sée de tolérance et d'équilibre. » On a vu M. Madelin applaudir M. Charles Millon quand celui-ci a défendu un priocipe qui lui est cher, celui de «l'éthique personna-liste». On a vu aussi M. Mébai-gnerie applaudir M. Madelin quand ce derrier se promonorant quand ce dernier, se rememorant la période de cobabitation 1986-1988, e regretté que, faute d'union, l'UDF n'ait pu à l'époque

faire peser de tout son poids « sa commune option sociale ».

Cette cohésion aouvelle de l'UDF s'est retrouvée sur le terrain de la stralégie politique, même si des nuances subsistent. La motioo finale fera en tout cas date, puisqu'elle contient aussi trois engageinsiste sur « le refus de compromis politique qui prolongerait encore un pouvoir en éciet » et se prononce « pour une alternance franche. » Le deuxième « rejette toute manipula-tion du mode de scrutin, dont le seul but serali, en rendont la France ingouvernable, d'éviter au pouvoir la sonction des électeurs ». Se concrétisent ainsi l'opposition à loute éventualité de troisième force, le rejet de toute nonvelle expérience de cohabitation et le refus, exprimé par tous les orateurs, de « truquer, comme l'a dit M. Bernard Bosson, la volonté des

M. Millon a résumé le sentiment dominant en refusant « toute coalition de type front républicain qui foit de l'adversaire que l'on désigne l'unique force d'olter-nance». M. Dominique Baudis a souhaité que «François Mitterrand rende service au pays en pronon-çant lo dissolution de l'Assemblée nationale et en convoquant les élec-teurs aux urnes v. M. Frençois Bayrou e explique que les élec-tions législatives de 1993 constitueront de toute facon « un vote de défiance, l'équivalent d'un vote de censure » à l'endroit de M. Mitter-rand. M. Yves Galland e lancé cet evertissement: «S'il doit y avoir une nouvelle cohobitation, nous n'occepterons pos un nouveou 14 juillet 1936 : un rejus de signature d'ordonnances entrainera outomatiquement lo démission de notre

Mais l'on retiendra surtout les déclarations de M. Giscard d'Estaing, qui opparaissent comme une sérieuse inflexion de sa stratégie. « Nous souhaitons, a-1-il déclaré, une alternance politique nette et franche, où toutes les grandes institutions de notre pays travoillerons dans le même sens - tireront dans le même sens! – pour mettre en œuvre les choix voulus por les Français. Au lieu de cela, on com-mence à nous parler de change-

ment de République. Ce n'est pas la République qu'il fout changer, mais ceux qui la dirigent. Nous qui avons soutenu depuis l'origine la V' République, nous préférons la République fondée par de Gaulle oux improvisations qu'on nous sug-gère aujourd'hui. La France n'est pas un pays qui doit changer de régime en fonction de l'échec de ceux qui le conduisent. » Les seules améliorations que l'ancien chef de l'Etat conçoit doivent porter, selon lui, sur la limitation de l'usage de l'artiele 49-3 et l'instauration du quinquennat. Il est une fois de plus revenu à le charge en pres-sant son successeur de « conclure » et en souhaitant que M. Jacques Chiree et les présidents des groupes parlementaires entreprensolennelle » auprès du gouvernement pour achever cette réforme au printemps 1992.

«L'union rien que l'union»

Le dernier engagement, qui n'est pas le moindre, est que « l'UDF politique avec l'extrême droite». Tous les orateurs y ont également souscrit sans la moindre réserve. « Pour gouverner noire poys, a ainsi rappelé M. Longuet, n'ayons confionce qu'en nous-même!» La seule voix discordaote, en l'ab-sence remarquée de M. Michel Poalatowski, fut eelle du maire centriste de Sartrouville, M. Lau-rent Wetzel. M. Giscard d'Estaing a tenu anssi à dissiper les doules sur sa conduite. Accusant «le pouvoir socialiste et ses séides d'entre-tenir à grand bruit un débat sur nos alliances possibles v. il a prél'UPF étaient très clairs : « Nous ne conclurons d'occord politique qu'àvec ceux qui partagent nos valeurs politiques et morales, ce qui exclut les extremes » a Souhaitons, a-t-il encore ajouté, qu'à la netteté de notre position vis-à-vis de l'extrême droite réponde celle des socialistes vis-à-vis de l'extrême gouche. » Au passage, M. Giscard d'Estaing en a profité pour recti-fier avec doigté sa position sur l'immigration, en exigeant du gou-vernement qu'il reprenne en plus vite les propositions préconiées vite les propositions préconisées per le rapport de M. Marceau

Tous ces engagements ont natu-rellement amené l'UDF à marquer sa volonté de resserrer les liens avec le RPR eu sein de l'UPF. complété M. Giscard d'Estaing : extrêmes et resserrer l'union. A ceux qui nous interrogent, et par-fois nous harcèlent, opposons toujoyrs la même réponse : l'union, toute l'union, rien que l'union.» M. Madelin a suggéré « un calendrier d'octions concrètes » pour parvenir à une formation unique de l'opposition. Dans un tel climat, il était fatal que M. François d'Aubert fasse plaisir à la grande mejorité en demandant officiellement eux centristes de reveoir dans le giron du groupe UDF à l'Assemblée nationale. Ce fut le seul moment d'exeitation de ce conseil national. Tant bien que mal, M. Méhaignerie a tenté de convaincre son suditoire turbulent que « si l'UDF concreusait ses discours », ce serait une éventualité qu'il accepterait d'envisager. Mais il est elair maintenant que la balle est dans son camp.

DANIEL CARTON

(11 M. Giscard d'Estaing a obtenu 1 164 voix sur 1 661 inscrits et 1 353 votants. Il y a cu 189 bulletins blancs et nuls.

Le nouveau bureau politique

Le nouveau bureau politique de l'UDF est desormais composé comme suit:

omme sun:

MM. Valéry Giscard d'Estaing (président), François Bayrou (secrétaire général), Jean Lecanuet (ancien président).

- Les présidents des groupes parlementaires de l'Assemblée natio-nale et du Sénai : MM. Charles Millon, Jacques Barroi, Marcel Lucotte, Daniel Hoeffel, Ernest

- Deux représentants de chaque composante: MM. Gérard Longuet et Alain Madelin pour le PR, MM. Pierre Méhaignerie et Bernerd Bosson pour le CDS. MM. Yves Gelland et Didjer Bariani pour les radicaux, radical).

MM. Max Lejeune et André Santini pour le PSD, MM. Hervé de Charette et René Garrec pour les elubs perspectives et réalités, MM. Pierre-André Wiltzer et Phi-lippe Mestre pour les adhérents

- Douze membres élus par le conseil national: MM. Gilles de Robien (PR), Dominique Baudis (CDS), Jean-Claude Gaudin (PR), Jean François-Poncet (edbérent direct), René Monory (CDS), Charles Baur (PSD), Bernard Stasi (CDS), Bernard Lchideux (clubs perspectives et réalités), Willy Diméglio (PRL Jacques Domineti (PR), André Rossioot (parti radical) et Jean-Pierre Cantegrit (parti Réunis en assemblée générale à Saint-Brieuc

Les Verts refusent de s'allier aux «partis productivistes»

Les travaux de l'esaemblée ganarate des Verts, réunis epuis le 9 novembre à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), ont été consacrés pour l'essentiel au problème des alliances dans la perspective des élections régioales. Le mouvement animé par M. Antoina Waachtar a réaffirmé son opposition à la formation de majoritée qui întégreraient le Front national, mais il e également repoussé toute idée d'alliance avec les « partis pro-

SAINT-BRIEUC

de notre envoyé spécial

Depuis leur refus exprimé au prin-

emps de 1990 de tout désiste républicain même en cas de risque d'élection eu second tour d'un repréont changé. Dès le début de l'assemblee de Saint-Brieue samedi 9 novembre, la reproduction sur ques des photos des principaux resconsables du mouvement. l'organisa tion géoérale de ces journées, et surtout le discours d'ouverture, très « professionnel », de M. Yves Cochet, parlementaire européen et conseiller municipal de Rennes, ont permis de mesurer le changement de ton par rapport aux précédentes rencontres du mouvement. «La montée de la crise écologique, la contamination par les Idées racistes, le chômage persistant traduisent l'incapacité des décideurs à comprendre les méfaits grandissants du système économique productiviste, a affirmé M. Cochet. La classe politique française est sclé-rosée, la plupart des élus à tous les niveaux sont ou mieux des gestionvidus aveugles à la vie sociale, muets pour leur réélection.

Owatre sensibílités --

Les Verts sont en phase de croissance: non pas en termes d'effectifs, qui continucot à stagner (4 800 adhérents) mais, sofficités aussi bien par le PS que par l'oppositioo (le Monde daté 10-11 novembre), ils se sont employés, au cours d'un long débat sur la stratégie, à éclaireir le problème des alliances. M= Dominique Voynet, ancienne secrétaire générale du groupe des Verts au Par-lement européen, a tenu à distinguer trois cas de figure : les alliances pré-électorales; les contrats de partena-riat soumis à des conditions non négociables et destinés à faire évoluer progressivement les autres for-mations politiques; et enfin la parti-cipation à l'élection d'un président de région, sans accord programmati-que, et à la seule fio d'éviter l'intégration du Front national dans un executif.

Sur le premier point, l'accord est unanime : il ne saurait être question en l'état actuel de rompre avec la stratégie du mouvement en passant une alliance evec ceux que l'écono-miste Alain Liepietz qualifie de « partis productivistes ». Une très large majorité du mouvement estime d'autre part, comme M. Aotoine Wacchter, que «sur la base des poli-tiques menées depuis 1986 dans les régions, il n'y a pas aujourd'hid dans le paysage politique de partenaires possibles pour les Verts ». En revanche, sur l'élection sans contre-partie d'un président de région RPR, UDF ou PS, le mouvement apparaît encore assez divisé. On peut à ce propos observer quatre sensibilités:

 l'opposition à « toute dérive électoraliste», représentée à la fois par les amis de M. Jean Brière, qui ne voulent pas « venir au secours d'une social-démocratie moribonde» et par ceux qui, comme M. Michel Bonhomme (Languedoc-Roussillon), ont affirmé: «entre la syphilis et le sida, choisissons l'abstinence». Certains jugent même que, sauf à vou-loir culpabiliser les Verts, l'UPF et le PS sont suffisamme at proches pour pouvoir s'allier entre eux et faire barrage au Front national;

- la proposition de «grand par don » proposée par M. Gérard Mon-nier-Besombes, leader de la région Provence-Côte d'Azur et parlementaire européen, qui vise en revanche à passer l'éponge sur les accords pas-sés entre la droite et l'extrême-droite dès lors que la première s'engagerain à ne plus accepter pour l'avenir une telle compromission; la position de M. Cochet, l'un

des animateurs de la minorité, qui consiste à sanctionner, sur l'ensemble du territoire, tout parti de droite qui aurait, ne serait-ce que dans une seule région, passé un accord avec le Front national; elle e recueilli 30 % des voix lors d'un vote par mandat; - l'attitude médiane de M. Waechter selon laquelle les Verts ne sont pas qu'un groupe de pression, mais doivent prendre leurs responsabilités pour « se forger de futurs porte-naires» en évitant de bloquer l'institution régionale et de « disqualifier le scrutin proportionnel ».

Des veaux ou des moutons

C'est cette dernière position qui l'a finalement emporté au cours d'un vote à maio levée lors de l'examen de quelque soixante-quatorze amendements déposés sur le texte de base coocernant la stratégie. Car, bien sur, quelle qu'ait été la ligne enregis-trée lors de cette assemblée générale, les Verts o'ont pas oublié leurs vieux réflexes basistes. On a ainsi entendu la proposition d'instituer une année sabbatique pour les responsables des Verts afin qu'on les voie moins dans les médias. On a vu aussi les quel que huit cents délégués présents se prononcer l'és sérieusement lors d'un vote pour remplacer le mot veau par le mot mouton dans la phrase suivante: « Refuser de donner des consignes de vote au second tour d'une élection, c'est refuser de prendre les gens pour des veaux»... En revanche, et plusieurs militants s'en sont plaints, il n'e pas été question une seule fois au cours de ces journées de débattre des mouvements sociaux en cours ou de la montée du chômage.

2/2/3

Action &

The second secon

Marine

Marine Section

ar in the second

See 35 14

Property of the second

Concernant les rapports internes au mouvement, M. Waechter a sub-le contrecoup de la décision de son aneien directeur de campagne, M. Jean-Louis Vidal, conseiller de Paris, de soutenir cette année une liste indépendante. Le liste de M. Wacchter n'a recueilli que M. Wacchter n'a recueilli que 35,5 % des suffrages, contre 49,5 % l'an dernier à Strasbourg. Toutefois son rival habituel, M. Cochet, qui avait rallié tardivement le courant «transcourant» animé par Me Voynet (23,5 % des voix), a été inimate contesté par est proposa amis même contesté par ses propres amis et il pourrait se retrouver dans une situation délicate pour accéder, comme il le souhaitait, au collège exécutif des Verts, le principal

organe dirigeant du mouvement. JEAN-LOUIS SAUX

M. Bayron refuse de «faire la cour » anx Verts. — Invité, dimanche 10 novembre, du « Grand Jury RTL-le Monde », M. François Bayron, secréteire général de l'UDF, a récusé toute démarche électoraliste en direction des Verts. « Les écologistes sont respectables, a-t-il expliqué, je les connals bien, mais ils sont divers. En politique, il ne sert pas ò grand-chose de faire lo cour. S'il y a quelque chose à faire avec les écologistes, ce que je souhaite, ce doit être au niveau des régions. Cherchons des occords sur des objectifs clairs. » M. Bayron refuse de «faire la objectifs clairs. »

Une élection cantonale partielle

(1.92 %).

PYRÉNÉES-ORIENTALES : Serrelongue, de Lamer canton de Prats-de-Mollo-la-Preste

Inscr., 2 469; vot., 1 954; abst., 20,85 %; suffr. expr., 1 882. MM. Aubin Roca, div. d., 1 037 voix (55,10 %); Pierre Rayneud, PS, maire de Saint-Laurent-de-Cerdans, 845 (44,89 %).

L'apprentation de la participation d'un tom à l'astre (+ 7,84 points de pourcen-tuge) a creusé l'écart en faveur de M. Roca, qui soccède ainsi à Juseph Albert, div. g., décèdé le 28 septembre dernier. M. Roca a devancé sou adversaire des le commune con l'écard des diversaire dans le commune chef-lieu, dent il est derenn le maire su cours de le semaine précédant le second tour, et dans celles de

tradis que M. Raymand arrive en tête dans deux communes, Saint-Laurent-de-Cerdans et Constonges.

Les résultats du premier tour étalent les suivants : inscr., 2 469; vot., 1 767; abst., 28,49 %; suffr. expr., 1 718. MM. Roca, 806 voix (46,91 %); Rayuned, 596 (34,69 %); Jacques Majester, PC, 191 (1L,11 %); Jacques Pol, Uniter Catalana, 51 (2,96 %); Gilles Borrat, Verts, 41 (2,38 %); Jacques Melet, FN, 33

Es 1985, Joseph Albert svait été rééla cosseiller général, su second tour, avec 1 215 volx (53.01 %) coetre 1 077 (46,98 %) à M. André Bardaneil, UDF-CDS, sur 2 777 inscrits, 2 366 votants (soit 14,80 % d'abstention) et 2 292 suftrages exprimés.]

ETRANGER

URSS: une décision de M. Boris Eltsine contestée

Le Parlement russe condamne le décret sur l'état d'urgence en Tchétchéno-Ingouchie

ON DIRAIT

Alors que le décret pris par M. Eltsine proclamant l'état d'urgence en Tchétchéno-Ingouchie était ignoré sur place, le Parlement de la Fédération de Russie a condamné lundi 11 novembre ce décret, dans une résolution adoptée par 177 voix pour, 4 contre et 15 abstentions. Elle appelle en outre à résoudre la crisa par des « moyens politiques ».

ers refusent de s'all

partis productivisies

李林和李林中一大学

-1000 多种种

A Paragrant 4 100 mm

MANY MARKE - 5-

建筑中京社 本 "为2"

Print & M. Survey

Mit was in bag ger.

applications of the same

bedrieb fent if Beie

-

THE PARTY IN

THE PART OF THE PARTY OF THE PA

Pan y

A STATE OF THE STATE OF

-F-32 : -F-41.

The opposite

But and the second

gradient letter and a

海南、 fevian in ...

達可To · · · ·

ر مسلم المنافق

و دروه میداند شود با میداند می است

\$ 72.

And the

ž . X: Y*+ :

A 1800 .

Marie a

1. 7:00

From Town

2₀₀ அதிக்கான இரு Spir t.

getter 4

le service

¥

ke)

- 1.54 44

descript

- - - ·

Sp. Array

Sept. Sept. Comments

44.

A Contract of

A second

3

400

1.5

A Section of the section of

MOSCOU

de notre correspondent

Tout an long du week-end, le speciacle offert per Grozny, la capi-tale de la Tchétchénie-Ingouchie, s été un gigantesque pied de nez au président russe : des milliers de personnes rassemblées jour et nuit pour un meeting permanent dans les rues, sur les places, les terrasses et les toits, tirant en l'air pour mieux manifester leur détermination alors qu'en théorie le couvre-feu est en vigneur, que toutes les manifestations sont interdites et qu'ordre a été donné de confisquer les armes de la population... La cérémonie d'entrée en fonction du général Doudaïev, éla président au cours d'élections récusées par les autorités russes, a eu lieu comme prevu. Le président tchétchène y est apparu dans un superbe uniforme d'apparat evec casquette surchargée de dorures...

L'homme aurait pourtant dû être arrêté, mais, comme l'a indiqué le vice-président russe Alexandre Routskoi, l'ordre donné à cet effet n'a pas été exécuté.

Les troupes envnyées sur place pour faire appliquer le décret sur l'état d'urgence ont été bloquées par la garde nationale tchétchène, qui contrôle apparemment tous les accès à la République. Selou certaines informations, quelques-unes de ces unités auraient même pris le parti des Tchétchènes, tandis que le général Doudaiev, grand seigneur, déclarait « tous les soldats russes, qui ne sousent pas nousquei ou les o grands savent pas pourquoi on les o enroyés lci, seront nouris et renvoyés chez eux sains et saufs». Contrairement à ce qu'avait affirmé la radio de Russie, reprise per la BBC (le Monde daté 10-11 novembre), aucun assaut n'a été lancé contre le centre de télécommunications.

La situation est d'autant plus déli-cate pour M. Eltsine que les hommes qu'il avait désignés comme ses représentants sur place et investis de l'administration directe de la République se sont apparemment récusés. Le « gouverneur » nommé par M. Elsine, le Tchétchène Ahmet Arsanov, aurait annoncé, selon l'agence interfax, qu'il s'apprésait à démissionner. Et il a formellement nié avoir demandé an président russe l'introduction de l'état d'ur-

Le général Routskoī avait, lui, affirmé que M. Eltsine avait pris sa décision après avoir reçu un message chiffre de M. Arsanov lui deman-

QUE FERIEZ PLUTOT QUE Vous à MA VOUS ETES PLACE? MIENNE ...

dant de aprendre des mesures pour faire respecter la loi». Le ministre de l'intérieur de Tchétchénie-Ingouchie, M. Ibrahimov, nommé evice-gonver-neurs par M. Eltsine, aurait - tou-jours selon l'agence Interfax - lui aussi démissionné.

A Moscon même, des responsables de haut niveau ont pris leurs distances: le ministre de l'intérieur de l'URSS Viktor Barannikov a notamment dit que, comme beaucoup d'autres, il n'avait appris que le 7 novembre la décision d'imposer l'état d'urgence aux Tchétchènes manière de faire comprendre qu'il n'avait pas été consulté. Surtout, il a prenant acte de la tournure des évé-

ajouté que lui préconisant «unique-ment des méthodes politiques» pour le règiement de ce type de conflit. Qu'un représentant du pouvoir central critique directement le président russe n'est pas surprenant; mais meme un membre du KGB russe. M. Viktor Ivanenko, a déclaré que M. Elisine avait commis «une dramatique erreur ». «La Russie, a-t-il expliqué, n'est pas en mesure d'exercer une pression armée sur la République ichéichène» et, de plus, «le seul langage acceptable est le langage économique et politique».

Lundi, le Parlement de Russie,

abruptes. C'est lui qui a été tériner le décret » du président russe et jugé qu'il était « indispensable de constamment en première ligne notamment au Parlement de Russie regler la crise par des movens politipour défendre la mise en place de ques et non par des mesures d'excep-tion ». La veille, le président du députés ont demandé qu'il paie pour conseil des nationalités du Parleles pots cassés et démissionne Ce ment, M. Nicolas Medvedev. avait estimé «inadmissible de traiter les que, a-t-il déclaré, « il ne fern jamais » . problèmes ethniques par des moyens militaires ». Et un élu tchétchène Mais quel que soit le sort ulume du «fusible» Rnutsknī, c'est bien regrettait que la présidence russe l'autorité, et plus encore le jugement, n'ait pris l'avis de personne avant de prendre une décision « qui la discrétion: «L'introduction de l'état d'urdite». En revanche, le président du Soviet suprême Rouslan Khasboulagence a été une erreur », commentait kov, lui aussi un Tchétchène, affirtélévisinn russe. «On ne doit pas prendre des décisions qu'on n'a pas les moyens d'appliquer». M. Eltsine mait qu'aucune négociation n'était possible avec l'entourage du général Doudaïev, «un groupe de bandits, d'hommes sans conscience et sans saura-t-il à présent organiser une retraite en bon ordre (ce qui suppose onneur». Il s'est donc prononcé que le général Doudaïev y mette lu pour l'application du décret sur l'état d'urgence, même si, a-t-il reconnu au aussi un peu du sien), ou bien s'obs-tinera-t-il à aller jusqu'au bout d'une passage, la décision a été prise de manière un peu hâtive. démarche qui sent si fort l'«ancien»

L'épisnde tchétchène est loin d'être terminé, mais surtout, il met déjà en lumière l'un des traits du comportement de Boris Eltsine qualité ou défant, selon les circons-tances, - le caractère impulsif de ses décisions annoncées à grand bruit, sans qu'on sache très bien comment elles pourront être appliquées. D'autre part, il semble que le président russe se soit très largement reposé dans cette affaire sur l'opinion de son vice-président Routskoï, un homme dont la brusquerie, sinon le caporalisme, parait particulièrement mal adapté pour appréhender des questions aussi délicates. Le général Routskoi, qui s'était rendu à Grozny au début de l'automne, avait «braqué» les Tchétchènes par son style autoritaire et plusieurs déclarations

ALLEMAGNE 100 000 personnes ont manifesté dans les grandes villes contre le racisme

> Environ cent mille personnes ont défilé, samedi 9 novembre, à Berlin et dans les grandes villes allemandes, pour dénoncer le racisme et la xénophobie, à l'occasinn de la double commémoration de la chute du mur de Berlin, en 1989, et de la Nuit de cristal, qui avait marqué, en 1938, le début des persécutions contre les juifs dans l'Allemagne nazie.

l'état d'urgence, et de nombreux

dimanche soir le présentateur de la

régimo? A vrai dire le désaven que

lui a infligé le Parlement russe

JAN KRAUZE

A Halle (ex-RDA), de violents incidents ont éclaté entre plusieurs centaines de militants d'extrême gauche et de néo-nazis, à l'issue d'une manifestation où ces derniers avaient défilé derrière une banderole portant les noms de plusieurs « martyrs du Reich », dont Rudolf Hess, La police a interpellé plus de deux cents personnes. A Wismar (ex-RDA), uoe violente trois blessés graves, a npposé une quarantaine d'Allemands à une trentaine d'étudiants étrangers.

La Turquie accède aux demandes de pirates de l'air tchétchènes

semedi 9 novembre, un avion de la compagnie soviétique Aeroflot détourné sur Ankara par das pirates de fair tchétchènes, qui ont regegné Grozny où ils ont pu se mattre à l'abri. Un Tupolev 154, evac 178 personnes à bord, qui assurait une lialaon entra Minereinie Vody (Caucasa) et Eketerinbourg (Oural), avait été détourné à la mi-journée sur Ankara. Le préfet de police d'Ankera et le directeur général de la sûreté ont négocié pendant plus d'une heure avec fet a ensuite tenu une conférence de presse pour déclarer que les

La Turquia a laisaé repartir, - sept aelon les aourcea - ne menaient pas une «action terroriste», mais eune action de protestation > contre le fait que «le gouvernament central russe n'a pas reconnu leur indépendance et a décrété l'état d'urgenca » an Tchétchéno-Ingouchie, alors qua eles Tchétchènes ont déclaré leur indépendance et ont élu un président avec plus de 91 % des voix ». Après cina heures passées sur l'aéroport d'Ankara, l'appareil et ses pessegers ont regagné la capitale des Tchétchèno-Ingouches. eDésormais, les persdétoumement sont compromises, estimeit dimenche la télévision pirates - au nombre de trois à soviétique. - (AFP, Reuter.)

L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont décidé de créer une zone-tampon

livraisons de gaz naturel à l'Armé-

nie, interrompues depuis le

L'Arménie et l'Azerbaldjan net chef de l'état-major Vladimir décidé de créer le long de leur Lobov. L'Azerbaïdjan aurait aussi frontière commune une zone-lam- · accepté de reprendre dès mardi ses pon de dix kilomètres de large de chaque côté de la frontière pour tenter de mettre fin à leur conflit à propos du Haut-Karabakh, e annoncé dimanche 10 novembre l'agence non-officielle soviétique Interfax. L'accord a été conchi lors d'une réunion, vendredi à Moscou, du président azerbaïdjanais Ayaz Moutalibov et du vice-président du Parlement armenien Babken Ararktsian, présidée par M. Gnrnce du ministre soviétique de la défense Evgueni térieur Viktor Barannikov et du soviétique et uo groupe de deux selon l'agence Tass. - (AFP.)

4 novembre. Mais l'Arméoie a néanmoins décrété samedi l'état d'urgence dans le secteur de l'énergie, eo ordonnant la fermeture de toutes les entreprises, à l'exception ont été blessés alors qu'ils tentaient de franchir la frontière soviéto-finlan-

iodustries liées à la défense. Le président arménien Levon Ter-Petrossian devait pour sa part arriver ce lundi aux Etats-Unis où il sera reçu par le président Bush. -(AFP, AP.) cents personnes essentiellement des

des services vitaux comme les

boulangeries, les bôpitaux et les

Roumains, qui essayaient de passer éciaté, dimanche 10 novembre, entre dents ont éclaté non loin de Vyborg, Chapochnikov, du ministre de l'in- des unités du ministère de l'intérieur au nord-ouest de Saint-Pétersbourg.

YOUGOSLAVIE: nouvelles attaques de l'armée contre Vukovar et Dubrovnik

La proposition du bloc serbe d'envoyer des «casques bleus» en Croatie est accueillie avec méfiance à Zagreb

La CEE, en décrétant, vandredi 8 novembre, à Rome, des sanctions économiques contre la Yougoslevie, ne semble pes avoir effravé beaucoup de monde dans l'ex-fédération et n'est, en tout cas, pas parvenue à dissueder l'armée - sous contrôle serbe - de poursuivre ses attaques contre les villes et positions croates. Deux jours après l'annonce de ces sanctions, le conflit n'a pas diminue d'intensité; d'un bout à l'autre de la Croatie, de Vukover (à l'est) à Dubrovnik (sur la côte adriatique, où certains sites historiques ont été touchés, dimanche), ce n'est, sur Radio-Zagreb, qu'une longue litanie de localités bombardées par les forces fédérales,

ZAGREB

de notre envoyé spécial

L'armée paraît avoir de nouveau concentré ses attaques, dimanche 10 novembre, sur les régions de Vukovar et de Dubrovnik, forcent la population, seloo les médias. croates, à passer des beures - voire des dizaines d'heures - de snite dans des abris. Dans cette dernière estime que la décision européenne cité, assiègée par les forces terrestres d'étendre les sanctions économiques d'étendre les sanctions économiques d'étendre les sanctions économiques du luimatum contre l'armée. Une la décision européenne au ultimatum contre l'armée. Une le légitimation du fait accomplier et à un remodelage des frontières et sournise au blocus par à l'ensemble de la Yougoslavie n'est

vicille ville et fait des victimes tient la confusion sur l'identité de parmi la population civile. Si l'on l'agresseur. Et ce, dit-on à Zagreb, reconneit, dans les milieux officiels de Zagreb, que les forces croates n'o renoncé à ses objectifs : les sout en difficulté sur les champs de bataille que sont devenues les les Croates de vivre dans les fronrégions de Vukovar et de Dubrovnik, on exclut, dans ces mêmes lie (autrement dit de récupérer milieux, toute vélléité d'abandon de tous les territoires pris par l'armée ces positions. «Nous ne lâcherons pas Vukovar», a réaffirmé dimanche le ministre croate de l'information, M. Branko Salaj, accusant des a agents provocateurs » de chercher à semer le doute dans l'opinion quant à la détermination du gouvernement du président Franjo Tudjman à défendre cette ville de Slavonie orientale devenue le symbole de la résistance croate à la « guerre de conquête » menée par la Serbie en Croatie

Parallélement à ces préoccupa-tions purement militaires, les auto-rités de Zagreb ne cachent pas les soucis que leur cause la diplomatie. Les Croates n'ont jamais été tendres avec l'Enrope, dont ils ont souvent déploré l'impuissance devant le for-cing serbe. Aujourd'hui, des dirigeants se montrent carrément inquiets devant l'orientation prise par la diplomatie européenne, au lendemain de la réunion de Rome (en marge du sommet de l'OTAN), dont ils redoutent qu'elle n'inaugure une ère de « conversations Interminables ». Pour sa part, M. Salaj

auraient touché des édifices de la est «sans effet immédiat» et entrealors qu' « aucune des deux parties tières «administratives» de la Croa-

Reconquête des territoires perdus

Malgré leurs rancœurs et leurs inquiétudes - mais vraisemblablement en raison d'un rapport de forces qui ne leur est pas favorable sur le terrain, - les Croates ne veulent visiblement pas abandonner pour le moment la carte de la négo-ciation. Le gouvernement de Zagreb a ainsi décidé, samedi, de repousser de plus d'un mois le délai qu'il avait fixé pour l'évacuation totale de la Croatie par l'armée fédérale. Ce délai expirait dimanche, mais il l'a, in extremis, reporté an 25 décembre afin, selon M. Salaj, de « donner le plus de chances possi-bles aux négociations » et en raison de la complexité du processus, due aux différences de situations entre régions et casemes concernées. En privé, toutefois, des officiels admettent facilement que les forces croates, malgré une certaine amélio-ration de leur potentiel, ne sont pas croates, malgré une certaine amélio-

niers mois; car, estime-t-on à différemment pour les autorités de Zagreb, les troupes fédérales une fois parties, les Croates viendraient dimanche que le gouvernement facilement à bout des autonomistes serbes de Slavonie ou de la Krajina.

La décision croate ne semble pas avoir beaucoup impressionné l'armée, à en juger par la réaction du général Andrija Raseta, commandant en second de la 5 région militaire (basée à Zagreb) et représen-tant des troupes fédérales dans les négociations avec le gouvernement croate. Il nous a notamment déclaré dimanche qu'il s'agissait d'une mesure « très dure à interpréter ». pour ajouter qu'elle tombait dans le domaine de ce qui était babituelle-ment «sujet à discussions», et que l'armée avait déjà fait un certain nombre de concessions daos les négociations sur le sort des installa-tions fédérales en Croatie.

Quant à la proposition du «bloc serbe » au sein de la présidence fédérale – qui s'est octroyé tous les pouvoirs de certe présidence – de dépêcher une force de l'ONU en Croatie pour y établir une zone tampon et separer les belligérants, on est conscient ici du piège ainsi leodu par Belgrade. L'envoi d'une force internationale d'interposition dans les « zones de crise », pour reprendre l'expressinn du général Raseta, entre les régions à prédomila marine, les bombardements certainement pos «le bon signal», cipal à la reconquête des zones de pour le général Raseta, il s'agit

croate était favorable, de longue date, à une internationalisation du conflit yougoslave et avait, luimême, réclamé une intervention de forces extérieures, mais pas dans les conditions posées par Belgrade.

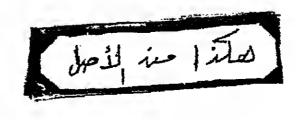
Pas d'états d'âme

« Les forces de l'ONU seraient les bienvenues, mais sur les frontières » séparant la Croatie des Républiques voisines de Serbie et de Bosnie-Herzégovine, a-t-il indiqué. L'intervention des «casques bleus» dans les zones actuelles de combat reviendrait à un véritable partage de la Croatie, et, a souligné M. Salaj, « nucun gouvernement [croatc] démocratique ne pourrait accepter un tel partage». L'acceptation de la proposition serbe, estime le ministre de l'infarmation, debaucherait immanquablement sur une perpe-tuation du conflit, car les Croates ne renonceront pas à récupérer les territoires conquis par les Serbes. Sans attendre, le Parlement croase a, d'ailleurs, pressé samedi le gouvernement du président Tudjman de « prendre les mesures necessaires à la libération des régions occupées » de Croatie. En fait, juge M. Salaj, les Serbes n'ont fait leur proposition que dans un but de propagande, alors même que les autorités de Zagreb craignent toujours une offen-sive générale de l'armée. A l'entendre, le général Raseta,

d'une « bonne décision », il en va lui, s'accommoderait fort bien d'une intervention des Nations unies dans les «zones de crise» (un quart de la Croatie, selon son évaluation). Les Croates, dit-il, engagent de plus en plus de forces contre l'armée, or, si l'ONU intervenait, ils ne pourraient plus le faire et placer les « zones de crise » sous leur contrôle. Il a, appa-remment, tout prévu, jusqu'à l'im-portance et la destination des effectifs à engager pour tenir le terrain. La décision d'envoyer des « casques bleus» a plus d'importance que leur nombre, estime-t-il, et l'ONU n'a pas besoin d'engager de gros effec-tifs. Si on le chargeait d'une telle opération, confie-t-il, de trois mille à cinq mille hommes, répartis en différents charle points, répartis en différents check points - sept cents soldats environ dans la région cen-trale d'Okucani, par exemple - lui suffiraient. Et le général Raseta (un Serbe originaire de Croatie) d'insis-ter sur le fait que les forces onusiennes ne devraient être stationnées que dans les «zones de crise» pour empêcher les Croates d'y pénétrer ce qui revient, de fait, à assigne aux «casques bleus» un simple rôle de relève de l'armée fédérale. Le général Raseta n'a, en tout

cas, pas d'états d'âme. Lorsque l'on s'étonne devant lui de ce qui peut apparaître comme un revirement spectaculaire au regard des déclaralions tonitruantes, il y a peu de temps encore, des cheis de l'armée contre toute interventioo extérieure dans le conflit yougosleve, sa réponse peut tenir en ces quelques mots: les circonstances ont changé.

YVES HELLER



La droite nationaliste devient la deuxième force politique à Vienne

10 novembre, aux élections à la diète de Vienne, 22,6 % des suffrages, soit 12,9 points de plus qu'en novembre 1987, le Parti libéral (FPOE, droite nationaliste) a remporté l'un dea plus grands succès d'une sèrie ininterrompue, depuis l'élection à sa tête de M. Jörg Haider en 1986. Il devient ainai la deuxième force politique de Vlenne. Le Parti social-démocrate (SPOe) a perdu 7,2 points par repport à 1987 et le Perti populiste (OeVP-chrétien-démocrete) est rélégue pour la première fois au troisième rang en n'obtenant que 18,1 % (moins 10,3 points). Enfin, les Verts, qui doublent leur nombre de sièges, progressent de 4,7 points.

VIENNE

de notre correspondante

Grace à une majorité relative de 47,7 % des voix, M. Helmut Zilk, maire socialiste de Vienne, continuera de diriger la Diète, mais, comme les conservateurs en Styrie et en Haute-Aurriche aux élections provinciales d'octobre (le Monde du 8 octobre), les socialistes ont perdu la majorité absolue qu'ils détenaient depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale à Vienne, bastion de la social-démo-

Un vote

de méfiance M. Haider, qui fonde sa stratégie sur une mise en cause sans nuance de l'ensemble de la classe politique au pouvoir, a combiné, dans la campagne viennoise, xénophobie et populisme d'extrême FPOc « Vienne aux Viennois» et « Assure: leur avenir à vos enfants » ont exacerbé les inquiétudes d'ouvriers préoccupés de l'afflux d'immigrés peu exigeants

En obtenant, dimanche sur le marché de l'emploi. au celles de parents d'élèves qui voient des classes où plus de 50 % d'enfants - notamment des Croates ayant cherché refuge à Vienne - parlent une langue étran-

Les électeurs ont exprimé, avant tout, un vote de méfiance à l'adresse de la coalition socialoconservatrice au pouvoir, trop hésitanie dans l'approche de grandes réformes inévitables (assurances sociales et chemias de fer lourdement déficitaires, privatisation, réformes fiscales et électorales). Le résultat de Vienne a montre, une fois de plus que « demoniser » M. Haider, comme l'ont fait les dirigeants du SPOe et de l'OeVP, le chancelier Franz Vranitzky en tête, était une crreur. Meme ses détracteurs doivent admettre que les critiques émises par M. Haider recoivent un large écbo. Ses électeurs, dont beaucoup de jeunes, sont, vu leur age, de mains en moins choqués par ses dérapages verbaux occasionnels à la gloire des performances du III Reich.

Le FPOe a marqué à Vienne un point décisif dans la bataille engagèe avec les chrétiens-démocrates pour le contrôle de l'électorat non socialiste en Autriche, La certitude pour l'OeVP d'être laminé par le FPOe, s'il maintient la grande coalition avec les sociaux-démocrates, risque de renforcer les tendances qui poussent l'OeVP à une coopération avec le FPOe.

WALTRAUD BARYLI

ITALIE : assassinat d'un respossable socialiste. - Salvatore Curto, un des dirigeants du PSI en Sicile, a été abattu samedi 9 novembre dans la ville de Camastra. Selon la police, ce meurtre est l'œuvre de la Mafia. M. Curto avait récemment dénoncé les abus commis dans les adjudications de travaux publics, souvent remportées de manière frauduleuse par la Mafia locale.

DIPLOMATIE

La session ministérielle du G 24

La CEE reproche aux Etats-Unis leur parcimonie à l'égard des pays de l'Est

La Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie, dont les besoins sont particulièrement urgents, devaient occuper une place prépondérante dans les délibérations des ministres des affaires étrangères du G 24 (1), qui s'est réuni lundi 11 novembre à Bruxelles afin de faire le point aur l'aide accordée eux pays de l'Europe de l'Est et du Centre. La Communauté raproche de plue en plus ouvertement aux Etats-Unis de laisser les Européens supporter l'essentiel de cette aide.

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

Les ministres des finances des Douze, reunis eux aussi le 11 novembre à Bruxelles, devaient examiner la proposition de la Commission européenne présentée conformément à leurs propres directives the Monde do 9 octobre) - d'accorder un prêt de 1,250 milliard d'éeus, soit 8,750 milliards de francs, à l'URSS pour l'achat de produits alimentaires.

L'effort ainsi consenti pour aider les Soviétiques à passer l'biver constitue indirectement une aide aux pays de l'Est : il est entendu en effet que 50 % des produits importés par l'URSS, grâce à cette contribu-tion financière européenne, leur seront acbetes. « Cet exemple d'opération trlangulaire ne sera pas suivi par les Étois Unis, le lobby des fermiers s'y opposeroil s, observe un baut fonctionnaire bruxellois.

Ces manifestatio nie à l'égard des Etats-Unis se répètent et sont plus vives que jadis, comme si les dirigeants de la CEE étaient irrités de constaengrangent l'essentiel du bénéfice politique et moral de l'effort

collectif consenti par les pays de l'OCDE, alors que l'Europe en supporte, en fait, la plus grande

Satisfecit pour Bucarest

«Les Roumains et les Bulgares se sont lancès dons un pro-gramme de réformes extremement courogeux. En mutière de réforme ogroire (démantèlement des grandes fermes collectives), les Roumains sont alles si vite qu'ils font face oujourd'hui, compte tenu des ine-vitables difficultés de la transition. à un problème olimentuire», note notre interlocuteur. Leur déficit en blé est évalué à 1,5 million de tonnes. La Communauté en financera la livrai-son de 300 000 tonnes, dont une large partie devrait etre fonmie par la Hongrie et, éventuellement, par la Pologne (encore une opération triangulaire).

La Roumanie et la Bulgarie, comme naguére la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, ont besoin de prêts pour soutenir leur balance des paiements. Les montants envisages sont de 1 milliard de dollars (5,70 milliards de francs) pour la Rouma-nie et de 800 millions de dollars (4,56 milliards de francs) pour la Bulgarie. La règle non écrite du G 24 veut que la CEE prenne la moitié à sa charge, ce qu'elle est prête à faire.

Mais les autres donateurs, et en partieulier les Américains, une fois de plus incriminés, ne se montrent pas toujours aussi zélés. « Il reste 200 millians à mobiliser dans le cas la Raumanie, et les Etats-Unis refuscat de verser le moindre dollar. L'exa-men du cas de la Bulgarie est moins avance. Lundl, nous allans faire appel oux défaillants, c'està-dire surtout aux Américoins, mois Il y en o d'outres; Washingtan décourage certains donoteurs en se mantrant si rett-cent v. nous explique-t-on.

Les ministres devraient aussi délibérer des problèmes que soulève la centrale nucléaire bulgare de Kozloduy, dont plusieurs réacteurs ont déja été fermés et qu'il serait certainement plus prudent, si l'on vent se premunir contre un nouveau Tchernobyl, de mettre complétement bors d'usage. Mais cette centrale ato-mique jouait un rôle prépondérant dans l'approvisionnement en électricité du pays. La pro-duction de courant a d'ores et déjà baissé de 25 % et la Bulgarie aorait besoin que ses parte-naires du G 24 compensent son défieit. La fourniture d'électricité qui serait nécessaire représente un coût de 70 millions de dollars (400 millions de francs). . Nous voudrions obtenir un signal politique fovorable de l'en-semble du G 24 », indique un collaborateur de M. Frans Andriessen, le vice-president de la Commission charge des rela-

> Le drame albanais

tions extérieures.

«Les Albanais vivent un vrai drame. Pour qu'ils puissent se nourrir, il faut absolument leur fournir 500 000 tonnes de ble d'ici juin. Or les livraisons déjà effectuées, additionnées aux engagements, otteignent à peine 200 000 tonnes. La oussi, nous espérons que les ministres donne-ront une orientotian politique encourageante», raconte ce haut fonctionnaire.

L'Italie a fourni 33 000 tonnes, les Etals-Unis 40 000 tonnes, la CEE, quant à elle, a pris en charge la livraison de 52 000 toones de blé hon-grois. Elle s'aprête à expédier, 100 000 tonnes supplémentaires. D'ici la fin de l'année, la Comd'écus (105 millions de francs) à l'assistance technique à l'Albanie, avec une priorité pour l'agriculture : fourniture d'enmatériel agraire. Les dirigeants communautaires se montrent plutôt satisfaits de l'évolution de la situation économique en Pologne, Hongrie et Tchécoslo-vaquie, tout en reconnaissant que le passage à l'économie de marché s'opère à un rythme difficile à supporter pour la population et, qu'à cet égard, les résul-tats des récentes élections en Pologne ont constitué un avertissement. Ils estiment que, compte tenu des bons résultats de leurs balances des paiements, ainsi que d'un flux d'investissements étrangers satisfaisant, ces trois pays ne devraient plus avoir besoin, en 1992, d'une aide globale de la part du G 24.

Certes, la production y aura diminné, en moyenne de 10 % en 1991 (après une baisse de déja 10 % en 1990), mais à côté de cela, la moitié de leurs échanges s'effectue désormais avec la CEE, ce qui temoigne d'une bonne capacité d'adapta-tion de leur appareil de production aux besoins des consomma-teurs occidentaux. On souligne au passage que c'est la Communauté, et non les Etats-Unis ou le Japon, qui absorbent l'essen-tiel de ce surcroît d'exportations de l'Europe de l'Est.

En revanche, en 1992, la CEE continuera à accroître son effort d'assistance technique en faveur de l'Europe de l'Est, le portant de 850 millions d'écus en 1991 à 1 milliard d'écus, soit 7 milliards de francs. Par ailleurs, la Commission a bon espoir de boucler avant la fin novembre les négociations d' « accords européens» avec la pologne, la Hongrie et la Tebécoslovaquie. Ces super-accords d'association impliquent une ouverture com-

merciale non négligeable. PHILIPPE LEMATTRE

(1) Le G 24 réunit les pays de l'OCDE sinsi que des institutions financières internationales comme le FMI et la

AMÉRIQUES

La délégation de l'OEA a commencé ses entretiens à Port-au-Prince

La délégation de l'Orgenisation des Etats américains (OEA) chargée de négocier les conditions du retour du président Jean-Bertrand Aristide est arrivée dimanche 10 novembre à Port-au-Prince, tandia que le gouvernament issu du coup d'Etat militaire multiplie les manifestations d'hostilité contre la représentation diplomatique française. Plusieurs journalistes ont été malmenés à l'aéroport, permi leaquels Tony Bellsaire. photographe de l'AFP. Paul-Jean Mario, journelista à la radio privée Radio-Antilles internationale, a été d'autre part errēté samedi, ont annonce ses

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées dimanche en fin de matinée devant l'aéroport de la capitale pour protester contre l'OEA accuséc de « s'unmiscer dans les affaires hailiennes» et contre l'embargo commercial décrété par cette organisation. « Un mélange de monifestants issus du lumpen, payès par les autorités, et de représentants de la bonne bourgeoisien, selon un journaliste haitien. Les huit membres de la délégation de l'OEA (accompagnés d'agents de sècurite) - qui avaient reporté leur voyage à deux reprises la semaine dernière ont rencontré dimanche un groupe de parlementaires et les ambassadeurs des pays membres de l'OEA.

Des rencontres sont prévues avec le gouvernement constitutionnel pré-

sidé par M. René Préval, avec le premier ministre de facto. M. Jean-Jacques Honorat, avec les chefs militaires ainsi qu'avec des représentants de divers groupes socio-professionnels. "Il ne faut pas s'attendre à des résultats rapides. La délégation a pour mundat de négocier l'application des résolutions de l'OEA qui demonde le retour au pouvoir du président Aris-tide, alors que les autorités installées par l'armée veulent discuter de la levée de l'emburgo », souligne un

Les effets des sanctions économiques sont de plus en plus sensibles. Il est pratiquement impossible de trouvéhicules se réduit de jour en jour dans les rues de la capitale. Les entreprises multiplient les licenciements et le prix des aliments augmente. Malgré le renforcement du quadrillage militaire, des manifestations en faveur du retour du Père Aristide ont lieu depuis deux jours à Port-au-Prince. Samedi, l'armée a ouven le seu sur des manifestants dans le quartier populaire de Bel-Air, au centre de la capitale, tuant une personne, selon Radio Soleil Dimanche, les militaires ont violemment disperse un groupe de jeunes qui criaient » Tirid [le surnom du président Aristide] eu la mon « à la sonie de la cathédrale de

Les atlaques du gouvernement provisoire contre l'ambassadeur de France, M. Jean-Raphael Dufour, qui heberge le premier ministre René Préval et plusieurs proches collaboraleurs du président Aristide, sont de de la Sanza-Moria a été conçue plus en plus virulentes. Les lignes de par un groupe d'industriels japo-téléphone de l'ambassade sont coupees depuis vendredi et les milieux tion japonaise de la Sonta-Maria proches du nouveau pouvoir mena- presidée par Haruki Kadokawa, ceni de suspendre la fourniture d'eau | quarante-huit ans. éditeur, producet d'électricité au Manoir des Lau- | tour de cinéma et prêtre shintoïste,

Samedi, un groupe de trois à quatre cents manifestants s'est masse devant l'entrée de la résidence, conspuant l'ambassadeur qui est régulièrement pris à partie « de manière ordurière » scton ses propres termes, sur les ondes de la radio nationale.

Dans un fax adressé au Quai d'Orsay, M. Honorat a demandé le rappe de l'ambassadeur de France. Une demande qui a peu de chances d'être exaucée dans la mesure où Paris ne reconnait pas le gouvernement ins tallé à la suite du coup d'Etat mili-

JEAN-MICHEL CAROIT

a COLOMBIE: des Indiens pro testent contre l'arrivée d'une répli-que du bateau de Christophe Colomb. – Une centaine d'Indiens ont manifeste dimanche 10 novembre à Cartagena (côte caraībel contre l'arrivée d'une réplique parfaite de la caravelle de Christophe Colomb, la Sonta-Maria. Cette manifestation a été la première contre la copie conforme du vaisseau amiral de Christophe Colomb qui, battant pavillon japonais, a quitte Barcelone en juilles dernier. "Ils viennent nous envakir, ils viennent nous humiller». ont cric les manifestants qui avaient déployé des banderoles où l'on pouvait lire : « Unité, dignité, autonomie paur l'Amerique ». riers, au réside l'ambassadeur, qui participe au voyage. - (AFP.)

Après la rencontre entre M. Major et M. Kohl

Le projet d'union politique européenne reste pour l'instant «inacceptable» pour Londres

dimanche 10 novembre, que le projet de traité sur l'union politique européenne reste dans sa version actuelle «inacceptable» pour son gouvernement. La Grande-Bretagne critique plusieurs aspects de ce projet, notamment l'idée de voir confier à la Commission de Bruxelles des pouvoirs en matière d'immigration, un point sur lequel elle ne transigera pas. Le premier ministre, qui venait de rencontrer en Allemagne le chancalier Kohl, a néanmoins qualifié ces antretiens de « constructifs ».

LONDRES

de notre correspondant

Selon le communique publie après les entretiens entre le chancelier allemand et le premier ministre britannique, les deux gouvernements sont « décides à trarailler ensemble pour aboutir à un résultat positif » lors du sommet auropéen de Maastricht. De nombreux contacts bilatéraux auron lieu avant cette echéance M. Major, pour sa part, rencon-trera les premiers ministres néerlandais et italien, MM. Ruud Lubbers et Giulio Andreotti, le président Mitterrand et, de nouveau, M. Kohl La semaine prochaine, il sera confronté aux éléments les plus antifédéralistes du parti conservateur lors d'un débat de deux jours à la Chambre des communes où Ma Thatcher pourrait prendre la parole.

La rencontre entre M. Kobl et M. Major s'est d'autant mieux passée que l'un et l'autre avaient plaidé à Rome, lors du sommet de l'Alliance atlaotique les 7 et 8 novembre, pour la préservation du rôle de l'OTAN dans la défense du Vieux Continent A Londres

M. John Mejor a déclaré, on insiste sur ce point comme s'il impliquait une certaine singularité de l'approche française. S'agissant de la défense future de l'Europe, la Grande-Bretagne semble cependant envisager la possibilité d'un compromis et être prête à des concessions. D'autre part, les divergences relatives à l'union économique et monétaire perdent de leur acuité, des lors que les pays qui le souhaitent pourront rejoindre plus tard te processus d'inié-

> Quatre points de désaccord

Cependant, la Grande-Bretagne reste opposée au projet relatif à t'union politique sur quatre points an moins: 1) Londres refuse que soit mentionnée une quelconque rocation sédérale » de l'Europe; 2) La Grande-Bretagne dénie à la Commission de Bruxelles tout pouvoir pour intervenir dans différents domaines, notamment l'im-migration et la justice; 3) Il n'est pas question d'accroître les pou-voirs législatifs du Parlement de Strasbourg; 4) Londres refuse que,

notamment, des décisions soient prises selon la règle du vote majo-

Le délai de quatre semaines avant Maastricht paraît court pour aplanir tant de divergences, surtout si M. Major doit faire des concessions aux «ultras» du parti conservateur. L'un d'eux, M. Nicholas Ridley, ancien ministre du commerce et de l'industrie qui, l'année dernière, avait qualifié la commission de Bruxelles de « racket nilemnnd », a demandé aux électeurs de donner leur préférence à des candidats travaillistes plutôt qu'à des candidats conservateurs pro-européens.

Une cassure à propos de l'Europe serait suicidaire pour le parti tory avant les élections générales. Mais M. Major a quelque raison de redouter l'intervention de M= Thatcher, chez qui le dévouement à la cause électorale du parti le dispute aux préventions envers une plus grande intégration euro-

LAURENT ZECCHINI

Pretoria et Moscou rétablissent leurs relations consulaires

Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, et son homologue soviétique, M. Boris Pankine, ont signé, samedi 9 novembre à Moscou, un accord prévoyant le rétablissement des relations consulaires entre les

Jugeant cette décision « franche et substantielle », M. Pankine a toutefois souligoé qu'il restait wencore un long chemin à parcourir » avant que ne soient renouées de véritables relations diplomatiques entre Pretoria et Moscou.

Celles-ci avaient été rompues en

« Je ne vois pas de divergence dans les positions de nos deux gouvernements, en ce qui concerne les principes fondamentoux - qu'il s'agisse de politique, d'économie ou l'homme», a déclaré, pour sa part.

Le président De Klerk devrait se rendre à Moscou, d'ici à la fin décembre, pour y rencontrer le président Gorbatchev, a-t-il indi-

PROCHE-ORIENT

Le retour triomphal des « Palestiniens de Madrid » dans les territoires occupés

Rameaux d'olivier et humaines jalousies...

JERUSALEM

MENOTE CAR IN

and the second of the

TOT

4 The second

Red Are to the second

4.70 H --- 4

-

the vist A 14 2

primarile and a second

11:50

A

2.

May 19

{**********

 $j=\omega_{m}, \nu_{j}=0$

warterfall

6- :

A 1 m

· . ------

4

de notre correspondant

Triomphal: il n'y e pas d'autre mot pour qualifier l'émouvant et spectaculaire accueil que des mil-liere da Pelastinians enthou-Sidetes ont réservé, le 10 novembre, aux personnalités des « territoires » qui ont présenté leur cause la sernaine dernière à Madrid et qui rentralent chez elles disconnaisses des les disconnes de la sernaine de les disconnes de la sernaine de les disconnes de la sernaine de Madrid et qui rentraient chez exes dimencha, dens las tarritoires occupés par israel. Retour triom-phal at asna doute un peu phai at asna doute un peu effrsyant peut-êtra tant lea démonstrations de joie populaire ont pu paraître à la foie prématucées et démesurées par rapport à la réalité, somme toute limitée, des dividendas medrillènea. Conduites per M. Feiçal Husseini, les deux délégetions — « l'officielle » admisa à le table télévisueile des négociations et « l'officieuse » reléguée dans les salons d'un hôtel espagnol pour cause da veto israéllen — avaient passé les cinq derniers jours à Amman en consultation avec les autorités jordeniennes pour mettre au point une attitude commune face à l'incertsine suite des événements (le Monde du 9 novemments (le Monde du 9 novembre). Annoncée depuis quarante-huit heures, la nouvelle de leur retour vis le pont routier d'Al-lenby, qui aépere le royauma

jordanie, avait donné lieu à un imposant déploisment de forces militaires. Les soldats israéliena mainares. Les solotts israellena étaient notamment chargés, pour cause de débordement éventuel, d'empêcher l'arrivéa massive des badauds et des militants pelestiniens qui se proposeiant d'ac-cueillir eles héros de la paix à Jéncho, la seula sgglomération d'importence sur les 40 patita kilomètres qui séparent Jérusa-lem de la frontière jordanienne.

> Cavalcades effrénées

Du coup, seule la population résidente de l'encienne cité fortifiée (environ vingt-cinq mille habitants) e pu manifester sa reconnaiesanca aux déléguée de Madrid. A l'errivéa des daux autocars blancs dans la ville, ce fut une véritable explosion da jois, avec concert d'avertisseurs. joie, avec concert d'avertisseurs, youyoua triomphateurs poussés per dee centaines de femmes souriantaa at cavalcades effrénées de gamins surexcités entre les voltures combouteilées», les caméres de la pressa internatio-nale et les bérate rouges des forces de l'ordre.

Les rameeux d'olivier, qu'on avait pu voir offerts à des sol-dets de Tsahal par des jeunes Palestiniens II y s une dizaine de

jours dans les territoires, ont également refleuri. Plusieurs véhi-cules blindés de l'armés ont sinsi cuies biindés de l'armée ont ainsi été décorés at persamés da pétalas da bougainvillisr. Originaire da la cité, M. Saeb Erskat, le délégué paiestinian qui avait attiré l'attention à Madrid en raison du kaffieh un peu provocateur qu'il portait, seul, sur les épaules, a été littéralement porté en triomphe. Même treitement et mêma ambiance, un peu plus tard, à Jérusslem-Eat, pour

tard, à Jérussiem-Eat, pour M. Feiçal Husseini, puis à Gaza pour la chaf da le délégetion medniène officialle, la distingué Haider Abdel Chafi.

«Ma première pensée, tout à l'heura, an travarsent le pont, devait eonfiar M. Ssab Erakat, professeur à l'université An Najah professeur à l'université An Najah de Naplousa, fut de me dire qu'un jour je repasserai au même endroit, et c'est un fonctionnaire palestinian et non ieraélian qui m'accueillera. » Rêve légitime da militant, mais nulle allusion à un comportement évantuellamant vaxatoira des autorités isreéliennes à l'égard de la délégation. Au contraira.

S'étant dérouléas en présence, semble-t-il, d'un heut fonction-naire américain, les formalités da pessege pour las «héros» da Madrid ont été les plus rapides at lee plus convivialse qu'on eit vues à cet endroit depuis longtemps. Un autre négociareur de Madrid, la docteur Mamhoud Akar, s d'eilleurs tenu à le soulignar : « Nous n'avons pas été tracassés. On ne nous e pas crié dessus. Ce fut vraiment un send ment très étrange, j'en avais les larmes aux yeux. D'habitude, il s'agit de l'axercice le plus humi-liant de ma via.»

Quelque chose de profond at d'important ast-il affactivament en train de bouger dens la rela-tion entre Israël et las Palasri-niens? Le conseil das ministras niens? Le conseil das ministres de dimanche s, certes, constaté, après l'étuda d'un repport des forces de sécurité, que les incidents à caractèra violent ou terroriste avaient baissé de 40 % à 50 % au cours des daux dernières semaines dans les tarritoires. Mais on craint en haut lieu qu'il na s'agisae tè que d'una rémission tamporaire.

Après tout, sue un ladar modéré parmi les Palassiniens n'a encore jugé utile da décréter la fin de l'imitada et, à supposer que quelqu'un eoit capsols da l'errêtar, il est peu probable que le soulèvement prendra fin tant que durera l'occupation.

Teilleur beige st chemisiar bordeaux, la grande vedette médiati-que de l'événament aspegnol, M- Hanan Achraoui, dorénavam consecrée porte-perole officiella

non seulement «comblée, absolu-ment comblée» par l'accueil recu à Jéricho at à Jérusalem-Est, mais égalamant « convaincue » qu'il fallait désormais « commen-cer à nous ragardar, à nous considérer mutuellement comme des êtres humains égaux ».

de « comités politiques » « La délégation raviant eppsremment avec une confiance an alla exagérée», rétorquait ainsi dans les colonnes dominicales du Jerusalem Post M. Yossi Ahi-meir, chef du bureau du premier ministre. «Si ses membres penminstre. «Si sas memores pen-sent qu'ils sont autorisés à faire n'importa quoi, à se poser en laaders d'un Etst indépendant (...), ils devront revenir sur terre, baisser leur profil et se conduire evec un peu moins d'errogance.»

Sévèra aussi bian dans la Sévèra aussi bian dans la forma que sur la fond, ce jugement n'ast pas loin d'être partagé par certains intellectuels at activistes palastiniens, pourtant favorables eu processus an cours. Le haut profil médiatique dont ont joui les délégués de Medrid a sans doute engandré qualques très humaines jalousies. A Tunis, siège de l'OLP, certains n'ont peut-être pas admis d'être restés plus ou moins sur la restés plus ou moins sur la

touche, et ils s'inquiéteralent de l'influence grandissante des «gans da l'intériaur» sur les événements. Toujours est-il que l'annonce, dimanche soir, dans un ancien théâtro de Jérusalem-Est, de la créetion récente d'une dami-douzaine de ceomités politi-quas » palestiniens dans toutaa las grandes villas des territoires, ennonca faita an publie au coura d'una réunion de plusieure milliars da militants an liasaa, a samblé prandre cartainas vedattes da le capitala aspagnole par surprise.

L'idée, présentée par un célè-bre avocat at journaliste, M. Ziad Abu Ziad, grand absant da Madrid et militant réputé proche du Fatah de M. Yassar Arefai, a été développéa dans les tarri-toires pandant ls conférenca proprement dite, at donc en l'absence des personnalités las plus connues de l'intérieur. Officiellement chargés de réunir le maxi-mum da soutien pour le proces-sus de peix, les «comités politiquas » sereiant l'outil qui, bâti sur les frustrations de certains, parmettrait à la « direction de l'extériaur » de reprendre le maîtrise d'un jeu qui sembla de plus en plus lui échapper...

PATRICE CLAUDE

AFRIQUE

Rivalités éthiopiennes

Issas et Oromos revendiquent notamment le contrôle de Diré-Dawa. En réaction à la répression du FDRPE, les miliciens du Front de libération des Issas et Gurguras (FLIG) ont saboté la voie ferrée entre Diré Dawa et la frontière di-boutienne. Des négociations ont suivi, et elles ont apparemment abouti puisque le secrétaire général du FLIG, M. Omar Abdullahi, affirme que ses hommes sont prêts à aider les cheminots à remettre la voic en état et à réparer la ligne té lé phonique, endo masgée elle aussi. A condition toutefois que le nouveau régime leur laisse assurer la issa, moyennant quelques saes de sucre et de farme, respectant en cela les termes d'un accord signé lors de la construction du chemin de fer par les Français en 1902.

Il semble que le nouveau régime ait remis cette tradition en cause et an remis cette tradition en case et tente également de mettre un terme à la contrebande que les Issas prati-quent depois toujours sans jamais avoir été inquiétés. Si le différend entre le FDRPE et le FLIG est en voie de règlement, la circulation fer roviaire n'est pas rétablie pour autant car, au sud de Diré-Dawa, la voie ferrée traverse le pays oromo. Le Front de libération oromo (FLO), qui entend administrer la région à sa guise, a récemment mitraillé un convin qui se risquait de nouveau sur les rails.

Khật et kalachnikov

L'annonce d'un accord important, le 23 octobre, n'a toujours pas débloqué la situation. A Diré-Dawa, on se demande si le gouvernement n'a pas profité de la situation pour détourner le transit des marchandises vers Assab, le port éthiopien sur la mer Rouge (anjourd'hui en zone érythrécane), au détriment de celui de Djibouti.

A cette confrontation aux enjeux économiques s'ajoutent les ances-trales querelles de territoire. La zone frontière entre Issas, de la plaine, et Oromos, des hants plateaux, est souvent l'objet d'escarmouches plus ou moins meurtrières. Dens les villes, en revaoche, les différents froots cohabitent, sous l'étroite visilance du FDRPE, qui a prouvé son efficacité militaire au cours de quelques inter-

Le spectacle de jeunes gens en armes sillonnant la ville à bord de véhicules tout-terrain – parfois volés aux organisations humanitaires – est le même tant à Diré-Dawa qu'à Hasar ou à Jijga; ces bandes réqui-sitionneux des bâtiments administra-sitionneux des bâtiments administra-tifs on de belles villas pour y établir leur quartier général. Des míliciens y l'amharique, celle des «colonisa-l'amharique, celle des «colonisamacbent iplassablement du khât, teurs».

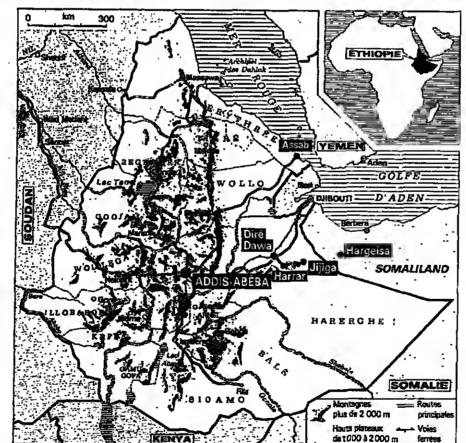
sans jamais lächer leur kalachnikov, «Heureusement que les Tigréens sont là pour maintenir l'ordre », confie un habitant de Harar en par-lant des hommes du FDRPE, visiblement impressionné par leur disci-pline. Mais ceux-ci s'aventurent rarement hors des villes, et les campagnes tombent aux mains des petits

Avec le réveil du Front islamique de libération oromo (FILO), les chrétiens se seateot aujourd'hui menacés. Des églises ont déjà été pillées, disent-ils. Même les chrétiens oromos, assimilés aux Ambaras, ne se sentent pas tranquilles, bien que le chef du FILO, M. Abdel Karim « Jarra », assure qu'il respecte les droits de la minorité chrétienne et animiste de la communanté oromo. Communanté qu'il estime à trente-cing millions de personnes réparties sor onze des quatorze provinces

Il s'étonne aussi que le FLO, son rival « communiste », est obtenu douze sièges au Conseil des repré-sentants (le Parlement éthiopien

frontière entre lutte politique et ban-ditisme est devenue très floue. Dans le camp d'Aware, où le centre de Médecins sans frontières a été pillé en juio dernier, uae organisation éthiopienne apporte de la nourriture sous escorte armée, sans assurer la distributioo taat la situation est

Des trois cent mille Somaliens du Nord réfugiés en 1988 en Ethiopie, rares sont ceux qui oat choisi de retourner défioitivement dans leur région d'origine. Celle-ci s'est pour-tant proclamée indépendante il y a six mois, sous le nom de Somali-land. M. Abdi Noor, un instituteur de Haargeisa, a passé la frontière



chefs locaux. «Le gouvernement a peu d'hommes, mais il est aussi pri-sonnier de la charte mise au point durant la conférence nationale de pullet derniera, estime un expa-trie en poste à Harar. S'appuyant sur ce texte, qui recounaît le droit à l'antodétermination des peoples d'Ethiopie, le gouvernement s'attend - sans doute evec un excès d'optimisme – que les tribus régleront leurs problèmes entre elles. Certes, le calme est revenu depuis quelques semaines. Mais pour combien de temps? Pour atteindre Addis-Abeba depuis Diré-Dawa, les camions doivent toujours s'organiser en couvois.

Dans l'arrière-pays, des écoles auraient été fermées par des milide carburant, et l'organisation autéri-

durant la période de transition), contre trois attribués à son mouvement.

Dans un bâtiment voisin, un soldat du FLO explique que le FILO divise les Oromos par la religion, « alors qu'il faut chercher l'unité».

An sein des populations d'origine somalienne, existent les mêmes rivalités, qui se traduisent par une insécurité latente dont les premières victimes sont les quelque cinq cent times sont les quelque cinq cent mille réfugiés somaliens et rapatriés éthiopiens de la région.

Nourriture sous escorte

ne compte plus les attaques de

que là-bas, di-il, «il n'y a pas d'eau, pas de travail et pas les movens de reconstruire [sa] maison ». Il espère que le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés pourra les rapatrier, lui et les siens, d'ici quelques mois. Les organisations non gouverne-mentales regrettent la stabilité d'an-tan. Le FDRPE refuse de s'installer dans le Harerghe à la manière de l'armée régulière du régime précé-deat, mais les loterventions des trompes gouvernementales ont déjà exacerbé le ressentiment des Oromos, qui refusent a toute administration étrangère, qu'elle soit amhara ou tigréenne ». Dans son bulletin d'in-formation, le FLIG s'interroge sur cette transition démocratique et

pacifique qu'on leur a proposée :

«Est-elle réelle ou est-ce une autre

La « normalisation » entre l'OLP et la Syrie

Un bureau du Fath devrait rouvrir prochainement à Damas

Les entretiens syro-palestiniens. samedi 9 novembre à Damas, ont permis de dégager une «identité de vues» sur les prochaiaes étapes du processus de paix eagagé à Madrid, a rapporté l'ageace offi-cielle syrienne SANA. Uoe délégation palestinienne conduite par le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, a évoqué avec le ministre syrien des Affaires étrangères, M. Farouk el Charah « la coordination entre les parties arabes concernées et les mesures à prendre au sujet des [négociations] bilatérales et multilatérales », a ajouté SANA, sans autre précison.

la Syrie après plusieurs années de brouille. Seloa des sources palestiniennes, un accord de principe a été conclu sur la réouverture pro-Fatb, la principale faction de l'OLP. M. Kaddoumi a ajouté que la Syric et l'OLP ne participeront pas à la troisième phase de la conféreace de paix sur le Proche-

tantiels lors de la phase bilatérale des pourpariers. « Il n'y aura pas de phase multilatérale, a-t-il souligné, sans un engagement explicite d'Israël, au cours de la deuxième phase, en ce qui concerne son retrait des territoires arabes occupès et sa reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien.

Au Caire, les experts des buit pays signatsires de la déclaration de Damas, prévoyant l'instauration d'un système de sécurité dans le Golfe, se sont réunis samedi pour préparer la réunion de ce lundi des ministres des affaires étranautre précison.

A l'issue de ces entretiens,
M. Kaddoumi a déclaré que l'OLP
avait normalisé ses relations avec

Gères du Groupe des Huit, formé
en mars par les six monarchies du
Conseil de coopération du Golfe
(Arabic saoudite, Koweit, Babrein, Emirats arabes unis, Qatar, Oman), l'Egypte et la Syrie, Sclon une source égyptienne autorisée, les chess de diplomatie du groupe souhaitent mettre sur pied un « groupement régional politique et économique, faute d'accord sur un sècurité, envisagé au lendemain de la guerre du Golfe ». (AFP, Reuter.)

EN BREF

□ AFRIQUE DU SUD : viagtneuf mineurs tués lors d'affroate-ments. - Selon un bilan provisoire de la police, vingt-neuf mineurs ont été tués, dans le nuit du dimanche 10 su lundi 11 novembre, lors d'affrontements entre factions rivales survenus dans la mine d'or, dite Président Steyn, près de Welkom, dans l'Etat libre d'Orange. De violentes échauffourées ont, apparemment, opposé les partissas du syndicet COSATU, proche du Congrès national africain (ANC), et ceux du mouvement lukhata, à dominante zouloue, hostiles à la grève. Ces nouveaux iacidents portent le bilan total des morts à quatrevingt-neuf, en une semaine, dans cette seule mine. - (AFP, Reuter.)

O CORÉE DU SUD : manifestation contre le gouvernement. - Trente à quarante mille personnes ont manifesté dans le ealme dimanebe to novembre à Séoul contre la politiqua sociale du gouvernement de M. Roh Tae-woo. Les étudiants et ouvriers qui ont participé au cortège exigeaient la réforme de la législation, qu'ils jugent insuffisamment protectrice, des droits des travailleurs. La démission du chef de l'Etat a également été réclamée. - ((AFP,

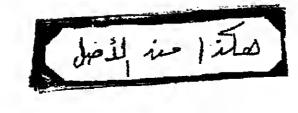
U IRAK : suspension de deux jouro IRAK: suspension de deux jour-naux. – La parution du quotidien Babel et celle de l'hebdomsdaire El Rafidein, dirigés par le fils ainé du président irakiea Saddam Hussein, seront « suspendues provisoi-rement », a rapporté Babel dans sa dernière édition de samedi, sans

mesure. Le rédacteur en chef de Babel, M. Mouzher Aref, s cependant laissé entendre que eette décision est due, notamment, su manque de papier journal. Il a accusé les autres journaux irakiens d'avoir refusé de coopérer avec Babel et El Rafidein, soulignant que ces deux publications ache-taient le papier journal su marché noir. – (AFP.)

□ IRAN; six nonvelles pendaisons - Six personnes, dont un Afghan, condamnées par un tribunal islamique pour trafie de drogue et vol à msia armée, ont été pendues jeudi 7 novembre à Karadj, à l'ouest de Téhéran. – (AFP.)

□ IRLANDE : la motioz da défiance contre le premier ministre repoussée. - La motion de défience réclamant le « départ iminédiat » de M. Charles Hau-ghey, le premier ministre irlandais, patti, le Fianna Fsil, a été repous-sée par 55 parlementaires, sur les 77 que compte le parti, dans la nuit du 9 au 18 novembre. M. Haughey, affaibli par une série de seandales financiers, avait limogé deux de ses ministres pour avoir soutenu cette motion (le Monde du 9/11 et date du 10-11 novembre). - (AFP.)

□ MAURITANIE : l'élection présidentielle aura lieu en janvier. -Le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 24 janvier et le deuxième tour le 27 février, a-t-on indique, dimanche 10 novembre, de sources biez informées, à Nouakchott. Des élections législatives devront suivre, en mars, et des élections sénato-JEAN HÉLÈNE | derniere edition de sameou, sain chi mais. et des chiefes préciser les raisons de cette riales, en avril - (AFP, Renter.)



COMMÉMORATION

Les cérémonies du 11 novembre et le rôle des étrangers au service de la France

Hommage aux «soldats méconnus»

senegalais », qu'ils soient sénéga-lais, congolais, maliens, nu nrigi-naires d'un autre pays d'Afrique de l'Ouest. Entre 1914 et 1918, ceni irente-quatre mille d'entre eux unt été recrulés de force et les champs de bataille pour mener la «guerre du droit». Comme les paysans français, ils furent versés dans l'infanterie, arme dant les pertes furent les plus lourdes. Trente mille d'entre eux ne devaient jamais revoir le sul d'Afrique et peuplent les cime-tières militaires. Beaucoup de ceux qui uni survécu cunsidéraieni que la France avait cuniracté une « dette du sang » à leur égard, dont le prix serait leur accession à la citayenneté. Illusian. « Pour nous laire tuer, nous sommes des Français: mais quand il s'agit de naus donner des droits, nous sammes des nègres», écrira plus tard l'un de ces révultés, permi lesquels, suprème ironie, se recruteroni les premiers militants de l'assimilatian, puis de l'indépendance.

A lautes les époques, des étrangers se sont battus pour la France, nu pour les idéaux qu'elle incar-nait à leurs yeux. Luin d'en etre fière, la société française n'a eu de cesse d'acculier le rôle de ces «soldats méconnus», qu'ils aient èlé incurporès de farce ou vulon-taires. Qui sait aujourd'bui que cent quarante mille ouvriers chinois ont été «importés» durant la première guerre mondiale pour pallier le manque de main-d'œuvre en France, que certains ont creusé les tranchées? Qui connaît le rôle, dans la résistance aux nazis, des Tchécoslovaques et des Polonais en exil, la part prise par les Maghrébins et les républicains espagnuls à la Libération? Et même la participation d'Allemands antinazis aux maquis des

Débat au lycée

Les échos de cette mémaire ant résonné tout au long du débat organisé, vendredi 8 novembre, au lycée Jean-Baptiste Say de Paris, tions (1). Quelque deux cents lycéens, mabilisés par un enseignant d'histoire dynamique, attirés par la présence de plusieurs spé-cialistes et de M. Jean-Louis

saciales et de l'intégration, ont participé à une table ronde sur l'effort de guerre en 1914-1918. Ils oot découvert aussi l'existence des camps d'internement français pendant la deuxième guerre mandiale, et le rôle des étrangers dans la Résistance. Ces derniers, dant la réaction contre l'occupant fut parfois plus précoce et proportiannellement plus massive que celle de Français, n'unt jamais été bonurés. Comme si leur présence génait une imagerEPIA3N listeE Résistance

Réparer cette lacune n'est pas sculement faire œuvre de justice, A une époque nu la xénnohubie menace, c'est aussi travailler pour l'intégration. M. Bianco, oprés avair répandu à une pluje de questions, a invité les lycéens à

pour l'éducation estionale par le Centre national de documentation pédagogique,

«La France» de Bourdelle à l'Arc de Triomphe

Main gauche au-dessus du front pour mieux acruter l'horizan d'où vint la salut, lence dressée et visage grave de mejesté, la France a pris lea traits d'Athéna, déesse de la raison, conseillère des dieux et protectrice des héros dans leurs justes combats. Alnsi modelée par le sculpteur Bourdelle en 1923, la France, bronze de 8,50 mètres de haut, se tenait debout pour un jour, au pied de l'Arc de Triomphe de l'Étoile à Paris.

C'est du eecrétariat d'Etet aux anciens combattants et victimes de guerre que venait cette initiative, le jour où ont été fleuris les 30 000 monuments aux morts dont l'auteur est en général moins célèbre que celul de « la France ».

Curiaux destin pour cette statue, commandée au début des années 20 pour saluer de la pointe de Greve les Américains venus nous secourir pendant le première guerre mondiale. Projet abandonné, la construction d'un phere ayent dévoré les crédits... Plus d'una douzaine d'œuvres neîtront de le pre-

Pierre Milza evait souligné que les étrangers ne s'étaient pas mobilisés uniquement au nam du patrintisme français, mais oussi « paur des valeurs certes françaises mais transnationales s, comme les droits de l'hamme et la liberté. PHILIPPE BERNARD

poursuivre la construction de cette

France riche de ses apports exté-

rieurs. Auparavant, l'bistarien

(1) La livraison de novembre de cette cevue présente un dossier complet consc-cré à ces « soldais mécannus : étrangers, finmigrés, colonisés au service de la France e. Hommes et Migrations, 40, rue de la Duée, 75020 Paris. Ce document intitule Composition française et réalisé par le Centre Pompidou avec le concours du Fonds d'action sociale, est distribué

mière. Avec ou sens les attributs de le lance ou du serpent de le segesse i L'une d'ellea arne le monument aux marts de Mantauban, ville natele da Bourdella. Une eutre, plastiquée à Alger an 1961, e été raataurée avent d'être installéa à l'école militaire de Coatquidan. Un exemplaire a'érige devant le palais de Tokyo à Paris, à la damande de l'Association des Français libres, tandis qu'un autre, de la teille originelle (1,36 mètre) et qua le général de Gaulle garde dana son bureau de Londres da 1940 à 1844, a rejoint le Musée de l'ordre de la Libération aux

La France exposéa place da l'Étoile e quitté vendredi 8 novembre le Musée Bourdella, où elle davait retourner des le lendemain du 11 novembre. Mals, jusqu'au 5 janvier prochain, una exposition conse-Crés aux monuments aux morts sera viaible, tous les jours sauf le week-end, de 10 h è 16 h 30, dene la salle d'exposition de l'Arc de Triomphe. CHARLES VIAL

RELIGIONS

1 200 participants à Issy-les-Moulineaux

Les Semaines sociales veulent retrouver leur rôle d'université dans le catholicisme français

participé du 9 eu 11 novembre à Issy-les-Moulineaux (Hautsde-Seine), eur le thème « Concurrence et solidarité : l'économie de marché, juaqu'où ? », à la relance des Semaines sociales de France.

L'Eglise de France renoueraitelle avec sa tradition de débat intellectuel et de recherche sociale? Créées au début du siècle, a un moment où le christianisme social se frayait difficilement un chemin dans un pays où les catholiques étaient surtaut mobilisés contre l'anticléricalisme officiel, les Semaines sociales onl été, entre les deux guerres et dans les années 50 et 60, des « universités itinérantes» où se croisaient des centaines de militants de l'action sociale, syndicalistes, chefs d'entreprise, hauts fontionnaires, hommes

Après 1968, les crises qui onl frappé l'Université et l'Eglise, démobilisé les militants, opposé les générations, out failli danner

EMPLOI

Chaque mardi daté mercredi

Le Monde

Près de 1 200 personnes ont un coup mortel à des Semaines articipé du 9 eu 11 novembre sociales qui, depuis 1973, étaient moribondes, à la recherche d'un nauveau public et d'une régularité. L'un et l'autre semblent avoir été retrouvés depuis 1987. Plus d'un millier de personoes, majoritaire ment des cadres d'entreprise et des étudiants de grandes écoles, ont participé, dans une ambiance d'amphi par maments surchauffé, à la troisième Semaine sociale depuis leur relance, sur les rapports nouveaux entre les notions de «concurrence» et de «solida-

> Sur le champ de ruines des « dogmatismes » comme le mar-xisme et le libéralisme, qu'est venu explorer le philosophe Alaio Renaut, des personnalités comme Michel Camdessus, directeur géné-ral du Fonds monétaire ioternatio-nal, Michel Albert (président des AGF), René Lenoir (directeur de l'ENA), Bernard Stasi (député et maire d'Epernay), le Père Jean-Yves Calvez et d'autres ont traité des rapports entre la concurrence et la solidarité au niveau du mar-ché international, de l'Europe en reconstruction, de l'entreprise et

de la vie locale. Avec uoe insistance commune: la « sulidarité » oe peut plus ioterveoir seulement comme «voiture-balai de l'écono-mie de marché». Elle est devenue une dimension iodispensable à toute boooe gestion.

Uoe approche manichéenne a

longtemps prévalu dans la tradi-tion sociale de l'Eglise de France, idéalisant la «culture de solida-rité», diabolisant au contraire l' « esprit de compétition ». Bernard Stasi déplore le « culte du Stasi déplore le « culte du gagneur», autant que le socialisme qui a pénalisé « l'imagination. le risque et la responsabilité » dans les pays de l'Est, compromettant aujourd'hui eocure leor redémarrage. A l'affrontement de « systèmes bloqués » qui a montre ses limiter de l'affrontement de « systèmes bloqués » qui a montre ses limites, les orateurs et les partici-pants de celle Semaine sociale proposent donc de substituer, comme dit leur président, M. Jean Gélamur (président d'hanneur de Bayard-Presse), une «coexistence simultanée et dialectique « des principes de compétition et de solidarité, excluant leurs effets pervers, concurrence sauvage nu assislance. « Deux milliards d'etres humains vivent avec moins de l dollar par jaur, dit M. Camdes-sus. Notre rôle est d'éveiller les hannes à la responsabilité universelle. C'est un sixième sens qui a

Cette «conversion» est dans le droit-fil de l'encyclique sociale Centesinius Annus que le pape a publice (le Monde du 4 mai), legitimant pour partie le profit, mais démontrant aussi le risque qu'il y aurait pour l'économie de marché à ne pas surmonter sa victoire sur l'économie socialiste et à oublier sun devoir de solidarité à l'égard des exclus et des pays les plus

JUSTICE

L'affaire Urba

Un recours en Conseil d'Etat pourrait empêcher l'instruction contre trois élus marseillais

Le Conseil d'Etat devait étudiar, mardi 12 novembre, le pourvoi déposé la 27 septembre per M. Michel Pezet, député socialiste dea Bouchae-du-Rhône, contre un jugement du tribunal edministratif de Marseille, qui avait autorieé le 11 juin un député européen des Verts à porter plainte « en lieu et place » de la ville de Marseille dans l'affaire Urba. L'ennulation de ce jugement pourrair provoquer l'effondrement de l'information judiciaire pour faux en écritures privées et usage, ingérence, corruption, trafic d'influence, complicité et recel, ouverte le 27 septembre dernier à la cour d'appel de Lyon contre trois élus socialistes de Marselle, MM. Pezet, Sanmarco et Restoin est tous autres » (le Monde du 29 septembre).

Depuis à pejoe deux muis, M. Christian Riss, conseiller à la cour d'appel de Lyon, travaille sur les fameux procès-verbaux établis il y a deux ans à Marseille par les inspecteurs Gaudino et Mayot. Ces documents comprennent les perqui-sitions effectuées au mois d'avril 1989 dans les locaux de la délégation réginnale d'Urbatechoic, à Marseille, et les tout premiers inter-rogatoires des responsables d'Urba. Le dossier est ancien, mais l'instruc-tion fait ses premiers pas: après bien des péripéties, ce dossier qui vise ootamment l'attribution du marché du tunnel du Prado-Caré-nage, à Marseille, a été confié à un marchet de le court d'appel de magistrat de le cour d'appel de Lyon au mois de septembre dernier.

A peine entamée, cette instructino est pourtaot meoecée. Le 27 septembre, M. Michel Pezet. député socialiste des Bouches-du-Rhône, demandait au Conseil d'Etat d'annuler le premier mailloit de cette longue procédure: le jugement du tribunal administratif de Marscille autorisant un député des Verts à porter plainte « en lleu et place » de la ville de Marseille dans l'af-faire Urba. C'est cette décision qui est à l'origine de l'instruction en cours à la cour d'appel de Lyon. Son annulation pourrait done pro-voquer l'effandrement de l'ensemble du dossier.

L'argumentation de l'avocat de M. Pezet, Me Johelle Roué-Villeneuve, est simple : le tribunal admineuve, est simple: le tribunal admi-nistratif a accordé son autorisation sur la foi d'un ouvrage d'Antoine Gaudino, l'Enquête impossible, qui repose, dit-elle, sur de «simples hypothèses». « Ces imputations pré-sentées comme le résultat d'investi-gations pourtant conduites dans des conditions non cantradictaires en plutêt deuteures, pragant-elle en dutôt dauteuses, paarsnit-elle en évoquant l'enquête de police menée par les inspecteors du SRPJ de Marseille, n'ont abusé persunne.» C e s f a i t s . u o t e -t-elle, n'ont d'ailleurs pas été poursuivis par le procureur de la Répu-blique de Marseille, qui a estimé qu'il o'y avait pas là d'a infractions susceptibles de déclencher l'action

Une réaction tardive

La décision du tribunal administratif de Marseille empiète donc, selon elle, sur le pouvoir des magis-trats car elle accorde à un contribuable l'autorisation d'agir alors que le parquet e décidé de ne pas pour-suivre. «La docrine de cette décision administrative implique, conclut Mª Johelle Roué-Villeneuve, que du seul fait de la publication d'un livre contenant des allégations sur la commission d'Infractions au détri-ment d'une collectivité publique, le contribuable doit être autorisé à agir au cas où cette collectivité ne saisit pas le juge pénal. » Ce préteodu empiètement fait sourire l'avocat des Verts, M. Pierre-Fraocois Divier: comment demander à la juridiction admnistrative, cote-t-il, de se prononcer sur le fond du dossicr alors qu'elle ne peut consulter le dossier pénal? « La prétendue absence de préjudice ne saurait interdire à un juge d'instruction d'ouvrir son information, constatet-il, des lors que les faits démontrent, même en l'état de pièces insuffi-santes, la simple éventualité de la commission d'une infraction».

Une question, selon lui, «de pur bon sens» : pour s'assurer du délant de préjudice, il faut pouvoir « recol-ler les faits et entendre les personnes concernées ». Et donc confier le dos-

sier à un juge d'instruction. Le recours de M. Pezet éteit attendu, mais il arrive bien tard : la décision du tribunal administratif attaquée par le député des Bouches-

verture de l'information judiciaire à la cour d'appel de Lyan « M. Pezet espérait que le parquet n'ouvrirait pas d'information judiciaire, estimo-t-il, ll attendait donc en silence. Lorsqu'll a appris l'ouverture de l'information judiciaire avant toute la presse, sans doute auprès de très honnes sources, il s'est immédiotrès bonnes sources, il s'est immèdia-tement pourvu en Conseil d'Etat, et ce dans la journéels. Le Conseil d'Etat doit statuer dans un délai de

du-Rhône date du mois de... juin. Malgré les articles de presse, les remous et les querelles político-judi-ciaires liées à l'affaire Urba,

M. Pezet a donc attenda plus de trois mois evant de se décider à

agir. Une date qui, selon M. Pierre-François Divier, n'e rien de fortuit : M. Pezet a saisi le Conseil d'Etat le

27 septembre, soit le jour de l'ou-

ANNE CHEMIN

Le jugement qui a relancé le dossier

Au printemps dernier, les Verts, qui souhahaient mettre fin «au silence judiciaire entourant l'affaire Urbas, tentaient un astucleux tour de passe-passe juridi-que : l'un de leurs députés euro-péens, M. Gérerd Monnier-Besombes, demandait au tribu-nel administratif de Marseille de l'autoriser à porter plainte cen lieu et place» de la commune de Marseille dans l'affaire Urba, I se fondait pour cela sur un article du code des communes qui stipule que tout contribuable a le droit d'exercer les actions equ'il croit appartenir à la commune» et que celle-ci «a refusé ou négligé d'exercer».

Le 11 juin, M. Monnier-Bedes Verts, M. Pierre-François Divier, obtenait satisfaction. Le 20 juin, une plainte pénale con-tre X avec constitution de partie civile visant notamment l'attribution du marché du tunnel du Predo-Carénege, à Marseille, était déposée auprès du doyen des juges d'instruction de Mar-seille, Mr Bernadette Augé (/e Monde du 28 juin).

Cette pleinte évoquent les noms de trois élus socialistes, MM. Rastoln, Pezet, et Sen-marco, la chambre criminelle de la Cour de cassation confiait le dossier à la cour d'eppel de Lyon la 21 août (le Monde du 5 septembre). Le parquet géné-ral prenaît ses réquisitions un mois plus tard : une information judiciaire pour faux en écriture privée, ingérence, corruption, trafic d'influence, complicité et recei, était alors ouverte à la cour d'appel de Lyon.

□ Double évasion au centre péniten-tisire du Val de Reuil (Eure). – Deux détenus du centre pénitentiaire du Val de Reuil (Eure) se sont évadés 10 novembre, alors qu'ils étaient de service au foyer des surveillants, un local extérieur à la prison. Les deux détenus purgeaient des peines infé-rieures à cinq ans et devaient être libérés, l'un dens les six mois à venir, le second dans un an.

DÉFENSE

Une proposition de la France et de la Grande-Bretagne

Six pays européens étudient la mise en chantier d'un système spatial de communications militaires

La France et la Grande-Bretagne ont proposé à quatre autres pays eurapéens : l'Allemagoe, l'Italie, les Pays-bas et l'Espagne, de met-tre à l'étude, pour le début du siè-de mandaire. cle prochain, un reseau spatial de communications militaires. Ce nonveau système communautaire, dans un cadre bilatéral ou au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), a été baptisé European military satellite of communice-tions (EUMILSATCOM).

Ce projet a été avancé, mercredi Ce projet a été avancé, mercredi 6 onvembre, par la France lors d'un colloque à Paris qui réunissait, à l'initiative des Français et des Britanniques, les délégués des six pays européens en cause. Déjà, la France, l'Espagne et l'Italie collaborent à la conception du système Hélios de satellites de reconnaissance militaire, qui sera prêt à partir de 1994. Pour l'instant, seules, parmi les pays européens, seules, parmi les pays européens, la France (avec le réseau Syracuse, depuis 1984) et la Grande-Bre-tagne (avec le réseau Skynet) disposent en propre d'un système de communications spetiales à des fins militaires. Mais ces deux réseaux soot cloisonnés l'un par rapport à l'autre et ils o'offrent pas de converture mondiale, qui suppose au moins trois satellites géostationoaires opérationnels en même temps.

Le programme EUMILSATCOM consisterait, à partir d'une analyse des besoins futurs des systèmes eux-mêmes, des matériels ou des eodes de traosmissions et des abonnés, à pouvoir aboutir entre Européeos, en l'an 2005, à uoe gestion commune de leurs télécommunications, en abaissaot les

français de la défense, e plaidé en faveur d'une Europe de l'espace. Evoquant le lanceur Ariace et le programme Hélios (evec la pers programme Hélios (evec la perspective d'un centre d'interprétation, au sein de l'UFO, des images recueillies par le satellite d'observatioo militaire), il a estimé que « la réalisation et l'exploitation en commun de systèmes spatiaux constitueraient une avancée significative dans la construction de l'Europe de la défense».

M. Joxe o'a pas écarté, pour autant, l'éventualité d'une coopéralion avec l'Uoion soviétique. Après avoir rappelé que deux collaborateurs du maréchal Evgueni Chapochnikov, ministre soviétique de la défense, ont été invités à assister à la mise sur orbite par Ariane, le 3 décembre, du satellite Telecom 24 porteur d'une charge Telecom 2A porteur d'une charge Syracuse de transmissions mili-taires, le ministra français a annoccé que la Délégation géné-rale pour l'armement (DGA) enverrait prochainement une mis-sion en URSS pour proapeeler « les thèmes envisageables d'une cooperation ».

o Quatre morts par avalanche dnos les Alpes. - Le brosque réchaussement survenu, dimanche 10 aovembre dans les Alpes, a provoqué denx evalaoches mortelles. La première, survenue au Petit-Bornand (Haute-Savoie) a enseveli deux hommes et uoe femme, originaires de la région, qui randonnaient à ski à quelque 1 700 m d'altitude. La deuxième s'est produite au glacier de Cha-vières, près de Modane (Savole). Elle e enseveli deux skieurs, dont Devaot ses pertenaires eurn- l'un, originaire de la région p péens, M. Pierre Joxe, mioistre sienne, a été tué sur le coup. l'un, originaire de la région pari-

Le Monde

Comité de direction : Jacques Lescume, géram directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédection Jacques Guiu directeur de la gestion Manuel Luchert secréteire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur

Anciens directaurs :

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE
78501 PARIS CEDEX 15
TM: 11 140-86-26-25
Télécopiaur; 40-65-25-99
ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÊRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
THE 11 40-82-36-26

SPORTS

VOILE : la coupe de l'America

Puzzle pour un Défi

Ville de París, le troislème voilier du Défi français pour la Coupe de l'America, est arrivé le 7 novembre à San Diago (Californie). Sa construction en un temps record (cinq mois) va permettre à l'architecte Philippe Briand et à l'équipage de Merc Pajot de disposer de deux mois pour optimiser ses régisges event la début, le 25 janvier 1992, de la Coupe Louis Vuitton qui désignera le challenger pour la Coupe de l'America.

Transfer of the second

Trens. Jan.

A Section of the sect

The same and the s

The state of the same of

The same of the sa

the state of the same

Michigan Landy Trans

in the second of the second

to reside the contract

the short segment series and are

Maria Carlos

The state of the s

which are the property of

किए अस्तर्भ र

The state of the same

Singular Succession

WARE THE STATE OF THE PARTY OF

Mindell as the figure in

A THE STATE OF THE

No. 1957

Marie de la companya del companya de la companya del companya de la companya de l

The state of the s

A STATE OF THE STA

The state when the same

With the second second

THE REPORT OF THE PARTY OF THE The same with the same of

Company and the second

TOTAL CO. C. ST. A. C. S.

Andrew in

وجان الإجازة الإجازة

Age of the state of the

gradient state of the

THE SHIP IS

and the second

4

والمراجع والمتعارفة

graphed the same of

Transfer on the

克雷特 (4)

Specialists 112 Andrew Control

Andreas Comment

¥ 1442---

A+**

for the second

では、実験的、新りませんさいき

A 12 5 + +

والمتعارض ويجيع والتجار

Leave Control

Zeele Ville

min and a second

* *

San Line Server and the server 製造 超過一次

E ...

\$ 100 m 100 .

Barrell &

18 50 18 Acres

. . . .

The second of the second second

ed d'Etat pourrait emps

thre trois élus marsella

FONTENAY-LE-COMTE

de notre envoyé spécial

Neuf mois après la crise visant à écarter Mere Pajot, six mois après le premier championnat du monde des America's Cups Class où le premier Ville de Paris avait dû ae contenter d'une médiocre septième place, le Défi français a retrouvé le moral. Le merdi 5 novembre était même jour de sète au chantier Mag France, à Fontensy-le-Comte (Vendée), où Yvon Jacob, président du groupe Legris Industries et de France America, et Philippe Briand, architeete et directeur technique du Défi, présentaient le dernier ne des America's Cups Class.

«FJ (mis à l'eau en mars 1990) était un bateau test, le premier conçu a partir de la nouvelle jauge America's Cups Class que nous avons creee fin 1988, explique Philippe Briand. Le premier Ville de Paris achevé juste avant le championnat du monde (mai 1991) était une base de travail. Notre troisième bateau est l'aboutissement de tout le travail de développement entrepris à partir du précèdent.» Juchée sur la remorque qui devait la conduire à l'aéroport de Nantes où un avion cargo. Antonov l'atpour la transporter à San Diego, la coque bleue du nouveau

La course La Baule-Dakar

Laurent Bourgnon

premier aux Acores

Parti de La Baule le 5 novem-

bre) a fait une brève escale techni-

Laurent Bourgnon qui n'a pas

(Cimarron), son navigateur à bord

de RMO dans la dernière course de l'Europe; 210 milles sur Paul

Alain Gauthier (Bagages Supé-

rior) a dépassé d'une dizaine de

milles Philippe Ponpon (Fleury

Michon) dans l'épreuve des mono-

Birch (Fujicolor).

Ville de Paris, dépourvue de tous selon les options sechitecturales coque-appendices griement recèle secrets entretenus à son sujet par l'architecte.

Le nonvean bateau dn Défi français est, semble-t-il, uo peu plus long (près de 24 mètres) et plus puissant que le précédent. Mais l'essentiel du travail de développement a porté sur les appendices, «Le championnas du monde nous a conforté ou influence sur différents points, mais le travail entrepris depuis décembre 1990 sur la conception du troisième bateau n'a pas été modifié à plus de 20 %. affirme Philippe Briand. Le mai qui nous affectait, surtout au près, a été cerné. La quille, très performante en théorie, était trop

Cent vingt configurations de quilles

Les appendices d'un America's Cups Class représentent environ 30 % de la traînée du bateau. Le lest qui lui donne l'essentiel de sa stabilité, est un bulbe suspendu à quatre mètres de profondeur qui peut peser de dix à vingt tonnes

ses appendices, n'a pas trahi les retenues. Les formes de cette torpille et du voile de quille qui la relie à la coque, penveot donc influencer considérablement les performances du bateau.

> En collaboration avec Dassault Aviation, le Centre de recherche pour l'architecture et les industries nautiques (CRAIN), dirigé à La Rochelle par Philippe Pallu de la Berrière, a étudié quelque ceot vingt configurations de quilles et de safrans, teatées sur uo programme de prédiction de vitesse établi à partir des caractéristiques du bateau et du plan d'eau de Sao Diego. Les meilleures, cooçues en maquettes, ont été expérimentées dans le tunnel hydrodynamique de la société Bertin. Trois lests différents ont déjà été construits et essayés sur le premier Ville de Paris à San Diego.

« Par rapport au championnas du monde, nous avons gagné 4/10 de nœud, affirme Philippe Briand. D'autres quilles sont encore o l'étude et pourront être mises en place jusqu'aux demi-sinales (1º avril). Si les formes de la coque sont figées, le réglage de l'ensemble

une grande varieté de combinai-sons. Il nous faut maintenant gérer notre courbe de progression jusqu'au bout de la competition.

Afin de disposer d'un maximum de temps pour optimiser le bateau, les responsables du Défi français ont reussi à réduire à cinq mois (5 juio-5 novembre) les délais de construction en mobilisant quelques-uns des meilleurs chaotiers français: Technologie marine pour le moule, Marc Pinta pour le pont, Captain Flint pour les appendices, ACX pour le mât et Mag pour la

Cette technique du puzzle a aussi permis d'exploiter dans chaque domaine les technologies les phis avancées. Ainsi la coque a-telle été construite à partir de tis-sus de carbone préimprégnés de résine déjà utilises pour la conquête spatiale (satellite Intelsat 6 et réservoirs d'eau d'Ariane). fournis par Brochier SA. Trois cuissons sous vide à 94' dans uo four de 25 mètres de long ont permis la réalisation de la coque, puis une quatrième à 50° son assemblage avec le poot. Cette technique a permis de respecter le devis de poids de 3 tonnes à quelques grammes près.

Le même soin a été apporté à la coofection du mât. Contrairement aux mâts des Américains, Suédois ou Espagnols, également construits par ACX à partir d'un même moule et avec uo accastillage métallique, ceux de Ville de Paris et de Mauro di Venezio ont été conçus spécifiquement et eotièrement réalises eo fibre de carbone. A 400 000 dollars (2,25 millions de francs) l'unité, le gain de poids de 100 kilogrammes ainsi obtenu permet au mât français d'être à la hauteur maximale (32,5 mètres) et au poida mioimum (840 kilogrammes), autorisés par la jauge. La conception et la réalisation du deuxième Ville de Paris ont nécessité 30 000 heures de travail.

· GERARD ALBOUY

PATINAGE ARTISTIQUE: Trophée Lalique

Les malheurs de Surya

Championne d'Europe en titre. la Française Surya Bonaly s'est classée cinquième du Trophée Lalique, qui, du 8 eu 10 novembre, constituait une répétition générale pour les meilleurs patineurs mondiaux dans le théâtre des épreuves olympiques de février 1992. Résultet de mauvais augure? Elle a été surclassée non seulement par les deux dernières championnes du monde, la Japonaise Midori Ito (1990) et l'Américaine Krieti Yemaquchi (1991) mais aussi par l'Allemande Patricia Neske, cinquième européenne en 1990

et 1991. ALBERTVILLE

de notre envoyé spécial

Les organisateurs des Jeux d'hiver d'Albertville ont trois mois pour donner un semblant d'ame à la patiooire olympique qui est apparue, pour son inauguration à l'occasion du Trophèc Lalique, comme un hangar froid et triste. Trois mois, c'est aussi le lans de temps. long et court à la fois, dont dispose Surya Bonaly pour mettre au point un programme qui la rende compétitive avec les meilleures patineuses mondiales. La ieune Noire, qu'uoe dynamique du succès a porté au utre européen au début de l'année. semble désormais entraînce dans une spirale de l'échec.

Veodredi 8 novembre, programme original; en deux minutes, il s'agit d'exécuter buit figures, sauts et pirouettes enchainées. Cruelle particularité de l'exercice : le droit à l'erreur n'existe pas. Surya s'élance pour une combinaison triple sautdouble boucle. Elle tombe à la réception du premier. Elle ne peut donc exécuter le second. Faute inexplicable, iojustifiable? Les juges lui retirent quelques dixièmes de points. Elle écrase quelques larmes. Rien n'est encore perdu, une place sur le podium reste possible.

Samedi 9 novembre, figures

techniques avec la chorégraphie la plus seduisante. Tout compte: le costume, la musique, l'originalité. Quand Surva monte sur la glace, l'impression de déjà vu s'impose: la tunique gris acier, le programme plus atblétique qu'artistique sont estampillés. C'est presque fichu. Et l'execution se fait nerveuse, laborieuse : une petite perte d'équilibre au boul de quarante secondes, une chute à la minute pour la réception d'un triple saut, puis une autre plus tard sur une combinaison de sauts. Les juges ne la «saqueot» pas, ils la notent sec. Elle se classe cin-

libres: en quatre minutes, il s'agit d'allier le maximum de difficultés

Conflits d'adultes

L'échec est patent, cinglant, alarmant dans la perspective des Jeux. Surya ne trouve pas les mots pour l'expliquer. Sa mère parle de peuts détails à régler. Pour elle, sa fille reste la seule parineuse au monde à pouvoir réaliser quatre tours en l'air. La certitude de veiller à la destinée d'une grande championne anime cette végétarienne ascédique. Mais cette conviction est-elle maintenant partagée en dehors du cercle familial? Il est manifeste que les parents de Surya sont de plus en plus souveot en conflit avec le cadre fédéral. Il y a eu un accrochage sévère à propos de la chorègraphie avec Annick Gailhaguet, qui en a normalement la charge. Il a y e eu un différend sur le choix d'un commanditaire pour l'affutage des patins de la championne, C'est à la fois mesquin et chagrin.

Il reste trois mois pour faire table rase de tout cela. Pour permettre à une adolescente d'échapper à ces conflits d'adultes et de réaliser les promesses d'un talent qui n'est pas encore gaché. Trois mois pour convaincre les juges de la replacer dans le trio vamqueur, pour se faire craindre à nouveau par ses adversaires. Pour que le rêve d'une petite Réunionnaise qui s'est épanouie sur la glace ne devienne pas un cauche-

ALAIN GIRAUDO

Le calendrier des éliminatoires

Comme la Coupe de l'America, la Coupe Louis-Vuitton, qui devrait réunir, sur la même plan d'eau de San-Diego, les représentants de neuf peys (Australie, Espagna, France, Italia. Japon, Nouvelle-Zélende, Suede, URSS et Yougoslavie), sa disputere eous forme de duela (match racing) pour dési-gner la challenger qui affrontera le défenseur américain à partir du 5 mai 1992, Dans la preadversaires (round robin) à trois Louis-Vuitton,

reprises. Les victoires saront effectées de coefficients qui augmenteront au fil des round robin. Les quatre bateaux qui totaliseront la plus grand nom-bre de points à l'issue du troisième round robin seront quali-fiés pour les demi-finales.

25 janvier : début du premier round robin (coefficient 1); 13 février : deuxième round robin (coefficient 4): 8 mars: troislame round robin (coeffimière phase, chaque beteeu cient 8); 1ª avril ; dami-fineles; rencontrera chaoun de ses 20 avril ; finale de la Coupe

OMNISPORTS: la participation de l'Afrique du Sud aux Jeux de Barcelone

Arène sportive, arène politique

bre, le Suisse Laurent Bourgnon (RMO) est passé en tête aux L'ancien exilé politique, l'ertisen de le mise à l'écart des Acores, la première marque de parcours imposée aux cinq multiethlàtes sud-Africains das coques encore en course à destina-tion de Dakar. Arrivé à la mi-journes internetionales et le chantre du boycottage sportif, née, dimanche 10, le benjamin de l'epreuve (le Monde du 5 novem-M. Sam Rameamy, par un curieux retournement de l'hisque (1 h 20 min) pour changer sa drisse de spinnaker. toire, est eujourd'hui celui qui a réinséré l'Afrique du Sud dans le grande famille du sport. C'est été épargné par les ennuis depuis de départ (grand voile déchirée sur du moins ca que pensent la majorité des Sud-africains qui 2,50 mètres puis spi à l'eau lors de ont accuailli avec bonheur la la casae de la drisse), disposait d'une avance confortable de 200 milles anr Jean-Luc Nélias dácision du Comitá national olympique (NOCSA) de répondre favorablement à l'invitation du CIO de participer aux prochains Jeux de Barcelone, au mois de Vatine (Hante-Normandie); 250 milles sur Jean Maurel (Elf Aquitaine) et 280 milles sur Mike juillet 1992. En Afrique du Sud, sport et politique sont plus que jamais étroitement llés.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

coques, mais les deux solitaires En annought la nouvelle meront perdu Jean-Lue Van den credi 6 novembre, M. Ramsamy, Heede (Helvim), leur compagnon d'aventure dans la première course président du NOCSA, a pris soin de remercier les « deux hommes »
que a moia, sons l'impulaion de
qui ont permis « au pays de retrouver sa place dans le concert international », MM. Frederik De Klerk

de remercier les « deux hommes »
que a moia, sons l'impulaion de
M. Steve Tshwete, le « Monsieursport» de l'ANC, qui a joué le
médiateur entre des fédérations aux de remercier les « deux hommes » antonr du monde sans escele. Après evoir démâté dans la nuit de vendredi à samedi, le navigateur lorientais a du abandonner.

et Nelson Mandela. Ce n'était pas sulferrets divergents, l'organisation de sculement une question de tact ou de diplomatie, mais aussi le constat que sans la volonté de l'un et de l'autre l'Afrique du Sud serait tou- munauté blanche. Theresa, à son domicile de Calcuua terminé samedi 8 novembre, à Pre- et révèlent que la Fédération unifiée de cricket s'est engagée à faire un don de 100 000 roupies à la mission de la célèbre religieuse tandis jours le pays de l'apartheid foedé sur la discrimination raciale contre laquelle, justement, M. Ramsamy s'est si longtemps battu.

Nulle part ailleurs, sport et poli-tique n'ont été aussi étroitement imbriqués qu'ils le sont en Afrique du Sud. Les politiciens n'ont jamais hésité à mettre l'argument sportif an service de leur cause, habile stratagème pour toucher une population fruste. C'est une des raisons pour lesquelles les sanctions internationales appliquées aux manifestations sportives out eu un impact réel plus fort que daoa le domaine des affaires, par exemple. Si le président De Klerk, son

gouvernement et le Parti national (NP) ont gardé l'initiative politique. depuis la libération de Nelson Mandela, le 11 fevrier 1990, ils ont, en revanche, complètement laisse de côté tout ce qui touchait au sport. Une aubaine pour le Congrès natio-nal africain (ANC) qui, avec beau-coup d'à propos, a plaidé l'unifica-tion des diveraes fédérations sportives sud-africaines. En quel-

Le cricket en pointe

M. Tshwete a joué un rôle crucial pour le cricket, le rugby, le football, le golf et l'athletisme, avec uo mes-sage simple: d'abord l'unification. puis un engagement ferme en faveur du développement du sport dans les communautés défavorisées, deux cooditions sine qua non pour un retour effectif aux compétitions internationales. Le cricket est la première grande famille à s'être récoo-ciliée, marquant le succès de l'ANC dont les efforts out été couronnés au mois de juillet dernier par la réaffiliation de l'Afrique du Sud au sein de la fédération internationale, la réadmission dans le circuit de la Coupe du monde et la tournée historique de trois matches commencce en Inde, samedi 9 novembre.

La presse consacre beaucoup de place à cette tournée, qui met fin à viogt et uo ans d'isolement de l'Afrique du Sud. Les journaux dominicaux publient, en premaière page, la photo de Clive Rice, le capitaine de l'équipe sud-africaine, agenouillé, serrant la main de Mére

deaux, 29 pts; 3. lstres, 23; 4. Perpignan,

PATINAGE ARTISTIQUE

à Albertville (Savoie)

Couple. - 1. Mishkutianok et Dmitriev

(URSS); 2. Kovarkova et Novotry (Tch.);

Danse. - 1. A. Krytova et V. Fedorov

(URSS); 2. D. Yvon et F. Pafuel (Fra.); 3.

Dames. - 1. M. Ito (Jap); 2. K. Yama-

guchi (E-U): 3. N. Kerrigan (E-U): (...) 5.

Hommes. - 1. K. Browning (Can.); 2.

V. Zagorodniuk (URSS); 3 . A. Urmanov

3. Bechke et Petrov (URSS).

K. Mrazova et M. Simecek (Tch.).

S. Bonaly (Fra.).

(URS); 4. E. Millot (Fra.).

TROPHÉE LALIQUE

22; 5. Rodez, 19.

que les sponsors de la tournée en donneront 20 000 pour le fonction-nement de l'un des 500 bomes

Les fédérations de cricket, de tennis et de golf ont achevé la méta-morphose qui leur permet de participer à des compélitions internalionales. Ce n'est toujours pas le cas de l'athlétisme dont la toute nouvelle confédération multiraciale composée de trois fédéra-tions (une blanche et deux noires) est rongée par des conflits internes. Sous la pression des deux sédéra-tions noires, proches de l'ANC et du Coogrès pan africain (PAC), les instances de l'athlétisme sud-africain avaient finalement refusé d'envoyer une équipe participer aux championnats du monde à Tokyo, au mois d'août dernier (le Monde daté 25-26 août), en dépit d'une invita-tion officielle lancée par la fédéra-tion internationale (IAAF).

Omniprésence : de l'ANC

Les négociations entre la Fédéra-

tion sud-africaine de rugby (SARB) présidée par Daonie Craven et l'Union du rugby sud-africain de M. Ibrahim Patel n'ont débouché sur nen de concret. L'efficace Steve Tsbwete dirige les discussions eotre les deux organisations. L'ANC souhaite aboutir rapidement à l'unité Classement. - 1. Strasbourg et Bordana le monde du rugby, le sport-roi en Afrique du Sud. M. Nelson Mandela s'est entretenu récemme avec les représentants des deux fédérations et doit les revoir cette semaine, L'engouement soudain de l'ANC pour le rugby, un sport essentiellemeot populaire dans la communauté blanche, ne doit rien au hasard. Si l'nnilé est réalisée rapidement, l'Afrique du Sud pourrait accueillir la Coupe du monde en 1995. Or les prochains scrutins législatifs et présidentiels sont aussi fixés à 1995, une échéance qui devrait voir l'avènement d'un gouvernement ANC.

L'omnipréseoce de l'ANC dans les instances sportives a suscité l'in-quiétude du Parti national, au pouvoir depuis 1948. Au coura du congrès régional du 'NP qui s'est

l'Etat, qui est également le chef du parti, a accusé l'organisation de Nelson Mandela d'agir comme si elle était déjà au gouvernement et il a réaffirmé sa détermination de ne pas laisser l'ANC exercer le pouvoir unilatéralement. La colère des Nats, comme on appelle les militants du Parti national, a été suscitée par la décision du Comité national olympique (NOCSA) d'abandonoer les vieux emblèmes sud-africains : l'hymne oational, le drapeau orange-blanc-bleu et la célèbre mascotte des sportifs, le springbok, une antilope sud-africaine connue pour sa vivacité.

M. Ramsamy avait expliqué qu'il s'agissait-là d'une mesure transitoire et avait annoncé, pour les Jeux de Barcelone, que l'Ode à lo Joie, de Beetboven serait utilisé comme bymne tandis qu'uo drapeau neutre sur lequel voisinent les eerclea olympiques et d'autres symboles bleus, bruns, verts, servirait d'em-bleme. La réaction des autorités a été immédiate. Le ministre de l'éducation nationale, M. Louis Pienaar, qui a competence sur les sports, est aussitôt monté en première ligne stigmatisant le caractère « antidémocranque » de ces mesures.

Le ministre a mis au défi M. Ramsamy d'organiser un son-dage afin de vénifier la popularité du Springbok. M. Louis Pienaar a indiqué que son gouvemement ne subventionnerait pas le Comité national olympique puisqu'aussi bien celui-ci s'engagean en politique. «Ce serait comme verser des fonds à l'Inkatha. Et vous save: quels problèmes uvaient été soulevés quand nous arions juit celo », a estimé le ministre en faisant réfé-rence au scandale de l'Inkathagate (1). M. Pienaar, a émis le vœu que le gouvernement réussisse à mobiliser la population pour contrecarrer la volonté de l'ANC et de ses alliés d'imposer leur politique en matière de sports.

FREDERIC FRITSCHER

(1) La presse sud-africaine et britannique avait révélé au mois de juillet que le gouvernement avait finance certaines activités du pani linkatha, à dominame zoulouc du chef-ministre Mangosuthu Buthelezi.

Les résultats

	BASKET-BALL
•	CHAMPIONNAT DE FRANCE
	Nationale A messiours (Onzième zour afer)
	Choler b. Racing Paris
•	Villeurbanne b. Tours
_	Lifevennes D. Lifecties 54- 51
•	Saint-Quentin b. Reims
	Pau-Orthez b. Montpelier 86- 79
	Roanne b. Le Mons 75- 64
٦	Dijon b. Muthouse
	CRO Lyon b. "Antibes 102-100
	Classement 1. Limoges et Cholet, 0 pts; 3. Pau-Orthez, 19; 4. Gravaines,
2	O pts; 3. Pati-Orthez, 19; 4. Gravelines,
N	forspellier et CRO Lyon, 18.
	POOTBALL
_	CHAMPIONNAT DE FRANCE
	Première Division

1-0 *Monaco b. Nentes "Paris-SG et Toulouse ... Caen b. Metz.__ Le Havre b. "Nancy ... Cannes et Auxanna Toulon b. Nimes "Lyon at Lens _____ Classement. - 1. Marseille, 25 pts; 2. Monaco, 23; 3. Peris-SG, 22; 4. Caen, 21; 5. Le Havre, 19; 6. Metz, 18; 7. Auxerre, Montpellier, Nantes et Toulouse, 17; 11. Saint-Evenne, Toulon, Lille, Lens et Mirras, 16; 16. Cannas et Rennes, 15; 18. Lyon, 14; 19. Socteux, 11; 20. Nancy, 9.

Deuxième division Dix-septième journée GROUPE A 3-0 *Ancers b. Roven.....

"Amiena b. Laval... 2-0 "Tours b. Guingamp ... Bourges et Red Star __ 1-1 'Ancenis et Orléans _ Brest b. Sedan "Le Mans b. Bearvais.... Classement. - 1. Angers, 24 pts; 2. Valenciennes, 23; 3. Brest, 21; 4. Rouen, GROUPE B "Saint-Covernin et Bastie 2-2

"Stresbourg et Istres.... "Ales b. Muhouse..... Rodez b. Annecy *Gueucnon b. Grenoble ... Bordeaux b. "Saint-Seurin_ Perpignan b. Châteauroux.... "Martigues et Nice.... "Ajaccio b. Epinal...

..... 1-O . 3-1

Itinéraire d'un deuil

La place Dauphine avait, samedi soir, enenre plus mauvaise mine que dans la chanson de Jacques Dutronc : marronniers dénudés, feuilles mortes à ramasser à la pelle, éclairage blafard, Surrout, une lnurde et silencieuse chape de tristesse pesait sur la petite centaine de personnes, journalistes compris, qui fixaient étrange-ment la porte du numéra 15.

Dans le restaurant Chez Paul qui jnuxte l'immeuble, les ennversations s'échangeaient à vnix basse. On y était sous le choc de la nouvelle, apprise en milicu d'après-midi. Et puis une information chuchntée parcourus la petite foule : le corps du chanteur-comédien allait être ramené non pas place Dauphine mais à son autre domicile panislen 114, boulevard Saint-Germain, a quelques centaines de mètres de là. On retraversa le Pont-Neuf avec. dans la tête, l'image affectueuse et la voix chaleureuse d'un grand escogriffe aux cheveux hlancs. Sa dépouille mortelle devait être déposée à cette adresse un peu après 20 heures.

C'est très tard dans la soirée de vendredi - 23 h 49 selon l'appel enregistré que les sapeurs-pompiers de Senlis (Oise) sont prevenus qu'« une personne » vient d'être victime d'un malaise cardiaque à Villers-Saint-Frambourg.

Quelques minutes plus tard, l'équipe du SMUR (service mohile d'urgence et de reanimation) découvre qu'il s'agit d'Yves Montand. Le chanteur-comédien, qui murnait dans le plus grand secret ou presque - selon la volonté de Jean-Jacques Beineix - les dernières scènes d'un film dont il était la seule vedette, était allongé dans un car de régie. Présentant les symptômes de l'infarctus du myocarde, mais tout à fait conscient.

Avant d'être placé dans l'amhulance, il disait à un médecin : . S'il m'orrivoit quelque chose, à mon âge, j'ai assez vêcu, et même très hien vecu, pour ne rien regretter. » Il ajoutait aussitôt : « Ne prève-nez ni mo femme ni mon enfant. » Et, au cours du trajet qui le menait au centre hospitalier général de Senlis, il remerciait ainsi les sapeurs-pompiers, tendresse, ironie et simplicité mélées ; « J'ai rarement été aussi confortablement transporté.

Admis au service des urgences, puis, vers 4 h 30 samedi, à celui de réanimation, Yves Montand était, durant toute la nuit. l'objet de soins intensifs. Mais. « après une évolution de son état de santé javorable dans les premières heures, une récidive de l'infarctus a entraîné son décès ò 13 h 10 v, indiquait un communiqué de l'hôpital. A son chevet, se Irouvaieot

notamment Carole, sa compagne, mère de leur fils Valentin (trois ans en janvier). Bernard Kouchner et Christine Ockrent gret, fille de Simone Signoret, et François Périer. (marraine de Valentin). Cathonne Allè-

«Merci de m'avoir fait reconnaître mon erreur»

Paris s'est éveillé dimanche matin 10 novembre enenre sous le chne de l'émotinn et a commencé à bouger. Déjà, dans la matinée, 150 à 200 personnes stationnaient sur le trottoir situé face au 114, boulevard Saint-Germain, protégé par la police. Pour, aussi, comme c'est toujours le cas Inrsque meurt une célébrité, en voir d'autres venir lui rendre hommage. Dimanche matin, c'étaient des vedettes du monde du spectacle : Claude Berri, Daniel Auteuil et, descendant ensemble d'un taxi, Michèle Morgan, chapeau clair et lunettes sombres, Gérard

Oury et Georges Cravenne. Curieux et admirateurs à la fois ; la foule n'a cessé de grossir tout au long de la journée, une foule recueillie on l'on ne remarquait pas beaucoup de jeunes de moins de vingt-cinq ans. Yves Montand n'était pas Serge Gainsbourg. C'est le monument de la chanson et du cinéma que sont venus saluer une dernière fois dimanche les Parisiens, mais anssi l'homme engage, enmme en témoigne le registre mis à la disposition du public. On ponvait lire, entre autres, cet hommage : « Merci de m'avoir fait reconnaitre mon erreur. » Allusion à la propre « révélation » d'Yves Montand face au communisme

A deux pas de la, le kiosquier du carre-four de l'Odénn était débordé. Il avait vendu deux fois plus d'exemplaires da Journal du dimanche qu'à l'ordinaire mais aussi des journaux italiens qui rendaient hommage au fils d'émigrés Ivo Livi, né le 13 octobre 1921 à Monsommano-Alto (Toscane), un village natal qui a cependant appris la nouvelle sans émotion excessive: il y a quelques années, Yves Montand aveit refusé la citoyenneté d'honneur de Monsummano-Alto. Il savait que c'était l'attitude des habitants de la localité qui avait contraint à l'exil son père Giovanni, antifasciste convaincu,

Partout où l'interprète de l'Aveu a cu des attaches, la peine est profonde. Et d'abord, à Saint-Paul-de-Vence. Jacques Prevert lui avait fait découvrir un soir de 1947 ce village des Alpes-Maritimes et son auberge La Colombe d'or, qu'il ne

L'artiste « engagé »

devait plus cesser de fréquenter depuis qu'il y avait rencontré Simone Signoret C'est à Saint-Paul-de-Vence qu'il l'avait épousée le 22 décembre 1951, avec pour temoins Jacqueline et Marcel Pagnol, Jacques Prévert et Henri-Georges Clouzot. C'est là encore qu'il avait fait la connaissance de la future mère de Valentin. Il y possédait une grande maison. Il y jouait de mémorables parties de pétanque ou de cartes. Il y était encore vendredi matin.

A Autheuil-Authonillet, eussi, on pleure Yves Montand : le chanteur-acteur possédait dans cette petite commune de l'Eure une propriété blanche à colonnades. Il y résidait depuis 1955 et participait activement à la vie de la bourgade, manifestant récemment aux côtés du maire contre un projet de décharge d'ordures dans une

C'est là qu'est scolarisé soa fils Valentin, et la semaine dernière, entre deux prises de vues, il avait tenu à rencontrer l'institutrice. Dimanche matin, les drapeaux de la mairie étaient en berne, et une gerbe de fleurs était déposée devant le groupe scolaire qui porte le nom de Simone Signoret

MICHEL CASTAING

Les hommages des milieux politiques et culturels

Battant et combattant

Au début de son entretien avec Jean-Pierre Elkabbach, sur la 5, dimanche soir, M. Mitterrand a notamment déclaré : « Yves Monnotatiment deciste : « t ves iston-tand, pour beaucoup de Français, fui-sait partie de leur famille. Ils avaient avec hit une relation offectueuse. Et puis ses chansons, ses roles, ses prises de position toujours passionnées ont accompagné leur rie. D'où ce sent-ment de deuil. Des chansons d'Yves Montand (...) ont morqué certoins *Montand (* ...) *o*nt mor ué certoins maments de ma vie (...). C'est vrai que les Feuilles mortes ont été pour les gens de no génération – mais je pense que celo continue maintenant avec les plus jeunes - un moment significatif, un certain état d'esprit, ou plutôt un certain état d'ôme après la deuxième guerre mondiale.

Samedi, le chef de l'Etat, dans un message de condoléances envoyé à la compagne d'Yves Montand, écrivait qu'avec lui s'éteint lo roix d'un erand artiste et disparait le talent d'un acteur entré dans l'histoire du spectacle de notre époque. Il était un temoin engage de son temps, mettant son rayonnement au service de ses

Des convictions qui ont évolué à la mesure des bouleversements qui ont marqué l'Histoire contemporaine. Longtemps compagnon de route du Parti communiste, il y lais-sera beaucoup de regrets : "Certes, ses rapports avec le Parti communiste s'étoient beoucoup détériorés après une période où nous l'avions, avec d'autres, soutenu alors qu'il était vive-ment critique par les forces de droite pour le contenu de ses chansons, se souvient M. Georges Marchais. Nous avons d'autaut plus regretté cette situation que notre attachement à la cause de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme ne fut jamais moindre que le sien».

Un attachement qu'Yves Montand avait encore manifesté le 19 août quand, à l'appel de M. Jack Lang, il avait participé à la creation du Comité international pour la démo-cratie en URSS au premier jour du putsch: «Il faisait corps avec notre Histoire, écrit le ministre de la culture dans le Journal du dimanche du 10 novembre. Chaque fois qu'un peuple ou un homme souffrait, il répondait présent. Ses espoirs, ses doutes, ses utopies formaient un tout indissociable. Ils nous hobiteront

Plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre de la com-munication, M. Georges Kiejman, et le premier ministre, M. Edith Cres-son, ainsi que des dirigeants politi-ques de la majorité ont réagi pour céléhrer en termes vnisins l'artiste de talent et le militant des droits de l'homme. Dans l'opposition. M. Valéry Giscard d'Estaing a déclate « perdre un ami personnel [qu'il avait] rencontre à de nombreuses reprises (...) C'est à la fois un très grand talent et un jeune père qui disparuit ». M. Jacques Chirac veut se souvenir de « l'immense artiste [qui] o laissé sa marque à jamais. Mais, au-delà, il y ovait l'homme eneagé, le passionné de justice qui portait sur notre monde un regard

d'une inlassable vigilance». A Jérusaiem, où toutes les radios ont modifié leurs programmes pour lui rendre hommage, le chef de l'opposition travailliste israelienoe, M. Shimon Pérès, a cappelé qu'a on prétait souvent à Yves Montand une origine juive. Ce n'est pas le cas, mais il affirmait hii-même partager

qu'il était issu d'une famille d'immifois que nous nous sommes rencon-très dans un petit bistro à Paris, il y a quelques mois, il proposait encore

Même émotion à Athènes, résude la culture socialiste Melina Mervement leur désarroi après la dispa-rition de celui qui fut pour beau-

Florette et Monon des Sources. Claude Berri dit de Montand qu' «il était magnifique, il renait sur le plateau même les jours où il ne tournais pas, en costume. Des neuf mois de tournage, il en avait peut-être cina, mais il en a fait neuf (...). C'était le partenaire idéal ». Alors qu'il était en scéne à Vannes (Morhihan). Guy Bedos a salvé « un grand, quelqu'un qui savait faire son métier, comme Brel, Brassens ou Pierre Brasseur (_). Pour moi, c'était toujours l'ami d'un semme qui o beaucoup compté. Simone Signoret. Elle doit être

grants pourchassés et poussés à l'errance nar le fascisme. La dernière son aide pour favoriser le processus de paix au Proche-Orient».

couri : « Le monde a perdu un immense artiste, et moi un grand ami. Il a beaucoup travaillé pour aider la résistance grecque à la dic-tature des colonels. Pour la Grèce, il était, avec Edith Piof, la plus grande voix de la chanson française. » De nombreux artistes ont manifeste gracoup un exemple et un frère. Le cinéaste Jean-Jacques Beineix, avec qui il travaillail jusqu'à ses derniers instants, a salué sur TF1 « un grand monsieur qui cultivait le goût de la chose bien faite jusqu'à l'obsession. J'oi visionné des rushes il y o deux jours et j'oi été très frappé : on o vu un visage qu'on ne reconnaissait pas.

contente aujourd'hui, car elle va se le garder pour elle toute seule.

culture communiste étaient d'ordre à la fois personnel, de par ses origines familiales et soo histoire, et intellectuel, à travers sa fréquentation des milieux artistiques et intellectuels parisiens, où l'entrainait son épouse, Simone Signoret. Fils d'un militant antifasciste italien immigré en France dans les années 20, ouvrier dans un chantier naval et docker à Marseille, Montand s'était voue très tôt à une carrière d'artiste. Le jeune chanteur engagé à l'ABC au début de 1944 n'a pas été un résistant. Il ne renie, pour autant, ni ses nrigines ni les choix qui sont ceux de sa famille: son père est commu-niste, son frère, M. Julien Livi, l'est ssi et exercera des responsabilités à la CGT. Cependant, l'image de «prolo chantant» qui sera la sienne dans les années 50 hii revient de

française.

Réalisateur du diptyque Jean de

que social» de lacques Prévert et Marcel Carné, les souvenirs du Front populaire, l'imagerie pari-sienne et ouvrière de Francis Lemarque. Montand, à la croisée de ces esthétiques, en est l'incarnatinn idéale. Le PCF ne tarde pas à vouloir le «récupérer». En 1950, Montand signe l'Appel de Stockholm, texte pacifiste dirigé

contre les Etats-Unis et qui sert de manifeste au Mouvement de la paix,

l'extérieur, sans qu'il l'ait cherchée.

L'époque le veut, qui mêle le popu-lisme d'une Edith Piaf, le «fantasi-

Yves Montand a prèté au com-munisme à la française son visage, avant d'être, à la fin des années 60,

l'une des incarnations de la désillu-sion vis-à-vis des mythes staliniers

et des trucages de l'Histoire, puis un

militant de leur dénonciation. Homme de spectacle soucieux de

participer au débat politique, il a

témoigné de l'importance qu'a cue la culture communiste dans la société

Les liens d'Yves Montand avec la

Du communisme à la désillusion organisation animée par les partis communistes. Simone Signoret et lui participent aux manifestations de ce mouvement, aux côtés des dirigeants du PCF et d'intellectuels et artistes comme Sartre, Picasso et Gérard

Le chanteur apporte aussi sa contribution à la lutte menée par le PCF contre la suerre d'Indochine. avec une chanson de Francis Lemarque, Quand un soldat, interdite à la radio. Il verse aux souscriptions lancées par le PCF, donne sa signature à d'innombrables pétitions, mais à aucun moment il n'adhère au PCF, non plus qu'il ne participe à la Fête de l'Humanité. Selon ses biographes. Hervé Hamon et Patrick Rotman, il veille à ne pas devenir un artiste officiel du Parti communiste.

Confrontation avec Khrouchtchev

L'année 1956 est pour le couple, comme pour bien des militants ou compagnous de route du PCF, celle des épreuves. Les révélations conte-nues dans le rapport de Nikita Khrouchtchev, au vingtième congrès du PC soviétique, sur la terreur sta-linienne sont niées par le parti fran-çais, mais, publiées par le Monde, obligent nombre de communistes à un examen de conscience

En octobre, l'intervention des troupes soviétiques, qui écrasent la révolution hongroise, provoque une vague de ruptures au PCF. Yves Minitand et Simone Signoret sont attendus à Moscou pour une tour-née. Ils décident finalement de par-tir, le 16 décembre, et sont les hôtes d'un diner offert en leur honneur par le bureau politique du PC sovié-tique, Khrouchtchev et Molotov en tête. Simone Signoret a raconté la scène, qui voit Montand reprocher aux dirigeants de Moscou l'interven-

tion à Budapest, Khrouchtchev lui répond en represant son rapport de fevrier sur le stalinisme, révélant ainsi que ce qui avait été dit ou écrit par ceux qo'on appelait pas encore les « dissidents.» était vrai.

Ce voyage, qui continue par une tournée des pays de l'Est européen, marque un tournant dans la relation Desormais, il se tient «à distance», sans rompre officiellement. Il reste proche des communistes dans leur combat contre les régimes dicasto-riaux soutenes par les Etats-Unis et contre la guerre du Victnam. En 1969, il toume Z, de Costa-Gavras, dénouciation du processus qui, à partir de 1963, avait conduit au putsch des colonels en Grece. Cependant, depuis la répression du « Printemps de Prague » par les troupes soviétiques, en août 1968, Montand est résolu à dénoncer tout eutant les méfaits du stalinisme. L'artitude du PCF pendant les événements de mai et nin, en France. l'a choqué. Il le dit publiquement, ce qui entraîne une brouille avec son fière. En 1970, il tourne l'Aveu, version cinématographique, sur un scé-nario de l'ancien communiste espa-gnol Jorge Semprun, du livre dans lequel Artur London raconte le pro-cès intenté aux antistaliniens du PC

tchèque en 1952. Le chanteur et acteur accompagne le mouvement qui amène toute une partie de la gauche intellectuelle à rechercher, au cours des années 70, une «troisième voie» entre le communisme et le capitalisme. Son cheminement l'amène, toutefois, plus vite et plus loin que d'autres à considérer, d'une part, que le régime soviétique représente un danger pour la paix et pour la liberté dans le monde et, d'autre part, que toute tentative de rompre avec l'économie libérale est vouce à l'échec. Alors Montand, symbole de ses combats, se tient à l'écart. En 1984, tout en sootenaot la position de François Materrand dans l'affaire des curo-missiles, face à l'Union soviétique, il critique ce qu'il estime être les erreurs du pouvoir en matière éco-

« Vive la crise!»

Au moment où les dirigeants socialistes se soot engages eux-mêmes sur la voie de la «rigueur» et du réalisme économique, Montand devient le porte-parole des désillusionnés. A la télévision, il est le présentateur, en février 1984. d'une émission, « Vive la crise !», qui pousse à son terme la révision des conceptions économiques de la ganche. Il refuse, d'ailleurs, de se situer dans un camp plutôt que dans l'autre et dit son estime pour certains responsables de la droite. L'année suivante, il récidive avec «Face à la guerre», émission sur la menace militaire soviétique. Proche, alors, des analyses de Marie-France Garaud, l'ancienne conscillére de Garaud, l'ancienne conseillère de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, qui se consacre à l'observa-tion et à la lutte contre l'expansionnisme soviétique, il paraît, alors, songer à jouer pleinement un rôle politique.

Les sondages Py encouragent, qui, en 1986, le donnent comme « présidentiable » pour 15 % des Français. L'exemple de Ronald Reagan, ancien acteur devenn président des Etats-Unis, fait rêver certains. Montand lui-même semble renoncer bientôt à cette idée et tourne Jean de Florette. Son dernier rôle sur la scène politi-que française, qui lui aura fait incar-ner la démystification, lui suffit.

PATRICK JARREAU

Dans la presse européenne

«Un maître du charme»

Dans tnute l'Europe, jnurnalistes, artistes et écrivains rendent hommage à la star disparue. En Italie, où Yves Montand était unanimement considéré comme un enfant du pays, la totalité de la presse dominicale a fait la «une» sur sa disparition. (Lire l'article de Marie-Claude Decamps page 20.)

En Espagne, la mont d'Yves Montand est annoncée à la «une» de l'ensemble de la presse. Fernando Arrabal lui rend hommage dans le quotidien ABC, tandis que, dans un article publié par le quotidien Diorio 16, Jorge Semprun, ancien ministre de la culture et ami personnel de l'acteur,

Deux livres

Deux livres sont essendals pour miaux connaître Montand : La nostalgie n'est plus ce qu'elle était, souvenirs de Simone Signoret perus au Seuil en 1976, at le livra d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, écrit à partir d'entratiene: Tu vois, je n'ai pas oublié (Le Seuil/Fayard, 1990).

dècès « comme un coup de massue », « Yves était un artiste extraordinaire et un frère affectueux», continue le scéna-riste de La guerre est finie Puis il poutsuit : «Il o été un citoyen qui o su s'engager dans les tuties pour les droits de l'homme, pour la liberté et lo jus-tice. Il a surout été honnête, ce qui est le plus important il perconnoissait ses le clus important, il reconnaissait ses

En Allemagne, si Die Welt am Sonntag ne consacre qu'un entrefilet à la
mont d'Yves Montand, le populaire
Bild am Sonntag en fait sa photo de
«une» en couleurs et montre la star
temant son fils dans ses bras. La presse
hitannique, qui n'en finit pas de s'unterroger sur la mort de Robert Maxwell, a diversement réagi à l'annonce
de la disparition. Le Sunday Telegraph
en fait un article de «une» et cite en fait un article de «une» et cite d'emblée Marilyn Monroc, qui le tenzit pour «l'homme le plus excitant tenat pour « I nomme le pus excitari au monde ». « A soiconte-dix ans, la chanson s'amète pour Yres, maître du charme », ècrit en page 3 le correspon-dant à Paris du Sunday Times, Enlin, l'Observer Sunday tivre en page 2 une courte évocation de » la star de plus de guarante films (_) yni avait autant de brio pour la comédie et le drune ».

O. S.

Trois femmes, plus une

Edith Piaf, Simone Signoret, Marilyn Monroe, trois femmas ont compté dans la via d'Yves Montand, trois femmes exceptionnellae : ce n'ast pas un hasard. Il e au « prendre er donner », c'était aa définition de l'emour. Prendre ce qu'ellas lui ont offert - connaissance, tendresse, générosité, - don-ner ca qu'ellea ont attendu de lui : la possibilité de l'eider à

être Yves Mnntand. Longuee jambas, hanchaa minces, larga sourire de gosse, ceil de voyou. Sur scène, une façon d'onduler, de rouler des mécaniquas qui feisait rêver d'amours canailles. Yves Montand poesédait ce charme quand Edith Piaf l'a rencontré, elle en a ressenti la pouvoir. Ella a voulu devanir sa déesse, son Pygmalion, c'était sa façon à ella d'aimer. Il fallait qua des milliers de spectatrices et spectateurs, das centaines da milliers, comprennant, partegent son émotion.

Da Piaf, Yvae Montand a

toire, rigueur du geste, - il a appris à séduire au-delà de sa heauté. Ce qu'alla savait d'instinci, ella qui n'était pae belle. S'offrir pour séduire, chanson aprèa chanson, comme ai e'était à chaque fois la claf du

Edith Piaf a aimé un jeune animal fouqueux dont alla a falt un artista. Simone Signoret est restée sensible jusqu'à sa mon au regard da cet homma - ella evouait avoir hésité à être la Madame Rosa trop maquillée. an vieux jupon, de le Vie devant soi. Mais d'abord, alle a aimé les révoltes d'un garçon pauvre, qui n'était paa français de « sang ». Un homme satisfait de son existence, mais confusément mal à l'aise de se trouver à l'abri du sort qui menace las anonymes. D'une certeine facon, elle s'est reconnue dans son obseasion de la justica, dans sea colàree décordonnées, ella qui savait les enely-ser, las canaliser. Ensemble, ila appris non seulemant son se cont donné le courage

d'oser. Oser parler, se servir de leur célébrité pour se faire antendre. Oser se tromper parfois. Simone Signoret a aimé lea fragilités d'un homme fort. Ella a aimé un révolté dont elle a fait un militant da toutes les

Il y a eu aussi Hollywood et Manilyn Monroe: de quoi faire croire aux contas de féea. Yves Montand a connu le vertige d'être aimé da celle qua tous désirent. La aentiment axaitant de penser qu'ella avait beaoin da lui. Elle l'e admiré, lui a donné l'image du protecteur * My heart belongs to Deddy ... Puia est venue Carole, qui n'était pas célèbre, ne a'est jamais mise en avant, bien qu'elle lui ett donné le plus grand des bonheurs : un fila. Une vie discrète, la tranquillité. Et peut-être, quand même, la paternité a-t-ella ouvert à Montend un nouveau champ de bataille : l'enfanca malheureuse.



寶 坡户

W. 12 -

-

-

建

A 397 12

- Trees

A Green

Action 12

10 TK 15

200 0 000

7.5

F1 19

désillusion

Marine Water . A . m. wie. metache destricted to a

fire speniage "in

grand and the state of the state of

CONTROL OF THE PARTY

State of Sugar Section

to the second

By the State of the State

tear, to 1941,1977 ...

A STATE OF THE STA STREET, Line ...

THE PARTY AND A ST. ST.

The Property of

والمناج والمعمرة والماموموج

20.200 - Total 1

a allegaciones

المراجع المراج

gr. yang sanita -

is at freetomers.

and similar

Sections as as

Species 1 4.1

The west in the second

漢文 · 注: (41,51) - 21 Mr. warran - ... Specification of the

EEE IN ALL PROPERTY. Spiles of marketing range on

with the gard of hagy trans Marshall and the second The Samuel and خداث بندودنو

والمعرض والميمانية

The state of the s

* ** ** ***

-

au Tanor

1 - F - CO

THE THE

10 mm

The same of the sa

副海峡 医二十二

A Miles are .

Here they are

Section in the last

SAME A

A ALL

The Joseph !

igarn. a.

1

-

Maria Comment

Same Same

100 to

The second

A Property of

The second second

张沙斯·罗·

1882 5

-Marie Constitution المراجعة معرفاجا

2064

-

墨车,一, , , 一, , , , ,

Lapon per la relación

YVES MONTAND

Le music-hall

Pour trois minutes de bonheur

Yves Montand est né à dix-huit ans, un samedi soir de 1938, dans une petite salle du vallon des Tuves, quartier Saint-Antoine, à Marseille, sur la scène minuscule, il apparaît en costume clair, chemise blanche et en costume clair, chemise blanche et cravate bleue. A son répertoire, On est comme on est, de Maurice Chevalier, et Boum, de Charles Trenet. C'est un succès: les trente personnes qui s'entassent devant hui l'applaudissent à tout rompre. Son imprésario, le confiseur Francis Trottobas, alias Berlingot, lui promet l'Alcazer, le grand music-hall phocéen, connu jusqu'à Paris pour la «férocité» de son public. En attendant ce moment inespéré, il continue de se produire inespéré, il continue de se produire dans les salles de fortunes on en attraction, dans les cinémas, avant le grand film.

Arrive enfin le grand jour. Le 21 juin 1939, il entre sur la scène tant redoutée : chemise à carreaux et Stetson bianc sur la tête, la démarche chaloupée et les jambes arquées du cow-boy. Une senie chanson: Dans les plaines du Far-West, écrite pour lui par Charles Humel, un compositeur aveugle du quartier Saint-Antoine. «A l'Alonzar, ils te tueront en moins de deux, mais si tu en réchappes, tu pourras passer partout.», lui avait prédit Berlingot, il s'en sort, et les portes vont effectivement s'ouvrir. Montand chante et danse. Son nom grimpe vers le haut de l'affiche. Avant de disparaître brutalement. La guerre est là et Montand, redevenu Ivo Livi, immigré italien, se retrouve manceuvre aux Chantiers de Provence.

Rencontre légendaire

C'est en effet à Monsumano, Alto, au nord-ouest de Florence, qu'est né Ivo, le 13 octobre 1921. Quand son père, ouvrier socialiste et antifasciste, se réfugie à Marseille en 1923, il le se rerugie a Marseine en 1923, il re rejoint avec sa famille quelques mois après. La vie n'est pas facile: à l'âge de onze ans, il quitte l'école pour une fabrique de pâtes alimentaires où il est emballeur puis livreur. Son maigre salsire lui permet d'assouvir sa fringale de cinéma.

« C'était l'age d'or d'Hollywood, racontera-t-il plus tard. J'aimais les films policiers de Mamoulian ou de Curti:, et surtout les comédies musicales. J'adorais Fred Astaire et Eleanar Powell. Les numeros de claquettes me remplissaient de joie. J'ai même été suivre des cours chez un Armenien. Quand je voyals Gary Cooper, je croyais que j'étais vrai-ment Gary Cooper, Je m'entraînais à sourire comme lui. C'était une vie rêvée. La réalité est plus dare. Pourtant, grâce à sa sœur, il passe des salons où il exerce son nouveau

tand au-delà des portes de Marseille, de Jeunesse de Vichy, il est la à Miramar, Istres et Aubagne. Ses vedette de l'Odéon, un music-hall talents d'imitateur sont appéciés. Sa marseillais. Le Petit Provençal se fait photo paraît dans Artistica, le guide l'écho de son succès et lui prédit un des spectacles du Midi. Les galas priomphe à Paris : «A Marseille, il tient autant à ses thèmes - évoquer marchent de mieux en mieux. Il par- n'a plus rien à prouver.» Il trouvera l'Amérique en 1944 est une assu-

métier qu'il rencontre son futur ticipe à une revue, Un soir de folie, le chemin de Paris plus tôt qu'il ne imprésario. En 1941, Berlingot qui a qui «fait» toute la côte : Monaco. le pense. En janvier 1944, Montand retrouvé son protégé, met sur pied Antibes, Grasse, Nice. Après un bref échappe à la Milice, qui le recherche une tournée qui va conduire Mon- intermède passé dans les Chantiers an nom du STO. Il «monte» alors à Paris, pour se cacher « en pleine lumière». Sur la scène de l'ABC, la «Comédie-Française» du music-hall,

Le « triomphe » qu'it déchaîne

dont il les chante. Le nom du jeune Marseillais grandit dans les programmes. Sur les planches, il a déià trouvé la silhouctte qu'il gardera toute sa vie : pantalon et chemise «tête de nègre». Il aborde Bobino, les Folies-Belleville puis le Moulin-Rouge. Là, il passe en première par-tie : la tête d'affiche s'appelle Edith Pial.

Piaf-Montand, la reneontre est légendaire. Elle le conscille, lui enseigne le contrôle de ses gestes, de son sourire et de ses émotions, la composition d'un tour de chant qui raconte quelque chose du chanteur, amène le public à écouter, pas seule-ment à subir le charme du «beau gosse». En 1953, il passe en vedette à l'Étoile, music-hall à l'ancienne et qui a disparu. La foule se presse, le Tout-Paris. Simone Signoret est là.

Un des seuls vrais grands

Col ouvert, élégance du corps qui se déhanche, sourire dévorant, et les bras qui semblent devoir enlacer, c'est formidable. Montand brûle, la salie brûle. Il chante Prévert, Stéphane Goldman, Mireille et Jean Nohain, Francis Lemarque, des chansons encore en mémoire, qui n'ont pas vicilli, ne peuvent pas vieillir, Il donne son enthousiasme, et du cœur en veux-tu en voilà. « Il est Yves Montand comme Chevalier est Chevalier et comme Piaf est Piaj. v Il n'y a plus qu'à s'incliner, Montand est la, et pour longtemps, Quand il revient à l'Étoile, en 1962, il est devenu une star internationale qui a soulevé l'enthousiasme à Broadway, à Londres, au Mexique, en Amerique latine, à Moscou, au Japon. Il est le premier artiste étranger - et ancien « compagnon de route» du Parti communiste - à participer, en 1963, au traditionnel gala offert par la Maison Blanche au corps diplomatique.

Montand est né pour la chanson, pour ces trois minutes de bonheur, d'émotion, de déclaration d'amour, de blague, de rire, de souffrance, de révolte, de gravité. Toute une vie en trois minutes. Ca lui convient à lui qui s'indigne vite, qui a besoin de plaire tout de suite, fonce droit au but, et flambe toutes ses cartouches sur l'instant sans calculer les consèquences. Montand le flambeur, qui aime aussi le poker, y joue les royal-ties de ses disques, c'est une façon de vivre avec des copains.

«J'étais joueur, mais pas flamber se justifie plus tard Montand. Un flambeur, c'est quelqu'un qui est malade du jeu, qui ne sait plus au bout d'un certain temps s'il gagne ou s il pera, c'est l'emotian Jeanloup Sieff. pour lui, un melange de sudisme et

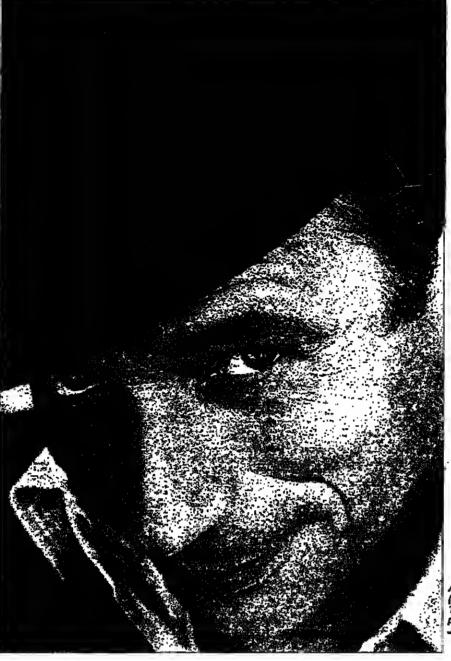
rance de succès - qu'à la manière de masochisme. Moi, a l'inverse ce qui tne séduit, c'est la retenue néces-saire, le meilleur moment, c'est lorsque tout commence. Et quand j'ai décidé de chanter à nouveau, j'ai arrêté complètement. Le show et les cartes, c'est absolument inconcilia-

> Car entre ses films, Montand ne cesse jamais de chanter, d'enregistrer des albums, de mener ses spectacles sur scène avec une virtuosité désinvolte, sans rien laisser au hasard. sans rien perdre de sa chaleur, Jusqu'au bout, ce gosse d'Italien mar-seillais, abandonnant en route les imitations westerns - avec de temps en temps un rappel du boxeur floué Battling Joe et du Petit cireur de Broadway - reste le loulou de Paris, copain de bistror, explorateur des grands boulevards - ces Grands Bou-levards ou A Paris de Francis Lemarque, Luna Park, qui n'ont jamais quitté son répertoire. C'est lui le gavroche, qui séduit le Tout-New-York au Metropolitan retrouvé en 1982, avant une grande tournée américaine, ou. C'est si bon, il emporte tous les cœurs.

> Les Feuilles mortes, les Enfants qui s'aiment (la chanson des Portes de la nuit), Montand enregistre Prévert et Kosma. Il garde quelque chose du réalisme portique et de son idéalisme. Il y a toujours une dimension sociale dans son spectacle, et puis arrive la poésie pure, famour tout court, une sensualité ensolcillée. Il danse moins, ferme les yeux pour rêver aux « petits seins bien sages » de Clémentine, à l'Etrangère d'Aragon qui danse avec les Gitans, ou à cette serveuse de resto routier qui se prenait pour Jean Harlow ... « L'ouvrier d'autrefois, au lieu de s'embourgeoiser, s'est intel-lectualisé. Le blouson du petit frai-seur est devenu celui du grand reporter, la bicyclette des claires vacances enfantines a reniplacé le vélo des matins blêmes, des sorties d'usine.»

> Enfin, Montand connait des « poètes engagés » et les chante, donne sa voix aux exclus, aux battus, aux prisonniers, aux tortures. Sans pour autant s'en faire le porteparole. Après plus de quarante ans de scène, et les leçons de Piaf, il sait doser. Mais, pas plus qu'au cinéma, il ne sépare ses engagements politiques et sa vie de «saltimbanque». Un mot qu'il revendique, et pas seulement en interprétant les Forains... Yves Montand reste l'un des seuls vrais grands du music-hall, qui, un orchestre dernière lui, prend le risque de chanter avec une sono naturelle. On sait qu'on l'entend lui, son souffle, 53 voix. Et c'est pourquoi il touche au cœur.

et EMMANUEL DE ROUX



Autheuil-(Eure) 1961,

Le cinéma

Du prolétaire au patriarche

Yves Montand est déjà coom au music-hall lorsque Edith Piaf Fimpose au cinéma, dans Etoile sans lumière, de Marcel Blistène (1945). Puis vient le cadeau empoisonné: sur les instances de Jacques Prévent et Marcel Carné, la maison Pathé l'engage pour remplacer Jean Gabin dans les Portes de la nuit (1946). Natbalie Nattier, une débutante, tient le rôle prévu pour Marlene Dietrich. C'aurait pu étre une chance : grand, maigre, les yeux ardents, il pourrait très bien incarner Diego, ancien résistant qui rencontre dans la nuit poétique de Prévert « la plus belle fille du monde».

Mais le film est un échec, dont les deux principaux interprètes sont rendus responsables. e Je découvrais soudain man physique, dira-t-li plus tard, arec une impression catastrophée: à la projection des rushes, je me trouvais une tête d'oiseau, j'entendais une autre voix que la mienne. J'ai travaillé sans plaisir aucun. L'échec des Portes de la nuit m'a profandèment affecté pendant longtemps. Cela faisalt mal partout.»

Pourtant, il chante les bagarreurs : il est donc boxeur dans l'Idole, d'Alexandre Escay (1947). Puis tient des rôles chansants. La surprise, le choc viennent avec le Salaire de la peur, d'Henri-Georges Clouzot (1952). Pour la première fois, s'affirme sa force dramatique. Cest que Clouzot lui montre comment faire exister son personnage de petit aventurier frimeur qui namue la mort et prend conscience de lui comme de a vanité de l'épiteuve. Sale, torse nu, un loulard autour du cou, les yeux bonffis, titnbant de fatigue et de erreurs, d'accord, il faut leur laisser le rité de comédien crève l'écran. «Je

reçoit le Grand Prix dn Festival de tout jeter maintenant. Avec le recul, Cannes en 1953. La presse et le aujourd'hui, je ne regrette pas d'avoir public font un triomphe à Yves Montand, mais le prix d'interprétaplus tard. tion va à son partenaire Charles

Vanel. A trente-deux ans. Yves Montand va mener de front sa double carrière de chanteur et de comédien. On le retrouve en Méphisto grimaçant, dia-ble en habit affligé d'un pied-bot, dans le Paris des années 20 : Marguerite de la nuit, d'après Mac Orlan, par Claude Autant-Lara (1955), avec Michèle Morgan. Il est saperbement équivoque, mais son tempérament généreux, son engage-ment politique apparaissent davan-tage dans Hommies et loups, de Giuseppe De Santis, et surtout dans les Sarcières de Salem de Raymond Roulean (1956), d'après le piéce d'Arthur Miller - qu'il a jouée au théâtre avec Simone Signoret, - une parahole dénoncant le maccar-

Le couple Signoret-Montand tient à ne pas séparer idéologie et métier. Un dénammé Squarcio, de Gillo Pontecorvo (1957), le Père et l'enfant, de Luis Saslavsky (1958), enferment Montand dans des personnages de prolétaires en lutte. Il y apporte toute sa conscience professionnelle, toute sa sincérité. De même pour la Loi, de Jules Dassin. A cette époque, le couple est boycotte après un voyage en URSS, en 1957, alors que les chars russes sont à Budapest -Montand pensait réellement qu'il devait interroger les dirigeants soviétiques. «Krouchtchev a eu le courage de nous le dire: ils ont commis des

4. .

entamé cette tournée», affirmera-t-il

Mais à la fin des années 50, les tensions de la guerre froide diminuent. Montand part pour les Etais-Unis, y fait une tournée, provoque un engouement qui ne s'est toujours pas démenti, y devient la star qui remplace tout à la fois Chévalier et Piaf. On lui propose de tourner avec Marilyn Monroe dans une comédie mise en scène par George Cukor, le rdaire (1960). Qui donc aurait

«Je n'ai jamais aimé mon physique»

Il ne parle pas très bien anglais et le personnage ne lui convient pas. On s'intéresse plus à son idylle avec Marilyn Monroe qu'à sa performance. Mais il est sous contrat, il doit tourner encore Sanctuaire, de Tony Richardson, d'après Fanikner, Aimez-vous Brahms?, d'Anatole Litvak (1961), d'après Françoise Sagan, Ma Geisha, de Jack Cardiff, la même année. A oublier.

Enfin, il rencontre Costa-Gavras pour Campartiment tueurs (1965). où il tourne avec Simone Signoret et Catherine Allegret. Une nouvelle période faste s'annonce. A quarante ans, Yves Montand est devenu un homme mur, toujours séduisant, un comédien sûr de son métier qui n'a pas pour autant perdu l'innocence de ses révoltes. Il aborde avec enthousiasme La guerre est finie, d'Alain Resnais (1966), sur un scénario de Jorge Semprun, et sa sincedégoût, il est magnifique. Le film temps de se redresser, il ne faut pas ne remercierai jamais assez Alain bonheur des hommes en les massa-

Resnais de m'avoir donné ce rôle. Après La Guerre est finie, je me disais même : si je ne tournais plus jamais, ce n'est pas grave, j'ai pris ma revanche sur le cinéma, j'ai vraiment fait un film », dira-t-il.

Il tourne ensuite dans le même esprit Grand Prix, de John Frankenheimer [1966], Vivre pour vivre, de Claude Lelouch (1967), Un soir, un train, expérience ontrique d'André Delvaux 11968). 1968 : e'est l'année de Z, de Cos-

ta-Gavras (sorti en février 1969). pamphlet contre l'intolérance, les atteintes aux droits de l'bomme, d'après Vassili Vassilikos. Un triomphe populaire. Resnais et Costa-Gavras offrent à Montand les occasions de s'engager dans le temps présent. Après Melinda de Minelli, avec Barbra Streisand, Mister Fredam, de William Klein, après le Diable par la queue, de Philippe de Broca - trois films de fantaisie tournés en 1968, - c'est le temps de l'Aveu, de Costa-Gavras (1969). Il s'y implique corps et âme. Il vit la torture de son personnage en même temps que son propre désarroi de militant floué. Il n'est plus question du bel homme viril, mais des procès truqués en Tchécoslovaquie... Il a

pris position. «C'était facile, oui, c'était facile d'investir ce rôle. Il est arrivé au bon moment, à une époque où j'avais envie de raconter aux jeunes générations de quelles folies nous avions été capables. L'Aveu, c'est mon acte de rupture avec le sentimentalisate généreux de cette gauche aveugle sur ses propres crimes, qui cultive une forme de messianisme, prévoit de faire le

crant au besoin. Il ne se cantonne sique ni man côté « populairepas dans le cinéma militant. Il tourne le Cercle rouge, comédie policière de Jean-Pierre Melville (1970). et la parodie de Ruy Blas, de à Gérard Oury, la Folie des grandeurs (1971), où il retrouve une vraie force comique. La preuve : il ne se laisse pas dominer par Louis de Funcs. Suivent Tout ra bien, de Jean-Luc Godard (1972), Etat de siège, de Costa-Gavras (1973), le Fils, de Pierre Granier-Deferre, le Hasard et la violence, de Philippe Labro (1974).

Autre rencontre importante : avec Claude Sautet, commencée avec César et Rosalie en 1972, et qui se poursuit avec Vincent, François, Paul et les aures en 1974. En Claude Sautet, Montand trouve un cinéaste sensible à son humanité, avec qui il peut interpréter des personnages pudiques, qui eachent leurs hlessures. Il devra attendre Claude Berri et Pagnol, Jean de Floreue et Manon des sources (1985), pour retrouver une telle adéquation à ses person-nages. « On peut considérer que revenir au cinema dans un rôle de riedlard, c'est courageux. Ou alors malin, parce que lorsque j'enlève ma mous tache, on s'aperçoit que je ne suis pas si décati que ça. » Il aura aussi imposé une certaine dignité à la trilogie noire d'Alain Corneau Palice Python 357 11976), la Menace (1977), le Choix des armes (1981), films de violence, mais aussi dans des films de critique sociale comme les Routes du sud, de Losey (1977), Clair de semme de Costa-Gavras (1978), I comme Icare, d'Henri Verneuil (1979).

«Je n'ai jamais aime ni mon phy-

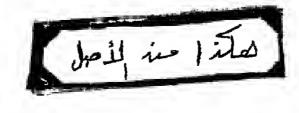
sympa ». Je sais qu'intérieurement il peut m'arriver d'être gentit - et méchant, comme tout le monde mais en faire la representation, cela me genait, et je ue pouvais pas faire autrement, puisque c'est cela qu'en attendait. (...) Venant du milieu d'où je venais, dans la mesure où cela correspondait à mes idées politiques, j'ai persévéré. Mais il in'emmerdait, ce grand garçon simple. Il commencait à me cavaler...»

Trois places pour le 26, de Jacques Demy. Netchaiev est de retour, de Jacques Deray, n'ont pas connu les faveurs du publie. Montand s'est remis au travail. Il est mort en achevant un film-mystère de Jean-Jacques Beineix.

JACQUES SICLIER

Pseudonyme

« Ivo. montaaa I », cet appel lancé par sa mèra, le petit Yves l'entendit longtemps pardassus les toits du quartier da la Cabucella, à Marseille, Fut-il à l'origina da son psaudonyme? Son imprésario l'avait convaincu de choisir un nom da scèna. Il avait, dit-on, songé à « Yves Trechenel », synthèse da Trenet, Chevalier et Fernandel. Il préféra finalement Yves Montand et s'an expliqua plus tard: « Comme je suis né à Monsummano, j'ai mélangé un peu de mon village natal et du patois de ma mère. Ca a fait finalement Montand. u



CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE CENTRE

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE)42-78-37-29)

Hommage à la Wainer Bros , la Fugue)1975, v.o. s.t.(.), d'Arthur Penn, 14 h 30 : le Faux Coupable (1957, v.o. s.r.(.), d'Alfred Hirchcock, 17 h 30 . Excalibur (1980. v.o. s t l.). de John Boorman, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRY (A., v.o.) ; Gau-A PROPOS D'HENRY (A., v.o.): Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-38): UGC Denton, 6° (42-25-10-30); Gaumont Ambassede, 8°)43-58-19-08); UGC Biarriz, 6° |45-82-20-40); Gaumont Alésie, 14' (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15°)45-75-79-79); Bienvenûe Montparnasse, 15° (45-44-25-02); UGC Manilot, 17° (40-68-00-16); v.f.: Rex, 2° (42-38-83-93); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-84); Paremount Opére, 9° (47-42-56-31); UGC Lyon Baetille, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13° (45-81-94-95); Gau UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). ALICE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (48-33-

LES AMANTS DU PONT-NEUF [Fr.]:
Gaumont Las Halles, 1-]40-26-12-12];
Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33);
Espace Saint-Michel. 5- (44-07-20-49);
14 Juiller Odéon, 6- (43-25-59-83); La
Pegode, 7-]47-05-12-15]; Gaumont
Ambassade, 8- (43-59-19-08); SaintLazare-Pesquier, 8- (43-87-35-43); 14
Juillet 8astilio, 11- (43-57-90-81); Les
Narion, 12- [43-43-04-67]; Fauvette
8is, 13- (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20); 14 Juillet LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : siens, 14- (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugreneile, 15-)45-75-78-79); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) : Pathé Wapler, 18 (45-22-

46-01).
L'AMOUR AVEC DES GANTS (II., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- |42-71-52-38]; 14 Juille1 Odéon, 6- (43-25-69-83): George V. 8- |45-62-41-46]; Sept Pamasslene, 14- (43-20-32-20); v.1.: UGC Opéra, 9- (45-74-95-40). Fauverte, 13- (47-07-55-88); Mistrel, 14- (45-39-52-43).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélanv.o.) : Lucernaire, 6- (45-44-

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse. AY CARMELA I (Esp., v.o.) : Latina, 4-(42.78-47-88) : Lucemaire, 8- (45-44-57-34).

SACKORAFT (A., v.o.) : George V, & (45-62-41-48); v.l. : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) : Gaumont Pernasse, 14- (43-35-30-40).

LA SANDE A PICSOU (A., v.f.) : Rex. 2 (42-36-83-93) ; Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; UGC Triomphe. 8 (46-74-93-50) ; Républic Cinémas, 11* (48-05-51-33) ; UGC Gobelins, 13* (45-81-94-95) : Saint-Lambert, 15- 145-32-91-68) : Denfert, 14- 143-21-41-01). 91-53; Dentrert. 147 (43-21-41-01).
BARTON FINK (A., v.o.): Forum Orient
Express, 1* (42-33-42-26): Reflet
Logos), 5* (43-54-42-34); UGC Orient
6* (42-25-10-30): UGC Champs-Elysées, 8* (45-62-20-40); La Bastille, 11*
(43-07-48-60): Escurial, 13* (47-07-

28-04); Sepr Pamassiens, 14, (43-20-LA SELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Sainr-

Germain-des-Prés, Salte G. de Beaure-gard, 6- (42-22-87-23). BOYZ'N THE HOOD)*) |A., v.o.) | |mages d'ailleurs, 5- |46-87-18-08); |Gaumont Ambassade, 8- (43-59-|19-08); v.f.; Miramer, 14- |43-20-

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6•)43-26-

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) · Oenfert, 14 |43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 |45-54-48-85) CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). LE CHOIX D'A)MER [A., v.o.) : George V, 8- |45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15-|46-32-91-68) ; Studio 28, 18- |46-06-36-07) : v.l : Parhé Impérial. 2. (47-42-

LES CLES DU PARADIS (Fr.) : Rex. 2-LES CLÉS DU PARADIS (Fr.): Rex, 2|42-36-83-93); Ciné Beaubourg, 3- |42|71-52-38); UGC Danton, 6- |42-5|10-30); UGC Montparnasse, 6- (45-74|84-84); Pathé Marignen-Concorde, 8|43-59-92-82]; Saint-Lazare-Pasquier,
|8- (43-87-35-43); UGC Biarritz, 8- (45|62-20-40); Paramount Opére, 8- (47|42-56-31]; UGC Lyon Bastille, 12- (43|43-01-59]; UGC Gobelins, 13- (45-61|49-95); Mistral, 14- |45-39-52-43],
UGC Convention, 15- (45-74-83-40),
UGC Maillor, 17- (40-68-00-18); Pathe
Clichy, 18- (45-22-46-01); La Gambetta, 20- |48-36-10-98],
CLOSE UP (iranien, v.o.): Utopie, 5-

LES COMMITMENTS (intandais, v.o. Forum Onent Express, 1* (42-33-42-26); George V, 8* (45-62-41-46); Sept Pamassiens, 14* (43-20-32-20); Studio 2B, 18* (46-06-36-07).

CROC-BLANC)A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12) : UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) : Publicis Champe-Ely-eées 8- (47-20-76-23) : UGC 8iarntz, 8-(45-62-20-40) : v.l. : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12) ; Rex, 2= (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6-)45-74-94-94) ; UGC Odeon, 6- (42-25-74-94-94); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23); UGC Starritz, 8- (45-62-20-40); UGC Starritz, 8- (45-62-20-40); UGC Starritz, 8- (45-63-1); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobalins, 13- (45-61-94-95); Gaumont Alésia, 14- 143-27-84-50); Miramort, 14- (43-20-88-52); UGC Convention, 15- (45-84-00-16); Pathé Clichy, 18- (45-22-48-01); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Elysées Lincoln, 8- 143-59-38-14); Grand Pavois, 15- 145-54-46-85). DANNY LE CHAMPION DU MONDE

)8rit., v.f.) : La Berry 2èbre, 11. (43-57-51-55) ; Denlert, 14. (43-21-41-01). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.): Les Trois Balzac, 8· [45.61-10-60): Sept Parnassiens, 14·)43-20-32-20); v.f.: UGC Opéra, 3· (45.74-95-40).

LES OOORS (A., v.o.) : Grand Pavois. 15- (45-54-46-85). LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.

HALFAOUTNE |Fr.·Tun., v.o.) : Epés de Bois, 5- 143-37-57-47).

HOMEWORK)rranlen, v.o.); Utopia, 5-)43-26-84-65).

| M3-26-84-65|. | HOT SHOTS [(A., v.o.) : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6- (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94) : George V, 8- (45-63-16-18) ; v.l. : Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52) : Rex, 2- (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-84) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-58-92-82) ; UGC Opéra. 9- (45-74-85-40) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95) ; Mistral, 14- (45-38-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95) ; Mistral, 14- (45-38-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (45-81-94-95) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé

«Promenade à travers l'île Saint-Louie», 15 heures, métro Pont-Marie

«Exposition Hubert de Givenchy», 15 heures, Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre 1 « de-

Serbie (Paris et son hisroirs)

CONFÉRENCES

)Antiquité vivanre).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

CLOSE UP (iranien, v.o.): Utopie, 5-(43-28-84-65).

DELICATESSEN (Fr.): Ciné Beaubourg. 3- 142-71-52-36): UGC Triomphe, 8-145-74-93-50). LA DISCRÈTE (Fr.) : Ciné 8eaubourg, 3-(42-71-52-36) : Epée de 8ois, 5- (43-37-57-47)

Pol., v.o.) : Saint André des Arts I, 6 (43-26-48-18) ; Oentert, 14 (43-21-

FISHER KING (A., v.o): Gaumont Les Hottes, 1' 140-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40); 14 Juillet Gauche, 5° (43-29-44-40); 14 Juliet Odéon, 6° (43-25-59-83); 8retagne, 6° (42-22-57-87); Gaumont Ambassade, B• (43-59-19-08); George V, 8• (45-62-4)-46); 14 Juillet 8estille, 11• (43-57-90-81); Gaumont Alésia, 14-(43-97-84-50); 14 Juillet Baaugrenelle, 15-(45-75-79-79); v (.: Pathé Montpamaese, 14-(43-20-)2-06).

HENRY V (8nt., v.o.) : Républic Cinémas, 11° (48-05-51-33) ; Dentert, 14° (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15° (45-23-01-68)

PARIS EN VISITES

MARDI 12 NOVEMBRE

« Une heure au Père-Lacheise ». 11 heures et 15 heures, porte princi-pels, boulevard de Ménilmontant

(V. de Langiade).

« La quartier chinois et ses lieux
de cuits», 11 heures, métro Portede-Cholsy (P.-Y. Jaslet).

« Le Vel-de-Grâce», 14 h 30, rue Saint-Jecques, devant l'église (A nous deux Paris).

« La Palais de justice en ecuvité ». 14 h 15. 4, bouleverd du Peleis (Tourisme culturel).

«Centenaire de la mort de Haus-smann. Le baron Hausemann et sa nouvelle politique en faveur de la aanté publique : visite de l'Hôtel-Dieu «, 14 h 30, sortie mètro Cité (Monuments historiques).

4 Les passages marchends du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps a, 14 h 30, 4, rue du Fau-bourg-Montmartre (Paris autrefos). «Les appartements de l'Arsenal». 14 h 30, entrée de la bibliothèque (Sauvegarde du Paris hietorique).

«Areliers d'artistes, jardins et curioeilée de Montparnesse», 14 h 30 et 18 h 30, métro Vevin (Connaissance d'ici et d'ailleure). e Hôleis et jardins du Marale. Place des Vosges J. 14 h 30, eortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé). Amis et souvenirs de Marcel

Prousi à l'hôtel Le Peletier de Saint-Fargeau ». 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art). «Les nouvelles saliae de le Révolu-tion française au Musée Carnavalet», 15 heures, 23, rue de Sévigné

Salle Notre Dema-des-Champs. 15 heures : « Sur le route des épices » (Paris et son histoire).

Salle des ingénieurs, 8 bis, avenue d'Iéna, 14 h 30 : «Les Assyriene : Asshur et Nimrud», par O. Boucher

Palais de la Découvette, avenue Franklin-Roosevelt, 18 heures

s Observation des étalles, nébuleuses et galaxies » (Cours d'astronomie pra-24, rue Saint-Roch, 19 heures : a Dieu sujourd'hui 3 l'horizon des hommes et dea peuples : le nouveau catéchisme pour adultes édité par les

dvēques de France », evec l'abbé Louis Déjond. Entrée libre (Centrale catholique de contérences). Auditorium de la galerie Colbert.

2. rue Vivienne, 19 heures : «Le visage et le sacré. L'affirmation de l'individu», par F. Barbe (Hors Cadre).

23, rue François-Miron, 19 h 30 : «L'amour composé : dynamique rele-tionnelle», par Sarah Maía (Librairie Les 100ciele).

17. avenue d'léna, 20 haures : « Une heure avec Stéphane Michaud » (Goethe Institut).

Clichy, 18• (46-22-48-01); Le Gambetia, 20-)46-38-10-86). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinochee, 6 (46-33-10-82). J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5- |43-37-57-47).

JAMAIS SANS MA FILLE JA., v.o.): George V, & (45-82-41-46); v.l.; Paramount Opére, 9: (47-42-56-31); Mistral, 14- (45-39-62-43). LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR EN DEUX. Film franco-suisse belge de Jean-Clauda Gallotta : 14 Juillet Odéon, 8' (43-

25-59-83). JESUIT JOE, Film français d'Olivier Austen, v.o. : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ; Pathé Haute-feuille, 6- (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 6- (43-59-36-14); Pethe Marignan-Concords, 8* (43-58-82-82); Pathé Montpernasse, 14* (43-20-12-06); v.f.: Pathé Francais, 9* (47-70-33-88); Pathé Wepler II, 18* (45-22-47-84).

LAAFI, Film burkinabé de Pierre Yameogo, v.o. : Ulopis, 5- (43-28-84-65) : Les Trois Balzac, 8-(45-81-10-60).

JUNGLE FEVER (A., v.o.): Images d'ailleurs, 5: (45-87-18-09).

JUSQU'AU BOUT OU MONDE (Fr. All. Autr., v.o.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57): Saint-André-des-Arts.), 6- (43-26-48-18); UGC Danton. 6- (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, B- (43-59-19-08); George V, 8- (45-62-41-48); Max Linder Penorama, 8- (48-48-88-88); La Bastille, 11- (43-07-48-60); Escuria), 13- (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40); Khopanorama, 15- (43-06-50-50); v.l.: Pathé Wepler II. 18- (45-22-47-94).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.): Cinoches, 8- (48-33-10-82).

v.o.) : Cinoches, 8 (48-33-10-82) . Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). LINGUINI INCIDENT (A. v.o.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Pathé Hau-tefeuille, 6*)46-33-79-38); George V. 8* (45-62-41-46); Sept Parmassiers, 14- (43-20-32-20) ; v.f. : Fauvette 8/s,

MADAME 80VARY (Fr.) : 14 Juillet Parnassa, 6- (43-28-58-00). Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Saint Lambert, 15- (45-32-91-68). MISSISSIPPI MASALA (A., v.o.)

Lucemaire, 6º (45-44-67-34). MOHAMED BERTRAND-DUYAL (Fr.) Pethé Impériel, 2 (47-42-72-52) ; Images d'eilleurs, 5 (45-87-18-09). MON PERE CE HEROS (Fr.): Forum Honzon, 1= (45-08-57-57); Rex, 2= (42-36-83-93); UGC Odéon, 6= (42-25-36-83-93); UGC Odéon. 6: (42-25-10-30); Pathé Mangnen-Corcorde, 8: (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier. 6: (43-87-35-43); UGC Biarritz, 8: (45-82-20-40); Pathé Français, 9: (47-70-33-88); UGC Opéra. 9: (45-74-95-40); Les Nation. 12: (43-43-04-87); UGC Lyon Baetille, 12:)43-43-01-58); Fauvette, 13: (47-07-55-88); Gaumont Alésie, 14: [43-27-84-50]; Mirrarar. 14: (43-20-88-52); Pathé Montpanasse, 14: [43-20-12-06]; 14: Juillet Beaugrenelle, 15:)45-75-79-79); Gaumont Convention, 15: [48-28-42-27]; UGC Maillot, 17: [40-68-00-16]; Pathé Clichy, 18: (45-22-48-01); Le Gambette, 20: [48-36-10-98], LA MORT O'UN MAITRE DE THÉ

LA MORT O'UN MAITRE DE THE (Jap., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5- |44-07-20-49).

NEUF SEMAINES ET DEMIE |** | A., v.o.) : 5tudio Galende, 5- (43-54-72-71) ; Grend Pavois. 15- (45-54-NIKITA (Fr.): Les Montparnos, 14/ |43-

27-52-37). NUIT ET JOUR (Fr.-8el.-Suie.) L'Entrepôr, 14 (45-43-41-63). OU LE SOLEIL EST FROID (Rou , v.o) Latine 4 (42-78-47-86).

POINT BREAK)*) IA., v.o.) . UGC Triomphe, 8' (45-74-93-50). PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Cirioches. 6. (46-33-10-82). PROSPERO'S BOOKS)Brir.-Hol., v.o.) . Recine Odéon, & (43-26-19-68). RAGE IN HARLEM (A., v.o.) : Forum Orient Express. 1= (42-33-42-26) ; Images d'ailleurs. 5= (45-87-18-09)

RIFF RAFF [8rit., v.o.): Ciné Beau-bourg, 3' (42-71-52-36); Les Trois Luvembourg, 6' (46-33-97-77); Lea Trois Balzac, B' 145-B1-10-60); Les Montparnos, 14- (43-27-52-37). ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS IA.. v.o.): Forum Orient Exprase, 1= 142-33-42-26); Pathé Mangnan-Concorde, & 143-59-92-82); UGC gnan-Concorde, 8-)43-59-92-B2) ; UG Normendie, B- (45-63-16-18) ; v.f. Rex, 2- (42-36-83-93) ; Pathé Français nex, 2- (42-30-83-93); Pathe Français, 9- (47-70-33-88); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Lee Montpamos, 14- (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18- (45-36-01); Le Gamberta, 20- (46-36-01); Carine (46-36-01); Cari

SAILOR ET LULA)") |Brit., v.o.) : Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); Studio Galande, 5-)43-54-72-71). SEXE, MENSDNGES ET VIDÉO)A. v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36): Studio des Ursulines, 5° (43-

LE SILENCE DES AGNEAUX ("I IA. v.o.) : Cinoches, 8, (48-33-10-82) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). LA TENTATION OF VENUS IBrir., v.o.l : 14 Juillet Pamasea, 6 (43-26-58-00); UGC Triomphe, 8 (45-74-

TERM)NATOR 2 (") (A., v.o.) : Forum Hermina Toff 2 (*) (A., 9.6.): Forum Horizon. 1" 145-08-57-57): UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); UGC Normandie, 8" (45-63-16-16): La Bastille, 11" (43-07-48-80); UGC Gobellas, 13" (45-67-94-95); 14 Juillet Beaugrengle, 15")45-75-79-79); v.f.: Forum Onent Express, 1" 142-33-42-26): Rex, 2-142-

36-83-93); Rex (le Grand Rex). 2* (42-36-93-93); UGC Montpernasse, 6* (45-74-94-84); Pathé Marignan-Concorde, 8* [43-59-92-82); Paramount Opéra, 9* 8 |43-69-92-82|; Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); Las Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Batiffle, 12- (43-43-01-58); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95); Mistral, 14- (45-38-52-43); Pathé Montpamasse, 14- (43-20-12-08); UGC Convendon, 15- (46-74-83-40); Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01); Le Gamberte, 20- (46-36-10-98)

THE INDIAN RUNNER (*) (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36); UGC Rotonde, 8• (45-74-84-84); UGC Triomphe, 8• (45-74-93-50); v.f.: Hollywood Boulevard, 9• (47-70-10-41). THE VOYAGER (All.-Fr.-Gr., v.o.) Epés de 8ois, 5- (43-37-57-47).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1")42-33-42-28); George V. 8: (45-62-41-46). TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; La Berry Zèbre, 11- (43-57-61-55). LES TORTUES NINJA II (A., v.f.): Club Gaumont (Publicis Matignon), 8: (43-59-31-97); Saint-Lambert, 15: (45-32-

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94). TROUBLES (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82); UGC 8larrizz, 8 (46-62-20-40); v.1.: Hollywood Boulevard, 9-147-70-10-41).

IIN HOMME ET DEUX FEMMES (Fr.) Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2= (47-42-60-33); Publicla Seint-Germeln, 6= (42-22-72-80); Gaumont Ambassade, 8= (43-59-19-08) ; Gaumoni Pernasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésie, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15-

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) George V. 8. (45-62-41-46). George V, & (45-62-47-46).

URGA (Fr.-Sov., v.o.): Gaumont Les Helles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); Pathé Haute-fauille, 6* (46-33-79-38); Publicis Champs-Elysées, 8* (47-20-76-23); 14 Juillet Bastide, 11* (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13* (45-61-94-95); Les Montpurnos, 14* (43-27-52-37).

parnos, 14- (43-27-52-37).

VAN GOGH (Fr.): Gaumont Les Halles,
1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2*
(47-42-60-33); 14- Juillet Odéon, 6*
(43-25-59-83); Bratagne, 6* (42-22-67-97); Pathé Hautefeuille, 6* (46-33-79-36); La Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8* (43-58-19-08); Gaumont Champs-Elysées, 8* (43-59-04-87); Pathé Français, 9* (47-70-33-88); 14- Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Les Nation, 12* (43-43-04-67); Fauvette, 13* (47-07-55-88); Gaumont Parnasse, 14* (43-35-30-40); Gaumont Pamasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II...18 (45-22-

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.): Forum Orient Express, 1-(42-33-42-26); Elysées Lincoln, 8- (43-59-38-14); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Pathé Montparnesse, 14 (43-20-12-08); Pathé Wepler II, 18 (45-22-

LE VOLEUR D'ENFANTS (Fr.-IL-Esp.) LE VOLEUR DE CHEVAUX (Chin. VOYAGE SUR JUPITER (Can.) Cinaxe, 19 (42-09-34-00). A-T-IL UN FUC POUR SAUVER LE

PRESIDENT ? (A., v.o.) : UGC Norman-die, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Mont-parnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31).

LES SÉANCES SPÉCIALES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 8 (46-33-97-77) 12 h. AKIRA)Jep., v.o.) : Grand Pavols, 15-(45-54-46-85) 15 h 30. ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) Sanr-Lambert, 15-)45-32-91-68) 18 h. ARIZONA JUNIOR (A., v.o.) : Epée de 8ois, 5-)43-37-57-47) 22 h 10. ASTÉRIX LE GAULOIS (Fr.) : Le Berry Zèbre, 11°)43-57-51-55) 16 h 30.

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 21 h. 8LADE RUNNER (*) JA., v.o.) : Grand avois, 15 (45-64-46-85) 20 h. BRAZIL (Brit., v.o.) : 5tudio Gelande, 54(43-54-72-7 I) 20 h 10. LES CADAVREB NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 20 h 30.

LE CHAGRIN ET LA PITTÉ (AL-Suis.) : Rellet Logoe II, 5. (43-54-42-34) 12 h 05. LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Stutio des Ursulines, 5. (43-26-19-08) CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES v.f.): Saint-Lambert, 15- (45-32-

LA CITÉ DES FEMMES (Ir., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h. LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOI-TERAS PAS LES BIENS D'AUTRUI (Pol., v.o.): Reflet Médicis Logue salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) 12 h. LE DÉCALOGUE B, TU NE CONVOI-TERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5. (43-54-42-34) . DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint Lambert, 15- |45-32-91-68) 21 h.

DON GIOVANNI (Fr.-k., v.o.) : Studio des Ursulines, 5. (43-28-19-09) ELEMENT OF CRIME (Dan., v.o.): Studio des Ursulines, 5- (43-26-18-09) 22 h 15.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-44) 16 h, 20 h. L'EXPÉRIENCE INTERDITE (°) (A., v.o.) : Grand Pavois, 16- (45-54-46-86)

FANTASIA (A.) : Républic Cinémas, 11. (48-05-51-33) 17 h.

LA FEMME FLAMBÉE (**) (All., v.o.): Studio Galende, 5* (43-54-72-71) 18 h 20.

LE FLEUVE (Ind., v.o.) : Reflet Logos) 5- (43-54-42-34) 12 h. LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 14 h.

LE GRAND BLEU (Fr.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 17 h 15. LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) Seint-Lambert, 15* (45-32-91-68) 13 h 30.

L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.) : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-62-36) 10 h 50. L'HOMME TRANQUILLE (A., v.o.) Club Gaumont (Publicis Matignon), 8-(43-59-31-87) 18 h 45, 21 h. L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5- (46-33-86-88) 11 h 40,

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., v.o.) Républic Cinémas, 11. (48-05-51-33)

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) ; Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36) 11 h. LOUTA (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11. (48-05-51-33) 19 h 10, MARY POPPINS (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-81-68) 17 h.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) Grand Pavois, 15- (46-54-48-85) 22 h. PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA NUIT (A., v.f.) : La Berry Zèbre, 11 (43-67-51-55) 15 h.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.): Les Trois Luxembourg; 6- (46-33-97-77) 12 h. QUERELLE (**) (Fr.-All., v.f.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) 22 h 30.

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.o.) : Ciné Beeubourg, 3 (42-71-52-38) 10 h 45. TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 17 h 30.

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 13 h 30. UN COEUR OUI BAT (Fr.): Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 12 h.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 17 h 10.

LES GRANDES REPRISES A PROPOS DE NICE (Fr.): Seint-André-des-Arts II, 6- (43-26-80-25).
BLONDE VÉNUS (A., v.o.): Action Ecoles, 6- (43-25-72-07).
EASY RIDER (A., v.o.): Cinoches, 6- (43-25-72-07). (46-33-10-82). EVE (A., v.o.) ; Action Christine, 6• (43-29-11-30).

FANTASIA (A.) ; Cinoches, 6- (46-33-GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6- (48-33-87-77). GRAND CANYON (A.) : La Géode, 19-

وجائليها

1 1000

... 1:40

.

12 4

--

4.145.00

المورث با

25 or of the second

و<u>يو نيا</u>

77 A. A. A.

2 2-12 2000

-1--- 3.

(40-05-80-00). INDISCRET (Brit., v.o.): Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5. (43-54-42-34).

LADY FOR A DAY (A., v.o.): 14 Juliet Parmasse, 6 (43-26-68-00). MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.); Action Christine, 6 (43-29-11-30).
MODERATO CANTABILE (Fr.): Europe Panthéon (ex-Raflet Panthéon), 5- (43-54-15-04).

54-15-04).
OLIVER TWIST (Brit., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6- (43-28-58-00); v.f.: 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00).
PEAU D'ANE (Fr.): 14 Juillet Parnasse, PEAD D'ANE (F.); 14 Junier Fernasse, 6- (43-26-58-00). PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.); Grand Pavois, 16- (45-54-46-85), PORTIER DE NUIT (**) (it., v.o.); La Champo - Espace Jacques Teti, 5- (43-54-51-60).

LES QUATRE FILLES DU OR MARCH (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 8-(46-33-97-77). (46-33-97-77). SALO OU LES 120 JOURNÉES DE

SODOME (**) (It., v.o.) : Accetone, 6-(46-33-86-86). (46-33-86-86).
TERMINATOR (*) (A., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82).
THE SERVANT (Brit., v.o.): Reflet Logos II. 5: (43-64-42-34).
TOM JONES (Brit., v.o.): Reflet Logos I, 5: (43-54-42-34).

LA VIEILLE FILLE (A., v.o.) : Les Trois Lixembourg, 6- (48-33-97-77).
YOYO (Fr.): La Champo - Espace Jacques Tatl, 6- (43-54-51-60).
ZÉRO DE CONDUITE (Fr.): Saint-André-des-Arts II, 6- (43-26-80-26).

THEATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche (48-87-82-48) (dim., lun.) 18 h (6).

(cm., nin.) 16 n (c). LE HAUT DE-FORME, SIK-SIK. Théatre de la Ville (42-74-22-77) (dlm. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (6). PAYSAGE, Hoptal ephemere (48-27-82-82) 21 h (6). SON EXCELLENCE... LE MAJOR-DOME. Le Grenier (43-80-68-01) (dim., lun., mar.) 22 h (6). LES AVENTURES DE DON QUI-

CHOTTE, Centre Mandapa (45-89-01-60) Jeudi, vend., sem., à 20 b 45 ; dim., à 17-h 30 (7). BETE DE STYLE. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (saile Jean-Marie Serreau (42-43-00-59) (lun.) Name Serreau (42-43-40-65) (un.)
20 h; dim. 17 h [7].
LA CHEVAUCHÉE SUR LE LAC DE
CONSTANCE, Dix-huit Théêure (4228-47-47) (lun.) 20 h,80; dim.
16 h [7].

LA FAUSSE SURVANTE. Musée Cognacq-Jay (40-27-07-21) flun., mar.) 20 h 30; mer., sam., dim. à

15 h 30 (7). L'APOCALYPSE, VERSION PAU-VRE. Le Funambule. Théâtre-Restaurant (42-23-86-83) (sem., lun.) 20 h 30 : dim. 17 h (B).

ARLEQUIN ET COLOMBINE AU
CARNAVAL DE VENISE. Comédie
italienne (43-21-22-22) (dim. solr, tun.) 20 h , dim. 14 h (8).

CŒUR ARDENT. Créreil. Malson des arts (49-80-18-88) 20 h 30 (8). L'ÉPOUSE PRUDENTE. Comédi italienne (43-21-22-22) (dim. soir, lun.) 21 h 16 ; dim. 15 h 30 (8). LÉONCE ET LÉNA. Sartrouville Theatre (39-14-23-77). Du B au 14. a 21 h (8).

L'OFFRANDE! Theatre de Menimontant (40-09-88-76) (dim. soir, tun.) 20 h; dim. 18 h (7). TIMON D'ATHÈNES. Athénée Louis-Jouvet, Selle Louis-Jouvet (47-42-67-27) (Jun.) 20 h 30; mar. 19 h; dim. 16 h (8). LES RICHESSES NATURELLES. Espece Acteur (42-82-35-00) (jun.) 20 h 30 ; dim. 18 h (8). THE HOUND OF THE BASKER-VILLES. Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-Mai (48-05-67-89) lun. 14 h 30 et 20 h 30 (11). CENT MILLIONS QUI TOMBENT.

villiers, Théâtre (47-98-26-30) FERDYDURKE. Cartoucherle. Ateller du Cheudron (43-28-97-04) (dim. soir, lun., msr.) 20 h 30; dim. 15 h (12).

JE NE ME SOUVIENS PLUS DE RIEN, CLARA. Tourtour (48-87-82-48) (dim. soir, tun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (12). LE MOINE APOSTAT. La Vieille Grille (47-07-22-11) (dim., lun.) 20 h 30 (12).

ARCANE (43-38-19-70). La Valse avant la muit : 20 h 30. BASTILLE (43-57-42-14). Léo Katz et COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). La Tragédie du roi Christophe : 20 h 30. DAUNOU (42-81-88-14). Couac) le Grand Orchestre du Spiendid : 15 h 30. DEJAZET-(TLP) (42-74-20-50). Rámi Rasello : 21 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15. Les Babas cadres : 22 h.

ESPACE PIERRE CARDIN (42-86-GRAND THEATRE D'EDGAR (43-20-90-08). Métral Family : 20 h 15. Elie Semoun et Dieudonné M'Bala : 22 h. **GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-**BB-81). Las Dactylos : 18 h. La Plus Forte et Paris : 20 h 30. Oui : 22 h. HOPITAL ÉPHÉMÉRE (46-27-82-82). Paysage : 21 h.

HUCHETTE (43-26-38-98), La Canta-trica chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Poète à New-York : 21 h 30. HICERNAIRE FORUM (45-44-57-34) Théâtre noir. La Petit Prince : 18 h 45. Le Nu't et le Moment : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gooh : 21 h 30. Théatre | ,d'automne à Paris) : 20 h 45.

rouge. Une saison en enfer : 18 h 30. Medemoiselle Else : 20 h. Oncle Vania : 21 5 30 MARAIS (42-78-03-53). Pat et Sareh : PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36), Chental Lade-sou : 20 h 30. La Syndrome de Sto-ckholm : 22 h.

PALAIS-ROYAI. (42-97-59-61). Valérie Lemercier zu Palais-Royal : 20 h 30. THE SWEENY (48-87-86-37). Wax Museum at Here's Herbie: 20 h. THEATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-87-88). The Hound of the Baskerville: 14 h 30 et 20 h 30. THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Baudelaire: 14 h 30. Miserae: 18 h. Noël Hardy: 22 h. THÉATRE MODERNE (48-74-10-75). No Womans'Land: 20 h 45.

RÉGION PARISIENNE

CLICHY (THÉATRE RUTEBEUF) 147-

GRANDE ARCHE DE LA OFFENSE (42-B6-96-94). La Maison d'os (Festival

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

BILLET

Paris plus fort

En ôtant à Paris et à l'ile-de-France des « têtes pensantes» et des emplois administratifs, ne risque-t-on pas d'affaiblir la capitale dans la compétition internationale? Mme Edith Crasson et le gouvernement ne le pensent pas, mais ce n'est pas toujours le même son de cloche dans les milieux économiques. La Lyonnaise des eaux Dumez, Friandises d'Auteuil, le RATP, Dassault Aviation, le Crédit commercial de France (permi d'eutres)... vingt grandea entreprises, vingt PME at vingt sociétés de commerce ou de services veulent faire de Paris et de sa région la «capitale économique de l'Europe». Pour promouvoir cette idée, un club e été créé à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, dont le président, M. Bernard Cambournac, a déclaré : « Une région, et une seule, jouera un rôle déterminant demain en Europe. Nous pensons que ca peut être Paris. Mais il ne s'agit

des querelles franço-françaises est révolu. Vice-président du club et président de Lyonnaise des eaux-Dumez, M. Jérôme Monod estime pour sa part qu'un effort particulier doit être fait dans le domaine des transports par le recours à l'investissement privé, faute de quoi «les hommes d'affaires étrangers préféreront Berlin, Londres ou une autre métropole à un Paris encombré ».

pas d'opposer l'Ile-de-France et

la province, car tout ce qui sert

l'une sert l'autre et le temps

Selon une enquêta effectuée pour ce club par l'Ecole européenne des affaires auprès d'entreprises étrangères, l'Ile-de-France ne manque pas d'atours dans la compétition internationale : accessibilité au réseau Numéris de télécommunications et projets de téléports, parc de bureaux de 35 millions de mètres carrés, équivalent à celui du « Grand Londres», secteur tertiaire supérieur puissant, prestige... Mais si les transports figurent au premier rang des evantages moderne de transports en commun, l'Interconnexion des TGV et l'existence d'un aéroport qui peut encore être egrandi, ile représentent aussi la première des faiblesses par leur saturation et les difficultés de la circulation dans la capitale. Bref, si la province a besoin d'être soutenue par une meilleure répartition des activités et des

CHARLES VIAL

Aux Emirats arabes unis La détention de dix-huit cadres de la BCCI est prolongée

emplois, l'Ile-de-France, elle, e

besoin d'être confortée.

Quadrature du cercle.

Les autorités des Emirats arabes unis ont décidé de prolonger d'un mois la détention de dix-buit cadres de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) pour de « plus amples interroga-toires ». Ces tadres de la BCCI, pour la plupart des Pakistanais, ont été arrêtés le 8 septembre à Abou-Dhabi (le Monde du 10 sep-tembre). Le procureur général devra décider de leur éventuelle inculpation pour fraude. Les auto-rités d'Abou-Dhabi, qui détiennent 77,4 % du capital de la BCCI, ont gelé les avoirs de ces cadres ainsi que ceux du fondateur de la banque, M. Agha Hassan Abedi, en prévision de la liquidation de l'établissement. La Banque d'Angleterre avait ordonné début juillet la suspension des activités de la BCCI, on centre d'un scandale donné aux porteurs de parts jus-qu'au 5 décembre pour élaborer et présenter un plan de sauvetage ou accepter la liquidation. D'autre part, le Financial Times, dans un dossier publié le 9 novembre, affurme que l'émirat d'Abou-Dhabi présenter un plan de sauvetage ou est engagé auprès de la BCCI à hauteur de 9,4 milliards de dollars (52,6 milliards de francs).

Le sommet CEE-Etats-Unis de La Haye

Washington et Bruxelles sont décidés à faire aboutir les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round

A l'occasion du sommet de La Haye du 9 novembre, les Douze et les Etats-Unis ont manifesté leur intention de faire aboutir les négociations multiletérales de l'Uruguay Round, en particulier sur l'épineux dossier agricole.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

L'Uruguay Round, cet ensemble de négociations commerciales multilatérales commencées en 1986, a-t-il été remis sur les raila lors du sommet CEE-Etats-Unis qui s'est tenu le samedi 9 novembre à La Haye? Le président George Bush a parlé de « progrès », M. Jacques Delors, président de la Commissic _ européenne, s'est déclaré « optimiste ». La déclaration bliée à l'issue de la rencontre confirme l'engagement des Etats-Unis et de la Communauté de par-venir à « une conclusion ombitieuse, globale et équilibrée de l'Uruguay Round»,

L'optimisme ainsi manifesté ne semble pas de pure façade. Les protagonistes, à savoir MM. Bush, James Baker (acerétaire d'Etal), Madigan (ministre de l'agriculture) et M[∞] Carla Hills (représentant spécial pour les négociations commerciales) du côté américain, MM. Ruud Lubbera, Hans Van den Broeke (premier ministre et ministre des affaires étrangères des

Jacques Delors et Frans Andriessen (président et vice-président de In Commission européenne) du côté communautaire, ne s'en sont pas tenus à des propos académiques. Au cours des deux beures d'entretiens consacrées au GATT - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, - ils sont entrés dans le vif du sujet. Les positions nut évolué au cours du débat, comme si M. Bush avait eu l'intention délibérée de marquer d'une pierre blanche le rendez-vnus de La Haye.

Signal positif

L'évolution médiocre de la conjoncture outre-Atlantique, l'inl'opinion publique à un an de l'élection présidentielle, l'incite à rechercher un auccés à Genéve (lieu habituel de ces négociations du GATT). Un tel signal positif donné aux chefa d'entreprise peut-il y en avoir d'autres, compte tenu de l'état général du pays? -pourrait aider au redémarrage de l'économie américaine. Cependant, la marge de manœuvre du président Bush est étroite; au Congrès, les lobbies commencent à s'agiter à la perspective d'un Uruguay Round qui se traduirait par une plus grande ouverture du marché

On attendait les deux parties sur

Pays-Bas, qui exercent actuellement la présidence des Douze), le dossier agricole, le bouquet d'épines de ces négociatinns. d'épines de ces négociatinns. « Nous avons fait quelques progres (...), l'écart qui demeure ne sera pas facile à combler, mais nous nous sommes, des deux chies, engagés à y parvenir», lit-on dans la déclaration publice à l'issue de la réunion. Ce ton, peu trinmpha-liste, témnigne sans duute de

La protection intellectuelle

Celles-ci nnt apparemment beaucoup porté sur la réduction des aubventinns à l'exportation, le point-clé dans l'esprit des Américains. Il faut se rappeler, pour le comprendre, que leur part dn mar-ché mondial des céréales, qui était de l'ordre de 40 % en 1980, est tombée aujourd'hui à 20 %, alors tombée aujourd'hui à 20 %, alors que, dans le même temps, celle de la CEE (pour le blé) a suivi le chemin inverse, passant de 10-12 % à 20 %, «Sur le rythme, l'ampleur de la réduction des subventions, ils ont décollé de leurs positions extrêmes précédentes. On devoit pouvoir trouver des fordevroit pouvoir trouver des furmules de compromis sur des formules compatibles ovec notre programme de réforme de la politique agricule commune. Le signal o ainsi été donné à La Hoye que les trovnux puuvoient cuntinuer de façon constructive,, commente un des membres de la délégation

Les Européens ne peuvent envi-

sager de réduire quelque peu leurs exportations de céréales que si on leur donne en contrepartie une chance de reconquérir leur marché intérieur, en freinant, grace à l'instauration de droits, les importations de produits de substitution des céréales (les PSC). Pendant des années, les Etats-Unis ont refusé d'envisager l'bypothèse d'un tel « réequilibrage ». D'après notre interlocuteur, là aussi, ils seraient prets à bouger.

La déclaration publiée à l'issue de la réuninn fait état d'un accord « virtuellement » acquis sur le chapitre du renfarcement de la défense de la protection intellectuelle; c'est un pnint important qui semble indiquer qu'un rapprochement a eu lieu sur les questions sensibles des appellations d'origine et des draits de copyright. Le débat sur les services ainsi que celui sur « l'occès au marché » semblent mieux circonscrits. Sur une autre affaire très sensible, celle de l'application par les Américains de mesures unilatérales de protectinn, en vertu du Trade Act, et de sa fameuse « section 301 », la délégation européenne a eu aussi le sentiment que ses interlocuteurs faissient mnuvement. « Ils commencent à admettre qu'ils ne pourrant pas garder la 301 sur les sujets couverts par les disciplines du GATT », nnus assure-t-on.

PHILIPPE LEMAITRE

La relance de l'aménagement du territoire

Les fonctionnaires « délocalisés » vont bénéficier d'un plan d'accompagnement social

Les pouvoirs publics vont étudier un plan d'accompagnement social pour les fonctionneires dont l'administration va être « délocalisée » à la suite des récentes décisions du comité Interministériel sur l'eménagement du territoire (CIAT) (le Monde du 7 novembre).

Jusqu'à nne date récente, un quart seulement des fonctionnaires dont les services étaient délocalisés acceptaient l'aventure et franchissaient effectivement le Rubicon. En l'espace d'un déménagement, les administrations en question se retrouvaient le plus souvent dans l'obligation de procéder à de mas-sils recrutements locaux. Et, à Paris, les agents sédentaires qui ne vou-laient pas être transférés étaient reversés tant bien que mal dans d'autres administrations. De là à décourager les initiatives d'enver-

Le récent transfert du service des prévisions de la Météorologie nationale de Paris à Toulouse a toutefois réussi à caaser cette mécanique désastreuse puisqu'au bout de sept ans de persévérance, 350 des 450 fonctionnaires de ce service ont accepté, en septembre, de déména-ger avec armes et bagages, dans la « ville rose » (le Monde daté 6-7 octobre). Si elle est considérée comme exemplaire, cette opération complexe n'en a pas moins exigé la coopération active de lous lea acteurs locaux : politiques, économiques, administratifs... Et ce, jusque dans les moindres détails : le panier de la ménagère a été décortiqué, les résultats du bac épluchés...

Le transfert de la Météorologie nationale peut donc constituer une référence dans l'élaboration des mesures d'accompagnement social de la délocalisation d'un service public. Ce plan d'accompagnement apparaît d'autant plus nécessaire, compte tenu des objectifs affichés par le gouvernement de délocaliser, sur la base du volontariat, 30 000 agents à l'horizoo de l'an 2000. Pour l'heure, ces mesures tendent. d'après les conclusions du Comité Interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) du 7 novembre, à se rapprocher de celles pratiquées dans le secteur privé.

Consultation syndicale

Un groupe de travail interminis-tériel, animé par le ministère de la fonction publique, a donc été chargé de formuler des propositions concernant aussi bien l'information des personnels susceptibles d'être délocalisés que la formation professionnelle éventuelle de ces agents, la prise en compte de leur situation en matière de logement, de celle du travail du conjoint ainsi que des conséquences sur la vic familiale (crèches, inscriptions scolaires...). Les organisations syndicales seront consultées par ce groupe de travail, qui doit remettre ses conclusions au premier ministre d'ici la fin de l'an-

seront-elles invitées à participer à cet accompagnement social. La DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) envisage de promouvoir auprès des villes une sorte de «label» de l'accueil des personnels délocalisés, qu'ils soient publics ou privés. « Cor si les collectivités locales y sont aujourd'hui sensibilisées, cet accueil se fait encore trop souvent de façon empirique», relève-t-on à la DATAR. Au point que certains maires reconnaissent encore ne donner que l'adresse de l'ANPE

sée, forcé d'abandonner son travail. Parmi les sujets abordés par le nécessaire adsptation des régles classiques de mobilité au sein de la fonction publique. Ainsi, en matière d'indemnisation, le foyer d'un fonc-tionnaire délocalisé peul-il aujour-d'hui bénéficier d'une prime plafonnée à 50 000 francs et qui intègre, en particulier, celle de 17 500 francs accordée pour un conjoint qui perd son travail.

an conjoint d'une personne délocali-

Les conjoints **fonctionnaires**

Une situation à comparer avec celle d'un salarié du secteur privé délocalisé qui, à compter du l'janvier 1992, pourra toucher une aide de 60 000 francs de la part de l'Etat (1), sans compter les avan-tages propres dispensés par son entreprise. La logique, souligne-t-on au ministère de la fonction publique, voudrait que l'indemnisation des agents délocalisés soit calquée sur celle des salariés du privé.

Autre adaptation rendne nécessaire, celle des règles statutaires de mise à disposition ou de mutation des agents mariés à des fonction-naires se trouvant délocalisés. Un assouplissement a certes déjà élé enregistré dans la loi du 26 juillet 1991, relative à l'adaptation de la fonction publique aux nécessités de la construction européenne. Ainsi, il n'est plus nécessaire qu'un poste soit déclaré vacant dans une admi nistration pour qu'un agent d'un autre service soit mis à sa disposi-

Cette nouvelle disposition, qui peut permettre de faire suivre plus facilement les conjoints fonctionnaires des agents délocalisés, reste toutefois largement dépendante de la pratique de chaque ministère. Or atous les ministères n'unt pas prati-que avec la même ardeur la délocalisatinn e, fait-on remarquer au ministère de la fonction publique. Et si la priorité de mutation des conjoints constitue d'ores et déjà un droit (2), il reste encore à l'inscrire dans les

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

l'intermédiaire du nouveau Fonds d'aide à la décentralisation doté, pour 1992, de 100 millions de francs et destiné à aider à la délocalisation des entreprises.

(2) Article 47 du décret du 16 septem-bre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires.

U Violents incidents entre agricultears et forces de l'erdre à Auch. -De violents incidents ont apposé des agriculteurs aux forces de l'ordre, faisant un blessé grave parmi les manifestants samedi matin 9 novembre, à Auch (Gers), lors de l'inauguration d'un institut universitaire de technologie agroalimentaire par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale. Quelque six centa agriculteurs n'avant pas été recus par le ministre, comme ils le souhaitaient, ont forcé un barrage. De vinlentes échauffourées se sont ensuivies, au cours desquelles un manifestant a été blessé à la tête et au thorax. Un fonctionnaire d'une CRS a aussi été hospitalisé, tandis que deux agriculteurs et un membre des forces de l'ordre étaient plus légèrement atteints. Au ministère de l'agriculture, on indique que les revendications exprimées par les agriculteurs du Gers sont actuellement en cours d'examen au ministère. Quant à l'indemnisation des calamités, une solution a déjà été A. D. trouvée, ajoute-t-on.

En baisse de 20 %

La consommation de pétrole chute dans les pays d'Europe de l'Est

La demande de pétrole a chuté d'un cinquième environ cette année dans les pays d'Europe orientale, anciens satellites de l'URSS, estime l'Agence internationale de l'énergie. Après être restée relativement stable de 1985 à 1989, autour de 1,8 mil-lion de barils/jour, la demande apparente de prinduits pétroliers dans les pays de l'Est a commencé à décliner en 1990 de 9 % pour immber en 1991 à 1,38 million de inmber en 1991 à 1,38 million de barils/jour, soit 20 % de mains que l'an passé. La chute est particulière-ment forte (-25 %) en Roumanie et en Bulgarie, sensible en Yougoslavie (-17 %), en Pologne (-15 %) et en Tchécoslovaquie (-10 %), et nette-ment moins accentuée en Hnngrie (-2 %). Elle ne s'explique pas seule-ment, assurent les experts de l'orga-nisation, par la baisse de l'activité écnnomique. Certes, le produit national brut (PNB) devrait diminational brut (PNB) devrait dimi-nuer cette année de 10 % pour l'ensemble des anciens pays du COME-CON, Mais ce recul n'est pas la seule cause. En URSS, nu l'activité est aussi en chute libre, la consom-mation intérieure n'a diminue que de 2,3 % pnur l'année. A l'effet PNB s'ajoute dans les pays d'Eu-rope orientale un effet prix, la libéralisation en cours ayant entrainé dans la plupart des cas de fortes l'énergie. Les contraintes financières ont aussi joué, poisque la révision des accords du COMECON a obligé la plupart des anciens satellites de l'URSS à acheter leur brut au cours du marché mondial et à le payer en dollars. Enfin, les troubles politiques ont eu un impact sur la consommation en Yougoslavie,

V. M.

Une semaine après le début du conflit

La CGT juge «inacceptable» le protocole d'accord proposé par la direction de l'usine Renault du Mans

Les négociations entre la direclion et les syndicals de l'usine Renault du Mans se sont conclues, dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 novembre, par la rédaction d'un protocole d'accord sur lequel les organisations syndi-cales devaient se prononcer d'ici mardi. La direction a précise que ce protocole portait sur «les res-sources, l'emplol, l'organisation et les conditions de travail v.

De leur côté, les délégués CGT onl d'ores et déjà fait savoir qu'ils juggaient of lexte «inacceptable».
«Si lo direction n'a pas rediscuté [ce document] d'ici mardi matin, ont-ils affirmé, nous donnerons un avis défavorable à ce projet et le personnel sero oppelé à poursuivre le mouvement.»

A Belfort

Le dialogue est renoué à l'usine Bull

Le dialogue a été renoué par un échange de correspondance, samedi 9 novembre, entre syndi-cats et direction de l'usine Bull de Belfort, alors que le transforma-teur de l'établissement était toujours bloqué, quatre jours après le début du conflit, par les grévistes opposés au plan social (le Monde du 8 novembre). Outre une prime de départ de 80 000 francs, la directinn a proposé de verser au persumel concerné par les congés de conversion, 90 % de leur salaire durant huit muis s'ils ont moins de cinquante ans ou durant six mois pour les plus âgés. La prime d'initiative à l'emploi serait portée à 50 000 francs.

Les représentants (CFDT et CGT) des salariés ont réaffirmé leur revendication d'une prime de départ de 180 000 francs et de l'ouverture de négociatinns sur le statut du personnel. Les deux partics devalent se retrouver lundi Il navembre pour poursuivre les négociations.

Le Monde-RTL Entreprises

Merdi 12 novembre à 22 h 15 sur RTL: André Ramoff déléqué à la Mission interministérielle Europe centrale.

«Le Monde Initiatives » daté 13 novembre publie une enquête sur la formation dans les pays de l'Est.

+ 6.5 % jusqu'en février 1993 Quatre syndicats devraient signer

Paccord salarial dans la fonction publique

La CFDT, la FEN, la CFTC et la FGAF (autonome) devraient officiellement signer, mardi après-midi 12 novembre, le protocole d'accord salarial, élaboré le 22 octobre et intéressant les 4,5 millions de fonctionnaires d'Etat et d'agents de la fonction publique territoriale et hospitalière actifa et retraitéa (le Monde du 24 octobre). Alors que la CFDT n'a toujours pas fait connaître sa réponse définitive, la CFTC a annoncé, vendredi 8 novembre, qu'elle signerait ce protocole, qui prévoit une bausae générale de cette hausse. De son côté, la CFE-

Selon certains experts Les dépenses de médicaments seraient incompressibles

sion annuelle des dépenses de médi-caments est très faible». Telle est la conclusion à laquelle sont parvenus les experts réunis jeudi 7 novembre

pharmaceutique (SNIP). Ce constat se fonde sur l'accroissement de la population et du nombre de médecins, du vieillissement démographique et de la hausse des prix. Sans tenir compte des besoins qui pourraient surgir de nouvelles pathologies et en tablant sur une consommation maintenue à son niveau actuel, «la croissance spontanée des dépenses pharmaceutiques est voisine de 9 % à 10 % l'an», soit grosso modo le rythme actuel, a indiqué le professeur Claude Le

« La marge de manœuvre pour ralentir à moins de 10 % la progreschainement être soumises à un taux d'évolutinn annuel, M. Bernard Mesuré, président du SNIP, estime que fixer ce taux à un niveau infé-rieur à celui dit «naturel» ne per-

à la Cité des sciences sur l'initiative du Syndicat national de l'industrie

metra pas de répondre aux deux objectifs gouvernementaux, la maîtrise et la relance de l'industrie pharmaceutique. Le président du SNIP souhaire que le projet de loi amendé par le Sénat – qui doit revenir devant l'Assemblée nationale en décembre - permette de passer d'un système d'enveloppe globale

«rigide» pour l'industrie à un sys-tème de régulation impliquant également les médecins et les assurés

لماكذا من المرصل

Apple envisage de nouvelles alliances japonaises

Le constructeur informatique Apple Computer Inc. se prépare à lancer une nouvelle gamme de produits grand public. Le président du groupe américain, M. John Sculley, e déclaré dans une interview (publice dans le Figaro du 12 novembre) que sa société allait diversifier son offre et wlancer des produits grand public (...) Sans vous dévoiler nos projets, je peux vous dire qu'il s'agira de produits typiquement Apple v. se contente de préciser M. Sculley.

De nouvelles alliances avec des contructeurs nippons pourraient ainsi voir le jour : « Ne soyez pas surpris de nous voir les développer avec des Japonais, et pas seulement avec Sony », déclare le président d'Apple, faisant référence à la récente aononce faite par son groupe (le Monde du 22 octobre) de se lancer sur le marché des ordinateurs portables, en collaboration avec le constructeur japonais Sony.

a Accord cotre Philips et Digital Equipment Corporation. - Le géant néerlandais de l'électronique Philips a annoncé, lundi 11 novem-bre, la conclusion d'un « accord définitif v sur le rachal par l'entreprise américaine Digital Equip-ment Corporation de la majeure partie des activités de sa division systèmes informatiques (7 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 2 milliards de florins, soit 4.6 milliards de francs). L'ac-cord, dont les grandes lignes avaient été arrêlées dès juillet (le Monde du 27 juillet), entre en vigueur avec effet rétroactif au 28 octobre 1991. Le montant de la transaction n'est pas précisé.

ans les deux ans. - Le premier groupe chimique britannique. Imperial Chemical Industries (ICI) supprimera environ 2 000 emplois dans sa division "produits chimiques et polymères» au cours des deux années à veoir, a déclaré samedi 9 novembre un porte-pa-role de la société. Ces emplois seront supprimés dans les usines de Merseyside et Teeside, dans le cadre du programme de restructu-ration de 300 millions de livres lancé par le groupe.

M. Tristan Vieljeux entre à le Compagoie maritime d'affrétement. - M. Tristan Vicljeux, ancien président de la Compagnie financière Delmas-Vicljeux qui avait démissionné à la fin du printemps eprès la prise de contrôle de la société par le groupe Bolloré, va entrer au conseil d'administration de la Compagnie maritime d'affrétement (CMA), dont le siège est à Marseille. M. Viclieux vient en effet d'acquérir une participation minoritaire dans cot armement, présidé par M. Jacques R. Saade.

M. Alain Thirion reprend le groupe textile les Héritiers Georges Perrin (HGP). - Le tribunal de commerce d'Epinal (Vosges) a choisi, vendredi 9 novembre, l'in-dustriel vosgien Alain Thirion comme repreneur du groupe textile les Héritiers Georges Perrin (HGP), qui avait déposé son bilan en avril. Soutenu par le comité interministé-riel de restructuration industrielle (CIRI) mais critiqué par les organi-setions syndicales (le Monde du 8 novembre), M. Thirron envisage de garder 401 des 630 salaries et d'investir 75 millions sur trois ans pour moderniser cinq des six sites de production. L'usine de Charmes (Vosges) sera fermée.

MARCHÉS FINANCIERS TOKYO, 11 novembre

Baisse des valeurs et du dollar

La Bourse de Tokyo a nettement baissé luodi 11 novembre, l'indice Nikkei eloturant en recul de 253,50 yens (- 1 %), à 24 232,99 yens. Le volume d'activité étail feible, quelque 80 millions d'actions ayant changé de mains en milieu de journée, contre 140 millions vendredi 8 novembre à la même beure et 250 millions pour toute la journée. Le dollar a poursuivi son recul, terminant en beisse lundi à Tokyo, à 130,05 yens. Il a perdu 0,18 yen par rapport à son niveau enregistré en fin de semaine derniére au Japon.

COMMUNICATION

Après des funérailles quasi nationales en Israël

Le mystère plane toujours sur les circonstances de la mort de Robert Maxwell

Les funérailles quasi nationales réservées en Israël à Robert Maxwell, dimanche 10 novembre, n'ont pas mis un terme eux interrogations entourant la disparition du megnat de la presse internationale, dont le corps avait été retrouve nu, mardi dernier, à proximité de son yacht au large des Canaries. Dans une interview au Sunday Mirror, sa veuve, Elisabeth Maxwell, rejette l'hypothèse du suicide et avoue avoir « átudié toutes les possibilités, y compris celle qu'il ait été pousse à l'eau (...). Il y avait tant de gens qui le détestaient». La 10-11 novembre) ou le Mossad israélien.

JĖRUSALEM de notre correspondant

Le président de la République, M. Chaîm Herzog, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, le chef de l'opposition, M. Shimon Pérès, plusieurs ministres en exercice, de nombreux représentants des corps constitués, des membres de l'élite économico-culturelle du pays, ainsi que plusieurs centaines de citoyens ordinaires, ont participé aux funé-railles quasi nationales réservées dimanche 10 novembre, en Israël, au magnat de la presse internatio-nale Robert Maxwell. La veille et l'avant-veille de la cérémonie, la plupart des journaux locaux, outre les articles rédactionnels souvent consacrés, en première page, à la vie et à l'œuvre du disparu, s'étaient couverts d'encarts publici-laires présentant les eondoléances

associés israéliens du disparu. Recouvert du tallis traditionnel, le châle de prière hébraique, le lourd cercueil en zinc du disparu a été exposé pendant plusieurs heures au Centre national de convention à Jérusalem, « chambre ardente » d'une manière sans équivalent, à la habituelle des plus hautes personna-lités décédées en Israël, avant d'être d'Israèl ».

attristées des nombreux amis et

famille, selon le Sunday Times, devrait faire eppei à des détectives privés pour poursuivre l'enquête. Citant le médecin traitant du megnat qui dément lui avoir conseillé de prendre du repos, le journal estime a suspect » le décès et effirme que Robert Mexwell, récemment examiné, n'e pu mourir d'une crise cardiaque. Ces eupputations relancent les interrogations sur les activités de Robert Maxweil et ses liens éventuels avec les services de renseignement, le KGB soviétique (le Monde daté

transporté, sous la protection d'une einquentaine de membres de la police des frontières, au cimetière juif du moot des Oliviers. Le chemin qui mêne à ce lieu à combien mythique traverse plusieurs quer-tiers arabes de Jérusalem-Est, et les véhicules isméliens qui l'empruntent sont traditionnellement la cible des jeunes jeteurs de pierres de l'Intifada palestinienne.

Une «stature mythique »

«Robert Maxwell, a notamment déclaré le président de la République israélienne, était une figure d'une stoture presque mythique, n Bien que le patron de The Euro-pean, de Maariv et de bien d'autres publications se soit, pendant une longue période de sa vie, « distancié de ses racines » juives, il les evait « retrouvées, a ajouté M. Herzog, lorsque ses différentes entreprises commerciales ont atteint leur apo-

Plus tard, e eneore rappelé le chef de l'Etat, en présence de la veuve et des bénitiers du disparu, « Robert Maxwell s'était associé,

Allusion aux combreux intérêt

financiers de l'encien megoal co Terre promise? Sans doute. Né en Tehécoslovequie d'un coople de paysans juifs victimes de l'Holo causte, Robert Maxwell participait aussi, en Israël, à plusieurs œuvres de bieofaisance, notemmeot en faveur de l'intégration des immigrés d'Union soviétique. Un gronpe d'enfents russes, victimes de la calastrophe de Tchernobyl et trans-portés en Israël aux frais du dispanpour être examinés, étail d'ailleurs présent, dimanche, au pied du cer-cueil. Robert Maxwell, il n'y e pas à en douter, était un bienfaiteur du peuple juif.

Sa solidarité est-elle allée, comme M. Seymour Hersh, jusqu'à prêter aide et assistance au Mossad, le service secret d'Israel? Robert Maxwell était-il, plus encore qu'un honorable correspondant du renseignement isreelien, un membre actif des réseaux? Juste avant de mourir, le magnat avait nié ces deux accusa tions et assigné son auteur-journa-liste en justice. L'allusion de M. Herzog aux services rendus par le disparu en faveur de «la securité» de l'Etat juif ne va pas manquer de relancer le débat.

P. C.

Sida et image de marque

Le nouveau rôle publicitaire de « Magic » Johnson

de notre correspondant

L'ennonca surprise du ratrait brutal do la vie profesaionnelle de «Magic» Johnson, le 7 novembre, pour cause de contamination par le virus du sida, n'est pas seulament un drame parsonnel pour la super-star du basket-ball et pour toute la jeunesse aménicaina qui en avait fain eon idole lle Monde daté 10-11 novambrel: elle est aussi affaire de gros sous. La joueur vadette portait cartes les couleurs da son club, le Los Angeles Lakers, mais il servait aussi de support publicitaira à plusiaurs sociétés da renom, qui lui versaient chaque annéa entre 6 et 10 millions da dollars da redavances divarses pour la promotion de leurs mar-

Dans un premier temps, ces annonceurs - Nestlé, Pepsi-Cola, les cheussuras da sport Convarse, le jeux vidéo Nintendo et les enseignes de restauration rapida Kentucky Fried Chicken notammant - ont craint l'offat déplorable que pourrait avoir sur l'image do leurs produits, véhicu-

d'une maladie mortelle à terme et encore entourée de tabous. Même si l'imérassé a tenu à indiquer, sans autres précisions, qu'il avan été contaminé à l'issue de relations hétérosexuelles et qu'il evait appris son infortune fors du test de routine accompagnant la souscription d'une police d'assu-

Maie, devant l'immense courant

de sympathie suscité par l'attitude de «Magic» Johnson dans l'opinion publique et la conviction, affirméa par plusieurs commentateurs, que la croisade entreprise par le champion an faveur du safesex allen contribuer à sauver des milliers de vies par sa valeur d'axample, ces mêmes annonceurs ont ebandonné, pour l'instant leurs appréhensions. Ainsi le directeur général da Nestié, qui a récomment signé avec Johnson un contrat de deux ans concernant son apparition our dae barres de chocolat, a-t-il tenu à l'assurer de « son entier soutien », en attendant de pouvoir discuter aau moment opportuna des prochaines étapes de leur collaboration. Chaz Converse, on a passé

lée par la champion, la révélation la journée à songer à do nouvelles publicités et à un nouveau rôle pour «Magic» Johnson. De son côté, Lon Rosan, l'agant chargé de gérer - et de vendre l'image des Los Angeles Lakers, a tenu à indiquer qu'à ce jour, aucun annoncaut n'avait fait défaut.

Ce regain d'actualité donné à la propegation du side dens un miliou sportif que certains erovaiont, à tort, épargné, a relancé l'intérêt des milieux financiers pour les ections de sociétés phermaceutiquee febriquent dee contreceptifs ou liées à la rechercha sur la maladio. La 8 novembre, l'action de Carter-Wallace, qui produit la marque de préservatifs Trojan, a gagné 3 1/4 points, à 108 points à la Bourse da New-York, inscrivant un record historique. De mêma, les titres de Rhône-Poulenc Rorer at da Immune Response ont ausai egregistré une bausse sansibla à Wall Straet. Les deux firmes travaillent ensemble à la oréparation d'un vaccin destiné à futter contre le virus du sida,

SERGE MARTI

CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

membres du Conseil coostituont le profond regret de faire part du

M. Gaston MONNERVILLE, ancien président du Sénat, ancien membre du Conseil constitutionnel fficier de la Légioo d'honneur croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance,

mrvenu à Paris, le 7 oovembre 1991. (Le Monde du 9 novembre.)

andeur des Arts et Lettres

 Jacques Gaotier. maire de Garches, président de la commission de surveil-lance de l'hôpital Raymood-Poincaré,

Le professeur Philippe Gajdos, président du comité consultatif médical de l'hôpital Raymond-Poincaré,

Françoise Ouesada directeur de l'bôpital Raymond-

Et les médecins de l'bopital Ray-

ont le regret d'annoncer le décès, jeudi 7 novembre 1991, de André Dominique NENNA,

professeur des universités, praticien bospitalier, chevalier de la Légion d'honne médaille militaire, croix de guerre 1939-1945, chef du service de médecine e l'hôpital Raymond-Poincaré

THESES Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T

jusqu'au 1ª octobre 1991.

- La présidente Et les membres du Collège de psyont appris avec une profonde tristesse le décès, survenu le 3 novembre 1991.

doctenr Serge VIDERMAN.

Membre du Collège de psychana-lystes depuis sa fondation, Serge Vider-man, par son ouverture d'esprit et par la richesse de ses élaborations théoriques, restera pour le mouvement psy-chanalytique une remarquable réfé-rence et un témoignage exemplaire, pour la psychanalyse de réflexion sur elle-même et sur ses implication (Le Monde du 7 novembre 1991.)

Le directeur de l'UFR de lettres

de l'université Paris-Nord, Les enseignants Et les étudiants du département de ont la dopleur de faire part du décès de

M. Nordine ZAIMI, assistant de littérature française.

surveno le 4 novembre 1991.

Remerciements

Profondément touchés par les marques d'affection et d'amitié qui leur ont été témoignées à l'occasion do

M. Akram OJJEH,

les membres de sa famille remercient de toul cour tous leurs amis pour leur

11, place des Etats-Unis, 75116 Paris.

Anniversaires

- 1952-1989.

Patrice COUSSONNET

est toujours présent parmi ceux qui l'ont aimé.

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 5648



HORIZONT ALEMENT I. Un homme arrivé dans un fau-- II. Petit air du matin. -III. Communes, autrefoie. -IV. Rumine au Zaire. - V. Parient comme des innocents. Scellait une union. - VI. Na consarval paa. Bâtiment ancien. - VII. Se mouilla. Fut d'abord primaire. - VIII. Symbole. Pas original. Contribuent à faire una bella main. - IX. Nom de pays. Jeté par celui qui veut se mesurer. - X. Qui nous rend vraiment piqué. - XI. Montrées avec

VERTICALEMENT

1. Un qui ne manquait pas d'imaginetion. Port sur un plateau. - 2. Eut une réaction brutale. Faire daa « hi » at daa « ho ». -3. Dénote une certaine présence d'esprit. Se lence dens les retran-chements. - 4. Ancienne popula-

cruche. Symbole. - 6. Bureau d'egence. Une bonne chosa. -7. Coule en France, Quelqu'un qui n'a rien appris. - 8. Un homme à qui on doit beaucoup de clichés. Piller. - 9. Agrément étrenger. Comme les bons jours d'autrefois.

Solution du problème nº 5647 Horizontalement

* ***

. . .

e de la Gra Estada de Sa

 (Δ_{1},Δ_{2})

 $^{\prime },\ ^{\prime }\mathcal{T}_{1}^{\prime },$

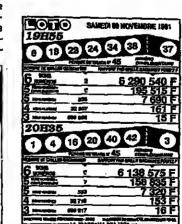
11.0

.4.35. —

I. Exhibitionnista. - II. Maula. Eolienne. – III. Brasser. Foire. – IV. Oui. Arrivés. – V. Ustensiles. Afin. – VI. Ut. Foeco. Era. – VII. Eons. Rit. Epire. - VIII. Initiées. Nis. Su. - IX. Dater. Etaln. -X. Lu. Col. Soc. - XI. An. Hulottes. Car. - XII. Ghe. Eteule. Ecu. - XIII. Eta. Elne. Té. -XIV. Eeraviaaga. MOr. -XV. Aster. Semés.

Verticalement

1. Embouteillage. - 2. Xérua. On. Unités. - 3. Huait. Nid. Tect. - 4. lla. Eustache. Ré. -5. Basant. Itou. For. - 6. Ers. Réelle. - 7. Terrifier. Otait. - 8. lo. llots. Eté. - 9. Olives. Tues. - 10. Ni. Essentiellee. - 11. Nefs. Épia. Sensé. – 12. Ino. Isia. – 13. Sniffer. Noce. Ma. – 14. Tar. Ires. Cactus. – 15. Erne. Un. Ruer. **GUY BROUTY**



LOTO SPORTE	11-50
RESULTATS OFFICIE	LS
CER HED	100
	1.MOSTALE
The second second second	23 280 F
1960 Name (1960) 124	711 F
The same of the same with	. GF
	_
Back And Bill British	
	1
Expose smart Militi	J 1
MATCHS DU JOUR	terna (U
www.pupuhantarana	-
102 13 EG 200 100 7 84	37
Market Colonial Colon	
SERVINGS MINISTERS 199	27
(CONTRACT DESCRIPTION 1404	13 F

Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944 Capital social : 620 000 F

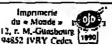
Edité par la SARL le Monde

Principaux associés de la société : Societé civile « Les rédacteurs du Monde ». Association Hubert-Beuve-Mery a Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesoume, gérani. Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0595-2037 PRINTEO IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms at index du Monde au [1] 40-65-29-33



RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

Le Monde PUBLICITE Jacques Lesourne, président oise Huguet-Devallet, directeur général

15-17, the 60 Colonel-Pierre-Aria 75902 PARIS CEDEX 15 Tel.: (1) 46-62-72-72 Tilex MONDPUB 634 123 F

Le Monde

TELÉMATIQUE

posez 36-15 - Tapez LEMONOE ou 36-15 - Tapez LIM **ABONNEMENTS**

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

ABONNEMENTS , PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-Tél. : (1) 4 Test FRANCE

460 F 890 F 1 620 F

ÉTRANGE aérienne tarif Pour yous renvoyez c accompagné de à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invi-PAR MINITEL

165 à formuler teur demande de l'évillez avoir tout

36-15 - Tapez LEMONDE

165 à formuler teur départ, en l'évillez avoir tout

semaines avant leur départ, en l'évillez avoir tout

indiquant leur numéro d'abonné

111 MON 03

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

SEINE 0-60-32	CEDEX 90	3 mois
is-belg. Uxemb. Ays-bas	AUTRES PAYS note servede-CLE	6 mais
572 F	796 F	! 180
t 123 P	1 560 F	Nom:
2867	2968 F	Prénom :
t: par v sur dem abonnei e bulleti votre rè	ande. n	Code postal :

Pays: l'euillez avoir l'obligeance d'ècrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Andreas Andrea

Y. 72 7

χ ...

- 35 m

h 11 mm

4

NATE OF

. . - ---

CHAMPS ECONOMIQUES

Le transport aérien à l'heure des concentrations

Après deux années de pertes très lourdes, seules les grandes compagnies pourront investir dans l'achat d'appareils ou de systèmes informatiques

première fois depuis na an, le trafic enregistré en septembre par les deux cent quatre compagnies membres de l'Associacompagnics membres de l'Associa-tion du transport aérien internatio-oel (IATA) a retrouvé son niveau du même mois de 1990. Il n'empêcbe que, sous l'effet de la guerre du Golfe et de la récession économique, le transport sérien connaîtra eo 1991 le premier recul de trafic depuis la fin de le deuxième guerre mondiale, soit environ 2 % de moins par rapport aux 262 millions de passagers inter-netionaux et eux 666 millioos de clients sur les lignes intérieures comptabilisés en 1990.

Du point de vue des dégâts subis, on peut classer les transporteurs en trois calégories. La première rassemble les compagnies très etteintes qui s'efforcent d'éviter le dépôt de bilan ou de survivre. On peut citer les americaine Continental, sous la protection de le loi sur les faillites, ou US Air, qui s'attend à une perte d'environ 500 millions de dollars (2,9 milliards de francs) pour l'exercice en cours et a mis en œuvre no plan drastique d'économies, com-portant une réduction provisoire de 20 % des salaires (snecédant à 7 000 suppressions d'emplois).

Les avions immobilisés -

Dans la deuxième catégorie figurent les transporteurs moins sévere-ment tonchés, qui ont peu licencié mais qui ont ferme des lignes et taillé dans leurs coûts, comme Swis-sair, SAS ou le groupe Air France, qui a perdu I,l milliard de france, au premier semestre. Et puis il y a les «bons elèves», qui avaient l'ha-bitude de réaliser des bénéfices par miliards de francs et qui les voient fondre : les profits de British Airways soot en recul de 94 % eu deuxième trimestre 1991, ceux de ladan Air Lioes, de 9 septembre, ceux de United, de 5 %, et ceux de Singapore Airlines, le fort en thème par excellence, de

7 % seulement. Il ne faut donc pas s'étonner si, en raison de la chute du trafic et des difficultés des compagnies, environ un millier d'avions sur les 7 500 and compte la flotte mon-

est eur la voie de le convalescence. Pour la première fois depuis nn an, le trafic entregistré en mêmbre par les deux cent quatre de l'Assential de métal et les tentes de l'Assential de l'Assential de les tentes de l'Assential de l'Assential de les tentes de l'Assential de les tentes de l'Assential de l'Assential de l'Assential de l'Assential de les tentes de l'Assential de moins le métal et les réacteurs. En ettendant la reprise.

IATA, qui rassemble la plupart des compagnies aériennes de ls pla-nète, o additionné les déficits des uns et des eutres pour établir la courbe de température de la profescourbe de température de la profession. Le tableau n'est pas encourageant: les lignes régulières ioternationales, qui gagnaient 1,8 milliard de dollars (10 millisrds de francs) en 1988 et encore 0,3 milliard (1,8 millierd de francs) co 1989, sont passées dans le rouge pour 2,7 milliards de dollars (15,6 millierds de francs) en 1990 et l'on s'attend à une perte de 3,7 milliards (21,3 millierds de francs) cette année. Si l'on y ejoute le déficit des lignes intérienres, c'est plus de 60 milliards de francs que les transporteurs suroot perdu sur deux exercices budgétaires. exercices budgétaires.

Guntber Eser, directeur général de IATA, e dressé la longue liste des surcoûts qui oot saigné à blanc les compagnies nu moment où la clientèle – et ootamment la clieo-tèle d'affaires, si rémunératrice – se dérobait. Le prix du carburéacteur a plus que doublé au moment de l'invasion du Koweit : il est passé de 65 cents le gallon en juillet 1990 à 140 en octobre, et il demeure, malgré nn pet recul, à 15 à 20 % an-dessus des niveaux atteints avant la crise du Golfe.

De plus, «l'augmentation des risques de guerre a couté au secteur nu moins 200 millians de dollars supplémentaires [1,2 milliards de francs] jusqu'à la fin de 1990, explique Gunther Eser. En janvier 1991, il fallait payer 125 000 dollars [720 000 f] de mieux pour faire atterrir un avion à Bahrein ou au Cuire, » Enfia, la charge de la dette Caire. » Enfin, la charge de la dette s'est alourdie de 27 %, soit 900 milfrancs), en raison de la multiplication des achats d'avions.

Cependant, les experts d'IATA tablent sur une croissance du nomthe des passagers de 9,4 % en 1992, de 7 % en 1993 et de 6,9 % en 1994 et en 1995, soit une augmentation annuelle moyenne de 5,6 % pour la période 1991-1995. Chez les

croissance antérieure, c'est-à-dire entre 5 % et 8 % par an. Selon Stuart Iddles, directeur commercial d'Airbus Industrie, « les tronspor-teurs sont évidemment en difficulté

a court terme, mois leurs perspectives som bonnes et nous continuens à penser que, dons les ringt uns à venir, ils nurons besoin d'acquerir 13 000 wions pour renouveler leur flotte et faire face à l'augmentation du numbre des passagers ».

Pour Georges Jemes, président du bureau d'études Airline Economics, « le transport aérien de l'an 2000 sero un secteur où quelques grandes entreprises dominerant et profiterant à plein d'économies d'échelle. Lo concurrence sero rage en matière de lignes, de fréquences, de services et de tarifs, mais elle ne se traduira pas par des pertes, les petits outsiders n'étont plus en mesure de pratiquer des couts mor-ginoux ». En effet, la décennie 90 sera celle de le course è la taille

Des banquiers prudents

Seules les grandes compagnies sont en mesure d'investir dans des aéroports, devenus de véritables plaques tournantes, tout en dépen-sant des ceotaines de millions de dollers dans les ordinateurs et dans les programmes d'un système informatisé de réservations, sans lequel il est exclu de remplir demain les avions. Acheter, ou même louer, un Boeing 747 ou un Airbus A 340, dont le prix unitaire dépasse les 100 millions de dollars (780 millions de francs), n'est pas à la portée de la première entreprise venue. Imagine-t-on la crédibilité et la puissance financière dont il faut puissance financière dont il faut faire preuve lorsqo'on a en commande, comme American Airlines, à la fin de l'année 1990, 512 grands evions commerciaux? Et même plus de 100 eppareils, comme Air France?

Si l'oo en croit Hommi Mullen, de le Chase Bank, les fonds mobilisables pendant les dix ans à venir ne sont pas à la hauteur de la demende d'investissements des transporteurs. Et comme les banquiers soot devenus prudents, il est eux compagnics montrant des

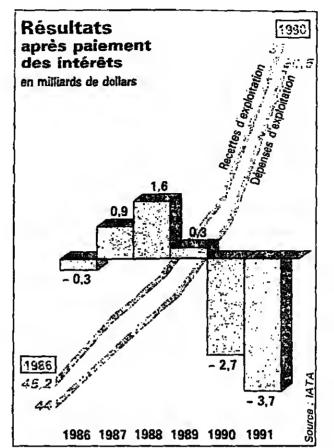
comptes bénéficiaires les sommes nécessaires aux augmentations de capital et aux achats d'avions.

Il deviendra très difficile à des nouveaux venus de venir jouer les trouble-fête. Le Club Méditerrance, qui avait pense fusionner deux compagnies filiales. Air Liberie el Minerve, pour créer un pôle aérien concurrent d'Air France, en sait quelque chose. A la faveur des nouveaux droits de trafie attribués au printemps, il espérait pouvoir prendre une part significative du marche du transport regulier, tout en conservant un pied dans le charter. Malheureusemeot, les agents de voyage n'ont pas l'habitude de ven-dre des billets Minerve ou Air Liberte et, la crise aidant, ces deux compagnies n'ont pas rempli leurs avions avec suffisamment de passagers pour éviter plusieurs centaines de millions de francs de pertes. Il leur faudra ou bien augmenter leur capital, ou déposer le bilsn.

S'il est difficile d'entrer dans le transport aérien, il est, en revanche, très simple d'en sortir. Le cas des Etats-Unis illustre cette auto-épuration du secteur. Eastern Airlines a été liquidée, PanAm a été quasi-ment absorbée par Delta et Midway par Northwest; America West, Continental et TWA ont du mal à boucler leurs comptes, et pratiquent des prix tellement cassés que Robert Crandall, le patron d'American, ne manque jamais, dans ses discours, de fulminer contre les canards boileux qui gachent le métier en tentant de faire de la trè-sorerie à perte (2 000 F l'aller-re-tour New-York-Londres) alors qu'ils doivent déjà des sommes astronomiques à leurs eréanciers.

Toutefois, cette « cavalerie » n'aura qu'un temps. On s'achemine, aux Elats-Unis, vers un oligopole des trois majors, American, United et Delta Airlines, qui détiennent chacune 20 % du marché environ. Dernière elles, la situation priest guide heillages et l'acteur s'attend que la concentration s'y poursuive inexorablement. Au Canada, on jase sur le mariage possible des deux compagnies nationales, Air Canada et Canadian Air-

En Europe, tout le monde s'accorde è dire qu'il y a trop de com-pagnies et qu'il faudrait en finir



avec les transporteurs chroniquement déficitaires, comme Olympie Airways (Grèce), Sabena (Belgique) et meme Alitalia (Italie). Pourtant, les gouvernements, qui possedent un pourcentage souvent majoritaire du capital de ces entreprises, persistent à les considérer comme des porte-drapeaux de la souveraincié nationale dont il convient d'assurer les fins de mois. Mais jusqu'è quand? Et le Commission de Bruxelles autorisera-t-elle encore longtemps ce qu'il faut bien appeler une concurrence déloyale, que British Airways dénonce bruyam-

Il est vraisemblable que la vicille Europe adoptera un mode de concentration plus doux que celui du continent nord-américain. On a déjà vu le scandinave SAS et le suisse Swissair s'associer commer-cialement, et Swissair prendre pied chez Austrian (Autriche). On percoit les rumeurs d'une négociation laboricuse entre Sebena et Air France, qui a déjà absorbé UTA et Air Inter, entre British Airways, qui a digéré British Caledonian, et KLM.

La renaissance des compagnies d'Europe orientale durera seulement le temps de leur passage à l'économie libérale et de la mise à la casse de leurs vieux appareils soviétiques. Ensuite, CSA (Tchécoslovaquie), Lot (Pologne), Malev (Hongrie) et même Aerofloi et ses futures concurrentes russes subiront la loi d'airain qui exige de dégager

une forte marge beneficiaire ou de

se vendre à plus solide que soi, En Asie et dans le Pacifique, la croissance rapide du marché, de l'urdre de 10 % par an pendant les cinq prochaines années, éparancra au moins dans un premier temps. aux compagnies de regrouper leurs forces. Pourtant, on voit déjà les japonaises chereher à entrer dans le capital de leurs consœurs austra-liennes ou néozélandaises à la faveur des privatisations.

En Amérique latine, les déficits des compagnies sont tels que les des compagnes sont tels que les gouvernements passent la main à des cepitaux venus du monde industrialisé. C'est ninsi que l'espa-gnol lberia a pu prendre pied chez Aerolinas Argentinas (Argentine). Viasa (Venezuela et Uruguey) et SAS chez Lan Chile (Chili). L'Afri-que, désargentée, n'intéresse per-sonne dans ce domaine là non plus.

A terme, ce mouvement de concentration planciaire pourrait engendrer des monopoles assez puissants pour pousser vers le haus des tarifs aujourd'hui notoirement insulfisants pour préparer l'avenir. Les consommateurs ne pourront compter, pour contrebalancer cette titution de modes de transcort alternatifs, comme le train à grande vitesse, ou sur les tunnels sous la Manche ou bien dans l'archipel nippon. Pour le reste, il leur l'audra œuvrer pour que les lois et les organismes antifrusts ne baissent pas la

ALAIN FAUJAS

Le trompe-l'œil des chiffres

par Monique Fouet

OVEMBRE 1991: las Etats-Unis publient et commantant désormais leur croiesanca économique en terme de PIB (produit intérieur brut) et non plus de PNB (produit national brut). Voilà certainement una nou-valle fascinanta, dit la lactaur, mais de quoi diable a agit-il ?

par les autorités américaines pour tromper laurs concitoyens eu rale s'ouvre dans un climat économique morose? Sans doute pes.
Ce changement d'instrument de
mesura semble pertinent et c'est
ailleurs que se situent les interprétations erronées des chiffres. Chaque trimestre, dans la plu-

Est-ce un subterfuge imeginé

part des pays industrielisés, las comptables nationaux calculent ce que l'économie a produit. La variation de ca produit inténeur brut (PIB) constitue un baromètre fondamental de l'activité économique. S'il diminue deux trimestres de suite, l'économie est dite en

Le calcul du PIB repose sur quelques définitions communes à tous les pays dont les principales sont les suivantes. Afin d'éviter les doubles comptes, le Produit est constitué per l'ansamble das valeurs ajoutées », et non des productione alles-mêmae : on n'additionne pas la valeur du

caoutchouc, des pnaua at da la voitura car les pneus saraiant comptés daux fois et la caoutchouc, trois. Il e pour contrepartie les revenus perçus par les unités économiques (ménages, antreprises...) qui produisant cas valeurs ajoutées.

Ce produit ast dit Brut car on n'an n'ôte pas las amortisas-ments. Il est Intérieur perce qu'il décrit uniquement l'action des unités économiques qui affectuent des opérations économiques sur la tarritoire du pays pandant eu moins un an at oua l'on appelle

Cette notion de résidence a un caractèra économique at non pas juridiqua; ella na s'idantifie pas à la nationalité. Par exemple un travailleur immigré qui vit depuis plus d'un an en France, ou une succur-sale d'une firme étrangère implantés depuis plus d'un an, sont considérés comma résidenta; symétriquement, un Français qui habite è l'étrenger dapuis plue d'un en est considéré comme non-

Cependant une économie ne tire pas seulement das revanus de l'activité économiqua qu'alle exerce sur son propre territoire. Les daux facteurs da production que sont la travail et le capital lui an procurent également : c'est le cas lorsque des résidents français rapatrient les intérêts at divi-dendes qu'il tirent de capitaux plalorsque des travailleurs frontaliers (per exemple dea Alsaciens tra-vaillant an Allemagne mais habi-tant en France) repatrient en France leurs salaires.

Cas revenue de résidenta francaie na sont pas comptebilisés dans le PIB. Symétriquement, une fraction des revenus issus de l'activité économique effectuée sur le territoire frençais, et donc comp-tabilisé dans la PIB, est perçue par des unités économiques non rési-dentes. On passe de l'Intérieur au National an ajoutant les revenue racus at en ôtant les ravenus ver-

Richesse ou dynamisme

Le PNB d'un pays décrit donc las revenus percus per ses rési-dents at traduit leur richesse. Le PIB décrit ce qui est produit sur le tarritoira du pays at reflète donc directement la dynemisma de l'économia. La seconde de ces mesures ast utilisée per la plupart des pays industrielisés, à trois axcaptions - de taille - près : le Jepon, l'Allemegne et, jusqu'à présent, lae Etets-Unis. Cas excaptione ne relevent pes du

Las ravanus du capital constituent la plupart du temps la différence principele antre PIB et PNB : il est rere qu'une économie utilise en permanenca une grande masse de traveilleurs frontaliere, ceux-ci tendant tôt ou terd à habiter dans la pays où il travaillent. Ceci peut toutefois être temporairement per-turbateur : la différence entre PIB et PNB quest-allemands en 1990 an fournit une illustration specta-

La Franca sa trouve, en ce domeine comme en bien d'autres. dans la situation moyenne des peys industrielisés. Elle reçoit à peu près autant de revenus de facteurs qu'elle en verse ; son PIB est quesiment égal à son PNB. Les deux situations extrêmes sont celles de l'Irlande, où le PNB n'atteint que BB % du PIB; et de la Suisse, où le PNB s'étève au contraira à 105 % du PIB.

Grace à l'excédent de leur belence courante, l'Allemagne et le Japon placent depuis de nombreuses ennées plus de capitaux à l'étranger qu'ils n'en accueillent. En conséquence leur PNB est supérieur da 1 % à leur PIB. A l'in-verse, le PNB est inférieur au PIB de 1 % en Italie, de 3 % eu

A l'epogée de leur puiesance. les Etats-Unis étaient créanciers vis-à-vis de l'étranger. En niveau, le PNB était supérieur au PIB : en variation, it augmenteit plus vite que lui. Par contre, depuis le milieu des ennées quatre-vingts, l'accumuletion des capitaux étrangers pieces aux Etats-Unis fait que le PNB progresse moins vite que le PIB. Si les rythmes de croissance observés durant les ennées quatre-vingts pour les revenus versés et reçus demeuraient identiques

au cours des prochaines ennées, le PNB deviendrait égal eu PIB en 1997, et lui serait donc inférieur à la fin de la décennie.

Le fait que les Etats-Unis décident d'observer désormaie leur PIB plutôt que leur PNB est symptomatiqua de l'effritement de leur Duissance économique mondiale Ce changement peu glorieux présente toutafois l'avantega da mesurer plus précisément ca qui est produit, non ce qui est perçu ; et donc de mettre l'accent sur les déterminants de l'emploi plus que

Cette nouvelle mesure ne constitue pas un trompe-l'œii permertent de faira dureblement étet d'une croissance économique plus repida. A court terme, las varianons du PIB peuvent différer sen-siblement de celles du PNB parce que la différence entre ces deux grandeurs fluctue beaucoup plus fortement que ces grandeurs elles-

Ainsi au deuxième trimastre 1991, le PNB américain e diminué de 0,1 %, tandis que le PIB eug-mentait de 0,2 %. Certe situation n'est toutefois pas susceptible de se prolonger très longtemps, de tellas divergencas étent généralement suivies par d'autres de sens inverse et d'ampleur presque équi-

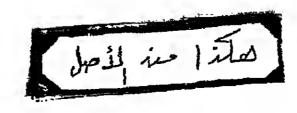
Il n'y aura illusion statistique, entretenue par des autorités politiquee peu scrupuleuses ou par des commentetaurs peu avertis, qua si

l'on présente parfois una mesure et parfois l'autre en choisiesant à chaque lois celle qui ast le plus favorable à la thèse défendue. Une une image fausse de la réalité. Au demeurant, l'illusion la plus grande est de parlar de croissance pour una variation de + 0,1 % et de récession pour une varietion de - 0,2 % : ces deux chiffres, qui ne sont connus qu'avec une précision de +/- 0,2 %, treduisent la même

réalité, celle d'une stagnation. Certe illusion est renforcée dans le cas das Etets-Unis par le lait que las variations sont présentée c en rythme annuel a. c'est-à-dire au rythme qui apperaîtrait au bout d'un an s'il se prolongeait sel quel La verietion trimastrielle de + 0,1 % devient alors + 0,4 % en rythme annuel, celle de - 0,2 % devient - 0,8 %. Les observateurs qui voient une Irenche croissance dens le + 0,4 % et une nerte dirni-nution dens le - 0,8 % se leurrent : ces deux chiffres décrivent le même état sterionnaire. Contreirement à une idée souvent répandue, les statistiques sont raremen menaongères : il faut simplement

Economiste à l'Observatoire françaie des conjonctures economiques (OFCE).

Lire sur un sujet voisin «Le trou noir des statistiques» dans Champs économiques du 8 actobre 1991



nomique et monétaire.

Dans le livre cu'il publie sous le titre L'Europe face à son avenir : que faire ? (1), Maunee Allaia, Prix Nobel de sciences économiques (1988), vient de façon salutaire déranger eatte quiétude reletive. On peut regretter que cet ouvrege souffre de la rapidité avec laquelle il e été rédigé. L'auteur, malgré ses quatre-vingts ans, est d'une extrême fécondité. Plusieurs dea notationa les plus incisives de Maurice Allaie, de ses argumente les plus percutants, sont reléguéa dens d'abondantes notes - qu'il faut lire absolument - faute d'evoir pu être intégrés dans une synthèse plus fouillée. Il reste que le livre tel qu'il se présente est décapant, malgré quelques remarques trop expéditives (pas forcément exempres de partinenca pour aurant) sur le « développement accéléré de la violence aveugle, de la criminalité, de la drogue » ou « une régression générale des valeurs moreles »; qu'il interpelle, comme on dit, le lecteur en l'invitant à se livrer à un exercice auquel la France, engoncée dane ses mythes, ses ralsonnemente pseudo-cartésiens, ees consensus suspects parce que nés de l'absence de débat, ses hypochisies de fin de ràgne, répugne plue que jamais. Alleis appelle un chat un chat. Il pourchasse les sions destructrices de toute discussion authentique, interne ou externe

Sans céder aux délices de l'eutodénigrement, l'auteur sait se mettre à la place des autres comme bien peu en Europe sont aujourd'hui capables de le faire. Quel Frençais oserait de nos jours écrire : «En tout état de cause, il convient de souligner la grandeur du sacrifice consenti par les Allemands en reconneissant la ligne Oderc'est-à-dire en reconnaissant l'attribution à la Pologne de territoires authentiquement ellemands, faite erbitrairement en 1945 par la Russie soviétique contrairement aux traités et au droit des gens » ? La question n'est pas d'éprouver ou non de la sympathie pour d'enciens edversaires qui firent | Comment justifier une alternative dont l'un | gure echeminant vers un syetème fédérel | comprendrait une quarantaine de «ministres |

Le 11 novembre et l'avenir de l'Europe

seulement ni principalement sous forme de perte de territoires). Elle est de ne paa sa condamner à de faux-semblants d'Europe et de ecopération franco-allemande, en ignorant systématiquement la psychologie et le bon aena d'autrui. C'est contre ce danger que les observations de Maurice Allaia devreient nous prémunir. Il est vain, par exemple, de vouloir si pau que ce soit détacher les Allemands de l'OTAN, C'est la atratégie intégrée de cet organisme, dont la RFA était en Europa devenue le piàce maîtresse depuis que la France, par décision du général de Gaulle, a'était retirée du dispositif en 1966, e'est, disé-je, certe stratégie d'intégration qui est sortie grend vainqueur de la guerre froide. Quend naguare François Mitterrand prononcait son fameux discours devant le Bundestag, encourageant les Allemands à accepter sur leur sol, avec tous lee risques que cela comportait, les fusées américaines, il était écouté et sincèrement respecté. Pour sauvegerder de bonnes relations evec la France, Bonn est sans doute prêt à flirter avec l'idée parisienne d'une défense européenna mais à condition qu'elle ne mène à aucun changement de fond. Et qu'en particulier elle ne compromette pas cet instrument incomparable de sécurité que représente le couplage Etats-Unis-Europe. Comme le Frence, de son côté, ne veut rien d'autre qu'obtenir au moindre prix pour se « souveralneté » quelques satisfactions d'amour-propre qui n'intéressent que l'Elysée, on devine à quoi peuvent conduire les belles initiatives du genre brigade franco-allemande,

Allels nous rappella à sa manière les dimensions de l'enjeu et les risques de perdre le pari européen evec de petites solutions ou de feusses grendee solutions. Revenons un instant à l'amertume des terribles souvenirs leissés par les deux guerres : «Ou bien nous fonderons à nouveau l'organisation de l'Europe sur le dogme de la souversineté nationale illimitée et tôt ou tard, ies mémes causes entraînant les mêmes effets, nous serons amenés à nous affronter dans des conflits sans issue; ou bien nous fonderons notre evenir sur les lecons éclatantes du passé et nous consacrerons

pas, et définitivement, rompu avec les attitudes destructrices du paseé? Pour imparfaires qu'elles soient, les deux conférences Intergouvernementales qui doivent aboutir dens quelques semaines à Maastricht ne vont-elles pas apporter leur pierre à le patienta édification de l'Europe communautaire commencée en 1950? Pour des motifs dont certains sont de nature à donner le vertige, Maurice Allais juge lea projets en cours de discussion «à la fois excessifs er trop limités». Mais surtout il décèle en eux un vice fondamental, susceptible de miner l'édifice délà construit. Ces projets tournent

la dos à la démocratie. L'expression « déficit démocratique » habituellement employée pour caractériser ce phénomène laisse entendre que la solution consistereit à compléter la construction existante. Cette vue des chosea, somme toute rassurente, n'est nullement partagée par l'auteur. Pour lui, c'est les plans de l'architecte qui sont déficients. Il entreprend de le prouver en révélant le lien, vaguement dénoncé par d'autres, mais rarement aussi clairement défini, entre, d'une part, le manque de démocratie à Bruxelles et, de l'autre, la méprise sur la souveraineté. «Il n'y e en réalité aucun abandon mais simplement transfert. L'objectif réel, ce n'est pas la souveraineté nationale en soi, c'est essentiellement le bonheur des citoyens, leur prospénité, leur plein épanouissement et leur sécurité. Ce qu'il faut rechercher, dès lors, e'est le système d'institutions politiques le plus approprié pour sauvegarder ces fins

E ces prémisses découle le conatat. Dans les projets actuels, « trop de pouvoirs sont délégués à la Commission de Bruxelles et à son président; le conseil européen des ministres représente des Etats et non l'Europe, c'est-à-dire les Européens. » Les mêmes critiques peuvent être adressées selon Maurice Allais à l'Acte unique et au grand marché sans frontières : Bruxelles devait être pleinement réalisé, il entraînerait sane doute de puissantes forces de désintégration avant l'an 2000. » . . . - - -

La démarche proposée n'est ni simple ni nos capacités (...) à la construction d'un facile. Il s'agirait de raientir certains procesordre européen sur des bases nouvelles. > sus tout en engageant une réforme d'enver-

l'Europe communautaire dans ses dimenaions actuelles (l'élargisaement viendrait après, d'ebord pour les pays de l'actuelle Association de libre échange, puis pour les pays de l'Europe de l'Est s'ils le désirent). Ainsi Maurice Allais accomplit-il un tour de force : il demande qu'on soit plus attentif aux critiques britanniques sur les pratiques jacobines at technocratiques de Bruxelles, mais c'est pour déboucher eur un projet grandiose quoique prudent, car limité à quelques tâches bien déterminées, de fédération suropéenne. Ce qui donne une force certaine aux affirmations de l'auteur, parfois eppuyéea par un commencement de démonstration, c'est la vanité du postulat sur lequal depuis quarante ans repose le progremme européen : d'une intégration économique et monétaire de plus en plus poussée sortira l'unification politique. L'objectif ne cesse de se dérober. Un véritable marché sana frontières est-il envisageable sana une attitude commune à l'égard de l'immigration, question éminemment politique ? Est-il réaliste dans le monde d'aujourd'hui de supposer qu'une banque centrale européenne, puisse à elle seule tenir la barre face à des opinions publiques trop enclines à dénoncer le pouvoir exorbitant des gardiens de la monnaie? Selon notre auteur, le principe serait de conserver toutes les compétences de l'Etat national, sauf pour les taches d'intérêt commun. L'objectif serait de créer les conditions du maintien de la diversité, Le contraire de l'harmonisation considérée par Allais comme une fausse solution pour un problème mai posé.

Ce n'est pas seulement sur le plan institutionnel que les Douze s'epprêtent à Masstricht à mettre la chanue devant les bœufs. Sur ce terrain, Allais propose de grands changements maie des changements qui permettraient d'asseoir sur des bases plus solides les ecquis communautaires. Il propose que la Communauté européenne soit pourvue d'un président élu par le Parlement européen, composé ki-même d'une Cham-Strasbourg) et d'un Sénet dont les membres seraient élus par les différents Parlements nationaux. Le président de la Communauté désignerait le président d'un conseil exécutif, organe qui remplacerait l'actuelle Commission. Le conseil exécutif européens » choisis parmi les mambres du Parlement. La Communauté en tant que telle cesserait ainsi d'être une institution intergouvernementale flanquée d'un organisme prétendument epolitique (la Commission). Cependant, un autre organe serait créé sous le nom de conseil fédéral européen. Y sereient représentés à la fois les Etata membres, en la personne des chefs d'Etat et de gouvernement (comme l'actuel conseil européen), et la Communauté, en la pereonne de son président, du président du conseil exécutif et des présidents des deux Chambres composant la Parlement.

CEST à tort, selon Maurice Allais, que les conférences Intergouvernementales en cours cherchent à créer une union politique à partir de l'élaboration d'une politique étrangère et d'une politique de défense communes. Ces deux tâches, fait-il remarquer, sont des tâches de très longue haleine. Dans son système, elles ne seraient pas confiées à la Communauté en tant que telle mais eu conseil fédérel. Des taches beaucoup plus urgentes incomberzient à la Communauté. Parmi lesquelles, bien sûr, la mise en place progressive mais sans calendrier précis d'une union monétaire qui ne pourreit a'eccomolir qu'après une longue période de transition se prolongeant au moins jusqu'aux premières ennées du prochain millénaire. Mais, concrètement, l'engagement proposé par Allais serait plue contraignant que celui auquel les Douze vont souscrire, Seule, actuellement, l'Allemagne e una banque centrale indépendante dont la mission clairement définie par ses statuts est la stabilité de la monnaie. Ces conditione sont indispensables pour le fonctionnement de la future banque centrale européenne. Il convient que chaque Etat membre les acclimate sans plus tarder pour son propre compte, faute de quoi il serait hasardeux, la moment venu, de les appliquer à l'échella communautaire. Cette semeine encore, M- Elizabeth Guigou, ministre délégué chargé des affaires européennes, a déclaré que la France ne songeait pas à conférer un statut d'indépendance à son institut d'émisaion event le me étage. Extraordinaire incohérence quand on s'avise qu'à la troisième étapa la Banque de France eura été privée des moyens de prouver cette indépendance face à son gouvernement.....

(1) L'Europe face à son avenir : que faire? Robert Laffont/Clément Juglar. 309 p., 110 F.

A TRAVERS LES REVUES

MICHEL BEAUD

Plaidoyer pour le pluralisme

N riche dossier sur des d'« investissement-trarégions du tiers-monde et sur les analyses qu'on en peut d'économie quantitative consacrées à des pays en développement (2); ces deux numéros de revues, parmi bieo d'autres, rémoignent de la vitalité de l'économie du développement en France (3).

Les erticles que publie Economie er prévision ont en commun de pré-senrer les résultats de travaux quanritatifs fondés sur des approches formalisées; ils portent sur des sujets divers. A partir de l'enquête 1980 sur les budgets des ménages de Tunisie, le premier traite de la saisonnalité des eomportements de consommation et explore une méthode de désaisonnalisation ; un autre, urilisant aussi des enquêres sur les budgets de consommation en Tunisie, conduir à des estimations d'élasticités-prix er d'élasticités-revenus qui permet-tent d'avancer dans l'élaboration de sysrèmes complets de fonctions de

D'aurres traitent de l'augmentarion de l'offre de rravail féminin en Colombie, des effets de l'éducation tionnels a « basse technologie », des comportements-types des Etets en matière de défermination des prix réels payés aux agriculteurs pour des produirs d'exportetion. Une étude utilise un modèle dir « d'équilibre général calculable » pour étudier, pour la Côte-d'Ivoire, les incidences de trois politiques d'ajustement; une autre traite, dans un cadre formelisé, des effets des chocs et contre-chocs pétroliers pour les économies du Maroc, de la Tunisie et de la Jordenie.

Sont aussi présentés un modèle simplifié pour étudier la détermination du taux de change parallèle, une analyse meero-économique simple de la relation entre pénurie de devises et crise de l'agriculture, et une application de l'économétrie du déséquilibre aux conséquences

voit, allécher les spécielistes. Meis pourquoi dieble evoir eppelé ce numéro : « L'économie du déveoppement », titre qui annonce une approche compréhensive et fait espérer un contenu approfondi et systématique?

Etait-ce pour susciter le débat, comme peuvent le laisser penser les deux premières pages du texte de présentarion? Celui-ei, signé de Jean-Claude Berthélemy (Centre de développement de l'OCDE), Jean-Guy Devezeaux de Lavergne (Commissariat à l'énergie etomique) et Fredéric Gagey (Inspection des finances), soone un peu comme un menifeste. Il s'ouvre ainsi : « On peut se demonder en première anolyse quelle est la pertinence d'un numéro spécial sur l'économie du développement. En effet, l'économie du développement n'est rien d'outre que l'opplication à un champ géographique porticulier des outils d'onolyse èconomique existants (2).»

N'est-ce pas un peu eourt?, aurait-on envie de demander aux aureurs. N'est-ce pas jerer un peu vite à la trappe un ensemble de traveux ne s'inscrivant pas dans cette définition, qui ont été réalisés depuis bientôt un demi-siècle? Et quel scientifique rigoureux accepterait de définir une science... par les outils qu'elle a créés pour certains de ses treveux à un moment de son bistoire? On sait qu'une telle démarche a conduit, il y e une quinzaine d'années aux Etats-Unis, à développer une « économie du crime », une « économie du mariage », et, par dérision, une «économie du brossage des dents», qui ne sont, elles aussi, n'en d'autre que l'application à des champs particuliers a des outils d'onalyse économique existonts ».

Il est vrai que nos auteurs ne pechent pas par excès de nuances : «L'économie du développement n'o pas otteint dans notre pays lo matutite qu'ouroit pu loisser espèrer l'iniéret porté à ce domoine ou niveau politique. Plus sons doute que dons d'autres domoines de l'éco-

françaises offichent de grandes foihlesses vis-à-vis de celles du monde universitoire anglo-saxon. La contrirevues internotionales de développement est modeste (...)»

« Les meilleurs économistes hésitent en France, contrairement à ce qui se passe outre-Atlantique - tels por exemple, Dombush, Fisher, Sachs, Sen et bien d'autres. - à quitter les chemins balisès de lo macroéconomie, de la théorie des jeux ou de l'économie industrielle pour se c'est pour rassurer le lecteur : « Ce

« développement » (2). Chacune de ees effirmations est discutable, aucune n'est étayée : surprenent bution des économistes français aux dans une revue de boone réputation sous la plume d'auteurs affichant par ailleurs leur « souci de rigueur théorique ».

Nos auteurs n'hésitent paa à pousser leur reisonnement à sa limite : « Doit-on déduire de tout cela que l'economie du développement est dons notre pays vouée à l'échec ou à la médiocrité?» Mois

Kaléidoscope

- Union monétaire européenne : réformea à l'Esr : iné-galitéa, pauvreté et protection sociale en URSS ; polirique de l'emploi et durée du chômage en Frence et en Suède, Observanons et diagnosnes économi-

- Lee relations industriellee comme objet théorique ; stratégies eyndicalaa en Italie : claase ouvrière au Bréail ; le processus de la décision publique et le sida, Sociologie du traveil,

- Négociations collactives dans le secteur public ; effets de la dernière guarre sur la eroie-sance de l'amploi férninin, American Economic Review, septem-

- Les professions libérales et Intellectuelles entre l'éthique et le merchand ; contributions de l'économie et de la philosophie relativea aux choix rationnels. Economic Journal, juillet 1991.

- Grende distribution, flexibilité er gestion sociale, formation Emploi, revue du Cantre d'études et de recharches aur les qualificatione (CEREQ), septembre 1991.

L'économie sociale en Grande-Bretagne, numéro de la Revue de l'économie sociele,

nº 23, 1991. - Merchés, prix, revenua et politique céréelière, Cahiers d'économie et acclologie rurales, r.≈ 18, 19, premier et deuxième semestre 1991.

- L'économia das régions rrenafrontalières, Cahiers du LERASS (Laboretoire d'études et de recherches eppliquées en sciences eociales, Toulousa), nº 24, 1991.

- Pollriques fiscales dena le pays en développement, World Bank Economic Review, septembre 1991.

 Démocretie et développement dans le tiere-monde, Eco-nomie et humanieme, octobredécembre 1991. Démocratie en Afrique, Politique africaine, m 43, octobre 1991.

- Cycles longs, Kondratieff et crices ; le bateille dea régimes monétaires à le fin du dix-neuvième siècle : les mouvements de cepiteux dens l'entre-deux guarres, Economies el sociétés, Cahiers de l'ISMEA, 1991, nº 2, série AF, nº 18. numéro spécial [celui qu'ils présen-tent...] voudrait montrer qu'il n'en est rien. » Admireble modestie! Excès néophytes? Manque de culture scientifique vraie ? Insuffisante connaissance de l'histoire des sciences économiques ?

Il est bien difficile de porter un diagoostie à partir de cette scole pièce d'anthologie. Meis on pent craindre qu'il a agisse là de la mani-festetion d'un ostracisme selon lequel seul ce qui fait l'objet d'une formalisation methématique, aurait valeur scientifique. Il ne s'agit pas de revenir au débet d'il y e plus d'un demi-siècle, entre Keynes, qui s'inquiétait des risques de la mathé-matisation, et Tiobergen, qui fut un des pionniers en ce domaine. Il s'agit simplement, compte tenu de l'état actuel des sevoirs économiques, de plaider pour le pluralisme et la diversité des démarches.

Faut-il rappeler que les apports principaux de Frisch, Tinbergen, Lewis, Prebisch, Perroux, Sen, Hir-schman... à l'économie du dévelop-pement ont, pour l'essentiel, résulté de démarches combinant analyses bistorique, sociologique et économique, que tous les économistes ayant contribué à porter la formalisation methématique à son plus haut niveau se sont au moins une fois interrogés sur les limites de cet art ; et que le dogmatisme ecoduit à des affrontements stériles et à l'appauvrissement de la pensée?

Qu'il soit done permis de plaider iei nour le pluralisme. Acceptons que coexistent, en espérant qu'en sulteront des avancées et des enrichissements réciproques, rravaux théoriques au plus heut niveau d'ebstrectioo, recherches formalisées dens des cadres d'hypothèses restrictifs, observations concrètes. études descriptives et travaux combinant les approches de diverses

Evitons de jeter des anathèmes. Soyons ettentifs à ce qu'apportent les travaux quentitatifa flor, 75003 Paris).
formelisés (2). Mais intéressons(4) « Marché a nous eussi aux études descriptives montrant le regain actuel, sous des diverses,

l'« jovestissement-travail »: programmes d'investissement travail en fode, systèmes de corvées en Chine, fonds d'investissement social en Amérique centrale, travaux communautaires co Afrique centrale. Et acceptons aussi que puissent être posées les questions les olus fondamentales, telles que : « Le développement ne peut-il être que marchand? » ou « Une croissance indéfinie o-t-elle un sens ? » (4)

Ces questions, Christian Comé-lieu, professeur à l'IUEO - Institut universitaire d'études du développement de Genève, les pose à partir de l'inquiétude qu'il ressent face à la situation de certains pays de l'ex tiers-monde, face à « lo rapidité et io profondeur des changements en cours (à l'Est, au Sud et sans doute aussi à l'Ouest) » et face à « la pré-cipitation ovec laquelle l'Ouest et les centres dominants de l'économie mondiale exercent des pressions intenses pour que le reste du monde adopte exclusivement et quasi aveuglément les règles de l'économie de marchė » (4).

(t) « investissement-travail et dévelop-cement », revue Tiers-Monde, revue ubliée par l'IEDES (Institut d'étude du développement économique et social/, juillet-septembre 1991 (58, boulevard d Arago, 75013 Paris). Signalous également la publication récente par la revue Tiers-Monde d'un numéro hors sèrie : « L'evenir des tiers-mondes », préparé par le GEMDEY (Groupement d'intérêt scientifique Economie mundiele, tiers-monde, développement).

(2) « L'économie du développement », numéro d'*Economie et prévision*, revue de la direction de la prévision, 1991, nº 1 (151, rue Saint-Honoré, 75001 Paris).

(3) Pour une vue d'ensemble, rappeloss l'article de Philippe Hugos, « La pen-sée française en économie du développe-meut », Revue d'économie politique, mars-avril 191 (Ed. Sirey, 22, rue Souf-

(4) « Marché mondial, ajustement, développement », Informations et com-mentales, juilles septembre 1991 (32, rue Michel-Dupeuple, 69100 Villeurbanae). SITUATION LE 11 NOVEMBRE A 0 HEURE TU

the think con-* **********

40 ATT ...

ميناه ودينه الله

4 · ·

W. Window

A ALIA

大きな タンニー

Prince .

墨 新春中心

A 111

-

- Paris -

Marine .

· 上京(2017)

Sec 444.7. 44 A The .

E make -

District . A

A

** ·

44 P.

100

Allen, top ...

Marin Tu

THE PARTY PLAN

Mr. Spinson.

Eryane.

3-

- - - · · · igher.

乳化盐粉片 医水色

4.47

4 4

107

المناه المناه

5-57

<u>a.</u>

44.4

1 My 14 7 7 1

A 10

- - - -

الماسين

्वर राज्य

. . . :

F

19<u>11</u>4, 200

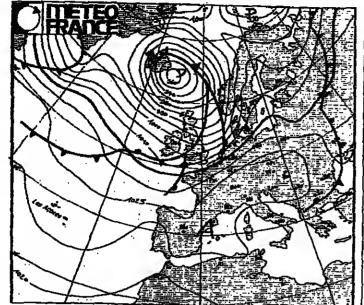
h....... Asyrii

. . .

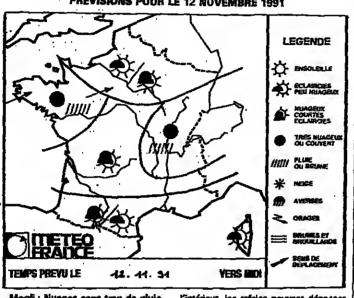
.

11.00

AND DESCRIPTION OF THE PARTY.



PREVISIONS POUR LE 12 NOVEMBRE 1991



Mardi : Nuages sans trop de pluie. Le littoral méditerranéen sere le seule région française épargnée par les nuages. Ceix-ci ne devraient y feire que da timides incursions matinales.

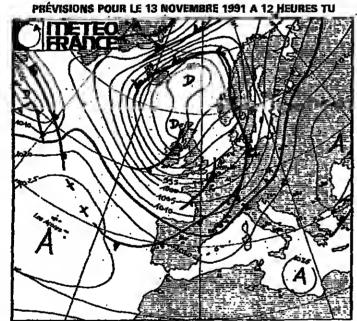
La nébulosité restera conséquente partout ailleurs. La pluie tombera le matin sur toutes les réglons, alient du Bordeleis à l'Alsace, Les précipitations seront plus drues sur les versants nords du Messif Central, du Jura et des Alpes, Elles s'évacueront vers les une et et le leurnée. l'est eu fur et à mesure de la journée pour ne plus intéresser que le Jura et les Alpes du Nord en soirée.

La pluie et la vent reviendront dans l'après-midi per la Bretagne. Ils gegneront les Pays de Loire, l'Île-de-france puls les Ardennes dans la solrée. Le vent de sud-ouest souffiera à 60 km/h près des côtes et à 40 km/h dans

l'intérieur, les rafales pouvant dépass respectivement les 80 et 70 km/h. Des éclaircies pourront néenmoins apparaître l'eprès-midi sur toutes les régions non concernées par cette nou-velle perturbation.

Les températures minimales s'étag ront de 2 à 5, degrés, sauf sur les côtes de l'Attantique et de la Méditerrenée, où elles approcheront les 10 degrés.

Les maxima se diviseront selon une ligne Cherbourg/Nice. A l'ouest de cette limite, lis seront supérleurs à 14 degrés evec une pointe de 19 degrés attendue sur le Pays basque. Ils seront plus freis à l'est. La douceur sera néanmoins eu randez-vous pulsque les 10 degrés seront partout atteints.



Valeurs Burfanu ie 10-11-1991 à 18 heures TU FRANCE AJACIO	es relevées entre et le 11-11-1991 à 6 heures TU TOULOUSE	LOS ANGELES
MANTES	CENTYFE	SYSNEY
A B C ciel couvert	D N O	P T * pluic tempère neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légela moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. Document établi avec le support sechnique spécial de la Météorologie nation

IMAGES

PIERRE GEORGES

Ainsi sortent les artistes!

C ÉTAIT encora une simple phrase, presque conventionnelle. Le 10 septembrs sur TF1, Yves Montand, vanu ennoncer ea rentrée sur scène, prévue pour le primemps 1992 à Bercy, repondait à Patrick Poivre d'Arvor. Ce demier évoquait de possibles «adieux à la scène». Et la réplique vint immédiate : « Ecoutez, à solvante-dix ens, je ne vais pas essayer de jouer les jeunes hommes. Mais mes adieux, je les ferai les plads davant. Comma

tout un chacun.» Comme tout un checun, Yves Montand a fait ses adieux. Mais per surprise et avec talent, dans symbolique d'une mort en scène, au demier raccord du der-

1,00 Magazine : Minuit en France, 1.50 Musique : Carnet de notes.

20.35 Cinéme : L'Arme fatale 2.

CANAL PLUS

nier film, avant l'hôpital de Senfis. Ainsi sortent les ertistes qui saveni mourir. Dens l'avelenche d'images es

d'hommages, dans la mobilisation des chaînes qui ont suivi cette disparition sans préavis, une autre phrase ast venue. Un brave homme, qu'un reporter était venu solliciter, dira, cela ne s'invente pas : «J'ai perdu un bon voisin et le France a pardu un grand

L'épitaphe, eprès tout, an valut bien d'autres. Yves Montand est parti dans l'extravagance du Papé. eseez fou pour. à soixente-dix ans, cultiver le plus fou des pro-jets : vivre sa vie de jeune père. Assez présent dans le voisinage

français pour que même une inter-vention présidentielle à la télévi-l'intention de son fils d'automne : sion ne puisse commencer que per la célébretion des Feuilles

li est paru dans l'extravagance extrême d'un homme qui, le temps d'un long week-end du 11 novembre, aura fait du rappel de sa vie une ultime leçon d'histoire contemporaine. Cer c'est cele qui, en-delà du choc, a dominé l'ensemble des documents présentés : au-delà de l'ar-tiste exceptionnel, Yves Monland fut, parfois jusqu'à la caricature. un homme de son siècle.

Les images l'ont montré : c'était au cours d'un envetien réalisé par Guillaume Durand, livrant

«A Valentin, je dirais «Ne sois alemais petit. trompe-tol si tu veux, mais engage-ioi pour tout .ce que tu crois juste. » Cette volonté de n'etre jamais petit, qui tenaillait déjà Ivo Livi, Français de la deuxième génération à Mer-seille, quend le terme n'existait pas encore. Yves Montand l'aura

beaucoup pratiqué. Jusqu'à l'absurde jusqu'à l'erreur politique, jusqu'è une contrition de repenti parfois auser excessive et bruyante que les images, parfois cruelles. I ont rap-pelé. Sens jamais insulter à la memoire d'un preux.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semeine dens notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles

signalé dans « le Monde radio-télévision » :

Film à éviter ;

On peut voir ;

Ne pas manquer :

Chef-d'œuvre ou clessique.

Lundi 11 novembre

		77	TIME TE HOLCHINE	
TF 1		22.25	Film américain de Richard Donner (1989) Flash d'informations.	
Theres Refin.	hat, evec Maria Schell, Marie-	22.30 Le Journal du cinéme. 22.35 Cinéma: Voulez-vous mourir avec moi? Film franco-allemand de Peire He		
Présenté par 23.35 Sport : Cate Carlos Plat	Carlos Plata [Mexique)-Flesh Gordon	(1987). 0.15 Cinéma : Punisher. Film américano-austratien de Marc Gol		
Jessy Texa Woman Sal Jorg Schrag			1989). Cinéma : La Femme caméléon. Fim sméricain classé X. de John Les (1990).	
A 2		20.50	Megazine: Les absents ont toujours tort.	
	es bronzés font du sici. m de Petrice Lecone (1979).		Présenté per Guillaume Durand. Crime et châtiment : la peine de mort de question.	
22,20 Documental De Gérard Ro	ire: Les Moissons de far. Sugaron et Jean-Claude Lubt- a Théâtra des opérations.	23.00	Cînéma : Brigede mondaine, vaudou eux Caraïbes. D Film français de Philippe Monnier (1980).	
23,16 Journal et N		0.40 Le Club du télé-achat, 1.00 Journal de le nuit.		

20.45 Cinéma : César et Rosalle. a prim français de Claude Sauret [1972]. 22.45 Court métrage : Ecrire contre l'oubli. 23.00 Théâtre : Cripure. Pièca da Louis Guiloux d'eprès son roman le Sang noir, mise en scène de Mercel Maréchal, résiliation d'Alexandre Terta, avec Tatiana Moukhine, Marcel Maréchal. M 6 .. 20.35 Cinéme : Karate Kid, le moment de vérité.

1.15 Rediffusions.

Film américsin de John G. Avildsen (1984). 22.45 Série : L'Houre du crime. 23.35 Magazine: Cultura pub.

1.10 Demain se décide aujourd'hui.

0.00 5ix minutes d'informetions. 0.05 Megazine : Oazibao. 0.10 Magazine : Jazz 6. Présenté par Philippe Adler.

Charlie Haden Liberation Music Orchesua, 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.45 Court metrage : Aqua. 21.00 Cínéma : 5kinoussa. ■■ Film français de Jean Baronnel (1979). 22.45 Court metrege : Crime parfait, D'Evns Papanicoles. 23.00 Documentaire : Damie, concert en velours noir. De Juliei Berto,

FRANCE-CULTURE 20.30 L'Histoire en direct. 23 octobre 1956 : le soulèvement de Budapest (2).
21.30 Dramatique. Céremonies de l'aube. d'après Carlos Fuentes (1). 22,40 La Radio dans les yeux. L'actuelité des arts plastiques. 0.05 Ou jour au lendemain. Avec Jean Clair fles Années 20, l'âge des métropoles). 0.50 Musique : Coda. Arthur H. 1. Une histoire intime.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert len direct de Berini : Variations
«Mozart» pour sextuor à cordes, de Korndorf; Locus late, de Bruckner; «Fest und
Gesenkspruche» chœur op. 109, de
Brehms; Concerto pour violon et orchestre
nº 5 en la majeur K 219, de Mozart; Symphonie nº 8 en si mineur 0 759 «Inachevée», de Schubert, par le Chœur de la radio
de Berlin, dir. Dietrich Knothe, et l'Orchestre
symphonique de la radio de Berlin, dir. symphonique de la radio de Berlin, dir Heinz Roegner; sol. Karl Suske, violon. 23.07 Poussières d'étoiles.

Mardi 12 novembre

	TIZULUL ZII ILO I CILIO I C
TF 1	22,05 Journal et Météo. 22,15 Court métrage : Ecrire contre l'oubli.
15.30 Feuilleton:	Jane Birkin pour Maria Nonne Santa Clara (Philippines).
La Clinique de la Forêt-Noire. 16.15 Feuilleton : Riviera.	22.30 Mardi en France. Programmes des télévisions régioneles.
16.40 Club Dorothée. 17.30 Série : 21 Jump Street.	23.25 Megazine : Océaniques.
18.25 Jeu : Une familie en or.	Mon frère Jacques, par Pierre Prévert (1º partiel.
18.50 Feuilleton : Santa Berbara.	0.25 Musique : Camet de notes.
19.20 Jeu : La Roue de la fortune. 19.50 Divertissement : La Bébêta Show let à 0,15).	CANAL PLUS
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tepis vert. 20.50 Cinéma: La Cuisine au beurre. Film français de Gilles Grangier (1963, version colorisés).	16.35 Cinéma : La Désenchantée. Film français de Benoît Jacquor [1890]. Avec Judith Godràche, Marcel Bonzonnei, Yvan Desny.
22.20 Magazine : Ciel, mon mardi I Prásenté par Christophe Dechavanne.	17.50 Court métrage : Ecrire contre l'oubli.
0.20 Journal, Météo et Bourse.	Jene Birkin pour Maria Nonna Santa Clara

A 2	18.00 Canaille peluche. En clair jusqu'é 20.35 —		
15.20 Variétée : La Chance aux chansons.	18.30 Ca cartoon.		
16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.	18.50 La Top.		
16.45 Magazine : Défendez-vous.	19.20 Magazine : Nulle part eilleurs		
17.00 Magazine : Glga.	20.31 Le Journel du cinéma.		
18.15 Série : Mac Gyver. 19.05 Jeu : Question de charme.	20.35 Cinéme : L'Aventure des Ewo Film américain de John Korty (18)		
19.40 Divertissement : Caméra indiscrète.	22.10 Flash d'informations.		
20.00 Journal et Météo.	22.15 Cinéma : Police Academy 6,		
20.45 Mardi soir : La Vie et rien d'eutre. Film français de Servend Tavernier (1889).	50S ville en état de choc. D Film américain de Peter Sonerz [1]		
23.10 Oébat : Les disparus.	23.35 Cinéma : Les Chaussons roug		

23.10 Oébet : Les disparus. Animé par Daniel Stallen. 0.20 1. 2. 3. Théâtre. 0.25 La 25 Heure.

0.25 La 25 Heure.

Final, d'Irène Jouannet; Le Baiser, de Pascale Ferran; Tôi le dimenche, de Murat Mamedov; La Batalile de Kerjenetz, d'Ivan Ivanov Vano et Youri Norstein. 2.36 Magazine : Rapido. 1.35 Journal et Météo.

FR 3

14.30 Megazine : Regards de femme. 15.00 Megazine : Musicales (redifi.). 16.00 Magazine : Zapper n'est pes jouer. 17.30 Jef. 18.15 Magazine : Une pêche d'enfer. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région, 20.00 Un livre, un jour.

20.10 Divertissement : La Classe. 20.45 Téléfilm : Transit. De René Allio, avec Sébastian Koch, Claudia

roks. **=** 884).

Film britannique de Michael Powell et Emeric Pressburger (1948).

1.45 Documentaire : Les Chasses de Kali la lienne

LA 5

1.55 Rediffusions.

16.50 Youpil L'école est finie. 18.10 Série : 6hérif, fais-moi peur. 19.05 Série : Kojak. 20.00 Journal, Météo et Le Temps de Nicolas. 20.40 Journal des courses. 20.50 Cinéma : La Nuit de l'évasion.
Film américain de Delbert Mann (1882).

22.45 Megazine : Ciné Cinq. 23.00 Téléfilm : Intrigues sensuelles. De Roy Garrett. 0.40 Sport : Tennis. Masters 1991 a Francfort. 1.40 Journal de la nuit. 1.50 Demain se décide eujourd'hui.

M 6

17.40 Jeu : Zygomusic. 16.05 Séria : L'Homme de fer. 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série: Cosby Show.

20.35 Telefilm: La Mission secréte du Père Noël. De Burt Brinckerhoff, avec Charles Durning. Rise Schiffman. 22.15 Documentaire : 60 Minutes.
Monnale de singe, de Christopher Temil et
Peul Hanamann.

23.10 Magazine : La 6 Dimension. De Lonel Roltage et Pascale Bastide. 23.40 5ix minutes d'informations. 23.45 Magazine : Dazibao. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.30 Serie: Une lecon particulière de musique avec Yuri Bashmet. D'Olivier Semeger, François Mancaaux et Jacques Deschamps.

17.35 Documentaire : Le Temps verrouillé. De Sibylle Schöneman. 19.10 Documentaire : Chroniqua de l'infection. De Gérard Kouchner. 2. La Contagion.

20.00 Ecrire contre l'oubli. 20.05 Documentaire : Cinamémo. Hongris privés. 4. La journal de Monsieur N. (1838-1967), de Peter Forgass. 20.50 Série : Portraits d'Alain Cavalier. 6. L'Archetière.

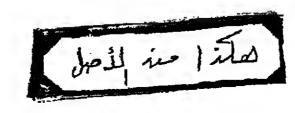
21.05 Opera: Falstaff. Os Giuseppe Verdi. 23.20 Documentaire : 5ur l'autre rive.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel sciences. L'état des sciences. 21.30 Femmes da détenus (rediff.). 21.30 Perimes da deterius (reom.).
22.40 Les Nuits magnétiques.
Mémoires de nuit. 1. Nuit blanche.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Lydie Salvaire (la Vie commune). 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 28 septembre lors de la saison musicale de l'abbaya de Royaumont): Lo Frate Nnamo:aro, opéra de Pergolesi, par l'Orchestre baroque de le communauté européenne, dir. Roy Goodman, et les solistes et chanteurs de Royaumont. 23.07 Poussières d'étoiles.



Les Européens franchissent un pas décisif dans la fusion thermonucléaire

Les physiciens européens ont, semble t-II, franchi un grand pas, aemedi 9 novembre, à Culhem (Grande-Bretagne) en produisant de l'énergle par fusion nucléeire. Ce résultat est une étape décisive dans un processus qui doit conduire eu contrôle d'une énergie presque inépuisa-

Est-ce l'événement que tous les physiciens attendaient? Vraisemblament oui, à en croire les responsables du Joint European Torus (JET) de Culham qui, dans une espèce de grosse chambre à air métallique de quelques mètres de diamètre, ont réussi, pendant un court instant, à «mettre le Soleil en bouteille » et ont produit . une quantiti significative d'énergie par fusion nucléaire»,

Pour la première fois au monde en effet, les physiciens du JET ont réussi à faire « fusionner » dans leur machine suffisamment d'atomes d'hydrogène – du deutérium et du Intium - pour produire un peu plus d'un mégawatt pendant deux secondes. Comparé aux centrales principe de la fission (éclatement,

fin mercredi 13 novembre au matin, devait encore profondément pertur-ber le trafic lundi 11 et mardi

12 novembre. On s'attendait donc à des conditions difficiles pour les

retours du week-end du 11 novem-

bre, même si dimanche, en raison d'une baisse habituelle du trafic, une

certaine amélioration passagère avait

Le dispositif d'urgence mis en

place par les pouvoirs publics, à savoir notamment l'utilisation de

personnel sous estreinte, ne peut écouler au mieux que 60 % des vols

toutefois décide de maintenir les

trois cent vingt vols prévus le

Il novembre à son programme, en précisant que des retards étaient à

Les syndicats qui ont lancé le mouvement, le SAPAC (autonome)

et la CGT, réclament des augmen-tations d'effectifs et le paiement

Yaugaslevie : le proposition du

bloc serbe d'envoyer des « cas-ques bleus » en Croatie eet socueil-

La CEE reproche eux Eiets-Unis

leur parcimonie à l'égard des pays

Arrivés à Port-au-Prince de la délé-

getion de l'OEA chargée de négo-cier le rezour du père Aristide..... 8

Le retour triomphal des «Palesti-niens de Medrid» dens les terri-

Un burenu du Feth devrait rouvrir à

L'entretien télévisé du président de

Le conseil national de l'UDF à le

L'essemblée générale des Verts à

M. Mauroy se prononce pour une

les élections régionales et cento-

Affaire Urbe : un recours en

Conseil d'Etat pourrait empêcher

l'instruction contre trois élus mar-

Cárámonies du 11 novembre : hom-

mage aux soldats méconnus..... 10

Six paye européene étudient un

syatàme spatial de communice-

La relance des semaines sociales 10

tions militairea

pu être constatée.

redouter.

ÉTRANGER

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

La grève des électroniciens du ciel

Le trafic aérien reste très perturbé

La grève des électroniciens de la d'une prime. Pour faire face à un navigation aérienne, qui doit prendre surcroit de trafic, la SNCF a indiqué

SOMMAIRE

en morceaux plus petits, de noyaux lourds comme l'uranium, avec pro-duction d'énergie), les chiffres obtenus à Culbam peuvent paraître dérisoires. Fessenheim, Nogent, Tri-castin ou Bugey délivrent en effet, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, I 000 mégawatts électriques sur le réseau EDF,

Pourquoi chercher l'impossible et vouloir «singer» les étoiles, capa-bles de produire des torrents d'énerles atomes d'bydrogène pour les transformer en un autre élément, l'hélium? Pourquoi vouloir imiter le Soleil, qui pratique ce genre de conversion à un rythme qui dépasse l'entendement, et ce depuis près de cinq milliards d'années?

La raison en est simple : la fusion thermonucléaire, si elle est un jour contrôlée et aisément reproductible, représenterait pour l'humanité une quantité d'énergie disponible quasi illimitée. L'enjeu est tel que, depuis plus de vingt ans, Américains, Soviétiques, Japonais et Européens se livrent une course sans concession pour tenter de domestiquer les réactions de fusion au travers de machines dérivées de concepts soviétiques, les Tokamaks, et qui ont nom JET et TORE-SUPRA

qu'elle mettrait en service des trains

et TGV supplémentaires au départ de Nice, Bordeaux, Nentes, Tou-

de l'équipement et des transports M. Paul Quilès, sur «les actes irres

ponsables » qui scraient à l'origine

de jeudi à vendredi (le Monde daté

10-11 novembre) pourrait aboutir

rapidement à « des sanctions indivi-

duelles », en raison des « présomp-

tions sérieuses » déjà opparues, indi-

► Pour tout renseignement : Air Inter, tél. : (1) 45-39-25-25 ou

Minitel 3615 ou 3616 code Air

inter ; Alr Frence, tél. : [1] 43-20-15-55 (errivées) et (1)

43-20-11-55 (départs) ou Mini-tel 3615 ou 3616 code AF; UTA, tél. : (1) 40-17-46-46 ; TAT, tél. : [1) 42-79-05-05.

minutes de bonheur. Les hommages

dea milieux politiques et culturels.

péenne. Trois femmes plus une

L'ertiste engagé : du communisme à

Washington et Bruxelles décidés à

faire aboutir les négocietions com-

merciales de l'Uruguey Round .. 15

Plan d'accompagnement social

pour les fonctionneires délocalisés.

Les obsàques de Robert Maxwell

CHAMPS ÉCONOMIQUES

· Le trensport sérien à l'heure des

concentrations e Le trompe-l'est des chiffres e Ln chronique de Paul Febra : « Le 11 novembre et

l'avenir de l'Europe » 17-18

Services

Spectacles...... 14

La télématique du Monde ;

3615 LEMONDE

3615 LM

.... 16

19

Carnel

Radio-télévision

Météarologie.

Mots croises

ÉCONOMIE

que-t-on de source autorisée.

pour l'Europe, TFTR (Tokamak avec une feible quantité (0,2 gramme, soit 14 % du mélange) de Unis, 17-60 pour le Japon et T-15 tritium produire de l'énergie, les nour l'Union soviétique.

Jour eprès jour, les physiciens ont progressé. Difficilement. Car si l'homme a su très tôt faire, de manière incontrôlée, de la fusion bermonucléeire dans les bombes «H», il peine encore à maîtriser ces forces colossales dans une machine.

300 millions de degrés

Pour parvenir à ce que les physiciens eppellent le «break even», ce point de fonctionnement de la machine à partir duquel on produit dans le réecteur autant d'énergie qu'on en injecte, il faut atteindre des températures de 200 à 300 miltions de degrés. Et cela ne suffit pas. Il faut aussi être capable d'entretenir ces réactions pendant un temps suffisamment long et avec une densité de matière dans la

Aujourd'hui encore, il s'en faut de beaucoup pour que le JET, pour-tant une des meilleures machines existant au monde, franchisse ce seuil. Mais, en démontrant par deux fois, samedi, que le JET pouvait physiciens européens ont ouvert une porte devant lequelle beaucoup campaient depuis bien longtemps.

Cette expérience devrait donner permettre aux Européens de mieux négocier leur place su sein des pro-jets concernant les machines ITER et NET de la prochaine génération (le Monde du 14 novembre 1990). Des machines capables cette fois de délivrer, pendant un temps certes limité mais important - environ mille secondes au lico d'one ou deux, - une puissance einq fois supérieure à celle nécessaire pour atteindre le « breok even » et démontrer ainsi tout le bien-fondé de la fusion contrôlée.

Même si les résultats obtenus sur Même si les résultats obteous sur le JET permettront, d'ici à 1996, de concevoir, selon M. Paul Rebut, un des pères de la machine, « un réacteur expérimental de fusion capable de dégager une énergie de plus de 1 000 mégowotts », ce n'est pas avant 2040 au mieux que l'on peut, selon les spécialistes, espérer la mise au point d'un réncteur véritablement commercial.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Expulsés de Hongkong

Des boat people vietnamiens affirment avoir été maltraités durant leur rapatriement

bre, l'un des cinquante-neuf réfugiés expulsés la même jour de Hongkong aux termes d'un accord signé entre Londres et Hanoi en vue de rapetrier de fecon forcée les quelque 60 000 a boat people » présents dans la colonie britannique. Nguyen Van Khang, le réfugié en question, est accusé d'avoir tué un gerdien d'usine. Les conditions d'application de l'accord du 29 octobre suscitent par eilleurs de nombreuses réserves.

HONGKONG de notre envoyé spécial Les autorités coloniales de Hongkong ont décide de réexaminer les conditions dans lesquelles seront, à l'avenir, rapatries les refugies vietnamiens eprès l'opération controversée de la fin de la semaine dernière (le Monde daté 10-11 novembre). Des réfugiés, en effet, se sont plaints, à leur arrivée à Hanoi, d'avoir subi des violences au cours du voi les ramenant dans leur pays. Ce sont des envoyés spécieux eu Vietnam de la presse hongkongaise qui ont recueilli le témoignege de plusieurs réfugiés sur ce point.

Même des femmes ont affirmé, en montrent leurs ecchymoses,

Les autorités vietnamiennes avoir été frappées. L'une d'elles tion d'un produit oon identifié, vraisemblablement un celmant. Une semme enceinte assure avoir reçu des coups au ventre. A Hongkong, au moment de l'embarquement à bord de l'avion, on a pu voir des réfugiés se débattant dans les bras de policiers, le corps enveloppé dans une couverture après qu'ils se fussent dénudés en signe de protestation.

> Les responsables du programme « Retour dans l'ordre », mis sur pied pour les réfugiés détenus à Hongkong, ont indiqué qu'ils étudiaient les «oméliorotions» pouvant être apportées à la méthode. en particulier sa couverture médiatique, embarrassante pour les autorités si de telles soènes devaient se

reproduire. A Loudres, des personnalités du Parti travailliste ont élevé la voix contre les conditions de ce rapatriement. Le prochain départ, prévu d'ici à la fin du mois ou au début de décembre, sera particulièrement délicat : il porters sur un groupe identifié par la police comme particulièrement « endurci », responsable de plusieurs manifestations récentes dans le centre de détention de White-

En tournée dans trois pays

M. Baker alerte ses interlocuteurs asiatiques sur l'effort nucléaire de la Corée du Nord

M. James Baker est errivé le dimanche 10 novembre à Tokyo. Le secrétaire d'Etat américain y a commencé une tournée d'une eemaine dens trois pays d'Asie, eu cours de laquelle il entend en perticulier explorer evec see interlocuteurs les reponese à epporter a l'effort nucléaire de la Corée du Nord, qui suscite des craintes croissantes.

Les relations commerciales et la manière de mettre en œuvre en Asie le anounel ordre mondial - débarrassé de la lancinante menace soviétique : tels sont les thèmes qui vont dominer les entretiens de M. Baker avec ses interlocuteurs japonais, sudcoréens et chinois d'ici au 17 novembre.

Rencontrant, des son arrivée à Tokyo, M. Kozo Watanabe, ministre du commerce exteneur et de l'industrie (MITI), M. Baker a demandé que le nouveau gouvernement de M. Kiichi Miyazawa prenne rapide-

ment des mesures en vue de réduire l'excédent commercial, substantiel et en hausse rapide, du Japon envers les Etats-Unis.

M. Baker rencootre lundi 11 novembre M. Miyazawa, dout il est aiusi le premier interlocuteur étranger. Les questions de sécurité en Asie sont eu centre de ces conversations - d'autant plus impor-tantes que le président Bush vient d'annuler la visite qu'il devait faire à la fin du mois nu Japon, en raison de considérations de politique inté-

neure. Le problème coréen, le plus brülant du moment, devait naturellement être examiné. Pyongysng est soupçonnée en effet de «pousser» son progremme nucléaire d'ane façon qui pourrait permettre la mise au point d'une bombe atomique d'ici un ou deux ans. Les autorités de Corée du Nord ont, d'ailleurs, à la fio de la semaine, déconcé comme «insignifiante» la proposition que vient de faire Séoul de dénucléariser totalement le sud de la L'adieu de l'Italie à Montand

Un Italien extraordinairement français

de notre correspondante

«Adieu Montand»: la presse italienne, dans son ensemble, a rendu un dernier hommege vibrant, dimanebe 10 novembre, à cet enfent du pays qui sut si bien conquérir Paris. Quatre des princi-paux titres – Il Corriere della sera, La Stampa, Il Giorno et La Repub-blica, – ont place sous leur bandeau une de ses photos pour lui rendre horamage, « Adieu Montand », titre en français La Repubblica, qui lui consacre ses cinq premières pages. Un éditorial de Bernardo Valli charpente un ensemble de huit articles qui saluent «un homme parmi les plus populaires de France» dont «la vie fut une légende».

"Une roix devenue un mythe, titre Il Corriere, qui se souvient tire Il Corriere, qui se souvient d'un des hommes de spectacle les plus éclectiques et les plus engagés de l'après-guerre». Dans un éditorielà le « une », Bernerd-Henri Lévy exaite « les années Montand. Le symbole des années de plomb, puis des années de liberté et d'espoir. La générosité de Montand. La grandeur de Montand. Montand dans toutes les batailles. Montand dans toutes les débats. » « Adieu Yves Montand, voix de la passion», titre Montand, voix de la passion», titre La Stampa, qui se souvient de l'acteur et du héros de musio-hall, tandis qu'Il Giorno, en couleurs, célèbre l'a eterno ragozzo», l'éternel

A la radio et à la télévision, les hommages du monde du cinéma se sont succédé pendant tout le week-end: Gillo Pontecorvo, qui dirigea Montand en 1957 dans la Grande Strada azzura, parle de sa «générosité» et de sa « verve comique ». Francesco Rosi préfère se souvenir de acet homme qui savait si bien vivre les contradictions de la vien et Giuseppe de Saotis admire asa

L'hommage des hommes politi-ques n'était pas ebsent. Ainsi pour le secrétaire do Perti socialiste (PSI), M. Bettino Craxi, Montand était « un des plus grands interprètes

rement français....»

Cette « italianité » pourtant, le chanteur semblait l'avoir assez mai vécue, et la presse rappelle à loisir que, durant toute sa vie, il ignora superbement son village natal, Monsummamo, dans la province de Pistoia, en Toscane. A plusienrs reprises, les différents maires du vil-lage tentèrent de lui conférer au moins la «citoyenneté d'honneur»: Montand ignora les démarches. Et le village, qui s'enorgueillissait telle-ment de sa naissance, resta sur sa faim. Il vint un jour, cependant, en 1953, alors qu'il tournait à Florence un épisode de *Tempi nostri*, de Bla-

Il fit une arrivée triomphale dans nne Ferrari flamboyente evec, à Danièle Delorme et déjeuns chez des cousins de sa mère. On ne le revit plus jamais. Et l'un des édiles de la petite ville de s'interroger a En voulait-il encore au village d'où son père, militant communiste, fut chassé par la montée du fascisme?»

Malgré cette «blessure italienne», que Montand gardait en lui vivace et secrète, il n'avait pas rompu totalement avec l'Italie, où il se rendait souvent. Et Giorgio Strehler raconte encore que, en parlant avec le chanteur, il remarqua un jour qu'a il gardait une pointe d'accent toscan pour me démontrer – et se démontrer – qu'il n'avait pas oublié ses origines...»

MARIE-CLAUDE DECAMPS

D Une appréciation de Françoise Girond. - Françoise Girond e écrit des textes de chansons et il lui est arrivé d'eo doooer un à Yves Montand, qui ne réagit pas. Elle n'y pensa plus jusqo'au jour ou, trois ans plus tard, elle l'entendit sur un nouveau disque, avec un deroier couplet complètement compte une seconde de sa muflerie. Il n'avait simplement pas le sens de ce qui est correct, il n'était pas très éduqué », déclare-t-elle dans le Figaro du 11 novembre où eile

Le centenaire de la mort de l'écrivain

Mondanités pour Rimbaud

Samedi soir, è la porte de la Grande Halle de La Villette, la file des invités était trois fois plus longue que celle des spectateurs payants. La fête en l'honneur du centenzire de le diaperition de Rimbaud était annoncée sauvage, elle fut eurtout d'une grende

Peu après l'ouverture de cette « Parade sauvage », dans la libreirie, dévalisée pour cause de suc-cès public, il ne restait plus un vers de Rimbaud, en « Pléiade » ou en poche, rien que des pages et des pages sur Rimbeud. Au fil des heures (la fête en e duré vingt-quatre, jusqu'nu dimanche en début d'après-midi, on e eu tout le temps de filer cette métaphore sur l'absence irrémédiable du poète parti.

Graphistes, plasticiens, scéno-graphes, comédiens, musiciens, cinéaetes evaient été mobilisés pour mettre un point final à la célébration du centenzire de la mort de Rimbaud. Se retrouvalent à l'enterrement de proches parents (Léo Ferré, dont la familiarité avec Arthur date de bien avent le centenaire de la naissance de l'Ardennais) et de faux cousins, attirés par la pompe de l'occasion.

Dens la Grande Halle, les violons de Bleine Renninger (Améri-cain qui navigue entre new age et avant-garde) couvraient la voix et la guitare de Tom Verlaine (New-Yorkals convoqué perce

que, en 1977, il prit pour pseu-donyme le nom d'un poète français dont ses camarades punks n'avaient jamais entendu parler), on circulait d'installation en déclamation, un peu comme si l'on avait recouvert le plateau Beaubourg d'une charpente métallique.

La concentration de talent, au mètre carré (outre Ferré et Verfunèbre et chaleureux, Hector Zazou, inventent de nouvelles metières musicales eu sous-sol entre deux films de la «Cinémathèque imaginaire» qui aliait de Pasolini à F.-J. Ossang) écartait de justesse le risque d'ennui. · 🚎 . .

-

The second

Le ridicule finit par frapper vers 10 heures du matin, à l'arrivée de la rocurse des brûleurs de feu», relais à pied entre Cherle-ville et La Villette : un vol de sportifs rougeoyents dans l'air vif du matin, vêtus de sweat-shints frappéa du nom d'Arthur.

Maigré où à cause même de la présence d'une poignée d'earnis d'Arthur Rimbeud » qui distribusient des tracts imprécatoires, on se prenelt à regretter les fureurs d'anten, les irruptions imbécies ou lumineuses qui boueversaient ces célébrations.

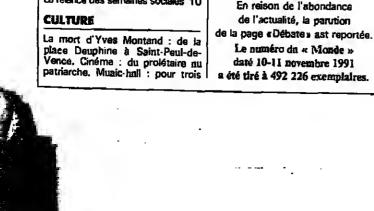
Heureusement, dens les prenières heures de la « Perade », des milliers de vers de Rimbaud avalent rejoint les bibliothèques et les mémoires pour continuer leur travail de dérèglement.

THOMAS SOTINEL

Mort de sociologue François Bourricaud. - François Bourricaud. essayiste et universitaire, professeur de sociologie à l'université Paris-V. est mort, vendredi 8 novembre à Paris, à l'âge de soixante-huit ans. Ce fils de viticulteur bordelais, agrégé de philosophie et docteur ès lettres, avait commencé sa carrière lettres, avant commencé sa carrière d'enseignant juste à la fin de la guerre, en 1945, an lycée d'Angoulème, avant de devenir assistant de sociologie à la faculté des lettres de Paris dès 1947, débutant ainsi une carrière universitaire qu'il ne devait jamais abandonner. Il fut par ailleurs consciller technique au dénucléariser totalement le sud de la péninsule. - (AFP, AP, Reuter, UPI.) 1967-1968.

C'est en 1961, avec la publication de sa thèse Esquisse d'une théorie de l'autorité, que commence sa carrière d'essayiste. On lui doit plusieurs fivres, notamment Pouvoir et société dans le Pérou contemporain (1967), Universités à la dérive (1971), le Bricolage idéologique, un essai sur les intellectuels et les passions démocratiques, paru aux PUF en 1981, le Retour de la droite, publié en 1986 chez Calmeon-Lévy, essai dens lequel François Bourrieaud voulait rajeunir la droite en lui donnant une nouvelle conception de l'ordre social nouvelle conception de l'ordre social (le Monde du 2 mai 1986). François Bourricaud était aussi

l'auteur, evec Raymond Boudon, du Dictionnaire critique de la sociologie



.... 10